

Conseil du commerce des marchandises

**COMPTE RENDU DE LA RÉUNION DU CONSEIL
DU COMMERCE DES MARCHANDISES
24 ET 25 novembre 2022**

PRÉSIDENT: M. ÉTIENNE OUDOT DE DAINVILLE

La réunion du Conseil du commerce des marchandises (CCM, ou le Conseil) a été convoquée par les aérogrammes WTO/AIR/CTG/23, WTO/AIR/CTG/23/Rev.1 et WTO/AIR/CTG/23/Rev.1/Add.1; l'ordre du jour proposé pour la réunion a été distribué sous la cote G/C/W/823.

1 NOTIFICATION D'ACCORDS COMMERCIAUX RÉGIONAUX.....	5
2 QUESTIONS RELATIVES À L'ACCÈS AUX MARCHÉS	5
2.1 Décision sur la mise en distribution générale des documents de négociation du Cycle d'Uruguay – Projet de décision (G/C/W/822).....	5
2.2 Introduction des modifications du Système harmonisé dans les listes de concessions de l'OMC – Prorogation de décisions portant octroi d'une dérogation collective	6
2.3 Introduction des modifications du Système harmonisé 2022 dans les listes de concessions tarifaires de l'OMC – Projet de décision portant octroi d'une dérogation (G/C/W/820).....	6
3 ADHÉSION DE LA RÉPUBLIQUE D'ARMÉNIE À L'UNION ÉCONOMIQUE EURASIATIQUE: PROCÉDURES AU TITRE DE L'ARTICLE XXVIII:3 DU GATT DE 1994 – COMMUNICATION DE L'ARMÉNIE (G/L/1110/ADD.8).....	6
4 ADHÉSION DE LA RÉPUBLIQUE KIRGHIZE À L'UNION ÉCONOMIQUE EURASIATIQUE: PROCÉDURES AU TITRE DE L'ARTICLE XXVIII:3 DU GATT DE 1994 – COMMUNICATION DE LA RÉPUBLIQUE KIRGHIZE (G/L/1137/ADD.7)	7
5 MESURES ACCORDANT AUX PMA AYANT RÉCEMMENT QUITTÉ CE STATUT ET DONT LE PNB EST INFÉRIEUR À 1 000 USD DES AVANTAGES AU TITRE DE L'ANNEXE VII B) DE L'ACCORD SUR LES SUBVENTIONS ET LES MESURES COMPENSATOIRES – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR DJIBOUTI AU NOM DU GROUPE DES PMA (WT/GC/W/742-G/C/W/752)	7
6 UNION EUROPÉENNE – MISE EN ŒUVRE D'OBSTACLES NON TARIFAIRES VISANT LES PRODUITS AGRICOLES – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR L'AUSTRALIE, LE BRÉSIL, LE CANADA, LA COLOMBIE, LE COSTA RICA, L'ÉQUATEUR, LES ÉTATS-UNIS, LE GUATEMALA, LA JAMAÏQUE, LE PANAMA, LE PARAGUAY, LA RÉPUBLIQUE DOMINICAINE ET L'URUGUAY (G/C/W/767/REV.1)	9
7 INDE – POLITIQUE RELATIVE À L'IMPORTATION DE PNEUMATIQUES – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LE CANADA; L'INDONÉSIE; LE TERRITOIRE DOUANIER DISTINCT DE TAIWAN, PENGHU, KINMEN ET MATSU; LA THAÏLANDE ET L'UNION EUROPÉENNE	21
8 CHINE – MESURES ADMINISTRATIVES POUR L'ENREGISTREMENT DES PRODUCTEURS ÉTRANGERS D'ALIMENTS IMPORTÉS – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR L'AUSTRALIE; LES ÉTATS-UNIS ET LE TERRITOIRE DOUANIER DISTINCT DE TAIWAN, PENGHU, KINMEN ET MATSU.....	24
9 ÉTATS-UNIS – MESURES DE SUBVENTION DISCRIMINATOIRES ET AYANT DES EFFETS DE DISTORSION DES ÉCHANGES AU TITRE DE LA LOI DE 2022 SUR LA RÉDUCTION DE L'INFLATION – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LA CHINE	29

10 ÉTATS-UNIS – SÉRIE DE MESURES DE POLITIQUE GÉNÉRALE AYANT DES EFFETS DE DISTORSION SUR L'INDUSTRIE DES SEMI-CONDUCTEURS ET SA CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT MONDIALE – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LA CHINE	37
11 CHINE – APPLICATION DE MESURES PERTURBATRICES ET RESTRICTIVES POUR LE COMMERCE – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR L'AUSTRALIE	42
12 NIGÉRIA – POLITIQUES RESTRICTIVES VISANT LES PRODUITS AGRICOLES – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LE BRÉSIL	46
13 ROYAUME-UNI – LOI DU ROYAUME-UNI SUR L'ENVIRONNEMENT: PRODUITS PRÉSENTANT UN RISQUE POUR LES FORÊTS – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LE BRÉSIL ET L'INDONÉSIE	47
14 AUSTRALIE, CANADA, ÉTATS-UNIS, JAPON, NOUVELLE-ZÉLANDE, ROYAUME-UNI, SUISSE ET UNION EUROPÉENNE – MESURES DE RESTRICTION DU COMMERCE PRISES UNILATÉRALEMENT À L'ENCONTRE DE LA RUSSIE – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LA FÉDÉRATION DE RUSSIE	50
15 CHINE – TRANSPARENCE DES SUBVENTIONS ET OBLIGATIONS DE LA CHINE EN MATIÈRE DE PUBLICATION ET D'ÉTABLISSEMENT DE POINTS D'INFORMATION EN VERTU DE SON PROTOCOLE D'ACCESSION – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR L'AUSTRALIE, LE CANADA, LES ÉTATS-UNIS, LE JAPON, LE ROYAUME-UNI ET L'UNION EUROPÉENNE	59
16 INDE – RESTRICTIONS À L'IMPORTATION DE CERTAINES LÉGUMINEUSES – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR L'AUSTRALIE, LE CANADA, LES ÉTATS-UNIS ET L'UNION EUROPÉENNE	62
17 ÉTATS-UNIS – RESTRICTIONS À L'IMPORTATION DE POMMES ET DE POIRES – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR L'UNION EUROPÉENNE	64
18 PAKISTAN – RESTRICTIONS À L'IMPORTATION DE DENRÉES ALIMENTAIRES ET DE BIENS DE CONSOMMATION – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR L'UNION EUROPÉENNE	64
19 INDONÉSIE – PROGRAMME DE REMPLACEMENT DES IMPORTATIONS ET BALANCE-MATIÈRES – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR L'UNION EUROPÉENNE	65
20 INDONÉSIE – POLITIQUES ET PRATIQUES AYANT DES EFFETS DE RESTRICTION DES IMPORTATIONS ET DES EXPORTATIONS – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LE JAPON, LA NOUVELLE-ZÉLANDE ET L'UNION EUROPÉENNE.....	68
21 ÉGYPTÉ – UTILISATION OBLIGATOIRE D'UNE LETTRE DE CRÉDIT COMME CONDITION DE PAIEMENT POUR LES IMPORTATIONS – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR L'UNION EUROPÉENNE.....	73
22 ÉGYPTÉ – PRESCRIPTIONS EN MATIÈRE DE CERTIFICATION HALAL POUR LES PRODUITS ALIMENTAIRES ET LES BOISSONS IMPORTÉS – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR L'AUSTRALIE, LE CANADA ET LES ÉTATS-UNIS	74
23 UNION EUROPÉENNE – DROITS COMPENSATEURS VISANT LES PRODUITS EN ACIER INOXYDABLE LAMINÉS À FROID – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR L'INDONÉSIE	79
24 UNION EUROPÉENNE – PACTE VERT POUR L'EUROPE (MÉCANISME D'AJUSTEMENT CARBONE AUX FRONTIÈRES ET PRODUITS ZÉRO DÉFORESTATION) – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LE BRÉSIL ET L'INDONÉSIE	80
25 AUSTRALIE – ENQUÊTE ANTIDUMPING ET RÉEXAMEN DES DROITS ANTIDUMPING CONCERNANT LE PAPIER DE FORMAT A4 POUR DUPLICATEUR – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR L'INDONÉSIE.....	91
26 VIET NAM – DROIT ANTICONTOURNEMENT VISANT LE SUCRE – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR L'INDONÉSIE	92
27 PHILIPPINES – ENQUÊTE SUR LE DROIT DE SAUVEGARDE VISANT LES PRODUITS EN POLYÉTHYLÈNE HAUTE DENSITÉ (PEHD) – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR L'INDONÉSIE	93

28 UNION EUROPÉENNE – RÈGLEMENT (UE) 2017/2321 ET RÈGLEMENT (UE) 2018/825 – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LA FÉDÉRATION DE RUSSIE	94
29 UNION EUROPÉENNE – RÈGLEMENT (CE) N° 1272/2008 (RÈGLEMENT CLP) – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LA FÉDÉRATION DE RUSSIE	95
30 INDE – RESTRICTION À L'IMPORTATION DE CLIMATISEURS – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LE JAPON ET LA THAÏLANDE.....	96
31 ÉMIRATS ARABES UNIS, ÉTAT DU KOWEÏT, OMAN, QATAR, ROYAUME D'ARABIE SAOUDITE ET ROYAUME DE BAHREÏN – TAXE SÉLECTIVE APPLIQUÉE À CERTAINS PRODUITS IMPORTÉS – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LES ÉTATS-UNIS ET LA SUISSE.....	97
32 ÉTATS-UNIS – STATUT DE LA FÉDÉRATION DE RUSSIE EN TANT QU'ÉCONOMIE DE MARCHÉ DANS LES PROCÉDURES EN MATIÈRE DE DROITS ANTIDUMPING – DEMANDE DE LA FÉDÉRATION DE RUSSIE.....	99
33 CHINE – RÈGLEMENT SUR LA SUPERVISION ET L'ADMINISTRATION DES PRODUITS COSMÉTIQUES (CSAR) – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR L'AUSTRALIE, L'UNION EUROPÉENNE, LE JAPON ET LES ÉTATS-UNIS	100
34 MEXIQUE – PROCÉDURE D'ÉVALUATION DE LA CONFORMITÉ DES FROMAGES À LA NORME OFFICIELLE MEXICAINE NOM-223-SCFI/SAGARPA-2018 – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LES ÉTATS-UNIS	104
35 INDE – DÉCRET RELATIF À L'EXIGENCE PRÉVOYANT QUE LES LOTS DE PRODUIS ALIMENTAIRES IMPORTÉS SOIENT ACCOMPAGNÉS D'UN CERTIFICAT ATTESTANT QUE LES PRODUITS SONT NON GÉNÉTIQUEMENT MODIFIÉS ET SANS OGM – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LES ÉTATS-UNIS.....	105
36 PANAMA – PRESCRIPTIONS RELATIVES À LA RÉCOLTE ET À LA GERMINATION DES OIGNONS ET POMMES DE TERRE – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LE CANADA ET LES ÉTATS-UNIS.....	107
37 UNION EUROPÉENNE – PROJET DE RÈGLEMENT DE LA COMMISSION MODIFIANT LES ANNEXES 2 ET 5 DU RÈGLEMENT (CE) N° 396/2005 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL CONCERNANT LES LIMITES MAXIMALES APPLICABLES AUX RÉSIDUS DE CLOTHIANIDINE ET DE THIAMÉTHOXAME DANS OU SUR CERTAINS PRODUITS – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LES ÉTATS-UNIS.....	108
38 AUSTRALIE – PROHIBITION DISCRIMINATOIRE CONCERNANT L'ACCÈS AUX MARCHÉS DES ÉQUIPEMENTS 5G – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LA CHINE.....	115
39 UNION EUROPÉENNE – PROHIBITION DISCRIMINATOIRE DE LA SUÈDE CONCERNANT L'ACCÈS AUX MARCHÉS DES ÉQUIPEMENTS 5G – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LA CHINE	116
40 UNION EUROPÉENNE – MÉCANISME D'AJUSTEMENT CARBONE AUX FRONTIÈRES – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LA CHINE.....	116
41 ÉTATS-UNIS – MESURES DE CONTRÔLE DES EXPORTATIONS POUR LES ENTREPRISES CHINOISES – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LA CHINE	121
42 ÉTATS-UNIS – RESTRICTION QUANTITATIVE DISCRIMINATOIRE À L'IMPORTATION D'ACIER ET/OU D'ALUMINIUM – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LA CHINE	121
43 ÉTATS-UNIS – MESURES CONCERNANT LA PROHIBITION DE L'ACCÈS AUX MARCHÉS POUR LES PRODUITS DES TIC – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LA CHINE	122
44 CHINE – PROJET DE NORME NATIONALE CHINOISE RECOMMANDÉE (GB/T) POUR LES ÉQUIPEMENTS DE BUREAU (TECHNOLOGIE DE SÉCURITÉ DE L'INFORMATION – SPÉCIFICATION RELATIVE À LA SÉCURITÉ POUR LES ÉQUIPEMENTS DE BUREAU) – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LE JAPON	123
45 CHINE – PROJET DE RÉVISION DE LA LOI CHINOISE SUR LES MARCHÉS PUBLICS – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LE JAPON	124
46 CHINE – LOI SUR LE CONTRÔLE DES EXPORTATIONS – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LE JAPON	125

47 UNION EUROPÉENNE – MODIFICATION PROPOSÉE DES ENGAGEMENTS EN MATIÈRE DE CONTINGENTS TARIFAIRES: PRÉOCCUPATIONS SYSTÉMIQUES – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR L'URUGUAY	128
48 UNION EUROPÉENNE – SYSTÈMES DE QUALITÉ APPLICABLES AUX PRODUITS AGRICOLES ET AUX DENRÉES ALIMENTAIRES – ENREGISTREMENT DE CERTAINES DÉNOMINATIONS DE FROMAGES EN TANT QU'INDICATIONS GÉOGRAPHIQUES – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LA NOUVELLE-ZÉLANDE ET L'URUGUAY	128
49 ROYAUME-UNI – PROJET DE LISTE CONCERNANT LES MARCHANDISES ET PROPOSITION D'ENGAGEMENTS DU ROYAUME-UNI EN MATIÈRE DE CONTINGENTS TARIFAIRES: PRÉOCCUPATIONS SYSTÉMIQUES – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR L'URUGUAY	129
50 UNION EUROPÉENNE – PACTE VERT POUR L'EUROPE – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LA FÉDÉRATION DE RUSSIE	130
51 EXAMEN DES RAPPORTS ANNUELS DES ORGANES SUBSIDIAIRES DU CONSEIL DU COMMERCE DES MARCHANDISES	131
52 ADOPTION DU RAPPORT ANNUEL DU CONSEIL DU COMMERCE DES MARCHANDISES AU CONSEIL GÉNÉRAL (G/C/W/821)	132
53 AUTRES QUESTIONS.....	132
53.1 Fonctionnement du Conseil du commerce des marchandises et de ses organes subsidiaires – Renseignements fournis par le Président.....	132
53.2 Questions de mise en œuvre découlant de la CM12 – Renseignements fournis par le Président	137
53.3 Date de la prochaine réunion.....	144

Le Président a indiqué que compte tenu de la longueur de l'ordre du jour, il serait préférable que les interventions des Membres restent brèves, si possible. Il a invité les Membres qui prévoyaient de présenter des déclarations écrites plus longues afin qu'elles soient incorporées au compte rendu de la réunion à indiquer expressément que telle est leur intention lorsqu'ils prendront la parole. Afin que le compte rendu soit élaboré avec transparence, le Secrétariat ne rendra compte que de ce qui aura été dit à la réunion, sauf dans les cas où un Membre aura clairement fait savoir qu'il a l'intention de présenter une déclaration plus longue par écrit. Le Président a informé les délégations qu'au titre du point de l'ordre du jour intitulé "Autres questions", il présenterait ses observations sur le fonctionnement du CCM et de ses organes subsidiaires sur la base des discussions qui avaient eu lieu lors de la réunion informelle du Conseil du 14 octobre 2022, informerait les Membres des travaux entrepris sur les questions de mise en œuvre découlant de la CM12 et annoncerait la date de la prochaine réunion du Conseil.

Le délégué de la Fédération de Russie a indiqué ce qui suit:

La Fédération de Russie souhaite s'associer au point 24 de l'ordre du jour, intitulé "Union européenne – Pacte vert pour l'Europe (Mécanisme d'ajustement carbone aux frontières et produits zéro déforestation)", et demande le retrait du point 50, intitulé "Union européenne – Mécanisme d'ajustement carbone aux frontières – Demande présentée par la Fédération de Russie".

La déléguée des États-Unis a indiqué ce qui suit:

Les États-Unis souhaitent que soit retiré le point 18 de l'ordre du jour, intitulé "Pakistan – Restrictions à l'importation de denrées alimentaires et de biens de consommation".

La déléguée de l'Union européenne a indiqué ce qui suit:

Par souci de clarté, l'Union européenne indique qu'elle fait partie des auteurs du document servant de base au point 18, intitulé "Pakistan – Restrictions à l'importation de denrées alimentaires et de biens de consommation", et demande que ce point soit maintenu à l'ordre du jour.

Le délégué du Nigéria a indiqué ce qui suit:

Le Nigéria souhaite s'associer au point 24 de l'ordre du jour, intitulé "Union européenne – Pacte vert pour l'Europe (Mécanisme d'ajustement carbone aux frontières et produits zéro déforestation)".

Le Président a résumé ces changements comme suit: Le point 50 de l'ordre du jour avait été retiré de l'ordre du jour de la réunion; la Fédération de Russie et le Nigéria avaient demandé à s'associer au point 24 de l'ordre du jour; s'agissant du point 18 de l'ordre du jour, bien que les États-Unis se soient retirés des coauteurs, ce point était resté à l'ordre du jour à la demande de l'Union européenne.

L'ordre du jour a ainsi été adopté.

1 NOTIFICATION D'ACCORDS COMMERCIAUX RÉGIONAUX

1.1. Le Président a rappelé que, conformément aux procédures de travail convenues par le Comité des accords commerciaux régionaux (CACR) et à la suite de l'adoption par le Conseil général du Mécanisme pour la transparence¹, le CCM devait être tenu informé des notifications de nouveaux accords commerciaux régionaux (ACR) présentées par les Membres. Il a informé le Conseil que les cinq ACR suivants avaient été notifiés au CACR:

- Accord du Pacifique pour le renforcement des relations économiques Plus (PACER-Plus) – Entrée en vigueur pour les Tuvalu et le Vanuatu, marchandises (WT/REG451/N/2);
- Accord de libre-échange entre les États de l'AELE et les États membres du Conseil de coopération du Golfe (CCG), marchandises (WT/REG465/N/1);
- Accord commercial entre le Royaume-Uni et la Colombie, l'Équateur et le Pérou, marchandises (WT/REG425/N/2);
- Royaume-Uni – Colombie, marchandises – Notification de dénonciation (WT/REG410/N/2); et
- Royaume-Uni – Türkiye, marchandises (WT/REG434/N/1/Add.1).

1.2. Le Conseil a pris note des renseignements fournis.

2 QUESTIONS RELATIVES À L'ACCÈS AUX MARCHÉS

2.1. Le Président a informé les Membres que, comme indiqué dans l'aérogamme, le Comité de l'accès aux marchés avait transmis trois points au Conseil pour examen.

2.1 Décision sur la mise en distribution générale des documents de négociation du Cycle d'Uruguay – Projet de décision (G/C/W/822)

2.2. Le Président a appelé l'attention des Membres sur le document G/C/W/822 contenant un projet de décision sur la mise en distribution générale de documents de négociation du Cycle d'Uruguay. Ce projet de décision suivait la même approche que celle qui avait été utilisée lors d'exercices antérieurs de mise en distribution générale pour les cycles précédents de négociations commerciales multilatérales. À sa réunion des 18 et 19 octobre 2022, le Comité de l'accès aux marchés était convenu de transmettre ce projet de décision au Conseil pour examen. À cette réunion, il avait également été convenu que les Membres auraient jusqu'au 23 novembre pour contacter le Secrétariat et demander le retrait de tout document supplémentaire de la liste des documents à mettre en distribution générale. Il a informé le Conseil que, comme aucune demande supplémentaire n'avait été reçue, le document G/C/W/822 contenait la liste complète des documents qui seraient mis en distribution générale. Il a donc proposé que le Conseil convienne de transmettre ce document au Conseil général pour adoption.

¹ Documents WT/REG/16, WT/L/671 et G/C/M/88.

2.3. Le Conseil en est ainsi convenu.

2.2 Introduction des modifications du Système harmonisé dans les listes de concessions de l'OMC – Prorogation de décisions portant octroi d'une dérogation collective

2.4. Le Président a informé les Membres qu'à sa réunion des 18 et 19 octobre 2022, le Comité de l'accès aux marchés était convenu de transmettre au Conseil, pour examen, quatre projets de demandes collectives de prorogations de dérogation concernant l'introduction des modifications du Système harmonisé dans les listes de concessions de l'OMC, projets qui étaient distribués sous les cotes G/C/W/815, G/C/W/816, G/C/W/817 et G/C/W/818. Ces documents proposaient des prorogations d'un an des projets de décisions portant octroi d'une dérogation collective concernant le SH2002, le SH2007, le SH2012 et le SH2017, ces prorogations arrivant toutes à expiration le 31 décembre 2022. Le Président a proposé que le Conseil convienne de transmettre les projets de décisions portant octroi d'une dérogation collective contenus dans ces documents au Conseil général pour adoption.

2.5. Le Conseil en est ainsi convenu.

2.3 Introduction des modifications du Système harmonisé 2022 dans les listes de concessions tarifaires de l'OMC – Projet de décision portant octroi d'une dérogation (G/C/W/820)

2.6. Le Président a appelé l'attention des Membres sur le document G/C/W/820 qui reproduit le projet de décision portant octroi d'une dérogation intitulé "Introduction des modifications du Système harmonisé de 2022 dans les listes de concessions tarifaires de l'OMC". Ce projet de décision suivait la même approche que celle qui avait été utilisée dans les dérogations pour les exercices de transposition antérieurs. À sa réunion des 18 et 19 octobre 2022, le Comité de l'accès aux marchés était convenu de transmettre le projet de décision au Conseil pour examen avant qu'il ne soit transmis au Conseil général en vue d'une action appropriée. Il a donc proposé que le Conseil convienne de transmettre le projet de décision portant octroi d'une dérogation collective au Conseil général pour adoption.

2.7. Le Conseil en est ainsi convenu.

3 ADHÉSION DE LA RÉPUBLIQUE D'ARMÉNIE À L'UNION ÉCONOMIQUE EURASIATIQUE: PROCÉDURES AU TITRE DE L'ARTICLE XXVIII:3 DU GATT DE 1994 – COMMUNICATION DE L'ARMÉNIE (G/L/1110/ADD.8)

3.1. Le Président a informé les Membres que, dans une communication datée du 1^{er} novembre 2022, la délégation de l'Arménie avait demandé au Secrétariat de distribuer le document G/L/1110/Add.8 concernant la prorogation du délai applicable au retrait de concessions dans le cadre de l'adhésion de l'Arménie à l'Union économique eurasiatique (UEE) jusqu'au 2 janvier 2024.

3.2. Le délégué de l'Arménie a indiqué ce qui suit:

3.3. Après la dernière prorogation, l'Arménie a poursuivi ses consultations et ses échanges avec les délégations intéressées. Toutefois, compte tenu des circonstances actuelles, ses efforts ont été moins intenses. L'Arménie a néanmoins accompli des avancées positives et réalisé de véritables progrès concernant l'ensemble de textes relatifs à l'accès aux marchés pour les produits non agricoles (AMNA) et elle travaille également à la formulation d'un ensemble de mesures de compensation en faveur de l'agriculture qui soient mutuellement acceptables.

3.4. Cependant, vu le nombre de Membres intéressés participant au processus et les obstacles techniques et logistiques à surmonter, l'Arménie estime que des délais supplémentaires seront nécessaires pour achever les négociations sur les compensations. Ainsi, dans l'objectif d'organiser le processus de façon appropriée et conforme au document G/L/1110/Add.8, l'Arménie a indiqué ce qui suit: "Dans le cadre du Traité d'adhésion de la République d'Arménie à l'Union économique eurasiatique (UEE) [...]; et pour que les Membres puissent réserver leurs droits en attendant la communication au Secrétariat de l'OMC des accords conclus dans le contexte de l'article XXIV:6

(GATT), l'Arménie estime qu'il est souhaitable de prévoir une prorogation de 12 mois (c'est-à-dire jusqu'au 2 janvier 2024)."

3.5. Par conséquent, l'Arménie fait savoir qu'elle est disposée à accorder aux Membres une prorogation de 12 mois supplémentaires, jusqu'au 2 janvier 2024, pour le retrait de concessions substantiellement équivalentes au titre de l'article XXVIII:3 du GATT de 1994. L'Arménie demande au Conseil d'approuver cette prorogation proposée.

3.6. Le Conseil en est ainsi convenu.

4 ADHÉSION DE LA RÉPUBLIQUE KIRGHIZE À L'UNION ÉCONOMIQUE EURASIATIQUE: PROCÉDURES AU TITRE DE L'ARTICLE XXVIII:3 DU GATT DE 1994 – COMMUNICATION DE LA RÉPUBLIQUE KIRGHIZE (G/L/1137/ADD.7)

4.1. Le Président a informé les Membres que, dans une communication datée du 2 novembre 2022, la délégation de la République kirghize avait demandé au Secrétariat de distribuer le document G/L/1137/Add.7, concernant la prorogation du délai applicable au retrait de concessions dans le cadre de l'adhésion de la République kirghize à l'Union économique eurasiatique (UEE), jusqu'au 12 février 2024.

4.2. Le délégué de la République kirghize a indiqué ce qui suit:

4.3. La République kirghize est encore en train d'analyser les qualifications et autres données pertinentes annoncées sur la base des déclarations d'intérêt initiales présentées par les Membres. La République kirghize procède à des échanges de vues instructifs avec l'un des Membres intéressés et se tient disposée à coopérer avec d'autres. La République kirghize souhaite rappeler que le délai accordé en vue du retrait de concessions substantiellement équivalentes expire le 12 février 2023. Étant donné qu'un délai supplémentaire serait nécessaire pour faire avancer ces négociations, et en vue de permettre aux Membres de réserver leurs droits en attendant que la communication relative à l'accord conclu dans le contexte de l'article XXIV:6 du GATT soit transmise au Secrétariat de l'OMC, la République kirghize demande une nouvelle prorogation des droits des Membres de retirer des concessions en attendant la conclusion des négociations au titre de l'article XXVIII:3 jusqu'au 12 février 2024, comme il était prévu dans le document G/L/1137/Add.7. Ainsi, la République kirghize ne fera pas valoir que les Membres de l'OMC qui ont présenté une demande au titre de l'article XXIV:6 du GATT de 1994 ne peuvent pas retirer des concessions substantiellement équivalentes parce que ce retrait intervient plus de six mois après le retrait de concessions de la République kirghize.

4.4. Sur la base des éléments susmentionnés, la République kirghize remercie les Membres de l'OMC intéressés de leur compréhension et du soutien dont ils témoignent par l'absence d'objections concernant la question de la prorogation des droits. La République kirghize poursuivra le dialogue et continuera à échanger des renseignements avec les partenaires concernés par ce processus en temps utile.

4.5. Le Conseil en est ainsi convenu.

5 MESURES ACCORDANT AUX PMA AYANT RÉCEMMENT QUITTÉ CE STATUT ET DONT LE PNB EST INFÉRIEUR À 1 000 USD DES AVANTAGES AU TITRE DE L'ANNEXE VII B) DE L'ACCORD SUR LES SUBVENTIONS ET LES MESURES COMPENSATOIRES – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR DJIBOUTI AU NOM DU GROUPE DES PMA (WT/GC/W/742-G/C/W/752)

5.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande du Djibouti, au nom du Groupe des PMA. Il croyait comprendre que cette proposition avait pour principal objet de permettre aux PMA ayant récemment quitté ce statut de bénéficier d'un traitement semblable à celui qui est accordé à certains pays en développement énumérés à l'Annexe VII b) de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires (Accord SMC). À la suite d'une demande faite à la réunion du CCM de juillet 2021, le Secrétariat avait actualisé le PNB de tous les Membres, et les PNB actualisés avaient été distribués en novembre 2021 dans le document G/SCM/W/585.

5.2. Le délégué du Bangladesh, au nom du Groupe des PMA, a indiqué ce qui suit:

5.3. La déclaration du Bangladesh sera brève car les Membres connaissent la position du Groupe des PMA sur cette question. Pour informer les nouveaux délégués et rafraîchir la mémoire du Conseil, le Bangladesh souhaite résumer la situation comme ceci: l'article 27.2 a) de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires (Accord SMC) prévoit que certains Membres peuvent bénéficier des flexibilités prévues par l'Accord, notamment en ce qui concerne l'octroi de subventions à l'exportation pour les produits non agricoles. L'Annexe VII de l'Accord indique que les Membres pouvant bénéficier de ces flexibilités appartiennent à deux catégories distinctes: i) les pays les moins avancés (PMA) (Annexe VII a)); et ii) certains pays en développement (Annexe VII b)), pour autant que leur RNB par habitant reste inférieur à 1 000 USD, en dollars constants de 1990.

5.4. L'Accord SMC n'indique pas clairement si un Membre qui est sorti de la catégorie des PMA et dont le PNB par habitant reste en dessous du seuil de 1 000 USD devrait également bénéficier des mêmes avantages que les pays en développement visés à l'Annexe VII b). Par conséquent, le Groupe des PMA propose qu'un Membre ayant quitté la catégorie des PMA ait la possibilité, pour autant que son RNB reste en dessous du seuil de 1 000 USD en dollars constants de 1990, d'utiliser la flexibilité prévue à l'article 27.2 de l'Accord SMC comme les pays en développement visés à l'Annexe VII b). Une telle décision est nécessaire à des fins de clarté et de prévisibilité. Le CCM peut approuver la communication des PMA et la recommander au Conseil général en vue d'une action appropriée.

5.5. Le Bangladesh fait référence à la note du Secrétariat contenue dans le document G/SCM/W/585, intitulé "Calcul du PNB par habitant pour tous les Membres de l'OMC à l'aide de la méthode figurant dans le document G/SCM/38", du 22 novembre 2021, qui confirme les préoccupations du Groupe des PMA. Le Groupe des PMA a indiqué que, au vu de la tendance à la croissance décrite dans la note, il est évident que de nombreux Membres peuvent sortir de la catégorie des PMA avec un RNB par habitant en dessous du seuil de 1 000 USD en dollars constants de 1990.

5.6. Le Groupe des PMA est reconnaissant à tous les Membres qui ont soutenu cette proposition depuis sa communication en 2018. Le Bangladesh, ainsi que le Groupe des PMA, continuera de travailler avec les délégations de l'Union européenne et des États-Unis et accueillera favorablement toute autre suggestion des Membres sur la manière d'obtenir un résultat positif à cet égard.

5.7. La déléguée des États-Unis a indiqué ce qui suit:

5.8. Comme les États-Unis l'ont indiqué en avril, ils remercient le Secrétariat d'avoir produit sa note du 22 novembre 2021, telle qu'elle figure dans le document G/SCM/W/585, intitulé "Calcul du PNB par habitant pour tous les Membres de l'OMC à l'aide de la méthode figurant dans le document G/SCM/38". Les États-Unis ont examiné attentivement la note. Malheureusement, les calculs du Secrétariat confirment leurs préoccupations, à savoir que des lacunes subsistent dans les informations nécessaires pour que cette proposition soit réalisable d'un point de vue technique. Les États-Unis sont disposés à examiner des idées et des propositions sur la manière de combler ces lacunes ou de traiter autrement le problème soulevé par la proposition.

5.9. La déléguée de l'Union européenne a indiqué ce qui suit:

5.10. L'Union européenne est consciente des difficultés auxquelles sont confrontés les pays en passe d'être retirés de la liste des PMA et soutient les initiatives constructives visant à mieux intégrer les PMA au système commercial multilatéral. C'est pourquoi elle encourage les discussions sur cette question. Dans le même temps, l'Union européenne trouverait intéressant d'avoir une discussion approfondie, qui pourrait être organisée avec l'aide du Secrétariat de l'OMC, sur la manière dont les PMA utilisent les subventions à l'exportation et sur la manière dont ces subventions contribuent à leur développement économique. Dans ce contexte, il serait également utile que les PMA communiquent des notifications actualisées concernant les subventions au titre de l'article 25 de l'Accord SMC. À cette fin, l'UE rappelle qu'une assistance technique peut être fournie par l'intermédiaire de l'OMC sous la forme d'une aide aux notifications. En conclusion, l'Union européenne est prête à participer à des consultations informelles avec le Groupe des PMA sur cette question.

5.11. Le Conseil a pris note des déclarations faites.

6 UNION EUROPÉENNE – MISE EN ŒUVRE D'OBSTACLES NON TARIFAIRES VISANT LES PRODUITS AGRICOLES – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR L'Australie, LE BRÉSIL, LE CANADA, LA COLOMBIE, LE COSTA RICA, L'ÉQUATEUR, LES ÉTATS-UNIS, LE GUATEMALA, LA JAMAÏQUE, LE PANAMA, LE PARAGUAY, LA RÉPUBLIQUE DOMINICAINE ET L'URUGUAY (G/C/W/767/REV.1)

6.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande de l'Australie, du Brésil, du Canada, de la Colombie, du Costa Rica, de l'Équateur, des États-Unis, du Guatemala, de la Jamaïque, du Panama, du Paraguay, de la République dominicaine et de l'Uruguay.

6.2. La déléguée du Paraguay a indiqué ce qui suit:

6.3. Le Paraguay regrette qu'il faille persister à soulever la préoccupation commerciale considérée dans le cadre des travaux du Conseil, mais note que malheureusement, non seulement aucun progrès n'a été possible vers un règlement, depuis plusieurs années que la question a été soulevée, mais l'Union européenne, de façon préoccupante, se propose de créer encore davantage d'obstacles injustifiés visant les produits agricoles. Le Paraguay fait observer en effet qu'un tiers des nombreuses questions figurant actuellement à l'ordre du jour du Conseil résultent de politiques de l'UE, dont la plupart ont ou auront un effet sur le commerce des produits agricoles. Par conséquent, pour économiser du temps et étant donné le caractère interdépendant des questions commerciales et de la longueur de son intervention, le Paraguay prendra la parole une seule fois pour traiter ce point, et les propositions concernant le commerce des produits de base "zéro déforestation" et la réduction des LMR applicables à certaines substances pour des raisons environnementales, qui font l'objet des points 24 et 37, respectivement, de l'ordre du jour de la réunion.

6.4. En ce qui concerne la suspension ou le non-renouvellement de l'autorisation de substances et la réduction des LMR qui en découle, l'Union européenne répond régulièrement, dans cette instance et d'autres, que le commerce n'a pas chuté, mais cet argument est peu solide. Les Membres entendent des chiffres censés justifier des progrès supposés du commerce inclusif, mais la valeur des échanges peut augmenter en dépit d'une diminution de leur volume du fait de la hausse des prix sur un marché des produits alimentaires qui, sous l'effet des problèmes que l'on connaît actuellement, est très instable. En outre, il n'a pas échappé aux Membres que les substances sont retirées progressivement, ce qui veut dire qu'il existe encore des solutions de remplacement qui, tôt ou tard, subiront le même sort que les substances concernées par le non-renouvellement. Les Membres sont aussi conscients que ces politiques ne sont pas appliquées isolément, mais qu'elles sont interdépendantes, et que leur application progressive masquera leurs effets sur le commerce jusqu'à ce qu'elles aient été intégralement appliquées.

6.5. Le deuxième argument avancé par l'Union européenne est qu'elle n'est pas en mesure de prévoir des périodes de transition plus longues pour permettre aux partenaires commerciaux d'adapter leurs systèmes de production, en particulier du fait de l'absence de solutions de remplacement viables aux substances pour lesquelles la limite a été abaissée à 0,01, au motif que l'on ne saurait compromettre la santé des consommateurs et le niveau élevé de protection dont elle fait l'objet. L'UE affirme que le non-renouvellement est dès lors la seule option possible si, en vertu de l'approche fondée sur les dangers, un risque potentiel pour la santé humaine a été détecté. Or, le Paraguay ne demande pas le renouvellement de l'autorisation de substances nocives, mais plutôt que les substances soient déterminées au moyen de critères scientifiques et non politiques. Ce type de politisation dissuade souvent les fabricants de produits chimiques de demander un renouvellement: un rejet en Europe peut avoir des conséquences pour leurs produits sur d'autres marchés. En conséquence, le Paraguay demande à nouveau à l'UE de tenir compte des renseignements sur les produits phytopharmaceutiques communiqués par des institutions spécialisées reconnues par l'OMC telles que le Codex Alimentarius; de fonder ses décisions sur des preuves scientifiques concluantes et des pondérations de risque réel, conformément aux normes et principes internationaux applicables; et, lorsque les mesures sont dûment justifiées, de prévoir des périodes de transition et des tolérances à l'importation appropriées.

6.6. Le Paraguay renouvelle ses préoccupations quant à la politisation des processus scientifiques considérés, comme cela s'est produit dernièrement lors des débats sur le renouvellement de l'autorisation du glyphosate, où les États membres de l'Union européenne n'ont pas pu s'accorder sur une prorogation afin que le processus d'évaluation relatif au glyphosate puisse se poursuivre du fait que les trois rapporteurs n'avaient pas achevé à temps leur examen du dossier. Il est remarquable qu'un des États agissant en qualité de rapporteur ait refusé d'accorder plus de temps

pour que l'évaluation soit achevée. Le Paraguay espère que la Commission européenne sera en mesure de donner de plus amples renseignements sur ce qu'elle prévoit de faire pour que l'évaluation du dossier puisse être achevée, et pour empêcher des perturbations considérables des échanges, étant donné que l'homologation du glyphosate expirera d'ici à une vingtaine de jours.

6.7. Le troisième argument avancé est que les États membres de l'Union européenne doivent se conformer à la même politique que les partenaires commerciaux de l'UE. Or, les États membres de l'UE délivrent en général des autorisations d'urgence pour les substances mêmes qui sont considérées par la Commission comme présentant un danger pour la santé humaine. Les informations publiques dont on dispose témoignent d'une "situation d'urgence permanente" dans laquelle des autorisations sont délivrées périodiquement dans les mêmes États membres, pour les mêmes produits, voire pendant les mêmes saisons, pour accorder aux producteurs européens une autorisation de fait de continuer d'utiliser des substances pourtant "interdites" dans l'UE depuis de nombreuses années. Le Paraguay a exposé en d'autres occasions comment bon nombre de ces autorisations sont validées sans que les formulaires de demande, qui sont aussi publics, aient même été entièrement renseignés. L'UE répondra sans doute à cela que ces compétences relèvent des États membres et que l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) examine les autorisations d'urgence pour vérifier que les États membres n'en abusent pas. Cependant, dans toutes les évaluations de l'EFSA que le Paraguay a pu retrouver dans le domaine public, à chaque fois qu'il n'existait pas de substance chimique de remplacement pour contrôler un parasite, même quand le recours à d'autres moyens de contrôle et à des bonnes pratiques agricoles était possible, l'EFSA a estimé que l'autorisation d'urgence était justifiée. Ainsi, les producteurs européens continuent de bénéficier systématiquement d'autorisations d'urgence et de subventions généreuses visant à conserver des méthodes de production incompatibles avec des conditions climatiques et géographiques différentes, comme celles du Paraguay. Les arguments avancés par les agriculteurs européens pour justifier les demandes d'autorisation présentées par leur pays sont analogues à ceux que font valoir les partenaires commerciaux de l'UE, et comprennent notamment l'absence de solutions de remplacement viables, le potentiel de création de résistance, l'utilisation sûre, conformément aux bonnes pratiques agricoles, de cet instrument et les pertes certaines qui découleraient de sa suppression pour la production. La différence tient au fait que les doléances des producteurs européens sont entendues et qu'une solution y est apportée, tandis que celles du Paraguay et d'autres pays de la même région continuent d'être ignorées. Il ne s'agit pas de protéger la santé, puisqu'il n'a pas été prouvé que ces politiques étaient efficaces et qu'aucune preuve scientifique ne permet de justifier leur application; il s'agit simplement de protectionnisme.

6.8. Le Paraguay a adressé des questions à la Commission plusieurs mois auparavant, et lorsque la Commission a éludé ces questions par l'argument selon lequel les autorisations d'urgence relèvent de la compétence des autorités nationales, le Paraguay a alors posé de nouveau les mêmes questions, de concert avec d'autres Membres de l'OMC, aux 27 États membres de l'UE, qui sont aussi Membres de plein droit de l'OMC. Nous attendons toujours leurs réponses. Le Paraguay se demande comment il est possible de justifier un produit qui, selon la Commission, présente un risque inacceptable pour la santé des consommateurs européens, comme étant acceptable pour les États membres de l'UE lorsqu'il s'agit de protéger leur propre production agricole.

6.9. De plus, il est paradoxal que, même dans les cas où l'analyse de danger effectuée par l'Union européenne a conclu que certaines substances sont sûres et sans danger, d'autres facteurs, qui n'ont rien à voir avec la santé humaine ou animale et la préservation des végétaux, entrent en ligne de compte pour fixer les limites maximales de résidus (LMR). C'est ce qui s'est produit lors de l'abaissement de la LMR de la clothianidine et la thiaméthoxame au seuil de quantification, notifié dans le document G/TBT/N/EU/908. Le Paraguay note que l'UE entend recourir à des LMR pour ces substances non pas pour protéger les consommateurs européens, mais pour réglementer l'utilisation de néonicotinoïdes dans les processus et les méthodes de production de pays tiers. Le Paraguay estime que l'Accord OTC n'a pas été conçu pour permettre des mesures dont les objectifs sont manifestement extraterritoriaux. En outre, le Paraguay a des craintes sérieuses quant à la compatibilité de la mesure notifiée par l'UE avec les obligations prévues dans les règles de l'OMC en matière d'accès au marché et de non-discrimination.

6.10. Chaque Membre de l'OMC, y compris le Paraguay, connaît des besoins et des difficultés propres sur le plan de la production agricole, selon sa géographie, son écosystème et les moyens scientifiques dont il dispose localement, dans la recherche et la préservation d'une agriculture durable. Cet état de fait se traduit par des cadres réglementaires reposant sur des éléments scientifiques solides qui sont appliqués aux processus d'homologation aux fins d'évaluer les risques

des pesticides et de leurs utilisations, y compris l'évaluation des risques pour l'environnement et les pollinisateurs. L'intention manifestée par l'Union européenne d'imposer ses normes environnementales aux pays tiers méconnaît et dénigre ces politiques réglementaires locales, y compris régionales, et constitue une menace pour l'application de mesures et de politiques environnementales compatibles avec la situation particulière de chaque Membre. En outre, elle fait fi des responsabilités communes mais différenciées.

6.11. Qui plus est, l'Union européenne prend ces mesures sans renoncer au droit d'accorder des autorisations d'urgence, qui relève de la compétence des États membres de l'UE, ce qui permet auxdits États de continuer d'utiliser des produits qui ne pourraient pas l'être dans les pays tiers souhaitant commercer avec l'UE. À cet égard, le Paraguay note qu'il n'y a pas seulement discrimination, en pratique, entre les producteurs de l'UE et ses partenaires commerciaux, mais qu'il y a aussi une incohérence touchant l'objectif légitime poursuivi et les mesures prises pour atteindre celui-ci. Il note aussi que depuis l'interdiction des néonicotinoïdes dans l'UE, 213 autorisations d'urgence ont été délivrées pour leur utilisation dans l'UE, dont 91 pour la betterave à sucre, 52 pour le colza, 27 pour le tournesol et 40 pour d'autres cultures, dont le blé et certains légumes.

6.12. Enfin, un autre obstacle non tarifaire au commerce de produits agricoles que le Paraguay juge très préoccupant est le nouveau règlement relatif aux produits de base "zéro déforestation". Sur ce point, le Paraguay ne peut pas ne pas donner acte à l'Union européenne des efforts extraordinaires qu'elle déploie sur les plans bilatéral, plurilatéral et multilatéral. Néanmoins, ce que souhaite le Paraguay et ses producteurs, ce n'est pas une explication unilatérale des mesures en question, mais plutôt un dialogue franc qui permette de répondre aux demandes légitimes du Paraguay tout en allant vers une solution mutuellement acceptable à cette préoccupation commerciale. Le Paraguay rappelle que celle-ci est d'une grande importance pour les pays exportateurs de produits agricoles, en particulier les petits pays en développement dont l'économie et les moyens de subsistance sont fondamentalement tributaires du secteur agricole.

6.13. En ce qui concerne cette mesure, le Paraguay note aussi que, si certains Membres ont industrialisé leur économie et atteint leur niveau de développement actuel par des méthodes très polluantes et très nocives pour l'environnement, qui sont à l'origine des changements climatiques, d'autres Membres, dont le Paraguay lui-même, n'ont contribué que faiblement aux changements climatiques, mais sont néanmoins pénalisés et doivent se plier aux mêmes mesures, sans bénéficier du même niveau de soutien, au mépris flagrant du principe de responsabilités communes mais différenciées consacré par le droit international de l'environnement.

6.14. Le Paraguay considère que la transition vers la durabilité des systèmes de production doit être progressive et déterminée par les Membres eux-mêmes en fonction des besoins de leur développement économique et social. Les situations locales au niveau des différentes régions, qui ont leurs propres caractéristiques productives, sociales et environnementales, doivent aussi être respectées. Le Paraguay est particulièrement préoccupé par le coût élevé que supporteraient les producteurs simplement pour montrer qu'ils respectent les mesures de l'UE, lequel coût, à la différence des producteurs européens, ne représentera pas simplement une faible partie des subventions importantes qui leur sont versées, mais plutôt une partie de leurs bénéfices.

6.15. Dans sa réponse à la question posée à ce sujet au Comité de l'agriculture, l'Union européenne a indiqué avoir pris un "engagement important" d'un montant d'"1 milliard d'euros pour la protection, la restauration et la gestion durable des forêts dans les pays partenaires". Or, ce montant n'équivaut même pas au soutien ayant des effets de distorsion des échanges et de la production que l'UE accorde chaque année à la production de viande, qui fait partie des produits visés par la proposition, soutien dont le montant, d'après les données figurant dans la dernière notification DS:1 de l'UE, s'élève à 1 781,7 millions d'euros. Le Paraguay note qu'il n'a même pas encore mentionné le soutien supplémentaire reçu au titre d'autres programmes classés par l'Union européenne dans la catégorie verte, qui fait régulièrement l'objet de critiques de la part d'autres Membres.

6.16. En ce qui concerne le système utilisé par l'Union européenne pour classer les Membres par catégorie de risque, certains éléments intéressants sont apparus à la récente réunion du Comité de l'agriculture, en début de semaine. Le Paraguay note que l'on ne sait pas encore précisément comment ce système fonctionnera en pratique, et que les analyses se poursuivent au niveau de sa capitale à ce propos. Il est cependant très préoccupé par ce qu'il a vu du système jusqu'à présent. De fait, le Paraguay se demande s'il ne devrait pas, peut-être, engager des discussions avec les collègues chargés de la négociation des accords sur l'environnement au sujet de la modification

terminologique consistant à remplacer "contributions déterminées au niveau national" par "contributions déterminées au niveau de l'UE". Le Paraguay espère que ce n'est pas ce qui adviendra, et que l'UE sera en mesure de clarifier comment elle entend effectuer ce classement, tenir compte des responsabilités communes mais différenciées, et faire en sorte que le classement soit objectif et transparent et prenne en considération tous les éléments pertinents, y compris les trois piliers de la durabilité.

6.17. Le Paraguay rappelle que, bien qu'il compte 16,6 millions d'hectares de forêts naturelles (superficie équivalente à celle de la Suisse, du Danemark, de la Belgique, des Pays-Bas et de la Slovénie réunis), assure gratuitement des services écosystémiques et environnementaux, soutienne la conservation de 25% à 45% des forêts naturelles par les sites de production agricole, et produise sans subventions, il sera néanmoins pénalisé par cette mesure et les autres mesures de l'UE visées par cette déclaration.

6.18. La déléguée de l'Équateur a indiqué ce qui suit:

6.19. Dans le prolongement de ses interventions récurrentes au Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires et au Comité des obstacles techniques au commerce, l'Équateur estime une nouvelle fois nécessaire d'appuyer la préoccupation commerciale à l'examen. Malheureusement, la situation n'a pas évolué par rapport à l'année précédente. De plus, l'Équateur a le sentiment de s'être laissé entraîner, consciemment ou non, dans un manège improductif de revendications qui ne débouchent sur aucune solution efficace. Au vu des débats sur la réforme de l'OMC, le Conseil devrait examiner s'il serait possible d'améliorer le mécanisme utilisé pour les travaux liés aux préoccupations commerciales pour susciter de véritables échanges entre les Membres qui traitent de façon pragmatique les questions de fond soulevées devant cette instance.

6.20. L'Équateur renvoie à ses interventions précédentes sur la question. À cet égard, il souhaite rappeler brièvement les cinq objections sur lesquelles est fondée la préoccupation commerciale qu'il partage avec d'autres Membres, à savoir: i) l'adoption de mesures sans preuve scientifique; ii) le non-respect des normes internationales; iii) le non-respect des obligations prévues dans l'Accord SPS; iv) la suspension de LMR qui excèdent les niveaux recommandés par le Codex Alimentarius; et v) l'absence de périodes d'ajustement raisonnables lorsque de telles mesures s'avèrent nécessaires. En limitant les substances disponibles pour la production, l'Union européenne fait obstacle à la rotation des produits phytopharmaceutiques, ce qui, conjugué aux effets néfastes des changements climatiques, accroît le risque de résistance des parasites, ce qui met en danger la biodiversité.

6.21. Etant d'avis que ces préoccupations pourraient servir de base à un dialogue constructif avec tous les partenaires commerciaux intéressés par la question, dans le cadre de la présente préoccupation commerciale, l'Équateur souhaite poser les questions suivantes à l'Union européenne:

- a. Comment l'UE évalue-t-elle l'impact de ses mesures sur les méthodes de production de pays tropicaux en développement comme l'Équateur? Comment prendre en considération les effets des changements climatiques dans les pays tropicaux et leur situation environnementale afin de parvenir à des solutions phytosanitaires adaptées au contexte particulier des pays touchés par ces effets et cette situation?
- b. Les effets préjudiciables des mesures contestées sur les petits exploitants agricoles et les pays en développement va à l'encontre de principes importants d'une Organisation qui soutient le commerce en tant que moteur de la croissance économique et du développement et promeut une plus grande participation des pays en développement au commerce mondial. L'UE a-t-elle des informations à communiquer sur l'ampleur des effets préjudiciables de ses mesures sur les petits et moyens exploitants agricoles et sur les exportations des pays en développement?

6.22. L'Union européenne est un partenaire commercial apprécié de l'Équateur. C'est pourquoi l'Équateur souhaite que cet échange d'informations ne se résume pas à une formalité, mais soit plutôt un moyen de trouver une solution à une préoccupation commerciale qui dure depuis très longtemps.

6.23. Le délégué du Costa Rica a indiqué ce qui suit:

6.24. Le Costa Rica appuie les déclarations du Paraguay et de l'Équateur, et partage les préoccupations exprimées par d'autres Membres à la réunion de ce jour et en d'autres occasions au Conseil, et continue de faire partie des coauteurs de ce point de l'ordre du jour et du document G/C/W/767/Rev.1 qu'il continue d'appuyer. Le Costa Rica estime que les préoccupations soulevées à propos de l'approche réglementaire de l'Union européenne restent d'actualité et devraient être réglées en urgence.

6.25. Le Costa Rica et l'Union européenne s'accordent sur les objectifs de protection de la biodiversité et de l'environnement, seul moyen viable de parvenir à un développement durable capable de garantir l'avenir de la planète. Le Costa Rica illustre clairement par son exemple sa volonté de respecter ces objectifs, car il a non seulement enrayer le processus de déforestation, mais aussi augmenté le couvert forestier. Aujourd'hui, 60% du territoire national du Costa Rica est couvert de forêts, qui apportent un grand nombre de services écosystémiques.

6.26. Le Costa Rica note que l'Union européenne souhaite mettre en œuvre des mesures de contrôle de la déforestation et de la dégradation des forêts liées à l'importation de certains produits, y compris de produits tropicaux comme le cacao, le café et l'huile de palme. La conception d'un mécanisme commercial tel que celui qui est proposé soulève de nombreux doutes d'ordre méthodologique, mais le Costa Rica croit comprendre que le sujet est encore à l'étude au Parlement européen. Concernant cette proposition, le Costa Rica ne peut qu'exhorter l'UE à veiller à ce que ses mesures soient conformes aux Accords de l'OMC et à leurs principes fondamentaux, ne soient pas discriminatoires, et ne constituent pas des obstacles déguisés au commerce.

6.27. En ce qui concerne les LMR, l'approche fondée sur les dangers suivie par l'Union européenne soulève, du point de vue du Costa Rica, des préoccupations systémiques et commerciales. Dans les faits, cette approche a conduit à éliminer des dizaines de substances indispensables à la lutte contre les parasites et les maladies dans la production agricole des pays en développement de climat tropical, dont fait partie le Costa Rica. Le Costa Rica prend aussi note de l'annonce faite récemment par l'Union européenne, dans la notification G/TBT/N/EU/908, concernant l'abaissement au seuil de détection des LMR pour plusieurs substances. L'UE fait valoir que l'application de cette mesure est fondée sur une "préoccupation environnementale de nature mondiale". Au-delà du caractère éminemment extraterritorial de cette mesure, le Costa Rica note avec préoccupation qu'une telle justification semble incompatible avec les principes de l'Accord SPS et de l'Accord OTC.

6.28. Le Costa Rica exhorte l'Union européenne à poursuivre son dialogue avec les parties concernées et à répondre aux préoccupations exprimées par les Membres au sein du Conseil et de ses organes subsidiaires.

6.29. Le délégué de la Colombie a indiqué ce qui suit:

6.30. La Colombie est certainement reconnaissante des rapprochements qui ont été possibles avec l'Union européenne, mais elle regrette aussi le peu de, si ce n'est l'absence de progrès intervenus depuis l'inscription initiale de ce point à l'ordre du jour du Conseil. Pour économiser du temps, la Colombie renvoie à ses déclarations antérieures relatives aux préoccupations que continue de lui inspirer le régime général fondé sur les dangers suivi par l'Union européenne, y compris quant au caractère discriminatoire de sa politique.² La Colombie note qu'elle a rédigé une nouvelle série de questions, de concert avec d'autres pays d'Amérique latine, et invite les Membres intéressés à étudier ces questions et à réexaminer les réponses antérieures. Enfin, si la Colombie perçoit le processus de dialogue ouvert engagé entre ses autorités et l'Union européenne avec un optimisme modéré, elle accueille favorablement ce dialogue et espère qu'il aboutira à des résultats concrets pour les préoccupations commerciales qu'elle y a soulevées, notamment à une réduction des distorsions du marché.

6.31. La déléguée du Panama a indiqué ce qui suit:

6.32. Le Panama souhaite réaffirmer l'importance qu'il attache à cette question. La réduction des LMR sans preuves scientifiques suffisantes restreint l'accès aux substances essentielles pour la production agricole, en particulier dans des pays au climat tropical comme le Panama. Le Panama estime que l'ensemble des politiques et pratiques de l'Union européenne risque d'annuler et de

² Voir, à titre d'exemple, le document G/C/M/143, paragraphes 7.2 à 7.6.

compromettre les droits légitimes des Membres de l'OMC qui ont signé l'Accord sur l'agriculture et l'Accord SPS.

6.33. Le Panama partage l'objectif de l'Union européenne de soutenir la transition mondiale vers des systèmes agroalimentaires mondiaux plus durables, mais ces systèmes doivent reposer sur des solutions conçues et mises en œuvre par l'intermédiaire de mécanismes de dialogue et de cadres de coopération multilatérale. Le Panama note avec regret qu'aucun progrès n'a été observé à ce jour. Il exhorte une fois de plus l'UE à écouter les préoccupations légitimes de dizaines de Membres de l'OMC. De l'avis du Panama, un dialogue constructif, sérieux et permanent, associé à une assistance technique convenue d'un commun accord, permettra de parvenir à des solutions bénéfiques pour toutes les parties.

6.34. Le délégué de l'Australie a indiqué ce qui suit:

6.35. L'Australie a soulevé ou appuyé un certain nombre de préoccupations commerciales spécifiques liées à la mise en œuvre par l'UE d'obstacles non tarifaires visant les produits agricoles, notamment lors des dernières réunions des comités SPS et OTC. L'Australie demeure préoccupée par le fait que l'application par l'UE de ses normes sanitaires et environnementales aux produits agricoles et agroalimentaires importés, à bien des égards, ne facilite pas les échanges et ne favorise pas l'obtention de résultats productifs et durables dans le secteur agricole. S'agissant des produits agricoles importés, l'approche réglementaire adoptée par l'UE en matière d'intrants agricoles, de prescriptions relatives à la production et de mesures spécifiques visant à protéger l'environnement a eu des répercussions sur la capacité des producteurs des pays tiers à accéder au marché de l'UE. Ces préoccupations ont notamment trait aux récentes tentatives de l'UE de fixer des LMR pour certains pesticides en vue d'atteindre des objectifs environnementaux dans des pays tiers.

6.36. L'Australie ne considère pas que les LMR soient un outil approprié ou efficace pour atteindre des objectifs environnementaux. Les autorités nationales des pays tiers sont en effet les mieux placées pour veiller à ce que l'application des pesticides se fasse de manière sûre, responsable et durable dans chaque pays, et conformément à l'environnement qui lui est propre.

6.37. L'Australie continue également de s'inquiéter de l'avantage concurrentiel inéquitable dont bénéficient les producteurs de l'UE en appliquant les prescriptions européennes relatives à la production intérieure aux importations, sans qu'il soit possible à des systèmes de pays tiers qui obtiennent des résultats équivalents d'être reconnus. Des subventions sont accordées aux producteurs de l'UE pour leur permettre de mettre en œuvre les prescriptions européennes en matière de production. Toutefois, s'ils ne sont pas en mesure de maintenir leur productivité et leur rentabilité, les producteurs de l'UE sont les seuls à pouvoir bénéficier de dérogations à l'application de certaines prescriptions réglementaires européennes, notamment grâce à la délivrance d'autorisations d'urgence. Cela crée un système à deux niveaux, dans lequel les produits importés sont soumis à des conditions réglementaires plus strictes que les produits d'origine nationale.

6.38. L'Australie reconnaît le droit des Membres de l'OMC de réglementer les importations agricoles de manière à protéger la santé des personnes et des animaux, à préserver les végétaux et à protéger l'environnement. Néanmoins, elle estime que les Membres sont également liés par les obligations qu'ils ont contractées dans le cadre de l'OMC, en particulier pour ce qui est de réaliser des évaluations des risques fondées sur des données scientifiques et de veiller à ce que les mesures prises ne soient pas plus restrictives pour le commerce qu'il n'est nécessaire. Afin de garantir la libre circulation des produits agricoles sans imposer de charge réglementaire inutile, l'Australie demande une nouvelle fois à l'Union européenne d'appliquer les normes et les meilleures pratiques internationales en matière de réglementation des produits agricoles importés.

6.39. L'Australie remercie l'Union européenne pour le dialogue qu'elle continue d'avoir avec elle sur ces questions déjà anciennes.

6.40. La déléguée du Guatemala a indiqué ce qui suit:

6.41. Le Guatemala regrette de devoir continuer de soulever cette préoccupation. Comme l'Union européenne l'a mentionné devant d'autres comités, elle a déjà répondu aux questions des Membres en 12 occasions. Néanmoins, une réponse qui ne tient pas compte des questions posées ne constitue pas une réponse et n'apporte pas non plus de solution. Le Guatemala exprime de

nouveau les préoccupations que lui inspire la politique de l'Union européenne relative aux principes actifs, qui n'est pas étayée par des preuves scientifiques ou une analyse des risques fondée sur des données scientifiques, et n'est pas conforme au Codex Alimentarius. Ainsi, dans le cas du mancozèbe, l'Union européenne poursuit sa révision des LMR tandis que les producteurs guatémaltèques doivent vivre en permanence dans l'incertitude en ce qui concerne la politique de l'UE, et il va sans dire qu'une culture agricole ne peut être modifiée du jour au lendemain.

6.42. Le Guatemala regrette que l'Union européenne ne tienne pas compte des différences de conditions climatiques à travers le monde et rappelle que tous les pays ne bénéficient pas des conditions climatiques européennes. En effet, les pays tropicaux doivent faire face à de nombreux obstacles en raison des différences de température, d'humidité et de gaz atmosphériques qui influent sur la croissance et la capacité des végétaux, des champignons et des insectes à se multiplier, ce qui modifie ainsi les interactions entre les parasites, ennemis naturels des végétaux, et leurs hôtes. Ce n'est pas un problème mineur pour les exploitants qui travaillent dans ces conditions, bien que l'UE n'ait toujours pas répondu sur ce sujet.

6.43. Le Guatemala a demandé auparavant à l'Union européenne des délais de transition plus longs qui tiennent compte de la réalité des phases de sa production agricole. La réponse de l'UE a cependant été négative. Certains secteurs essaient actuellement d'autres substances pour évaluer des effets et l'efficacité dans une zone de production déterminée. Ces essais ont débuté en janvier 2022 et les résultats seront disponibles à la fin de 2023. Il convient de noter que la production a déjà chuté de 20% en raison de l'inefficacité des substances de remplacement. C'est la raison pour laquelle le Guatemala a besoin d'utiliser les substances en cause, car il est un pays tropical aux températures extrêmes.

6.44. L'Union européenne affirme que ses mesures n'ont pas d'effet préjudiciable sur le commerce. Toutefois, comme le Paraguay l'a indiqué, les exportations sont mesurées en volume, même s'il va de soi que les petits producteurs doivent aussi être reconnus et avoir la possibilité de participer au commerce international. Or, ce sont ces derniers qui subissent actuellement les effets les plus graves. Les produits exportés du Guatemala en 2022 ont commencé d'être rejetés et détruits dans les ports de l'Union européenne. Cela se traduit par des pertes économiques, a des conséquences sociales et nuit au développement rural.

6.45. Si certaines substances posent véritablement un problème sanitaire, le Guatemala ne comprend pas comment l'Union européenne peut accorder des autorisations d'urgence pour utilisation par les producteurs européens, sauf dans la mesure où ces préoccupations sanitaires ne sont pas valables. En outre, le Guatemala est d'avis que ces mesures sont discriminatoires à l'égard des producteurs de pays tiers par rapport aux producteurs européens. Les producteurs européens utilisent ces produits dans des circonstances où ils n'ont pas d'autre choix, mais les producteurs de pays tiers, en particulier de pays tropicaux au climat extrême, doivent faire face aux mêmes circonstances, autrement dit ils n'ont pas non plus d'autre choix.

6.46. Le Guatemala serait reconnaissant à l'Union européenne d'indiquer quelles dispositions elle prend pour veiller à ce que ses mesures ne faussent pas les échanges davantage qu'il n'est nécessaire, et d'expliquer en quoi sa mesure respecte le principe du traitement national consacré par l'OMC. De l'avis du Guatemala, il existe un impact social et économique sur les producteurs des pays en développement, y compris du Guatemala, dont l'Union européenne ne tient pas compte dans son évaluation. Le Guatemala attend avec intérêt d'avoir un dialogue effectif avec l'Union européenne sur cette question afin de parvenir de véritables solutions, car les problèmes sont réels; ils ne sont pas simplement affaire de discours prononcés à l'OMC.

6.47. Le délégué de l'Uruguay a indiqué ce qui suit:

6.48. L'Uruguay souhaite souligner à nouveau ses préoccupations commerciales et systémiques en ce qui concerne l'utilisation par l'Union européenne d'une approche fondée sur les dangers, plutôt que sur des évaluations complètes des risques, dans ses décisions réglementaires liées aux questions sanitaires et phytosanitaires. L'Uruguay considère que toute détermination des LMR, en particulier lorsqu'elle s'écarte de normes internationalement acceptées telles que celles fixées par le Codex, doit être fondée sur une évaluation scientifique complète des risques et sur des preuves scientifiques concluantes, conformément à l'Accord SPS.

6.49. L'Uruguay estime comme d'autres Membres que l'existence et l'application concrète de régimes d'exception, y compris celui des autorisations d'urgence, peut donner lieu à des situations discriminatoires. Il est préoccupant également qu'il ne soit pas ménagé de période de transition suffisante pour permettre de procéder aux ajustements nécessaires de la production, et que l'ouverture de périodes de consultation internationale ait été transformée en une simple instance procédurale, sans incidence concrète sur la prise des décisions. L'Uruguay veut croire que l'Union européenne permettra de vraies instances de dialogue, susceptibles de déboucher sur des révisions ou des modifications effectives de ses propositions réglementaires à la lumière de toutes les contradictions qu'elles présentent et que les Membres ont signalées.

6.50. Enfin, l'Uruguay exhorte une fois de plus l'Union européenne, qui est l'un des plus grands marchés agricoles, à revoir l'orientation générale de son approche réglementaire afin d'éviter la multiplication injustifiée des obstacles au commerce international des produits agricoles, en prenant en considération les graves conséquences socioéconomiques que ces politiques peuvent avoir pour les pays en développement et les pays les moins avancés dont l'économie repose sur la production et le commerce de produits agricoles.

6.51. Le délégué du Canada a indiqué ce qui suit:

6.52. Comme il l'a indiqué dans ses précédentes interventions sur ce sujet, le Canada souligne la nécessité d'assurer la transparence et la prévisibilité du commerce international. Un aspect important à cet effet est d'établir des cadres réglementaires qui soient fondés sur des données scientifiques et des analyses de risques, et qui aient pris en compte les observations des partenaires commerciaux, de façon qu'ils permettent d'obtenir les résultats souhaités tout en facilitant les échanges, lorsque c'est possible et selon qu'il convient.

6.53. Conformément aux Accords de l'OMC, le Canada reconnaît le droit des Membres d'édicter des règles dans l'intérêt général et d'appliquer les mesures de sécurité alimentaire jugées nécessaires pour protéger la santé humaine. Toutefois, ces mesures doivent être mises en œuvre d'une manière transparente qui ne restreint pas le commerce international de façon injustifiée.

6.54. L'Union européenne est le premier importateur mondial de produits agricoles et forestiers et joue donc un rôle important s'agissant de garantir un environnement commercial prévisible et ouvert. À cette occasion, le Canada souhaite formuler des observations sur deux initiatives particulières de politique générale dans lesquelles l'UE a adopté une approche plus restrictive qu'il n'est nécessaire pour le commerce et qui risquent de se traduire par une incertitude accrue et l'imposition de coûts de mise en conformité plus élevés aux importateurs et aux exportateurs, ce qui créera des complications supplémentaires dans les chaînes d'approvisionnement internationales.

6.55. Le premier texte réglementaire que le Canada souhaite commenter est la proposition de l'Union européenne concernant les chaînes d'approvisionnement "zéro déforestation". Si le Canada partage l'objectif de l'UE de prévenir la déforestation au niveau mondial, les mécanismes de conformité qui ont été proposés dans le projet de texte, y compris l'utilisation de la traçabilité fondée sur les parcelles, feront augmenter les coûts et la charge administrative pour les pays qui exportent vers le marché de l'UE. Le processus de délibération de ce règlement étant déjà bien avancé et progressant rapidement, il est impératif que l'UE prenne sérieusement en considération les préoccupations de ses partenaires commerciaux, et veille à ce que tout nouveau règlement visant à enrayer la déforestation dans le monde n'ait pas d'incidences inutiles sur le commerce.

6.56. Le deuxième point que le Canada souhaite soulever concerne la série de mesures adoptée par l'Union européenne à l'appui de sa méthode de réglementation des pesticides. Le Canada est particulièrement préoccupé par la stratégie qui est apparemment suivie afin de restreindre l'utilisation de produits phytopharmaceutiques importants par la réduction des LMR, car cela pourrait avoir pour effet d'entraver sensiblement le commerce. Le Canada exhorte l'UE à reconsidérer son approche actuelle de la fixation des LMR, car tous les pays devraient avoir la possibilité d'utiliser des produits phytopharmaceutiques adaptés à leur situation et à leurs besoins particuliers sans obstacle inutile dans l'accès au commerce. L'approche actuelle de l'UE est aussi problématique du fait que les agriculteurs européens conservent la possibilité d'utiliser certains de ces produits phytopharmaceutiques sur une base annuelle par la voie des autorisations d'urgence. Le Canada note que les États membres de l'UE ont autorisé de nombreuses dérogations d'urgence pour permettre la commercialisation des produits phytopharmaceutiques sur le marché européen. Les

exemples de dérogations d'urgence accordées à certains États membres pendant plusieurs années sont nombreux, ce qui indique peut-être qu'il existe une justification légitime à l'utilisation de ces produits. Le recours fréquent aux autorisations d'urgence que permet l'approche actuelle de l'UE en matière de renouvellement des autorisations de produits phytopharmaceutiques crée des conditions de concurrence inévitables entre les produits d'origine nationale et les produits importés.

6.57. Le Canada exprime à nouveau ses préoccupations, soulevées aussi par d'autres partenaires commerciaux de l'UE, au sujet de la réglementation de l'UE fondée sur les dangers pour les substances actives utilisées dans les produits phytopharmaceutiques et les conséquences que cela peut avoir pour la fixation de limites de tolérance pour les importations. L'UE doit tenir compte à la fois des dangers et risques pour toutes les substances actives dans la prise de ses décisions dans le domaine réglementaire. Cela rétablirait l'alignement du cadre réglementaire de l'UE sur les principes reconnus sur le plan international, tout en continuant de protéger les utilisateurs et les consommateurs et en renforçant la sécurité alimentaire internationale.

6.58. Le Canada rappelle aussi que l'Union européenne a indiqué qu'elle modifierait la façon dont les demandes de tolérances à l'importation sont établies dans le contexte où des critères d'exclusion fondés sur les dangers sont en jeu, y compris en tenant compte des effets sur l'environnement dans le pays d'origine. Les producteurs et les exportateurs canadiens ne sont pas encore convaincus en ce qui concerne la faisabilité en pratique, la viabilité commerciale et le respect des obligations internationales de l'approche proposée par l'UE. Par conséquent, le Canada demande à nouveau que l'Union européenne envisage de maintenir des LMR pour les substances qui ne présentent pas de risques alimentaires inacceptables pour les consommateurs européens, ce qui serait le seul moyen que les consommateurs se trouvent exposés à de tels produits. Ainsi, le Canada est préoccupé par la notification de l'Union européenne au Comité OTC annonçant son intention d'abaisser les LMR de clothianidine et de thiaméthoxame au seuil de quantification en raison de préoccupations environnementales concernant la population de pollinisateurs à l'échelle mondiale. Ce type de politique et de raisonnement est restrictif pour le commerce et a les apparences d'une tentative de la part de l'UE d'homogénéiser les règles en fonction de réglementations qu'elle a imposées à ses propres producteurs agricoles. Si un pesticide ne suscite pas de préoccupation d'ordre alimentaire et ne présente aucun risque pour les consommateurs européens, l'UE devrait maintenir les LMR ou procéder à l'harmonisation avec le Codex.

6.59. Par ailleurs, le Canada prie l'Union européenne de tenir compte des délais dont les agriculteurs et les producteurs ont besoin pour prendre des décisions concrètes, ainsi que du temps et de l'effort nécessaires pour mettre des produits sur le marché, particulièrement dans le cas des produits de base qui ont une longue durée de conservation. Les périodes de transition devraient donc être adaptées aux circonstances et au type de produit, et permettre aux produits de franchir les circuits commerciaux lorsqu'aucun risque alimentaire préoccupant pour les consommateurs n'a été détecté.

6.60. En conclusion, le Canada espère que le fait de rappeler ses préoccupations au Conseil servira à indiquer clairement l'importance que le pays, ainsi que de nombreux Membres de l'OMC, attribuent à la recherche d'une transparence et d'une prévisibilité accrues pour le commerce, particulièrement dans un contexte où un commerce ainsi organisé peut contribuer à la sécurité et à l'offre alimentaires dans le monde.

6.61. Le délégué du Brésil a indiqué ce qui suit:

6.62. Le Brésil regrette que, depuis que la question a été soulevée pour la première fois, il y a près de deux ans, l'Union européenne n'ait non seulement pas répondu comme il convient aux maintes préoccupations exprimées par un grand nombre de Membres de l'OMC, mais ait également continué d'adopter des obstacles non tarifaires (OTC) qui sont dépourvus de fondement scientifique et déséquilibrent davantage le commerce des produits agricoles. Le Brésil renvoie donc à ses déclarations antérieures sur le sujet, dans la mesure où toutes ses préoccupations demeurent valables.³

6.63. En outre le Brésil note que l'Union européenne a fait valoir que nonobstant les mesures contestées, elle est un grand importateur de produits agricoles. En premier lieu, il n'est dit nulle part dans le GATT que le fait d'être un grand importateur de produits agricoles permet à un Membre d'adopter des politiques discriminatoires ou d'aller à l'encontre d'un principe de base de l'Accord

³ Document G/C/M/143, paragraphes 7.32 à 7.38.

SPS. En second lieu, ces importations témoignent simplement du fait que d'autres régions du monde sont capables de produire plus efficacement et plus durablement que l'UE sans accorder plusieurs milliers d'euros de subventions par agriculteur. Mais en dépit du fait que permettre une répartition plus efficace de la production et promouvoir l'élévation du niveau de vie par le commerce constituent des objectifs fondamentaux de l'Organisation, les Membres de l'OMC n'ont jamais bénéficié de conditions équitables dans le commerce des produits agricoles, et la réforme prescrite par l'article 20 de l'Accord sur l'agriculture en est le signe manifeste. En outre, le principe scientifique, inscrit dans l'Accord SPS et traduit par l'analyse des risques, existe pour une raison précise, qui est d'établir un équilibre entre le principe de la protection de la vie et de la santé humaine et animale et la garantie que les conditions d'accès aux marchés négociés multilatéralement ne sont pas compromises par des mesures non tarifaires injustifiées.

6.64. Toutefois, près de 30 ans plus tard, l'Union européenne n'a pas véritablement entrepris de remédier au déséquilibre à son avantage dans l'Accord sur l'agriculture et impose sans cesse des interdictions fondées sur l'approche par les risques et/ou le recours à l'article 5:7 de l'Accord SPS, malgré les avis techniques contraires d'institutions renommées. Cela fait non seulement pencher l'équilibre vers le protectionnisme, mais compromet aussi la capacité des pays en développement d'élever le niveau de vie dans les zones rurales. Il est donc inquiétant que, 25 ans après son adoption, l'interprétation donnée à l'Accord SPS s'éloigne des objectifs qui ont guidé les négociations pendant le Cycle d'Uruguay. Il est également préoccupant que le Brésil doive soumettre des débats de cette nature au CCM dans un contexte où le Brésil suit lui-même avec inquiétude certains projets de législation qui tentent de créer des obstacles commerciaux non tarifaires sous le couvert de mesures de protection de l'environnement.

6.65. En outre, le Brésil souhaiterait faire observer qu'il attend toujours des réponses suffisantes concernant la compatibilité avec les règles de l'OMC de la publication par l'Union européenne de plus de 2 600 autorisations d'urgence accordées par ses États membres depuis 2017 pour des substances en cours de réexamen, dont une grande partie repose sur les mêmes arguments que ceux avancés par les délégations d'autres Membres de l'OMC dans le cadre des comités SPS et OTC, tandis que d'autres ne comportent simplement aucune justification et ont pourtant été approuvées, point qui vient d'être soulevé par le Paraguay.

6.66. En guise de conclusion, le Brésil souligne que le monde est confronté à une grave crise de la sécurité alimentaire, qui s'exacerbera encore davantage au cours des prochaines décennies à mesure que la population mondiale augmente. Il est donc impératif de mettre en place des incitations et des politiques à même de soutenir l'agriculture dans les zones qui, grâce à un climat propice à celle-ci, peuvent accroître la production de manière durable. Malheureusement, les politiques de l'UE dans ce domaine ne vont pas dans le sens souhaité par les Membres de l'OMC pour permettre d'aider les plus démunis dans les pays en développement et accroître la sécurité alimentaire dans le monde.

6.67. La déléguée des États-Unis a indiqué ce qui suit:

6.68. Les États-Unis s'associent aux préoccupations soulevées de nouveau par l'Australie, le Brésil, le Canada, la Colombie, le Costa Rica, l'Équateur, le Guatemala, la Jamaïque, le Panama, le Paraguay, la République dominicaine et l'Uruguay concernant la mise en œuvre par l'Union européenne d'obstacles non tarifaires visant les produits agricoles. Comme les États-Unis l'ont relevé par le passé, l'UE continue d'abaisser de nombreuses limites maximales de résidus (LMR) à des niveaux restrictifs pour le commerce sans justification scientifique claire ni avantage mesurable pour la santé humaine. Cette approche fondée sur les dangers en matière de réglementation des pesticides peut conduire à des obstacles commerciaux qui menacent la sécurité des systèmes alimentaires mondiaux.

6.69. En outre, l'UE applique les LMR nouvellement réduites au point de production pour les produits nationaux, mais au point d'importation pour les produits importés. Cette différence de traitement entre les produits nationaux et importés provoque des inefficacités et des perturbations commerciales pour les produits destinés au marché de l'UE et confère un avantage injuste aux producteurs de l'UE, en particulier pour les produits longue durée de conservation.

6.70. Les États-Unis demeurent préoccupés par le fait qu'il apparaît que l'Union européenne suit une approche analogue à travers sa nouvelle législation sur les médicaments vétérinaires par l'interdiction de l'utilisation des antimicrobiens qui ne sont pas considérés comme importants sur le

plan de la santé humaine. À l'instar d'autres Membres, les États-Unis ont soulevé des préoccupations au Comité SPS quant au fait que ces restrictions prescriptives, qui ne semblent pas reposer sur des évaluations complètes des risques, s'appliqueront aux producteurs étrangers qui exportent des animaux et des produits d'origine animale vers l'Union européenne.

6.71. Étant donné la position de l'Union européenne, qui est l'un des principaux importateurs au monde, ses politiques influencent les politiques de production des pays tiers, les pays tiers se trouvant obligés à un choix entre adopter les pratiques de production européennes ou renoncer au commerce avec l'UE. Les États-Unis demandent que toute mesure de l'UE soit assez souple pour permettre aux partenaires commerciaux de respecter le niveau de protection de l'UE d'une manière adaptée aux besoins des agriculteurs et des producteurs dans le propre contexte national des pays exportateurs.

6.72. Dans la mesure où elle a été invitée récemment à coordonner son action afin de garantir des flux commerciaux prévisibles et de promouvoir la sécurité alimentaire au niveau mondial, la communauté internationale devrait œuvrer de concert pour soutenir des mesures fondées sur les données scientifiques qui favorisent un approvisionnement alimentaire sûr et durable, et les États-Unis invitent l'Union européenne à s'associer à ses partenaires commerciaux pour définir des approches mutuellement bénéfiques de cette nature.

6.73. La déléguée de la République dominicaine a indiqué ce qui suit:

6.74. La République dominicaine accueille avec satisfaction l'inscription de cette question à l'ordre du jour du Comité et, par souci de concision, renvoie aux déclarations qu'elle a prononcées à la dernière réunion du Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires. La République dominicaine partage les préoccupations de l'Union européenne au sujet de la protection de la santé humaine et animale, ainsi que des mesures visant à protéger l'environnement. Elle est cependant préoccupée par les effets systémiques et commerciaux que les mesures visant à réduire les LMR risquent d'avoir sur ses exportations, étant donné que ce type de réglementation a des répercussions socioéconomiques directes en République dominicaine, et touche particulièrement les producteurs agricoles, qui sont souvent les populations les plus vulnérables des PMA et des pays en développement, et subissent directement les conséquences socioéconomiques de ces restrictions du commerce international.

6.75. Il est important de rappeler que les Membres doivent prendre en considération les preuves scientifiques apportées par les études sur animaux de laboratoire, ainsi que les études épidémiologiques sur les populations exposées, pour établir clairement les effets perturbateurs, de façon à éliminer la présomption d'effets défavorables. À cet égard, on ajoutera que dans son rapport publié en 2010 où figurent les conclusions d'évaluations de risque de principes actifs comme l'imazalil, et d'études de mutagénicité, l'EFSA a conclu à l'absence de génotoxicité de cette substance. L'évaluation des autres effets a conclu que celle-ci n'est pas toxique au niveau de la reproduction et n'est pas tératogène. Dès lors, la République dominicaine considère que les raisons indiquées par l'Union européenne pour présenter ces modifications ne reposent pas sur un risque identifié pour le consommateur, mais tiennent plutôt à l'insuffisance des études nécessaires pour exclure certains risques. L'EFSA avait indiqué que ces études seraient nécessaires pour achever son évaluation scientifique. C'est pourquoi les deux évaluations scientifiques de l'EFSA sur les LMR ne recommandent aucune LMR spécifique, mais indiquent que des études supplémentaires seront nécessaires avant de parvenir à une conclusion quelconque. Or, la Commission européenne a interprété l'absence de conclusion de l'EFSA comme un risque pour la santé. La République dominicaine invite donc l'UE à se conformer au Codex Alimentarius en revenant sur la décision d'appliquer ces mesures, qui sont préjudiciables aux producteurs agricoles des pays en développement.

6.76. Le délégué de la Jamaïque a indiqué ce qui suit:

6.77. La Jamaïque appuie l'inscription de ce point à l'ordre du jour et partage les préoccupations soulevées par les autres coauteurs. La Jamaïque souligne à nouveau les effets systémiques des politiques de l'Union européenne en matière de LMR, en particulier leurs conséquences pour les exportateurs et les producteurs jamaïcains des substances visées. La Jamaïque considère que les Membres sont en droit d'adopter des mesures pour protéger la santé humaine et animale et préserver les végétaux, ainsi que protéger l'environnement. Mais ces mesures doivent reposer sur

des preuves scientifiques considérées comme acceptées et justifiées par la communauté scientifique internationale. La Jamaïque estime que l'UE doit revoir son approche à cet égard, celle-ci n'étant pas conforme aux pratiques de référence et aux normes internationales établies. Outre l'imposition de coûts importants de mise en conformité, les délais dont disposent les exportateurs et les producteurs jamaïcains pour s'adapter aux ajustements des LMR sont nettement insuffisants. De façon regrettable, à peine les agriculteurs jamaïcains avaient-ils fait un effort considérable d'investissement pour s'adapter aux précédentes mesures d'ajustement des LMR de l'UE, que celle-ci annonçait de nouveaux ajustements de ces substances. La Jamaïque ne dispose même pas d'assez de temps pour réaliser une évaluation d'impact dans les secteurs concernés. La Jamaïque estime qu'il s'agit d'une restriction inutile, en particulier lorsque des études prouvent que l'ajustement est beaucoup plus important qu'il n'est nécessaire pour atteindre l'objectif de la mesure. De son point de vue de pays en développement Membre désireux de s'intégrer avec succès dans le système commercial mondial, de telles mesures portent préjudice aux producteurs et aux exportateurs jamaïcains, ce qui a aussi des conséquences pour ses recettes d'exportation et le potentiel jamaïcain à l'exportation. La Jamaïque demande à l'UE de tenir compte des préoccupations des Membres comme elle y est invitée par ces derniers et de revoir la conception de ses politiques en matière de LMR pour parvenir à un équilibre approprié entre ses objectifs et la nécessité de veiller à ce que les effets sur le commerce soient minimes.

6.78. Le délégué de l'Inde a indiqué ce qui suit:

6.79. L'Inde partage les préoccupations soulevées par les Membres dans le document G/C/W/767/Rev.1, daté de novembre 2019, concernant l'application par l'Union européenne d'obstacles non tarifaires visant les produits agricoles. Le fait que ces questions soient encore débattues trois années plus tard témoigne des inquiétudes sérieuses que l'approche retenue par l'UE inspire à ses partenaires commerciaux. Les mesures unilatérales de l'UE sapent de plus en plus les principes de la réglementation et ne sont pas fondées sur les principes d'analyse des risques convenus au niveau international; elles ne tiennent pas compte non plus d'autres approches pour atteindre des objectifs réglementaires. Pour mettre en œuvre ses mesures SPS, et également dans sa nouvelle approche consistant à utiliser des mesures OTC pour des raisons environnementales, l'UE semble imposer à ses partenaires commerciaux sa propre approche en matière de réglementation intérieure. L'Inde observe avec inquiétude que la tendance semble se généraliser, comme il ressort également de la réglementation liée au Pacte vert pour l'Europe. L'UE n'a pas tenu compte des observations des Membres sur les projets de réglementation en question. En outre, l'approche fondée sur les dangers suivie par l'UE ne permet pas de concilier comme il se doit le double objectif de protection de la santé humaine et de facilitation des échanges.

6.80. La déléguée de l'Argentine a indiqué ce qui suit:

6.81. L'Argentine exprime de nouveau ses préoccupations et souligne qu'il importe que tous les Membres appliquent des mesures fondées sur l'évaluation des risques et l'analyse scientifique. Si elle partage les préoccupations de l'Union européenne quant au renforcement de la protection de la santé humaine et de l'environnement, elle tient à souligner de nouveau qu'il importe que les dispositions des Accords OTC et SPS soient respectées de façon que les mesures ne soient pas plus restrictives pour le commerce qu'il n'est nécessaire pour réaliser un objectif légitime.

6.82. L'Argentine est particulièrement préoccupée par le nombre de substances interdites par la Commission européenne, qui s'accroît de jour en jour. Cette situation peut avoir de graves conséquences pour un certain nombre de Membres de l'OMC, en particulier les pays en développement Membres, dont la population et l'économie sont fortement tributaires des exportations agricoles, comme il a déjà été souligné dans des interventions précédentes. En outre, l'approche adoptée par l'Union européenne pour fixer des périodes de transition pour les LMR est hâtive et ne prend pas en considération les besoins et les capacités d'adaptation des pays tiers, ni de leurs conditions de production particulières. De toute évidence, les périodes de transition doivent être plus longues, et l'Argentine demande donc qu'elles soient revues.

6.83. L'Argentine est donc d'avis qu'il est indispensable que l'UE se fonde sur l'évaluation des risques dans l'analyse de ce changement de réglementation et que l'on dispose d'études scientifiques concluantes pour déterminer l'existence des différents éléments qui peuvent influencer sur la santé humaine et l'environnement.

6.84. Le délégué du Japon a indiqué ce qui suit:

6.85. Le Japon est conscient que l'Union européenne s'efforce d'appliquer les normes sanitaires et environnementales de l'UE aux produits importés de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche, ce qui nécessite d'appliquer les normes de santé et d'environnement de l'UE à ces produits de façon que l'UE puisse mettre en place un système alimentaire durable. Cependant, afin de mettre en place un système alimentaire durable, il doit être tenu compte non seulement des produits agricoles importés dans l'Union européenne, mais aussi des produits agricoles produits dans le monde entier. Dans cette optique, il importe que chaque Membre œuvre à la mise en place d'un système alimentaire durable qui tienne compte de son propre climat et d'autres facteurs. Le Japon est d'avis que les normes de santé et d'environnement de l'UE ne devraient pas être appliquées uniformément aux produits importés, tandis que les efforts de chaque Membre devraient être respectés.

6.86. Dans son rapport sur l'"application des normes sanitaires et environnementales de l'UE aux produits agricoles et agro-alimentaires importés", la Commission européenne indique que l'Union européenne poursuivra ses efforts au niveau multilatéral en vue d'obtenir un consensus mondial sur des normes convenues au niveau international. Si l'UE adopte une telle approche nouvelle, le Japon demande que l'UE veille en même temps à ce que ses mesures soient compatibles avec les Accords de l'OMC, et organise des discussions internationales sur ce sujet.

6.87. La déléguée de l'Union européenne a indiqué ce qui suit:

6.88. L'Union européenne prend acte des préoccupations exprimées par les Membres de l'OMC. Elle a fourni des réponses détaillées à ces préoccupations lors des précédentes réunions du CCM. Sans répéter ses déclarations précédentes en entier, l'UE tient à souligner que ses déclarations précédentes restent inchangées et valables dans leur intégralité.

6.89. L'Union européenne est l'un des plus grands importateurs de produits agroalimentaires au monde. Elle a mis au point un système qui inspire une grande confiance, est transparent et prévisible, et se fonde sur un niveau élevé de protection de la santé des consommateurs, sur lequel certains autres pays s'appuient en l'absence de leurs LMR nationales. L'Union européenne a un marché ouvert. Son niveau élevé de protection des consommateurs n'a jamais été un obstacle à l'importation de produits agricoles de base, y compris en provenance des Membres qui soulèvent ces préoccupations commerciales, dont les exportations importantes de produits agricoles vers l'UE au cours de ces cinq années sont restées stables.

6.90. L'Union européenne fournit une assistance technique aux pays en développement et aux PMA, directement ou par l'intermédiaire d'autres organisations internationales comme la FAO, afin d'assurer une transition sans heurts vers de nouveaux produits ou de nouveaux systèmes de production. L'UE reste déterminée à poursuivre un dialogue ouvert sur ses politiques et mesures. Elle est prête à coopérer davantage avec ses partenaires commerciaux ainsi qu'à leur apporter des éclaircissements au sujet de ses politiques.

6.91. Enfin, compte tenu des résultats du Sommet de l'ONU sur les systèmes alimentaires, qui s'est tenu en 2021, l'Union européenne estime que les Membres de l'OMC ont un intérêt commun à rendre les systèmes alimentaires durables et à protéger la santé des citoyens en s'attaquant à la question des substances actives toxiques grâce à des mesures appropriées.

6.92. Le Conseil a pris note des déclarations faites.

7 INDE – POLITIQUE RELATIVE À L'IMPORTATION DE PNEUMATIQUES – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LE CANADA; L'INDONÉSIE; LE TERRITOIRE DOUANIER DISTINCT DE TAIWAN, PENGHU, KINMEN ET MATSU; LA THAÏLANDE ET L'UNION EUROPÉENNE

7.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande du Canada, de l'Indonésie, du Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu, de la Thaïlande et de l'Union européenne.

7.2. Le délégué de l'Indonésie a indiqué ce qui suit:

7.3. L'Indonésie exprime à nouveau ses préoccupations déjà soulevées à plusieurs reprises au sujet de la politique de l'Inde relative à l'importation de pneumatiques. À ce jour, l'Indonésie n'a pas reçu de solutions adéquates ou d'explications fermes de la part de l'Inde concernant les limitations que celle-ci impose aux importations de produits pneumatiques en provenance d'Indonésie, une politique mise en œuvre depuis deux ans, qui limite l'accès au marché indien pour les produits pneumatiques indonésiens.

7.4. L'Indonésie demande des explications supplémentaires au gouvernement indien au sujet de la raison d'être de sa politique relative aux importations de pneumatiques, qui entrave de telles importations depuis l'Indonésie, et de sa décision d'imposer une redevance de marquage pour l'utilisation du label de conformité indien (label ISI) pour les produits pneumatiques exportés vers des pays tiers. Elle comprend bien que le gouvernement indien a procédé à la modification de sa politique relative à l'importation de pneumatiques – qui est passée de "libre" à "restreinte" comme il l'indique dans sa notification n° 12/2015-2020 datée du 12 juin 2020. Elle estime que l'actuelle politique de l'Inde relative à l'importation de pneumatiques deviendra plus stricte, et que dans ce cadre chaque conteneur de pneumatiques expédié vers l'Inde devra faire l'objet d'un échantillonnage à des fins douanières et respecter les dispositions relatives à l'enregistrement de l'entrepôt dans lequel les pneumatiques importés seront stockés.

7.5. Dans le cadre de ladite politique de restriction à l'importation en matière de pneumatiques, l'Inde a exigé des importateurs qu'ils présentent des déclarations distinctes par courrier électronique concernant les restrictions à l'importation pour certains types et catégories de taille de pneumatiques susceptibles d'être produits par des fabricants nationaux de pneumatiques en Inde, et au sujet des prescriptions en matière d'enregistrement des entrepôts, y compris ceux prévus pour le stockage des pneumatiques. L'Indonésie relève que la violation de ces dispositions sera passible de sanctions pénales au titre de la Loi FTDR de 1992.

7.6. Cette politique consistant à limiter les importations de pneumatiques en Inde a considérablement réduit l'accès au marché indien pour les produits pneumatiques indonésiens, en particulier en raison de la grande variété de tailles de pneumatiques pouvant être produites en Inde, qui est l'un des principaux producteurs de pneumatiques au monde. Selon l'Indonésie, cette politique pourrait être contraire au principe du traitement national de l'OMC. Par ailleurs, l'Inde a également imposé une redevance de marquage aux produits pneumatiques utilisant le label de conformité indien (ISI). L'Indonésie estime que l'imposition d'une redevance pour l'apposition du label ISI sur les pneumatiques exportés vers des pays tiers n'est pas une politique commune, et qu'elle a fait peser une charge sur les entreprises indonésiennes et créé des barrières inutiles au commerce international.

7.7. Au vu de la réponse précédente de l'Inde, l'Indonésie note que la procédure d'évaluation de la conformité menée par le Bureau indien de normalisation (BIS) avait fait référence au système I du Règlement du BIS, qui indique que l'imposition d'une redevance de marquage s'applique d'une manière non discriminatoire aussi bien aux fabricants locaux qu'étrangers afin de couvrir les coûts d'exploitation du BIS pour l'évaluation de la conformité et les coûts de surveillance, ainsi que l'achat d'échantillons sur le marché et les dépenses liées aux essais. L'Indonésie peut le comprendre. Néanmoins, elle se heurte toujours à des obstacles lorsqu'elle exporte ses pneumatiques. C'est pourquoi elle demande à l'Inde plus d'explications détaillées sur cette politique.

7.8. Enfin, à la précédente réunion du CCM, l'Inde avait également indiqué que le régime de restriction à l'importation des pneumatiques qu'elle avait imposé, y compris l'application de redevances de marquage, était une procédure de licences non automatiques. L'Indonésie rappelle que, sur la base de l'article 3:2 de l'Accord sur les licences d'importation (Accord LIC), les Membres de l'OMC qui mettent en œuvre des procédures de licences d'importation non automatiques doivent informer le Comité des licences d'importation de leur champ d'application et de leur durée de mise en œuvre. La politique ne doit pas avoir une incidence additionnelle qui entrave le commerce et accroît la charge administrative pesant sur les requérants de licences d'importation. En outre, sur la base de l'article 3:3 de l'Accord LIC, les Membres de l'OMC qui mettent en œuvre des procédures de licences d'importation non automatiques destinées à d'autres fins que la mise en œuvre de restrictions quantitatives sont tenus de fournir des renseignements indiquant sur quelle base la licence d'importation est accordée.

7.9. L'Indonésie demande instamment au gouvernement indien de fournir de plus amples explications sur la durée pendant laquelle il compte continuer de faire appliquer sa politique, ainsi qu'une justification supplémentaire de sa mise en œuvre. Elle demande aussi à l'Inde de revoir immédiatement sa politique consistant à limiter les importations de produits pneumatiques pour faire en sorte qu'elle respecte ses engagements en matière d'élimination générale des restrictions quantitatives au titre de l'article 2.1 et 2.2 de l'Accord OTC et de l'article XI du GATT de 1994, ainsi que pour ce qui est des principes de transparence et de non-discrimination de l'OMC.

7.10. Le délégué du Taipei chinois a indiqué ce qui suit:

7.11. Le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu tient une nouvelle fois à faire part de ses préoccupations concernant le régime de licences d'importation de pneumatiques introduit par l'Inde au titre de la notification n° 12/2015-2020 du 12 juin 2020 "portant modification de la politique relative à l'importation de pneumatiques". Depuis octobre 2020, le Taipei chinois a constamment exprimé ses préoccupations à toutes les réunions pertinentes des comités de l'OMC, ainsi que lors de réunions bilatérales, demandant instamment à l'Inde de régler cette question dans les plus brefs délais. Par conséquent, il est regrettable que l'Inde n'ait procédé à aucun ajustement de ses mesures, en effet, elle n'a pas abrogé ses mesures existantes, clarifié ses critères d'octroi des licences, ni expliqué les motifs de ses refus. D'après les données concernant le commerce présentées par le Taipei chinois et d'autres Membres aux comités pertinents, les mesures prises par l'Inde ont eu une incidence notable sur le commerce des pneumatiques.

7.12. Le Taipei chinois demande instamment à l'Inde de se conformer aux dispositions pertinentes de l'Accord sur les procédures de licences d'importation de l'OMC, qui prescrivent spécifiquement que les mesures concernant les licences d'importation ne restreignent ni ne faussent les échanges commerciaux. De plus, il demande à l'Inde de publier des renseignements complets s'agissant de ses procédures de demande de licence d'importation, sur la base du principe de transparence, de sorte que les fabricants étrangers soient en mesure de comprendre dans le détail tant la base sur laquelle une licence d'importation peut être accordée, que les motifs détaillés pour lesquels elle peut être rejetée. Par ailleurs, il apparaît clairement que les mesures indiennes ont donné lieu à une restriction quantitative des importations de pneumatiques. Dès lors, le Taipei chinois demande à l'Inde de fournir la justification compatible avec les règles de l'OMC de sa mesure restrictive. Autrement, le Taipei chinois prie instamment l'Inde de faire en sorte que toutes les demandes de licences d'importation qui sont pleinement conformes aux exigences de qualité des produits pneumatiques soient délivrées, et ce, sans la moindre limite contingentaire.

7.13. Le délégué de la Thaïlande a indiqué ce qui suit:

7.14. La Thaïlande reprend à son compte les propos des intervenants précédents s'agissant d'exprimer à nouveau les préoccupations soulevées à de nombreuses reprises à des réunions précédentes du Comité des licences d'importation, du Comité de l'accès aux marchés et du CCM au sujet des politiques de l'Inde relatives à l'importation de pneumatiques, qui ont tout de même eu une incidence considérable sur les exportations thaïlandaises de produits pneumatiques vers ce pays. En effet, en 2021, les exportations de produits pneumatiques de la Thaïlande vers l'Inde ont baissé de plus de 40% en valeur, soit 45% en volume par rapport à 2019, avant la mise en œuvre de cette mesure restrictive. En outre, les exportations de pneumatiques de la Thaïlande vers l'Inde ont chuté de moitié environ en 2022, par rapport à la même période en 2019.

7.15. Comme indiqué précédemment, la Thaïlande dit à nouveau qu'elle est préoccupée par le fait que la délivrance des licences d'importation par l'autorité indienne fasse toujours l'objet de retards considérables et de procédures administratives peu claires et douteuses. De plus, la Thaïlande regrette de n'avoir pas encore reçu la moindre réponse de l'Inde concernant sa demande d'information formulée à la réunion du Comité des licences d'importation le 7 octobre 2022 et à la réunion du Comité de l'accès aux marchés le 19 octobre 2022. Par conséquent, elle réitère sa demande visant à ce que l'Inde fournisse les renseignements suivants aussitôt que possible: i) des renseignements sur l'administration des restrictions, y compris le délai ou la période d'examen des demandes; ii) des renseignements sur les licences d'importation récemment accordées à la Thaïlande; et iii) des renseignements sur la répartition de ces licences entre les pays fournisseurs.

7.16. La déléguée de l'Union européenne a indiqué ce qui suit:

7.17. Ce problème dure maintenant depuis longtemps. Plusieurs Membres, dont l'Union européenne, ont fait part de leurs préoccupations à de multiples reprises dans divers organes de l'OMC, y compris ce conseil, le Comité de l'accès aux marchés, le Comité OTC, le Comité des licences d'importation et le Comité des mesures concernant les investissements et liées au commerce. Malgré les demandes répétées de l'UE, il est très inquiétant qu'aucun progrès n'ait été fait en vue d'un éventuel règlement de cette question.

7.18. L'Union européenne continue à s'inquiéter de l'effet de cette mesure sur les importations de pneumatiques, dans la mesure où elles ont beaucoup baissé depuis juin 2020. En effet, seul un nombre limité de licences a été accordé aux fabricants de pneumatiques de l'UE. En outre, ces licences sont limitées en termes de durée, de quantité et de type de pneumatiques. L'UE est vivement préoccupée par ce qui constitue une discrimination flagrante à l'égard des fabricants de pneumatiques de l'UE. Elle continue d'exhorter l'Inde à revoir et à éliminer toute restriction quantitative ou autre, implicite ou explicite, à l'importation de pneumatiques de remplacement, considérant que ces restrictions sont contraires aux prescriptions de l'OMC.

7.19. Le délégué du Canada a indiqué ce qui suit:

7.20. Le Canada fait de nouveau part de ses préoccupations, précédemment exprimées à la dernière réunion du Comité de l'accès aux marchés, au sujet des politiques de l'Inde relatives à l'importation de pneumatiques. Les parties prenantes canadiennes ont soulevé des préoccupations concernant le régime de licences d'importation non automatiques du pays pour les pneumatiques. Ce régime impose dans les faits des contingents visant les importations de pneumatiques et, en tant que tel, limite celles-ci. Le Canada demande à l'Inde d'éliminer cette restriction quantitative à l'importation conformément à ses engagements dans le cadre de l'OMC.

7.21. Le délégué de l'Inde a indiqué ce qui suit:

7.22. L'Inde remercie les délégations du Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu, de la Thaïlande, de l'Union européenne, de l'Indonésie et du Canada de l'intérêt qu'elles continuent de porter à cette question. Elle renvoie aux réponses qu'elle a fournies à des réunions antérieures du CCM, du Comité de l'accès aux marchés et du Comité des licences d'importation. Elle rappelle que ses prescriptions en matière de licences non automatiques pour les pneumatiques sont administrées d'une manière compatible avec les règles de l'Accord de l'OMC sur les procédures de licences d'importation, y compris en ce qui concerne les délais d'octroi des licences d'importation.

7.23. Le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu avait sollicité des données spécifiques sur les licences accordées et celles-ci ont été communiquées à sa délégation. La question des redevances de marquage soulevée par l'Indonésie a été abordée dans divers comités, y compris le Comité des licences d'importation et le Comité OTC. Les questions spécifiques soulevées et les données fournies par les délégations de la Thaïlande, de l'Union européenne et de l'Indonésie, au Comité des licences d'importation et au Comité de l'accès aux marchés, sont en train d'être examinées par les autorités de la capitale.

7.24. Le Conseil a pris note des déclarations faites.

8 CHINE – MESURES ADMINISTRATIVES POUR L'ENREGISTREMENT DES PRODUCTEURS ÉTRANGERS D'ALIMENTS IMPORTÉS – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR L'AUSTRALIE; LES ÉTATS-UNIS ET LE TERRITOIRE DOUANIER DISTINCT DE TAIWAN, PENGHU, KINMEN ET MATSU

8.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande de l'Australie; des États-Unis et du Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu.

8.2. La déléguée des États-Unis a indiqué ce qui suit:

8.3. Les États-Unis demeurent vivement préoccupés par l'absence de réponse de la Chine aux demandes de justification scientifique ou d'explication de la manière dont les Décrets n° 248 et 249 répondront aux préoccupations en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires et de santé

publique. L'absence d'indications de la part de la Chine et les incohérences dans la mise en œuvre et l'exécution de ces mesures par le pays créent une confusion considérable pour les exportateurs et les autorités compétentes, entraînant des effets négatifs sur le commerce.

8.4. L'Administration générale des douanes chinoises (GACC) devrait continuer d'utiliser les processus intergouvernementaux existants pour l'enregistrement des établissements déjà mis en œuvre au titre d'accords bilatéraux et ne pas exiger que les établissements fournissent des renseignements additionnels en ligne. Par ailleurs, la GACC devrait faire en sorte que tous les établissements puissent s'enregistrer eux-mêmes sans intervention de l'autorité compétente étrangère, ce qui simplifierait le processus et faciliterait les échanges. Les États-Unis relèvent que les demandes de renseignements détaillés supplémentaires présentées par la GACC aux établissements et aux autorités compétentes, comme des plans en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires pour chaque processus et des plans de bâtiment établissement par établissement, ne sont pas compatibles avec une approche systémique de la sécurité sanitaire des produits alimentaires.

8.5. Ils renouvellent leur demande visant à ce que la Chine tienne une séance d'information à Genève afin que les partenaires commerciaux puissent en savoir plus sur sa mise en œuvre du Décret n° 248. Les États-Unis attendent avec intérêt la réponse de la Chine à ces demandes et observations spécifiques.

8.6. Le délégué de l'Australie a indiqué ce qui suit:

8.7. L'Australie craint toujours que le Règlement de la République populaire de Chine sur l'enregistrement et l'administration des producteurs étrangers d'aliments importés, promulgué en tant que Décret n° 248, n'entraîne des perturbations et des restrictions non nécessaires au commerce et soit plus restrictif pour le commerce qu'il n'est nécessaire aux fins de la réalisation des objectifs chinois en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires. Par ailleurs, les Membres n'ont pas disposé de suffisamment de temps ni de renseignements pour s'enregistrer, s'adapter et se préparer avant que ces mesures n'entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2022. La réglementation ne fait pas de distinction entre les catégories de risques liés à la sécurité sanitaire des produits alimentaires et ne fournit pas non plus de justification scientifique pour les mesures ou l'équivalence requise des systèmes étrangers de sécurité sanitaire des produits alimentaires.

8.8. L'Australie a déjà soulevé ses préoccupations à plusieurs reprises à la fois au Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires (Comité SPS) et au Comité OTC. Les exportateurs continuent de signaler des retards en matière d'enregistrement et de dédouanement, qui ont des incidences négatives sur leurs échanges avec la Chine. En particulier, l'Australie a, de bonne foi, fourni des renseignements pour l'enregistrement d'établissements, qui n'ont pas été reflétés avec exactitude dans le système d'enregistrement de la Chine. Cette situation suscite de vives inquiétudes au sein de la branche de production. L'Australie rappelle à la Chine que ses règlements ne doivent pas être utilisés pour discriminer les produits importés, et que tout retard dans le traitement des renouvellements et des nouvelles demandes d'enregistrement provenant de producteurs étrangers de produits alimentaires peut se traduire par un traitement moins favorable des produits importés par rapport aux produits chinois.

8.9. Les exportateurs australiens de produits alimentaires sont prêts et disposés à respecter les prescriptions de la Chine en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires, mais les entreprises et les gouvernements ont besoin de clarté et d'un calendrier raisonnable pour effectuer les changements nécessaires à la mise en conformité avec les nouvelles mesures.

8.10. Compte tenu de ce qui précède, l'Australie demande que les autorités douanières chinoises mettent au point une approche flexible de la mise en œuvre, jusqu'au 1^{er} juillet 2023, période pendant laquelle elles autoriseraient l'entrée des produits en cohérence avec les données historiques du commerce, en plus de l'accès accordé au titre du nouveau système d'enregistrement de la Chine, en attendant que les demandes en suspens, les correctifs ou les mises à jour des enregistrements en ligne n'aboutissent. L'Australie exhorte la Chine à régler ces questions rapidement et reste disposée à collaborer avec elle afin d'assurer la sécurité sanitaire des produits alimentaires sans pour autant interrompre les échanges commerciaux.

8.11. Le délégué du Taipei chinois a indiqué ce qui suit:

8.12. Le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu reste préoccupé par les mesures administratives chinoises sur l'enregistrement des producteurs étrangers d'aliments importés. Compte tenu de la grande variété de ses branches de production alimentaire qui ont été, ou sont susceptibles d'être, affectées par cette mesure, le Taipei chinois suit de près son évolution depuis que la Chine a notifié l'OMC de son projet de décret le 12 novembre 2020. Le Taipei chinois a fait part de ses préoccupations à de multiples occasions, y compris aux Comités OTC et SPS. Toutefois, de nombreuses préoccupations demeurent, bien que la mesure soit entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2022. Le Taipei chinois doit de nouveau évoquer les questions et problèmes en cours ci-après, fondés sur des expériences concrètes.

8.13. Premièrement, une grande difficulté provient du manque de renseignements sur les prescriptions en matière d'enregistrement et l'absence d'indications sur la manière de les appliquer. Cette question est encore plus cruciale pour les établissements qui doivent effectuer eux-mêmes les demandes. Le Taipei chinois demande instamment à la Chine de désigner et de présenter un point d'information qui permette aux établissements d'engager directement des discussions afin de traiter leurs préoccupations particulières concernant le système d'enregistrement en ligne et de trouver leurs propres moyens de les surmonter.

8.14. Deuxièmement, il y a de réelles préoccupations au sujet de la procédure d'examen et d'approbation concernant la mesure. Les durées de traitement standard ou anticipées ne sont pas claires. Il va est de même pour l'état d'avancement et le stade de la demande. En outre, certains établissements du Taipei chinois ont été rejetés par la GACC sans que la moindre explication ne soit donnée, ce qui rend impossible pour ces établissements la correction de leurs demandes dans le système d'enregistrement. Le Taipei chinois demande donc instamment à la GACC de se conformer aux prescriptions énoncées à l'article 5.2.2 de l'Accord OTC. Ces prescriptions portent sur la transparence et le fait pour le requérant d'être informé de manière précise et complète de toutes les lacunes dans sa demande, afin que tout correctif nécessaire puisse être apporté.

8.15. Troisièmement, une autre difficulté à laquelle le Taipei chinois doit faire face est liée à l'ambiguïté notable de la catégorisation du code du SH et de la gamme des produits visés par cette mesure. Certains établissements du Taipei chinois ont signalé que leurs produits avaient fait l'objet d'une suspension de dédouanement sans raison.

8.16. Quatrièmement, toute mesure de cette ampleur nécessite qu'un délai beaucoup plus long soit ménagé afin de permettre aux branches de production concernées de la mettre en œuvre, le Taipei chinois demande donc instamment à la Chine d'envisager d'accorder une période de grâce plus importante pour la mise en œuvre afin d'empêcher une perturbation encore plus grave du commerce dans le futur. Ce délai additionnel permettra au moins aux établissements de saisir ou de mettre à jour avec exactitude les renseignements sur leurs produits dans leurs systèmes d'enregistrement en ligne.

8.17. Enfin, le Taipei chinois demande instamment à la Chine de tenir une séance d'information à l'OMC afin que ses partenaires commerciaux puissent en savoir plus sur la mise en œuvre de la mesure par la GACC et engager un dialogue constructif en vue de résoudre les difficultés susmentionnées.

8.18. Le délégué de la République de Corée a indiqué ce qui suit:

8.19. La République de Corée exprime à nouveau ses préoccupations au sujet des mesures administratives de la Chine pour l'enregistrement des producteurs étrangers d'aliments importés et renvoie à la déclaration qu'elle a faite à la dernière réunion du Comité OTC.

8.20. La République de Corée respecte le droit de la Chine d'assurer la sécurité sanitaire des produits alimentaires et reconnaît les efforts déployés par celle-ci pour faciliter la mise en œuvre de ses mesures. Elle reste néanmoins préoccupée par le fait que plusieurs points soulevés n'ont pas encore été entièrement traités. En particulier, la Corée demeure préoccupée par le fait que les mesures de la Chine continuent de s'appliquer aux produits alimentaires à faible risque visés à l'article 7 du Décret n° 248, ce qui crée des obstacles non nécessaires au commerce. En outre, comme souligné à la dernière réunion du Comité OTC, les requérants coréens font face à plusieurs difficultés dans

leurs tentatives d'enregistrement au moyen du système chinois, notamment du fait de son caractère chronophage et incertain.

8.21. La République de Corée tient à souligner que tous les Membres de l'OMC ont l'obligation de mettre en œuvre les réglementations sur la sécurité sanitaire des produits alimentaires sur la base de données scientifiques fiables et de manière transparente. Elle est prête à dialoguer davantage avec la Chine pour résoudre ces questions de manière constructive.

8.22. Le délégué du Canada a indiqué ce qui suit:

8.23. Le Canada continue de partager les préoccupations d'autres Membres s'agissant des effets sur le commerce des mesures administratives de la Chine pour l'enregistrement des producteurs étrangers d'aliments importés. Il renvoie également à sa précédente intervention sur cette question, qui demeure valable. Les entreprises canadiennes continuent de faire face à des difficultés et retards importants en ce qui concerne leurs actualisations et renouvellements d'enregistrement dans le système en ligne d'enregistrement des entreprises de produits alimentaires pour l'importation de la Chine (CIFER). De graves difficultés techniques liées au fonctionnement du système CIFER et le manque de dialogue de la part des douanes chinoises font qu'il est impossible pour les entreprises de déposer avec succès leurs demandes dans le CIFER et de maintenir leurs enregistrements en cours. Le Canada attend souvent plusieurs mois avant d'obtenir une réponse des douanes chinoises, à la suite d'un dépôt de demande dans le système CIFER. Cette situation a créé une grande incertitude pour les entreprises canadiennes puisque des perturbations commerciales non nécessaires sont possibles.

8.24. Le Canada demande à la Chine de s'engager en vue d'un processus d'approbation dans le système CIFER plus efficace en communiquant clairement les délais et décisions d'approbation de manière transparente et en prévoyant des procédures d'enregistrement de rechange et de secours, compte tenu des problèmes techniques actuels rencontrés avec ce système. Comme de nombreuses questions demeurent concernant le processus d'enregistrement du CIFER, le Canada demande à la Chine de rédiger des documents d'orientation clairs, de mettre en place des points de contact distincts au sein des douanes chinoises, tant à l'intention des branches de production que des autorités compétentes étrangères, et de travailler directement avec les entreprises afin de favoriser l'aboutissement et le renouvellement de leurs enregistrements dans le système CIFER. Le Canada appelle la Chine à faire immédiatement preuve de transparence et de flexibilité s'agissant des prescriptions au titre des Décrets n° 248 et 249 et du système CIFER, afin d'éviter des retards supplémentaires dans le processus d'enregistrement des entreprises canadiennes et d'empêcher des perturbations commerciales non nécessaires.

8.25. La déléguée de l'Union européenne a indiqué ce qui suit:

8.26. L'Union européenne souhaite réaffirmer ses préoccupations au sujet de la mise en œuvre du Décret n° 248 de l'Administration générale des douanes de la République populaire de Chine (GACC). Globalement, elle partage et appuie l'objectif de la Chine de faire en sorte que les produits alimentaires importés soient de provenances légitimes.

8.27. La Chine a mis à disposition des lignes directrices et ouvert le dialogue avec l'Union européenne. Toutefois, des problèmes persistent en ce qui concerne le mécanisme long et fastidieux établi par la Chine pour enregistrer les entreprises exportatrices, y compris: i) des cas d'expéditions bloquées dans des ports chinois en raison de renseignements erronés ou manquants dans le CIFER; ii) des cas d'établissements dans les secteurs de la viande, des produits laitiers et de la pêche qui ont été notifiés à la GACC avant la date limite du 31 décembre, mais qui n'ont toujours pas été enregistrés; iii) un manque de clarté quant à la gamme et aux catégories de produits visés, qui ne cessent d'augmenter; et iv) l'obligation dans laquelle se trouvent les autorités compétentes et les entreprises de consulter le CIFER presque en permanence pour suivre tous les changements apportés par la Chine à la structure du système CIFER et aux inscriptions individuelles, et être informés des dates limites pour enregistrer à nouveau des établissements individuels.

8.28. Par conséquent, l'Union européenne prie instamment la Chine: i) de régler les questions de mise en œuvre de façon pragmatique et sans délai; ii) de faciliter les nouveaux enregistrements et les plus anciens en continuant à fournir des documents de référence et d'orientation en anglais, y compris sur la manière dont les autorités compétentes doivent vérifier quels sont les établissements qui ont été enregistrés dans le cadre de la procédure accélérée; iii) de faciliter les modifications et corrections des enregistrements existants; et iv) de faciliter pour les autorités compétentes et les

entreprises la gestion des modifications apportées dans le CIFER, des renseignements demandés par la Chine et de la date limite pour l'enregistrement des établissements en mettant en place un système de notifications automatique par courriel dans le CIFER.

8.29. L'Union européenne remercie la Chine pour son ouverture et le dialogue engagé pour régler les questions techniques relatives au Décret n° 248 et, en particulier pour ses réponses à l'UE reçues le 1^{er} juillet. Elle est en train d'examiner ces réponses. Néanmoins, d'importantes questions de mise en œuvre demeurent et doivent être réglées pour une élimination de toutes les perturbations dans les échanges dès que possible, et avant le 1^{er} juillet 2023.

8.30. La déléguée du Royaume-Uni a indiqué ce qui suit:

8.31. Le Royaume-Uni remercie la Chine pour leurs récentes discussions sur cette question et l'encourage à prendre des mesures pour réduire au minimum les effets néfastes de cette mesure. Malgré les préoccupations du Royaume-Uni et d'autres Membres, le Règlement chinois sur l'enregistrement et l'administration des fabricants étrangers de produits alimentaires importés est entré en vigueur le 1^{er} janvier 2022. Le volume de documents requis est important et disproportionné et, pour les produits "à haut risque", les prescriptions spécifiques changent souvent de façon arbitraire, sans notification préalable du pays exportateur ni indications fournies.

8.32. Des efforts considérables ont été déployés pour satisfaire aux prescriptions administratives de la Chine. Pourtant, depuis l'introduction des nouvelles réglementations en matière d'enregistrement en janvier 2021, le Royaume-Uni n'a enregistré avec succès qu'une seule nouvelle entreprise présentant un risque moyen ou faible. L'application généralisée de ces mesures est disproportionnée par rapport au risque posé par de nombreux produits alimentaires et semble nuire à l'objectif de la Chine d'une plus grande ouverture économique.

8.33. Le Royaume-Uni demande que la Chine tienne compte des procédures et contrôles rigoureux qu'il applique en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires destinés aux marchés national et international, et qu'elle réexamine ces mesures pour faire en sorte de les appliquer de façon à ce qu'elles ne soient pas plus restrictives pour le commerce qu'il n'est nécessaire pour obtenir le niveau de protection sanitaire et phytosanitaire approprié, conformément aux obligations de la Chine au titre de l'article 5, paragraphe 6 de l'Accord SPS.

8.34. La déléguée du Mexique a indiqué ce qui suit:

8.35. Le Mexique réitère ses préoccupations concernant le Décret n° 248 de la Chine, notifié le 16 novembre 2020, qui est entré en vigueur le 1^{er} janvier 2022. Il partage également les préoccupations soulevées par les Membres intervenus précédemment. À cet égard, il rappelle l'importance qu'il accorde au fait que les Membres, dans les mesures qu'ils adoptent, se conforment à leurs engagements internationaux énoncés dans l'Accord OTC. Comme il l'a indiqué au Comité OTC, le Mexique a mis en avant des préoccupations liées aux possibles effets sur le commerce international et a connaissance de problèmes récents rencontrés par les entreprises mexicaines dans le processus d'enregistrement. Il renouvelle également sa demande à la Chine afin qu'elle indique un point de contact chargé d'aider les entreprises qui ont rencontré des difficultés dans le processus d'enregistrement. Il appuie la demande adressée à la Chine au Comité OTC visant à ce qu'elle tienne des séances d'information à Genève concernant la mise en œuvre de son Décret n° 248.

8.36. Le délégué de la Suisse a indiqué ce qui suit:

8.37. La Suisse partage et appuie les préoccupations exprimées par d'autres Membres. Elle soutient l'objectif de la Chine qui est de faire en sorte que seuls des produits alimentaires sûrs et de provenance légitime soient importés. Toutefois, elle regrette de relever les problèmes et les incertitudes persistants concernant le système CIFER. La Suisse encourage vivement la Chine à proroger d'un an au-delà de juin 2023 le délai pour les renouvellements et la validité des approbations existantes d'établissements au titre de l'article 7 du Décret n° 248. Ce délai additionnel permettrait à la GACC de régler les problèmes liés au système CIFER et aux autorités suisses de saisir ou de mettre à jour avec exactitude les renseignements relatifs aux produits dans leur enregistrement en ligne. Enfin, la Suisse appuie les appels des autres Membres en faveur de la création de points de contact pour les branches de production et les autorités.

8.38. Le délégué du Japon a indiqué ce qui suit:

8.39. Le Japon relève de nombreuses incertitudes dans les procédures d'enregistrement liées aux "Règlements sur l'enregistrement et l'administration de fabricants étrangers de produits alimentaires importés" de la Chine, qui imposent de lourdes contraintes aux autorités et aux opérateurs économiques étrangers, y compris le fait que le système d'enregistrement en ligne a parfois changé de manière soudaine et sans notification préalable. Le Japon demande à la Chine d'améliorer le fonctionnement et la transparence de ses procédures liées à la mise en œuvre de ces règlements afin qu'elles ne deviennent pas excessivement contraignantes pour les opérateurs économiques.

8.40. Le délégué de la Chine a indiqué ce qui suit:

8.41. Considérant que la même préoccupation commerciale a été soulevée et examinée au Comité OTC qui s'est tenu seulement une semaine auparavant, la Chine n'a actuellement rien à ajouter sur cette question. Pour gagner du temps, elle renvoie à sa déclaration faite à la réunion du Comité OTC le 17 novembre 2022 – mais ne la répétera pas.

8.42. Le Conseil a pris note des déclarations faites.

9 ÉTATS-UNIS – MESURES DE SUBVENTION DISCRIMINATOIRES ET AYANT DES EFFETS DE DISTORSION DES ÉCHANGES AU TITRE DE LA LOI DE 2022 SUR LA RÉDUCTION DE L'INFLATION – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LA CHINE

9.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande de la Chine.

9.2. Le délégué de la Chine a indiqué ce qui suit:

9.3. Les États-Unis ont récemment adopté la *Loi sur la réduction de l'inflation* (IRA). Si leurs objectifs de politique sont liés à la lutte contre le changement climatique et à la promotion de la transition verte, les mesures adoptées comprennent de nombreuses mesures de subventionnement discriminatoires et ayant des effets de distorsion, qui violent de façon flagrante les règles de l'OMC. Dans cette intervention, la Chine souhaite i) examiner certaines des dispositions les plus problématiques de l'IRA; ii) soulever des problèmes de violation potentielle des règles de l'OMC; et iii) mettre en lumière les effets de distorsion inhérents à ces mesures de subventionnement discriminatoires.

9.4. L'IRA prévoit jusqu'à 369 milliards d'USD de subventions en faveur de la production de produits propres et de l'investissement dans des installations admissibles. Parmi ses nombreuses dispositions, la Chine a identifié neuf types de crédits d'impôt qui contiennent des prescriptions relatives à la teneur en éléments nationaux. Il s'agit des suivants: i) le crédit pour les véhicules non polluants (crédit au titre de l'article 30D)⁴; ii) le crédit pour le carburant d'aviation durable (crédit au titre de l'article 40B)⁵; iii) le crédit pour l'électricité produite à partir de certaines ressources renouvelables (crédit au titre de l'article 45)⁶; iv) le crédit pour la production d'hydrogène propre (crédit au titre de l'article 45V)⁷; v) le crédit à la production dans le domaine de la fabrication avancée (crédit au titre de l'article 45X)⁸; vi) le crédit pour la production d'électricité propre (crédit au titre de l'article 45Y)⁹; vii) le crédit pour la production de carburants propres (crédit au titre de l'article 45Z)¹⁰; viii) le crédit d'impôt pour l'énergie (crédit au titre de l'article 48)¹¹; et ix) le crédit pour l'investissement dans l'électricité propre (crédit au titre de l'article 48E).¹²

9.5. Les références à ces mesures renvoient à différents articles du Titre 26 du Code des États-Unis. Bien que ces mesures concernent différents types de produits et/ou installations, elles ont toutes quelque chose en commun: elles font des prescriptions relatives à la teneur en éléments locaux les

⁴ Titre 26 du Code des États-Unis, article 30D).

⁵ Titre 26 du Code des États-Unis, article 40B.

⁶ Titre 26 du Code des États-Unis, article 45.

⁷ Titre 26 du Code des États-Unis, article 45V.

⁸ Titre 26 du Code des États-Unis, article 45X.

⁹ Titre 26 du Code des États-Unis, article 45Y.

¹⁰ Titre 26 du Code des États-Unis, article 45Z.

¹¹ Titre 26 du Code des États-Unis, article 48.

¹² Titre 26 du Code des États-Unis, article 48E.

conditions préalables de l'octroi des crédits d'impôt. La Chine donne aux Membres les trois exemples suivants.

9.6. Le premier exemple est celui du crédit pour les véhicules non polluants. Les produits visés sont les nouveaux véhicules non polluants. Le crédit d'impôt est disponible pour l'achat de nouveaux véhicules non polluants. Pour les véhicules qui satisfont à la prescription concernant les minéraux stratégiques, le montant est de 3 750 USD, et pour les véhicules qui satisfont à la prescription concernant les composants de batteries d'accumulateurs, le montant est également de 3 750 USD. Au total, le crédit d'impôt pourrait atteindre 7 500 USD, sous réserve de certaines limites.

9.7. Le crédit d'impôt est subordonné à trois prescriptions relatives à la teneur en éléments locaux: i) une prescription générale selon laquelle l'assemblage final de ces nouveaux véhicules non polluants doit avoir lieu en Amérique du Nord; ii) pour ce qui est du crédit concernant les minéraux stratégiques, des pourcentages spécifiés des minéraux stratégiques de la batterie d'accumulateurs du véhicule doivent être extraits ou transformés aux États-Unis, ou être originaires d'un partenaire de l'Accord de libre-échange des États-Unis, ou être recyclés en Amérique du Nord; et iii) pour ce qui est du crédit concernant les composants de batteries d'accumulateurs, des pourcentages spécifiés des composants de la batterie d'accumulateurs doivent être fabriqués ou assemblés en Amérique du Nord.

9.8. Enfin et surtout, il apparaît que l'IRA interdirait l'application des crédits d'impôt susmentionnés lorsque la batterie d'accumulateurs d'un véhicule contient un minéral stratégique provenant de Chine, ou si l'un des composants contenus dans la batterie d'accumulateurs a été fabriqué ou assemblé en Chine.

9.9. La deuxième série d'exemples comprend les quatre crédits suivants, qui sont soumis à des prescriptions similaires en matière de teneur en éléments nationaux, à savoir le crédit pour l'électricité produite à partir de certaines ressources renouvelables, le crédit pour la production d'électricité propre, le crédit d'impôt pour l'énergie et le crédit pour l'investissement dans l'électricité propre. Les produits et installations visés par ces crédits incluent les installations qui produisent de l'électricité en utilisant l'éolien, le solaire, la géothermie, la biomasse, les déchets municipaux ou l'énergie hydroélectrique; ainsi que l'électricité propre produite dans une installation admissible, et lesdites installations.

9.10. Un crédit d'impôt supplémentaire pour teneur en éléments nationaux est accordé, égal à 10% du montant du crédit éligible préexistant. Ce crédit d'impôt est subordonné à trois prescriptions relatives à la teneur en éléments locaux: i) un produit en acier ou en fer ou un produit manufacturé, qui est un composant de cette installation et qui a été produit aux États-Unis; ii) dans le cas de l'acier ou du fer, la prescription susmentionnée est appliquée d'une manière compatible avec les prescriptions relatives à l'achat de produits américains ("Buy America Requirements"), autrement dit tous les processus de fabrication de l'acier et du fer ont lieu aux États-Unis, excepté les processus métallurgiques impliquant le raffinage d'additifs pour l'acier; et iii) dans le cas des produits manufacturés, ils seront réputés avoir été produits aux États-Unis si un certain seuil de teneur en éléments nationaux est atteint, calculé comme étant le pourcentage des coûts totaux de l'ensemble de ces produits manufacturés.

9.11. Le troisième exemple est celui du crédit à la production dans le domaine de la fabrication avancée. Les produits visés comprennent un large éventail de produits manufacturés et de minéraux stratégiques, tels que les composants pour l'énergie solaire, les composants pour l'énergie éolienne, certains convertisseurs continu-alternatif, les composants de batteries d'accumulateurs admissibles et les minéraux stratégiques applicables. Les crédits d'impôt s'appliqueraient pour chaque composant éligible qui est produit aux États-Unis et vendu par le contribuable à une personne non liée. Ils varient selon les différents composants éligibles, et dans le cas d'un minéral stratégique applicable, par exemple, le crédit d'impôt est égal à 10% des frais engagés pour la production de ce minéral.

9.12. En ce qui concerne les prescriptions relatives à la teneur en éléments locaux, seule la production aux États-Unis est prise en compte, et les crédits d'impôt s'appliquent uniquement pour des composants éligibles dont la production a lieu aux États-Unis ou dans une possession des États-Unis. Pour des raisons de temps, la Chine ne passera pas en revue chacun des points. À des fins de transparence, la Chine joindra à sa déclaration la liste de neuf mesures de crédit d'impôt,

indiquant les produits visés et les prescriptions relatives à la teneur en éléments locaux, à intégrer au compte-rendu de la réunion.

9.13. Il apparaît que ces crédits d'impôt des États-Unis violent de multiples règles de l'OMC, et les dispositions parlent d'elles-mêmes. Elles contiennent des prescriptions clairement discriminatoires relatives à la teneur en éléments nationaux et peuvent constituer des subventions ayant des effets de distorsion des échanges. Ces dispositions pourraient contrevenir aux règles de l'OMC suivantes: i) les prescriptions relatives à la teneur en éléments nationaux violent les obligations de traitement national énoncées à l'article III du GATT de 1994; ii) les subventions au remplacement des importations, dans la mesure où les crédits d'impôt sont subordonnés à l'utilisation de produits nationaux de préférence à des produits importés, sont prohibées par l'Accord SMC; iii) les mesures concernant les investissements et liées au commerce (MIC), dans la mesure où les crédits d'impôt pour l'investissement contiennent des prescriptions relatives à la teneur en éléments nationaux, sont incompatibles avec les obligations de traitement national prévues dans l'Accord sur les MIC; iv) les prescriptions relatives à l'assemblage final établissent une discrimination à l'égard des produits similaires importés et violent les obligations de traitement national énoncées à l'article III du GATT de 1994; v) éventuels effets défavorables. Les dispositions relatives aux crédits d'impôt visent à encourager la production aux États-Unis, ce qui pourrait causer des effets défavorables au sens de l'Accord SMC, y compris des dommages à la branche de production nationale d'un autre Membre ou un préjudice grave aux intérêts d'un autre Membre; vi) les dispositions limitant les subventions aux partenaires de l'Accord de libre-échange et les dispositions relatives à l'"exclusion de la Chine" contenues dans le crédit pour véhicules non polluants violent les obligations NPF énoncées dans l'article premier du GATT de 1994.

9.14. Les effets de distorsion des échanges et du marché de ces crédits d'impôt sont triples.

9.15. Premièrement, ces crédits ont pour effet de fausser les flux d'investissements internationaux et d'encourager le chacun pour soi. Du point de vue des entreprises, les incitations en faveur de l'environnement prévues dans l'IRA font des États-Unis un lieu d'investissement beaucoup plus attrayant.¹³ Les industries de l'automobile et de l'énergie dans d'autres Membres ont déjà commencé de se tourner vers les États-Unis.¹⁴ À cet égard, les représentants de l'industrie d'autres Membres de l'OMC ont sonné l'alarme: "L'IRA est présentée dans de nombreux milieux comme une législation primordiale pour la lutte contre le changement climatique, mais en réalité c'est un acte de protectionnisme commercial, obligeant à maintenir la production future des groupes motopropulseurs à l'intérieur des frontières des États-Unis au détriment de tous les autres pays."¹⁵ Selon des articles de presse, un Membre pourrait perdre 8 milliards d'euros d'investissements parce que des usines s'installent ou déménagent en Amérique du Nord pour bénéficier des subventions à la production locale.¹⁶

9.16. Deuxièmement, ils faussent les marchés mondiaux dans les secteurs en aval et transforment les efforts de protection des biens communs mondiaux en un jeu à somme nulle. D'après les observations soumises par un Membre au Département du Trésor américain, "ayant accès à des technologies à faible émission de carbone subventionnées et à des sources d'énergie propre subventionnées, des parties névralgiques de l'économie américaine bénéficieront d'un coup de pouce qui a des effets de distorsion du marché, mettant à mal l'égalité des conditions au niveau mondial et transformant un objectif mondial commun – la lutte contre le changement climatique – en un jeu à somme nulle".¹⁷

9.17. Troisièmement, ils provoquent un nivellement par le bas dans une course aux subventions et augmentent les tensions commerciales. En fait, il a été rapporté dans les médias que la plus haute responsable du commerce américain a exhorté d'autres Membres à unir leurs forces en matière de

¹³ "US beats EU as magnet for green investment, says Iberdrola", <https://www.ft.com/content/7797bd70-645d-4ef9-a7ee-0c90aa1a09c6>

¹⁴ "European industry pivots to US as Biden subsidy sends 'dangerous signal'", <https://www.ft.com/content/59a8d135-3477-4d0a-8d12-20c7ef94be07>

¹⁵ "Canada's auto, steel and manufacturing sectors sound alarm over U.S. inflation act", <https://ca.finance.yahoo.com/news/canadas-auto-steel-manufacturing-sectors-120108864.html>

¹⁶ "Trade rift between EU and US grows over green industry and jobs", <https://www.ft.com/content/48178f1e-5572-496e-8f8e-bb4c0e3ec8ea>

¹⁷ Submission by the European Union on the Inflation Reduction Act November 2022, <https://www.regulations.gov/comment/IRS-2022-0020-0774>

subventions¹⁸, ce à quoi les Membres concernés ont répondu en appelant à des possibilités de politique industrielle pour éviter les effets négatifs de mesures protectionnistes et garantir que les règles de l'OMC soient respectées par tous.¹⁹ Cependant, en réalité, la course a déjà commencé ailleurs, un autre Membre ayant annoncé d'importants crédits d'impôt pour l'investissement dans les technologies vertes afin de ne pas se laisser distancer par les États-Unis.²⁰ Or c'est précisément ce contre quoi la Directrice générale de l'OMC a mis en garde: "Nous ne voulons pas d'une guerre des subventions dans [la] lutte contre le changement climatique", a-t-elle déclaré lors d'un entretien.²¹

9.18. Sur la réponse au changement climatique dans le cadre d'une coopération internationale, La Chine reconnaît l'importance de l'IRA et de son objectif législatif visant à répondre au changement climatique et à promouvoir la transition verte. Ce sont des objectifs louables. À ce titre, ils devraient être assortis d'instruments de politique et de mesures de mise en œuvre tout aussi louables. Les mesures relatives à la teneur en éléments locaux, au contraire, ne permettront pas d'atteindre ces objectifs. Comme il est indiqué dans le *Rapport sur le commerce mondial 2022: Changement climatique et commerce international*: "Il ressort de certains travaux que ces prescriptions ont freiné les flux d'investissements internationaux dans le solaire photovoltaïque et l'éolien, ce qui a réduit les avantages qui auraient pu être tirés du commerce et des investissements internationaux et pourrait en définitive freiner ou ralentir les mesures d'atténuation des changements climatiques."²²

9.19. Répondre au changement climatique est la responsabilité commune de tous les Membres de l'OMC. Le commerce devrait être un important instrument de politique visant à aider à faire face au changement climatique, à s'y adapter et à l'atténuer. Comme indiqué dans la Déclaration de Bali des chefs d'État et de gouvernement du G-20: "Nous sommes convaincus que les politiques commerciales et climatiques/environnementales devraient se soutenir mutuellement, être compatibles avec les règles de l'OMC et contribuer à la réalisation des Objectifs de développement durable."²³

9.20. Les mesures visant à atteindre des objectifs environnementaux ne devraient pas être mises en œuvre d'une manière qui viole les règles de l'OMC, ne devraient pas être mises en œuvre pour encourager le chacun pour soi et ne devraient pas être mises en œuvre pour engendrer une distorsion du marché mondial. Au contraire, la coopération et la coordination internationales, sur la base des règles de l'OMC, devraient être une composante essentielle de tout programme national de décarbonation et de promotion de la transition verte.

9.21. La Chine appelle les États-Unis à mettre en application fidèlement la Déclaration de Bali des chefs d'État et de gouvernement du G-20 et à retirer de l'IRA tous les éléments discriminatoires et ayant des effets de distorsion qui sont incompatibles avec les règles de l'OMC.

9.22. Liste des crédits d'impôt des États-Unis figurant dans l'IRA qui sont incompatibles avec les règles de l'OMC²⁴

¹⁸ "Top US trade official urges EU to join forces on subsidies amid green deal tensions", <https://www.ft.com/content/0e52d609-5cfe-453c-9baf-b33b66e941e9>

¹⁹ "We call for a renewed impetus in European industrial policy", Déclaration commune de Bruno Le Maire, Ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique de la France, et de Robert Habeck, Vice-chancelier, Ministre fédéral des affaires économiques et de l'action climatique de l'Allemagne, <https://ue.delegfrance.org/we-call-for-a-renewed-impetus-in>

²⁰ "Ottawa unveils green energy tax credits of up to 40% in bid to keep up with Biden", <https://ca.finance.yahoo.com/news/ottawa-unveils-green-energy-tax-214218621.html>

²¹ "WTO Urges US, EU to Avoid 'Subsidy War' in Green Energy Spat", <https://www.bloomberg.com/news/articles/2022-11-07/wto-urges-us-eu-to-avoid-race-to-the-bottom-in-subsidyspat>

²² Rapport sur le commerce mondial 2022: Changement climatique et commerce international, page 83.

²³ DÉCLARATION DE BALI DES CHEFS D'ÉTAT ET DE GOUVERNEMENT DU G-20, Bali, Indonésie, 15 et 16 novembre 2022, paragraphe 37.

²⁴ Pièce jointe par la Chine à la version écrite de sa déclaration au titre du point 9 de l'ordre du jour.

9.23. 1. Crédit pour les véhicules non polluants (crédit au titre de l'article 30D)²⁵

- a. Produits visés: nouveaux véhicules non polluants.²⁶
- b. Crédit d'impôt: crédit déduit de l'impôt appliqué (...) [d']un montant égal à la somme des montants du crédit déterminés en vertu de l'alinéa b) (...) 2) minéraux stratégiques (...) le montant déterminé en vertu du présent alinéa est de 3 750 dollars et 3) composants de batteries d'accumulateurs (...) le montant déterminé en vertu du présent alinéa est de 3 750 dollars.²⁷
- c. Prescriptions relatives à la teneur en éléments locaux: 1) l'assemblage final de ce nouveau véhicule non polluant doit avoir lieu en Amérique du Nord²⁸; 2) le pourcentage de la valeur des minéraux stratégiques applicables contenus dans cette batterie qui ont été extraits ou transformés aux États-Unis, ou dans tout pays avec lequel les États-Unis ont conclu un accord de libre-échange qui est en vigueur, ou recyclés en Amérique du Nord, est égal ou supérieur au pourcentage applicable²⁹; 3) le pourcentage de la valeur des composants contenus dans cette batterie qui ont été fabriqués ou assemblés en Amérique du Nord est égal ou supérieur au pourcentage applicable.³⁰

9.24. 2. Crédit pour le carburant d'aviation durable (crédit au titre de l'article 40B)³¹

- a. Produits visés: mélange admissible de carburant d'aviation durable et de kérosène.³²
- b. Crédit d'impôt: montant égal au produit du nombre de gallons de carburant d'aviation durable contenus dans ce mélange, multiplié par la somme de 1,25 dollars, plus le montant supplémentaire applicable en ce qui concerne ce carburant d'aviation durable.³³
- c. Prescriptions relatives à la teneur en éléments locaux: le terme "mélange admissible" s'entend d'un mélange de carburant d'aviation durable et de kérosène si ce mélange est produit par le contribuable aux États-Unis (...).³⁴

9.25. 3. Crédit pour l'électricité produite à partir de certaines ressources renouvelables (crédit au titre de l'article 45)³⁵

- a. Produits et installations visés: installations qui produisent de l'électricité en utilisant l'éolien, le solaire, la géothermie, la biomasse, les déchets municipaux ou l'énergie hydroélectrique, etc.³⁶
- b. Montant du crédit supplémentaire pour teneur en éléments nationaux: le montant du crédit déterminé en vertu de l'alinéa a) (...) sera majoré d'un montant égal à 10% du montant ainsi déterminé.³⁷
- c. Prescriptions relatives à la teneur en éléments locaux: 1) un produit en acier ou en fer ou un produit manufacturé qui est un composant de cette installation (...) a été produit aux États-Unis; 2) dans le cas de l'acier ou du fer (...) appliquée d'une manière compatible avec les prescriptions relatives à l'achat de produits américains énoncées dans le Titre 49 du Code des États-Unis, article 661.5; 3) les produits manufacturés (...) seront réputés avoir été produits aux États-Unis si au moins 40%, ou 20% pour une installation éolienne

²⁵ Titre 26 du Code des États-Unis, article 30D).

²⁶ Titre 26 du Code des États-Unis, article 30D), alinéas a) et d).

²⁷ Titre 26 du Code des États-Unis, article 30D), alinéas b)2) et b)3).

²⁸ Titre 26 du Code des États-Unis, article 30D), alinéa d)1)G).

²⁹ Titre 26 du Code des États-Unis, article 30D), alinéa e)1).

³⁰ Titre 26 du Code des États-Unis, article 30D), alinéa e)2).

³¹ Titre 26 du Code des États-Unis, article 40B.

³² Titre 26 du Code des États-Unis, article 40B, alinéas a) et c).

³³ Titre 26 du Code des États-Unis, article 40B, alinéas a) et b).

³⁴ Titre 26 du Code des États-Unis, article 40B, alinéa c).

³⁵ Titre 26 du Code des États-Unis, article 45.

³⁶ Titre 26 du Code des États-Unis, article 45, alinéas a) et c)1).

³⁷ Titre 26 du Code des États-Unis, article 45, alinéa b)9)A).

en mer, des coûts totaux de l'ensemble de ces produits manufacturés (...) sont attribuables à des produits manufacturés (...) qui sont extraits, produits ou manufacturés aux États-Unis.³⁸

9.26. 4. Crédit pour la production d'hydrogène propre (crédit au titre de l'article 45V)³⁹

- a. Produits visés: hydrogène propre admissible.⁴⁰
- b. Crédit d'impôt: égal au produit des kilogrammes d'hydrogène propre admissible (...) dans une installation de production d'hydrogène propre admissible durant la période de 10 ans (...) multipliés par le montant applicable.⁴¹
- c. Prescriptions relatives à la teneur en éléments locaux: (...) n'inclura aucun hydrogène qui n'est pas produit aux États-Unis ou dans une possession des États-Unis.⁴²

9.27. 5. Crédit à la production dans le domaine de la fabrication avancée (crédit au titre de l'article 45X)⁴³

- a. Produits visés: composants éligibles, y compris composants pour l'énergie solaire, composants pour l'énergie éolienne, certains convertisseurs, composants pour batteries d'accumulateurs admissibles, et minéraux stratégiques applicables.⁴⁴
- b. Crédit d'impôt: Ce crédit d'impôt s'appliquerait pour chaque "composant éligible" qui est produit (...) aux États-Unis (...) vendu (...). Le montant déterminé (...) en ce qui concerne un composant éligible (...) sera égal à⁴⁵: 1) dans le cas d'une cellule photovoltaïque à couche mince (...) 4 cents multipliés par la capacité de cette cellule (...); 2) dans le cas d'un wafer photovoltaïque, 12 dollars par mètre carré; 3) dans le cas de polysilicium de qualité solaire, 3 dollars par kilogramme; 4) dans le cas d'une feuille arrière en polymère, 40 cents par mètre carré; 5) dans le cas d'un module solaire (...) 7 cents multipliés par la capacité de ce module (...); 6) dans le cas d'un composant pour l'énergie éolienne, si ce composant est un navire de soutien à l'éolien en mer (...) 10% du prix de vente de ce navire, et [sinon] (...) le montant applicable (...) multiplié par la puissance nominale totale (...) de la turbine éolienne achevée; 7) dans le cas d'un tube de couple, 87 cents par kilogramme; 8) dans le cas d'un élément de fixation de structure, 2,28 dollars par kilogramme; 9) dans le cas d'un convertisseur (...) le montant applicable (...) multiplié par la capacité de ce convertisseur (...) 10) dans le cas de matériaux actifs de l'électrode, un montant égal à 10% des frais engagés (...) pour la production de ces matériaux; 11) dans le cas d'une cellule de batterie d'accumulateurs (...) 35 dollars multipliés par (...) la capacité de cette cellule (...); 12) dans le cas d'un module de batterie d'accumulateurs (...) 10 dollars ou (...) 45 dollars multipliés par (...) la capacité de ce module; 13) dans le cas d'un minéral stratégique applicable, (...) 10% des frais engagés (...) pour la production de ce minéral.
- c. Prescriptions relatives à la teneur en éléments locaux: prise en compte de la seule production aux États-Unis (...) uniquement s'agissant de composants éligibles dont la production a lieu aux États-Unis (...) ou dans une possession des États-Unis.⁴⁶

³⁸ Titre 26 du Code des États-Unis, article 45, alinéa b)9)B).

³⁹ Titre 26 du Code des États-Unis, article 45V.

⁴⁰ Titre 26 du Code des États-Unis, article 45V, alinéas a) et c).

⁴¹ Titre 26 du Code des États-Unis, article 45V, alinéas a) et b).

⁴² Titre 26 du Code des États-Unis, article 45V, alinéa c)2)B).

⁴³ Titre 26 du Code des États-Unis, article 45X.

⁴⁴ Titre 26 du Code des États-Unis, article 45X, alinéa a) et c).

⁴⁵ Titre 26 du Code des États-Unis, article 45X, alinéa b).

⁴⁶ Titre 26 du Code des États-Unis, article 45X, alinéa d)2).

9.28. 6. Crédit pour la production d'électricité propre (crédit au titre de l'article 45Y)⁴⁷

- a. Produits et installations visés: électricité produite dans une installation admissible pour laquelle le taux d'émission de gaz à effet de serre n'est pas supérieur à zéro.⁴⁸
- b. Montant du crédit supplémentaire pour teneur en éléments nationaux: le montant du crédit déterminé (...) sera majoré d'un montant égal à 10% du montant ainsi déterminé.⁴⁹
- c. Prescriptions relatives à la teneur en éléments locaux: 1) un produit en acier ou en fer ou un produit manufacturé qui est un composant de cette installation (...) a été produit aux États-Unis; 2) dans le cas de l'acier ou du fer (...) appliquée d'une manière compatible avec les prescriptions relatives à l'achat de produits américains énoncées dans le Titre 49 du Code des États-Unis, article 661.5; 3) les produits manufacturés (...) seront réputés avoir été produits aux États-Unis si un pourcentage au moins égal au pourcentage ajusté (...) des coûts totaux de l'ensemble de ces produits manufacturés de cette installation est attribuable à des produits manufacturés (...) qui sont extraits, produits ou manufacturés aux États-Unis.⁵⁰

9.29. 7. Crédit pour la production de carburants propres (crédit au titre de l'article 45Z)⁵¹

- a. Produits visés: certains carburants pour le transport, dont le taux d'émission ne dépasse pas les 50 kilogrammes de CO₂e pour un million de Btu.⁵²
- b. Crédit d'impôt: montant égal au produit (...) du montant applicable par gallon (...) s'agissant d'un carburant pour le transport (...) produit (...) et vendu, et du facteur d'émissions pour ce carburant (...).⁵³
- c. Prescriptions relatives à la teneur en éléments locaux: prise en compte de la seule production enregistrée aux États-Unis (...) aucun crédit pour la production de carburant propre ne devra être déterminé (...) si ce carburant n'est pas produit aux États-Unis.⁵⁴

9.30. 8. Crédit d'impôt pour l'énergie (crédit au titre de l'article 48)⁵⁵

- a. Biens énergétiques visés: installations qui produisent de l'électricité ou de la chaleur en utilisant le solaire, la géothermie, une cellule à combustible ou une microturbine, un système de production combinée de chaleur et d'électricité, l'éolien, l'eau souterraine, la valorisation énergétique des déchets, le stockage de l'énergie, le biogaz ou un microréseau.⁵⁶
- b. Montant du crédit supplémentaire pour teneur en éléments nationaux: (...) le crédit pour l'énergie pour une année fiscale est le pourcentage d'énergie de la base de chaque bien énergétique mis en service au cours de cette année fiscale⁵⁷ (...). Dans le cas d'un projet d'énergie qui satisfait à la prescription [relative à la teneur en éléments locaux] (...) le pourcentage d'énergie sera majoré de (...) 2 ou 10 points de pourcentage.⁵⁸

⁴⁷ Titre 26 du Code des États-Unis, article 45Y.

⁴⁸ Titre 26 du Code des États-Unis, article 45Y, alinéas a)1) et b).

⁴⁹ Titre 26 du Code des États-Unis, article 45Y, alinéa g)11)A).

⁵⁰ Titre 26 du Code des États-Unis, article 45Y, alinéas g)11)B) et C).

⁵¹ Titre 26 du Code des États-Unis, article 45Z.

⁵² Titre 26 du Code des États-Unis, article 45Z, alinéa a)1) et d)5).

⁵³ Titre 26 du Code des États-Unis, article 45Z, alinéa a).

⁵⁴ Titre 26 du Code des États-Unis, article 45Z, alinéa f)1)A).

⁵⁵ Titre 26 du Code des États-Unis, article 48.

⁵⁶ Titre 26 du Code des États-Unis, article 48, alinéa a)1) et a)3).

⁵⁷ Titre 26 du Code des États-Unis, article 48, alinéa a)1).

⁵⁸ Titre 26 du Code des États-Unis, article 48, alinéa a)12).

- c. Prescriptions relatives à la teneur en éléments locaux: règles similaires à celles du crédit pour l'électricité produite à partir de certaines ressources renouvelables (crédit au titre de l'article 45).⁵⁹

9.31. 9. Crédit pour l'investissement dans l'électricité propre (crédit au titre de l'article 48E)⁶⁰

- a. Installations visées: toute installation admissible qui est utilisée pour produire de l'électricité et dont le taux anticipé des émissions de gaz à effet de serre n'est pas supérieur à zéro et toute technologie de stockage de l'énergie.⁶¹
- b. Majoration du crédit d'impôt subordonnée à la teneur en éléments nationaux: règles similaires à celles du crédit d'impôt pour l'énergie (crédit au titre de l'article 48).⁶²
- c. Prescriptions relatives à la teneur en éléments locaux: règles similaires à celles du crédit pour l'électricité produite à partir de certaines ressources renouvelables (crédit au titre de l'article 45).⁶³

9.32. Le délégué de la Suisse a indiqué ce qui suit:

9.33. La Suisse salue les efforts déployés par les États-Unis pour lutter contre l'inflation au moyen de mesures environnementales dans l'intérêt du peuple américain. Elle se réfère ici au dispositif de crédit d'impôt appliqué à l'achat de véhicules électriques américains. Elle reconnaît que promouvoir les technologies énergétiques et de transport propres peut contribuer aux objectifs environnementaux. En outre, elle souhaite réaffirmer que la politique commerciale joue un rôle essentiel dans la lutte contre le changement climatique et d'autres problèmes environnementaux. En effet, la politique commerciale doit être une partie de la solution. Cela dit, la Suisse est préoccupée par l'aspect discriminatoire des mesures visant les produits similaires importés. À notre avis, des mesures environnementales instituées au moyen d'instruments de politique commerciale doivent être non discriminatoires et respecter les règles de l'OMC.

9.34. La déléguée des États-Unis a indiqué ce qui suit:

9.35. Les États-Unis considèrent que tous les Membres ont un même besoin urgent d'accroître les investissements dans des technologies énergétiques propres pour lutter efficacement contre la crise climatique, ainsi que pour traiter les questions relatives aux chaînes d'approvisionnement. La Loi sur la réduction de l'inflation (IRA) signée par le Président Biden est un outil important pour permettre aux États-Unis d'atteindre ces objectifs essentiels. Le secteur des transports est la première source d'émissions de gaz à effet de serre aux États-Unis, et ces derniers ne respecteront pas leurs engagements au titre de l'Accord de Paris et d'autres objectifs climatiques sans une action audacieuse visant à promouvoir de nouveaux investissements majeurs dans les technologies énergétiques propres, en particulier des incitations à la production et à l'adoption de véhicules électriques. La Loi prévoit des incitations fiscales pour les véhicules non polluants afin d'encourager une transition rapide vers des transports non polluants. Elle fait en sorte que les États-Unis puissent créer des chaînes d'approvisionnement plus diversifiées et plus solides et promouvoir l'adoption de véhicules électriques au niveau national.

9.36. Outre le crédit d'impôt pour les véhicules non polluants accordé pour l'achat de véhicules non polluants neufs, l'IRA prévoit également un crédit pour les véhicules utilitaires non polluants et un crédit pour les véhicules non polluants ayant appartenu à un précédent propriétaire. Ces dispositions créent des crédits d'impôt pour certains véhicules utilitaires non polluants légers, moyens et lourds éligibles achetés par des entreprises et pour les véhicules non polluants d'occasion. Les prescriptions relatives à l'assemblage final, à la batterie d'accumulateurs et aux minéraux stratégiques ne s'appliquent pas à ces crédits.

9.37. Les États-Unis pensent que ces véhicules représenteront une part importante du total des achats de véhicules non polluants, dans le futur, et le Bureau du budget du Congrès des États-Unis

⁵⁹ Titre 26 du Code des États-Unis, article 48, alinéa a)12)B).

⁶⁰ Titre 26 du Code des États-Unis, article 48E.

⁶¹ Titre 26 du Code des États-Unis, article 48E, alinéa a)1), b)(3) et c).

⁶² Titre 26 du Code des États-Unis, article 48E, alinéa a)3)B).

⁶³ Titre 26 du Code des États-Unis, article 48E, alinéa a)3)B).

estime que ces véhicules recevront environ 40% du financement total du crédit d'impôt pour les véhicules non polluants.

9.38. Les États-Unis en sont aux premiers stades de l'élaboration de la réglementation relative à ce programme. Ils examinent les observations de toutes les parties prenantes à mesure que le Département du Trésor va de l'avant avec son processus public dans le cadre de la mise en œuvre de ces crédits, comme le prescrit la législation. Ils notent que plusieurs de leurs partenaires commerciaux ont déjà saisi la possibilité de participer à leur processus transparent et que de nouvelles possibilités d'y participer se présenteront.

9.39. Les États-Unis font observer que bon nombre de leurs partenaires commerciaux, y compris la Chine, ont également donné la priorité aux investissements dans les technologies des véhicules électriques et ont pris toute une série de mesures nationales en faveur des véhicules à émissions nulles.

9.40. Dans les discussions sur les mesures relatives aux véhicules électriques, le point de départ devrait être l'importance de travailler en parallèle pour atteindre les objectifs globaux des Membres en matière de climat et de chaînes d'approvisionnement et des objectifs connexes, et de le faire d'une manière qui permet de conserver le soutien de nos parties prenantes. Cela comprend, par exemple, l'objectif commun des Membres de faire en sorte que nous respections les engagements pris dans le cadre de l'Accord de Paris.

9.41. Le Conseil a pris note des déclarations faites.

10 ÉTATS-UNIS – SÉRIE DE MESURES DE POLITIQUE GÉNÉRALE AYANT DES EFFETS DE DISTORSION SUR L'INDUSTRIE DES SEMI-CONDUCTEURS ET SA CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT MONDIALE – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LA CHINE

10.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande de la Chine.

10.2. Le délégué de la Chine a indiqué ce qui suit:

10.3. Récemment, les États-Unis ont adopté une série de mesures de politique générale ayant des effets de distorsion, qui visaient la chaîne d'approvisionnement mondiale des semi-conducteurs. Le 9 août 2022, les États-Unis ont promulgué la Loi CHIPS de 2022, qui prévoyait l'octroi de subventions à l'investissement, à la production de semi-conducteurs et à la R&D, qui pourraient atteindre 78 milliards d'USD, ce qui représente des subventions considérables. Pour mettre les chiffres en perspective, selon une étude de l'OCDE sur le soutien de l'État au secteur des semi-conducteurs, les 21 plus grandes entreprises de semi-conducteurs se sont vu accorder plus de 50 milliards d'USD au cours de la période 2014-2018⁶⁴ Les nouvelles subventions des États-Unis dépassent ce chiffre, de plus de 50%.

10.4. Outre les subventions, la Loi CHIPS de 2022 exige expressément qu'une entité visée abandonne certaines activités économiques avec la Chine pour recevoir les avantages prévus au titre du programme, c'est-à-dire les "garde-fous". À cette fin, les États-Unis mettront en place un processus de notification obligatoire des transactions pertinentes prévues en Chine et d'examen de ces transactions par des organismes, ainsi que des mesures correctives et d'atténuation éventuelles. De nombreuses questions restent en suspens, notamment en ce qui concerne le champ d'application d'un tel mécanisme, l'ampleur des interventions de l'État dans les opérations commerciales, ainsi que la transparence et la prévisibilité des mesures administratives.

10.5. Le 7 octobre 2022, les États-Unis ont pris de nouvelles mesures globales de contrôle à l'exportation visant la Chine. Ces mesures sont conçues pour limiter le développement et la production en Chine de semi-conducteurs de pointe à nœuds, de matériel de fabrication de semi-conducteurs, de produits informatiques de pointe et de superordinateurs. Les nouvelles règles imposent non seulement des contrôles traditionnels des exportations des produits, logiciels et technologies figurant sur la liste, mais aussi des contrôles généraux et vagues de certaines activités de sociétés et de particuliers des États-Unis, des exportations de produits ne figurant pas sur la liste destinés à des utilisations finales spécifiques et des expéditions en provenance de l'extérieur des

⁶⁴ "Measuring distortions in international markets: The semiconductor value chain", OCDE, 2019.

États-Unis (y compris depuis la Chine) de produits non originaires des États-Unis fabriqués avec certaines technologies, certains logiciels ou certains équipements des États-Unis.

10.6. Ce qui rend ces nouvelles mesures extraordinaires, c'est qu'elles poussent à l'extrême l'unilatéralisme des États-Unis. Premièrement, elles n'ont aucun fondement dans les régimes multilatéraux de contrôle à l'exportation. Deuxièmement, elles ne visent que la Chine. Troisièmement, elles s'appliquent à des produits essentiellement commerciaux. Enfin et surtout, les particuliers et les entreprises des autres États membres sont obligés d'imiter les États-Unis, contre leur volonté et au détriment de leurs intérêts légitimes, en vertu du contrôle extraterritorial exercé par les États-Unis.

10.7. Les États-Unis ont appelé la combinaison de ces mesures "stratégie industrielle américaine moderne".⁶⁵ Aussi impressionnante que cette expression puisse paraître, la combinaison de ces mesures de politique générale représente une volte-face dans la position de longue date des États-Unis concernant les subventions industrielles et les contrôles à l'exportation et conduira vraisemblablement à des distorsions et à des perturbations importantes dans la chaîne d'approvisionnement mondiale des semi-conducteurs. Ainsi, pour reprendre la boutade de Voltaire, la "stratégie industrielle américaine moderne" n'est ni "moderne" ni "américaine".

10.8. La Chine a exprimé ses préoccupations concernant la compatibilité de ces subventions avec les règles de l'OMC lors de la réunion d'octobre du Comité SCM, y compris ses préoccupations concernant la violation potentielle des principes NPF, de la règle de l'élimination générale des restrictions quantitatives et des disciplines relatives aux subventions figurant dans l'Accord SMC. Elle a aussi fait part à maintes reprises de ses préoccupations au sujet de l'utilisation abusive et de l'application extraterritoriale des mesures des États-Unis concernant le contrôle à l'exportation au-delà du champ d'application traditionnel du contrôle des armes de destruction massive, des produits militaires conventionnels et des produits, logiciels et technologies à double usage.

10.9. Cette fois-ci, l'intervention de la Chine portera essentiellement sur les ramifications des mesures des États-Unis au-delà des dommages causés aux règles de l'OMC. En surestimant le concept de sécurité nationale en étendant de manière excessive le champ des contrôles à l'exportation en faisant pression sur d'autres Membres de l'OMC pour qu'ils se conforment, les États-Unis ont causé de graves perturbations au commerce mondial et fait courir le risque d'une désintégration de la chaîne d'approvisionnement mondiale des semi-conducteurs. Du G-20 à l'APEC, aucune économie, y compris les États-Unis, n'est en faveur de telles perturbations et d'un tel soutien découplé. À Bali, les dirigeants du G-20 se sont engagés à renforcer la coopération internationale en matière de commerce et d'investissement afin de traiter les questions relatives aux chaînes d'approvisionnement et d'éviter les perturbations des échanges. À Bangkok, les dirigeants de l'APEC ont réaffirmé leur engagement de maintenir les marchés ouverts et de remédier aux perturbations des chaînes d'approvisionnement. Or, il semble y avoir un écart entre ce que les États-Unis prêchent et ce qu'ils pratiquent. En réalité, les politiques des États-Unis porteront un coup dur aux chaînes d'approvisionnement mondiales des semi-conducteurs, au régime commercial multilatéral fondé sur des règles, aux principes généraux du droit international et aux perspectives de croissance de l'économie mondiale.

10.10. Les mesures des États-Unis concernant le contrôle à l'exportation ont fait des ravages dans la chaîne d'approvisionnement mondiale des semi-conducteurs. Le chaos s'est abattu sur les principaux acteurs du secteur des semi-conducteurs, dont les revenus ont été mis à mal et les investissements faussés. D'après Fitch, la mesure des États-Unis constitue un obstacle important pour les entreprises du secteur dont les relations avec la Chine sont considérables.⁶⁶

10.11. La mesure pourrait en effet finir par nuire à l'industrie américaine des semi-conducteurs. Les nouvelles règles devraient avoir une incidence négative sur la création de revenus pour les principaux producteurs de matériel de fabrication de puces, tels que KLA et Lam Research. Les ventes en Chine ont représenté environ 30% des revenus de ces principaux fabricants de matériel au cours de la dernière période considérée. Les grandes entreprises d'automatisation de la conception de produits

⁶⁵ Observations du directeur du NEC, M. Brian Deese, sur la mise en œuvre d'une stratégie industrielle américaine moderne, 13 octobre 2022.

⁶⁶ "New US Export Controls to Challenge Semiconductor Companies", <https://www.fitchratings.com/research/corporate-finance/new-us-export-controls-to-challenge-semiconductor-companies-20-10-2022>.

électroniques des États-Unis, telles que Cadence Design Systems, auront probablement aussi à faire face à des vents contraires en ce qui concerne les revenus, car la Chine est un client stratégique important. Des bulletins d'information indiquent que l'équipementier pour la fabrication de puces, Applied Materials, a réduit d'environ 400 millions d'USD ses estimations du chiffre d'affaires net pour le quatrième trimestre. NVIDIA, le plus grand fabricant de puces des États-Unis en termes de valeur sur le marché, a averti que les nouvelles prescriptions en matière de licences pour les expéditions de puces de pointe vers la Chine pourraient lui coûter jusqu'à 400 millions d'USD s'agissant du chiffre d'affaires trimestriel.⁶⁷

10.12. Les incidences sur d'autres grands fournisseurs de semi-conducteurs pourraient même être pires. La société d'équipementier pour la fabrication de puces, Tokyo Electron, a revu à la baisse ses prévisions des ventes pour cet exercice de 250 milliards de JPY, soit environ 1,8 milliard d'USD, la moitié de cette réduction étant attribuable aux nouvelles restrictions à l'exportation.⁶⁸ Samsung Electronics, SK Hynix et TSMC, bien qu'ayant bénéficié d'exemptions temporaires, sont confrontées à des perspectives incertaines en matière de politique en ce qui concerne leurs opérations commerciales en Chine.

10.13. Les répercussions sur le marché dans son ensemble ne pouvaient pas arriver à un pire moment, car le secteur se dirige vers une éventuelle récession. Selon des articles de presse^{69,70}, Micron, fabricant de puces mémoires, a signalé une baisse en glissement annuel de 20% de ses ventes trimestrielles et prévoit de réduire ses investissements de plus de 30% en 2024. AMD, concepteur de puces, a réduit de 16% ses estimations des ventes pour le troisième trimestre. SK Hynix a averti qu'il y aurait une "détérioration sans précédent" de la demande de puces mémoires et a dit que ses investissements en 2023 seraient réduits de plus de 50% après que ses bénéfices trimestriels auront chuté de 60%. La mesure des États-Unis a encore fait baisser la demande et érodé la confiance du marché.

10.14. En outre, les mesures interrompent le cycle commercial et de l'innovation de l'industrie des semi-conducteurs. Le secteur des semi-conducteurs est un écosystème mondial interdépendant et imbriqué. Les investissements et la production sont divisés en différentes étapes et établis dans différentes régions du monde qui présentent des avantages comparatifs légitimes. Le commerce transfrontières relie les maillons de la chaîne et génère des revenus qui alimentent la recherche et le développement. La concurrence sur le marché crée une pression et favorise de meilleurs rendements, une plus grande efficacité et des innovations plus modernes. Il s'agit d'une boucle positive pour la croissance économique et l'innovation technologique.

10.15. Toutefois, ce cycle commercial et de l'innovation risque d'être mis à mal par les contrôles étendus des technologies effectués par les États-Unis, qui visent à geler le développement des semi-conducteurs en Chine et à limiter considérablement les échanges de technologies. Le fait d'éliminer un marché important et d'exclure de cette chaîne un fournisseur comme la Chine revient à jeter un énorme pavé dans la mare de l'écosystème mondial des semi-conducteurs, qui fonctionne sans heurt.

10.16. Il s'agit là d'une vue très limitée du développement du secteur mondial des semi-conducteurs. En entravant la participation au marché et la concurrence, les revenus seront mis à mal et les innovations se produiront à un rythme beaucoup plus lent. Pour prendre l'exemple des puces pour téléphones portables, depuis que Huawei a été placé sur une liste d'entités et soumis à la règle relative aux produits étrangers directs en 2020, combien de temps a-t-il fallu à Qualcomm ou à Apple pour produire une nouvelle génération de puces pour appareils mobiles qui améliorait considérablement la génération précédente?

⁶⁷ "Why US tech controls on China could end up hurting American semiconductors", <https://finance.yahoo.com/news/why-us-tech-controls-on-china-could-end-up-hurting-american-semiconductors-193354968.html>

⁶⁸ "Following U.S. on China chip export curbs would hit Japan's industry hard", <https://www.japantimes.co.jp/news/2022/11/17/business/us-chip-curbs-japan-impact/>

⁶⁹ "The American chip industry's \$1.5trn meltdown, Thank the boom-and-bust cycle—and America's government", <https://www.economist.com/business/2022/10/17/the-american-chip-industrys-15trn-meltdown>

⁷⁰ "In 'unprecedented' global chip slump, SK Hynix to halve investment as recession looms", <https://www.reuters.com/technology/sk-hynix-q3-profit-plunges-economic-downturn-hurts-chip-demand-2022-10-25>.

10.17. Le caractère unilatéral des mesures constitue un affront au système commercial multilatéral fondé sur des règles et aux principes généraux du droit international. Les mesures des États-Unis sont unilatérales à l'extrême. Les États-Unis ont non seulement imposé unilatéralement à la Chine des contrôles à l'exportation qui n'avaient aucun fondement dans les régimes multilatéraux de contrôle à l'exportation, mais ils ont également contraint les autres Membres de l'OMC à faire de même. Ainsi, c'est comme si les États-Unis non seulement enfreignaient les règles de l'OMC eux-mêmes, mais poussaient aussi les autres Membres de l'OMC à enfreindre ces règles, au détriment de leurs intérêts légitimes, pour assurer la "sécurité nationale des États-Unis".

10.18. En vertu d'un principe général du droit international, les États ont le droit souverain de décider de ce qui relève de leurs intérêts de sécurité nationale. Or, ce que les États-Unis font, avec leurs "règles relatives aux produits étrangers directs", est essentiellement de dicter aux autres Membres de l'OMC leur approche qui consiste à utiliser les contrôles à l'exportation en ce qui concerne la Chine, ce qui empiète sur les droits souverains des Membres concernés.

10.19. L'approche des États-Unis repose sur une mentalité de guerre froide, caractérisée par un jeu à somme nulle, le choix d'un camp et le retranchement sur certaines positions. Mais les temps ont changé; revenir à une mentalité de guerre froide n'est donc bon pour personne, et pire encore pour soi-même.

10.20. Les répercussions des mesures des États-Unis sur les politiques risquent d'entraîner un "soutien découplé pour les technologies" et ne présagent rien de bon pour l'économie mondiale. Avec la montée des tensions géopolitiques qui affectent la chaîne d'approvisionnement des semi-conducteurs, le "soutien découplé pour les technologies" fait souvent la une de l'actualité. Aucun Membre ne souhaite voir la chaîne d'approvisionnement des semi-conducteurs être démantelée, les marchés faire l'objet de distorsions et les avantages comparatifs être faussés. Or, ce sont là les répercussions des mesures des États-Unis sur les politiques, et elles n'augurent rien de bon pour les perspectives de croissance de l'économie mondiale.

10.21. D'après le FMI⁷¹, s'il voyait le jour, un monde divisé en blocs commerciaux connaîtrait des pertes mondiales permanentes annuelles estimées à 1,5% du PIB, les pertes pour les pays d'Asie et du Pacifique s'élevant à 3,3% du PIB. Pour certaines économies, ces pertes annuleraient tous les gains résultant des réductions tarifaires à l'échelle mondiale depuis 1990, y compris celles découlant du Cycle d'Uruguay et les réductions tarifaires préférentielles.

10.22. L'OMC est parvenue à des conclusions similaires. Citant une simulation réalisée par des économistes de l'OMC, la Directrice générale de l'OMC, Mme Ngozi Okonjo Iweala, a averti que, si le monde devait être fragmenté en deux blocs commerciaux, cela entraînerait une perte de 5% du produit intérieur brut mondial réel à long terme. "Nous devons nous rappeler qu'un monde fragmenté peut être un monde très coûteux", a-t-elle dit.⁷²

10.23. En conclusion, la Chine exprime sa vive préoccupation au sujet des mesures et des pratiques unilatérales des États-Unis. Les guerres commerciales et les guerres technologiques, l'édification artificielle de "murs" et le "soutien découplé" forcé enfreignent complètement les principes de l'économie de marché et perturbent le commerce international, ce qui n'est bon pour personne et, pire encore, pour soi-même. La Chine s'oppose à la politisation et à la militarisation des échanges économiques, commerciaux, scientifiques et technologiques. Elle appelle donc les États-Unis à corriger les pratiques susmentionnées, qui enfreignent les règles de l'OMC et les normes fondamentales du droit international, et à maintenir conjointement la stabilité de la chaîne d'approvisionnement mondiale des semi-conducteurs.

10.24. La déléguée des États-Unis a indiqué ce qui suit:

10.25. La Loi CHIPS comporte trois initiatives distinctes: i) des investissements de grande envergure dans des grappes de fabrication de puces logiques et de puces mémoire de pointe; ii) le renforcement des capacités manufacturières pour des puces matures et des puces de génération actuelle, ainsi que pour des technologies nouvelles et spécialisées; et iii) des initiatives visant à

⁷¹ "Regional Economic Outlook: Asia and the Pacific October 2022: Sailing into Headwinds", 28 octobre 2022, pages 48 et 49.

⁷² "Rival trade blocs would lead to 'huge' global GDP loss: WTO chief", <https://asia.nikkei.com/Editor-s-Picks/Interview/Rival-trade-blocs-would-lead-to-huge-global-GDP-loss-WTO-chief>.

renforcer et promouvoir le leadership des États-Unis en matière de R&D. Un programme CHIPS réussi répondra aux signaux du marché, comblera les lacunes du marché et réduira les risques liés à l'investissement pour attirer des capitaux privés importants.

10.26. Comme il ressort clairement du texte de la loi, le soutien envisagé est compatible avec les Accords de l'OMC, y compris l'Accord SMC. L'Accord SMC ne contient pas d'obligations concernant des restrictions relatives à l'admissibilité d'entités bénéficiant d'aides publiques.

10.27. Le Département du commerce des États-Unis mettra en œuvre certaines restrictions pour veiller à ce que les entités recevant des fonds dans le cadre de la Loi CHIPS ne puissent pas mettre la sécurité nationale en péril. Ces restrictions relatives à la sécurité nationale sont décrites plus en détail dans la Loi. Les entités peuvent choisir de demander ou non des incitations dans le cadre du programme CHIPS, et donc d'être soumises aux restrictions liées à la sécurité nationale. Il est important de noter que les restrictions en question en vertu desquelles les entités peuvent bénéficier d'un soutien tiennent compte des préoccupations en matière de sécurité nationale. Le texte complet de La loi CHIPS de 2022 ("la Loi") est accessible en ligne. La Loi CHIPS mise à la disposition du public et publiée explique en détail l'initiative, y compris quelles entités et quels projets sont admis à bénéficier d'un soutien et quels seraient les types de soutien auxquels ils sont admissibles. Le programme CHIPS dispose d'un site Web qui est consacré à la communication de renseignements au public à l'adresse suivante www.chips.gov. Sur ce site Web public, le Département du commerce des États-Unis a publié sa stratégie de mise en œuvre initiale.

10.28. De plus, le Département du commerce des États-Unis a publié de nombreuses demandes de renseignements sur l'industrie des semi-conducteurs et sur la mise en œuvre de la Loi CHIPS, ce qui donnait aux parties intéressées la possibilité de fournir des renseignements. Ces demandes, ainsi que les commentaires reçus en réponse, sont disponibles à l'adresse suivante www.regulations.gov. À l'avenir, les États-Unis s'attendent à ce qu'il y ait davantage de possibilités de commentaires publics, avec un accès concomitant à ces commentaires.

10.29. Les États-Unis voudraient indiquer que la Chine avait également un programme relatif aux semi-conducteurs. En particulier, le Fonds national d'investissement pour l'industrie des circuits intégrés, lancé en 2014, n'a jamais été notifié. En outre, la Chine a de nombreux programmes aux niveaux central et sous-central du gouvernement sous la forme de fonds publics d'orientation, dont aucun n'a été notifié. Enfin, les États-Unis ne sont pas d'avis que le Conseil du commerce des marchandises de l'OMC est l'enceinte appropriée pour examiner des questions relevant de la sécurité nationale., y compris les contrôles à l'exportation.

10.30. Le délégué de la Chine a indiqué ce qui suit:

10.31. La Chine se félicite de l'intervention des États-Unis. S'agissant de plusieurs points mentionnés par les États-Unis, la Chine souhaite formuler quelques observations, en laissant de côté la question de la transparence, sur laquelle elle interviendra séparément au titre du point 15 de l'ordre du jour. En ce qui concerne la "sécurité nationale", utilisée comme excuse pour appliquer une multitude de mesures de contrôle à l'exportation visant la Chine, il a été noté que l'exemption concernant la sécurité avait été interprétée de façon étroite et restrictive par l'Organe de règlement des différends (ORD). En particulier, ses dispositions doivent être invoquées et appliquées avec grande prudence afin d'éviter des tensions inutiles entre partenaires commerciaux à une époque qui appelle à la collaboration et à la confiance mutuelle pour relever de nombreux défis communs auxquels nous sommes tous confrontés. Comme les Membres le savent, la Loi CHIPS de 2022 exige expressément qu'une entité visée abandonne certaines activités économiques avec la Chine pour des raisons de sécurité nationale. Or, la Chine a remarqué que plusieurs dispositions de la loi visaient à renforcer la chaîne de production vers les marchés nationaux des États-Unis, comme l'a dit la Secrétaire du Département du commerce des États-Unis, Mme Gina Raimondo, sur le site Web suivant www.chips.gov. Nous avons donc des raisons de douter du véritable objectif de cette loi. En conclusion, alors que les défis mondiaux se multiplient, la Chine demande instamment aux États-Unis de mettre en œuvre leurs mesures dans le secteur des semi-conducteurs d'une manière compatible avec les règles de l'OMC, en évitant de porter un coup dur à la chaîne d'approvisionnement mondiale et de porter atteinte au commerce.

10.32. Le Conseil a pris note des déclarations.

11 CHINE – APPLICATION DE MESURES PERTURBATRICES ET RESTRICTIVES POUR LE COMMERCE – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR L'AUSTRALIE

11.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande de l'Australie.

11.2. Le délégué de l'Australie a indiqué ce qui suit:

11.3. L'Australie apprécie sa relation commerciale mutuellement bénéfique avec la Chine. Cela inclut les avantages découlant d'un système commercial mondial stable, prévisible et ouvert, qui est un moteur essentiel de prospérité pour tous les Membres de l'OMC, ainsi que de l'Accord de libre-échange Chine-Australie et du Partenariat économique régional global. C'est pourquoi l'Australie souhaite que les préoccupations actuelles soient réglées.

11.4. Les Membres connaissent bien maintenant les préoccupations de l'Australie concernant les mesures perturbatrices et restrictives pour le commerce prises par la Chine, car il s'agit de préoccupations que l'Australie a régulièrement soulevées à l'OMC depuis novembre 2020. L'Australie estime que les pratiques formelles et informelles de la Chine vont au-delà de ce que l'on peut raisonnablement appeler des "mesures normales relatives à l'inspection et à la quarantaine", ou l'évolution de la demande sur le marché.

11.5. Nous rappelons aux Membres que les produits australiens ont été diversement soumis aux mesures suivantes: i) restrictions quantitatives telles que des interdictions *de facto* des importations; ii) imposition de droits antidumping et de droits compensateurs injustifiés; iii) essais et inspections à la frontière en augmentation et arbitraires, y compris des retards, effectués sans notification préalable; ou iv) retards injustifiés dans l'inscription et la réinscription des établissements d'exportation, et dans la délivrance des licences d'importation.

11.6. Ces mesures continuent d'affecter un grand nombre de produits australiens, dont certains depuis plus de deux ans. En outre, les mesures n'ont pas été mises en œuvre d'une manière transparente. À titre de rappel, les produits affectés sont l'orge, le charbon, les minerais de cuivre et leurs concentrés, le coton, les bûches, les langoustes et le vin en bouteille, le foin et la viande.

11.7. L'Australie continue de faire part de ses préoccupations ici au Conseil et dans d'autres comités, car ces mesures continuent d'entraver ses exportations vers la Chine et parce que nous n'avons pas encore eu l'occasion d'examiner avec des fonctionnaires chinois toutes les préoccupations que la Chine pourrait avoir concernant les produits en question. Le manque d'indications et de conseils clairs sur les moyens possibles de lever et de traiter ces mesures restrictives et perturbatrices pour le commerce continue de préoccuper l'Australie.

11.8. L'Australie reste disposée à travailler bilatéralement avec la Chine, y compris dans le cadre de notre Partenariat stratégique global, et attend avec intérêt de nouer un dialogue constructif avec les autorités chinoises pour faire en sorte que ces questions soient réglées le plus rapidement possible.

11.9. Le délégué Japon a indiqué ce qui suit:

11.10. Comme il a été mentionné à la précédente réunion du Conseil, le Japon partage les préoccupations exprimées par l'Australie selon lesquelles les mesures commerciales de la Chine, y compris ses mesures correctives commerciales, devraient être mises en œuvre dans le cadre des Accords de l'OMC, et devraient être conformes aux Accords de l'OMC applicables en ce qui concerne les procédures et l'établissement des faits. Comme les Membres l'ont indiqué pendant le dernier examen de la politique commerciale de la Chine, les mesures gouvernementales prises par la Chine, mises en œuvre de manière informelle ou non divulguée, sont problématiques du point de vue du Protocole d'accession de la Chine à l'OMC, ainsi que du principe de transparence de l'OMC. Le Japon estime qu'il est important que la Chine assure la transparence de ses mesures pertinentes. Si la Chine applique des mesures commerciales d'une manière arbitraire, comme cela a été indiqué, alors cela entre en contradiction avec le système commercial international fondé sur des règles, libre et équitable. Le Japon espère que la Chine répondra aux préoccupations de l'Australie de bonne foi et de manière ponctuelle.

11.11. Le délégué du Canada a indiqué ce qui suit:

11.12. Le Canada continue de partager les préoccupations systémiques soulevées par d'autres Membres au sujet des mesures perturbatrices et restrictives pour le commerce adoptées par la Chine. Il renvoie à sa précédente intervention sur cette question, qui demeure valable. Le manque de transparence et de prévisibilité de la Chine en ce qui concerne son application des mesures SPS continue d'influer inutilement et négativement sur le commerce agricole, ce qui restreint les exportations canadiennes de produits alimentaires, de végétaux et de produits d'origine animale. Les exportateurs canadiens se heurtent aussi à d'importants retards injustifiés dans les procédures d'approbation de la Chine.

11.13. Le Canada demeure préoccupé par les mesures perturbatrices et restrictives pour le commerce agricole ayant une incidence sur le commerce agricole appliquées par la Chine, notamment en ce qui concerne ce qui suit: les mesures de lutte contre la COVID-19 appliquées par la Chine pour les importations de produits alimentaires; les restrictions commerciales liées à l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB); les difficultés persistantes liées aux procédures d'enregistrement et d'homologation dans le système en ligne CIPHER; ainsi que les retards systémiques et injustifiés dans le processus d'approbation de la Chine s'agissant des établissements alimentaires canadiens, des nouvelles demandes d'accès aux marchés et de la reprise des activités des établissements suspendus. Le maintien des restrictions commerciales par la Chine et sa réticence à collaborer au niveau technique pour traiter les problèmes commerciaux sont la preuve de la persistance des obstacles au commerce arbitraires. Le recours à ces mesures coercitives qui perturbent les échanges met en péril et déstabilise le système commercial international fondé sur des règles, dont la Chine, le Canada et tous les Membres de l'OMC ont bénéficié.

11.14. Le Canada encourage tous les Membres de l'OMC, y compris la Chine, à respecter leurs engagements dans le cadre de l'OMC.

11.15. La déléguée de l'Union européenne a indiqué ce qui suit:

11.16. Comme il a été mentionné à des réunions précédentes, l'Union européenne partage les préoccupations soulevées une fois de plus par l'Australie au sein de ce conseil concernant la mise en œuvre de mesures perturbatrices et restrictives pour le commerce par la Chine. À cette occasion, elle souhaite réaffirmer encore les mêmes questions de principe et de droit, comme elle l'avait déjà fait. Elle demeure préoccupée par la forme, le nombre, et les vastes répercussions que ces mesures sembleraient avoir. Pour ce qui est de la forme, les restrictions commerciales informelles, non publiées, et non transparentes ne sont pas conformes aux règles et à l'esprit de l'OMC. L'Union européenne s'élève aussi contre l'objectif allégué visé par les mesures en question, qui semble coercitif, rendant les mesures, si elles existent, incompatibles avec le droit international général. Au sein de l'Union européenne, la proposition législative visant à mettre en place un instrument anticoercitif progresse dans les organes législatifs de l'UE. En outre, l'Union européenne a engagé une procédure de règlement des différends dans le cadre de l'OMC contre la Chine au sujet d'une série de mesures ayant une incidence négative sur ses échanges avec ce pays, qui semblent aussi laisser paraître une intention coercitive.

11.17. Le délégué du Taipei chinois a indiqué ce qui suit:

11.18. Le Taipei chinois souhaite se faire l'écho des préoccupations soulevées par l'Australie pour ce qui concerne l'application par la Chine de mesures perturbatrices et restrictives pour le commerce qui visent un large éventail de produits australiens. Les mesures commerciales de la Chine, qui semblent avoir été prises pour nuire aux intérêts commerciaux de certains Membres, qu'elles soient imposées de manière formelle ou prises suivant l'indication ou l'instruction de ses autorités, semblent être fondées sur des questions bilatérales sans lien. Ces mesures portent systématiquement atteinte au système commercial multilatéral fondé sur des règles et ont des répercussions négatives importantes sur le commerce non seulement pour l'Australie, mais aussi pour tous les autres Membres de l'OMC. Le Taipei chinois demande donc à la Chine d'engager, de bonne foi et de manière constructive, un dialogue avec les Membres de l'OMC concernés en vue de résoudre ces préoccupations commerciales légitimes et pour que la Chine respecte ses engagements vis-à-vis des principes et obligations des règles de l'OMC.

11.19. La déléguée de la Nouvelle- Zélande a indiqué ce qui suit:

11.20. La Nouvelle-Zélande a un intérêt systémique en ce qui concerne les préoccupations exprimées à ce sujet par l'Australie et d'autres Membres de l'OMC. Elle continue de présenter des observations sur cette question, car elle partage le point de vue selon lequel la Chine n'a pas encore répondu de manière satisfaisante aux préoccupations exprimées par les Membres au titre de ce point de l'ordre du jour.

11.21. Comme la Nouvelle-Zélande l'a fait remarquer à plusieurs reprises dans un certain nombre d'enceintes, le système commercial multilatéral fondé sur des règles prévoit que tous les Membres, quelles que soient leur taille ou leur capacité commerciale, sont soumis aux mêmes droits et obligations. Cela garantit la prévisibilité et la certitude nécessaires pour veiller à ce que le commerce puisse avoir lieu de manière efficace, et avec le moins de heurts possible. En outre, compte tenu des défis auxquels tous les Membres sont confrontés du fait de la pandémie de COVID-19 et d'autres perturbations, la certitude qu'apporte le système commercial multilatéral est plus importante que jamais.

11.22. Si les Membres s'écartent de leurs engagements, ou adoptent des mesures correctives ou toute autre mesure prévue dans les Accords de l'OMC de manière arbitraire et à des fins sans rapport, cela sapera la prévisibilité et la certitude sur lesquelles repose le système. Cela aura également une incidence sur la façon dont le Membre prenant de telles mesures sera perçu. L'adoption par les Membres de l'OMC de mesures qui entraînent d'importantes perturbations du commerce et manquent de transparence préoccupe vivement la Nouvelle-Zélande, notamment les mesures prises par la Chine à l'encontre d'une série d'exportations de l'Australie et d'autres Membres de l'OMC.

11.23. La Nouvelle-Zélande encourage les Membres à s'acquitter pleinement de leurs obligations dans le cadre de l'OMC, y compris dans la mise en œuvre de mesures correctives commerciales et pour ce qui est de l'obligation de les appliquer de bonne foi.

11.24. La déléguée des États-Unis a indiqué ce qui suit:

11.25. Les États-Unis partagent les préoccupations de l'Australie et restent profondément troublés par les informations communiquées par le pays, qu'ils ont également entendues d'autres sources crédibles. Ils font à nouveau part de leurs préoccupations systémiques concernant le large éventail de mesures restrictives, tant formelles qu'informelles, que la Chine a imposées sur certains produits australiens de manière inappropriée. À cet égard, ils s'inquiètent aussi des informations indiquant que les autorités chinoises ont donné des instructions informelles aux importateurs de ne pas acheter certaines marchandises.

11.26. Comme indiqué précédemment, les mesures prises par la Chine ne sont pas limitées à l'Australie. Dans de nombreux cas, la Chine applique ces pratiques préjudiciables sans lien avec le marché à l'encontre des Membres de l'OMC vraisemblablement en représailles de questions bilatérales sans lien, par exemple dans le cadre de la discrimination qu'elle exerce à l'égard des produits lituaniens et des produits de l'UE avec un contenu provenant de Lituanie. Il importe d'identifier les mesures tout aussi coercitives qui sont prises par la Chine contre d'autres Membres, car elles font état d'un mode de comportement plus général. Pour être plus précis, la Chine utilise, ou menace d'utiliser, des mesures commerciales arbitraires ou injustifiables pour exercer des pressions sur les processus décisionnels légitimes de gouvernements souverains ou les influencer.

11.27. La Chine prétend défendre le "système commercial multilatéral fondé sur des règles", mais ses agissements parlent d'eux-mêmes. Elle continue d'exploiter le système fondé sur des règles à son avantage, en ignorant ou en enfreignant les règles de sorte à causer des préjudices aux autres en vue de favoriser la réalisation de ses objectifs géopolitiques et économiques. L'incapacité de la Chine à respecter les normes du commerce mondial et les principes de l'OMC met en péril et compromet le système commercial multilatéral fondé sur des règles et nuit aux relations entre ses Membres.

11.28. La déléguée du Royaume-Uni a indiqué ce qui suit:

11.29. Le Royaume-Uni souhaite une fois de plus s'associer aux préoccupations exprimées par l'Australie et souligner sa déception face à l'absence de réponse adéquate de la part de la Chine sur

cette question. Les Membres de l'OMC doivent respecter les principes et objectifs fondamentaux du commerce libre et équitable qui sous-tendent le système commercial multilatéral fondé sur des règles. Ni la Chine ni aucun autre Membre ne tire avantage de ce que ces règles soient compromises à des fins politiques. Le Royaume-Uni demande donc que la Chine fournisse dûment des éclaircissements sur les points soulevés par l'Australie, afin qu'une solution puisse être trouvée rapidement.

11.30. Le délégué de la Chine a indiqué ce qui suit:

11.31. La Chine souhaite renvoyer aux déclarations qu'elle a faites lors de réunions précédentes de divers organes de l'OMC. Elle souhaite réaffirmer que les mesures pertinentes qu'elle a prises à l'encontre de certains produits australiens visent à protéger les droits et les intérêts légitimes des branches de production nationales de la Chine ainsi que la santé et la sécurité de ses consommateurs. Les décisions commerciales prises par les entreprises chinoises sont fondées sur les conditions du marché et de la demande. Toutes ces mesures sont conformes aux lois et réglementations chinoises, aux pratiques internationales, à l'Accord de libre-échange entre la Chine et l'Australie et aux règles de l'OMC.

11.32. La Chine et l'Australie disposent d'un potentiel énorme en termes de coopération économique et commerciale. En 2021, le commerce bilatéral entre la Chine et l'Australie a connu une croissance rapide, de 35,1%, pour atteindre 231 milliards d'USD. De janvier à octobre 2022, le commerce bilatéral est resté relativement stable, à 184 milliards d'USD. La Chine espère que l'Australie continuera à travailler avec elle pour renforcer leur coopération économique et commerciale.

11.33. La Chine note, avec inquiétude, que dans leur déclaration, les États-Unis ont de nouveau qualifié ses mesures légitimes d'"actions coercitives". Comme elle l'a dit lors de réunions précédentes, elle s'oppose fermement aux actions coercitives. En fait, ce sont les États-Unis qui ont largement recours aux actions coercitives pour poursuivre leurs divers objectifs. Selon le rapport intitulé "The United States of Sanctions, the Use and Abuse of Economic Coercion" (Les États-Unis de sanctions: utilisation, notamment abusive, de la coercition économique) établi pendant le premier mandat du Président Barack Obama, les États-Unis ont désigné en moyenne 500 entités visées par des sanctions par année. Ce chiffre a presque doublé au cours de la présidence de Donald Trump.

11.34. Outre ce chiffre choquant, les États-Unis ont également recours à divers outils économiques coercitifs. Un rapport intitulé "America's Use of Coercive Economic Statecraft" (Utilisation par les États-Unis de la gouvernance économique coercitive) présente un résumé de ces outils. L'une des principales conclusions de ce rapport est que "les responsables politiques des États-Unis continueront d'utiliser intensivement des outils économiques coercitifs toujours plus nombreux, y compris des droits de douane, des sanctions, le contrôle du commerce et les restrictions à l'investissement. Cette utilisation croissante témoigne de la volonté des responsables politiques d'utiliser des outils économiques coercitifs pour appuyer un nombre croissant d'objectifs de politique générale".

11.35. Bien que ces rapports universitaires nous donnent une vue d'ensemble des actions coercitives des États-Unis, le Conseil connaissait probablement plus les mesures commerciales spécifiques suivantes: i) les États-Unis ont mis en place à de nombreux tarifs de 25% sur l'acier et de 10% sur l'aluminium au titre de l'article 232 à de nombreux Membres afin de les contraindre à accepter des contingents d'importation et de créer un pouvoir de négociation pour atteindre les objectifs de la politique des États-Unis; ii) les États-Unis ont réactivé l'article 301 et lancé des 301 enquêtes 301 de nombreux Membres de l'OMC pour diverses questions, telles que les taxes sur les services numériques étrangers, l'évaluation de la monnaie d'un Membre, certaines subventions accordées à la branche de production des avions civils et le transfert de technologie; et iii) les États-Unis ont fait un usage abusif des mesures de contrôle à l'exportation dans l'industrie des semi-conducteurs pour empêcher non seulement les entreprises des États-Unis, mais aussi les entreprises d'autres Membres, d'exercer des activités commerciales et des activités d'investissement habituelles avec la Chine, ce qui perturbe gravement la chaîne d'approvisionnement mondiale.

11.36. Les Membres de l'OMC entendent souvent les États-Unis critiquer les mesures prises par d'autres Membres pour saper le système commercial multilatéral fondé sur des règles. Or, leurs agissements parlent clairement d'eux-mêmes. La Chine espère que les États-Unis pourront pratiquer ce qu'ils prêchent et mettre un terme à toutes leurs actions coercitives à l'encontre d'autres Membres.

11.37. Le Conseil a pris note des déclarations.

12 NIGÉRIA – POLITIQUES RESTRICTIVES VISANT LES PRODUITS AGRICOLES – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LE BRÉSIL

12.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande du Brésil.

12.2. Le délégué du Brésil a indiqué ce qui suit:

12.3. Le Brésil reconnaît qu'il est important de promouvoir la production agricole nationale, en particulier quand il s'agit de la subsistance des petites et moyennes exploitations agricoles familiales, qui sont les producteurs auxquels les politiques agricoles brésiliennes donnent la priorité. Toutefois, il est contraire à la lettre et à l'esprit des Accords visés que les Membres poursuivent cet objectif au moyen de politiques restrictives équivalant à des interdictions d'importation.

12.4. Le Brésil a soulevé plusieurs préoccupations à la fois devant le Comité de l'agriculture et devant le Comité SPS concernant un certain nombre de questions liées aux politiques restrictives du Nigéria. À titre d'exemple, il y a 10 ans, le Brésil contribuait à la sécurité alimentaire du Nigéria grâce aux exportations de riz, qui augmentaient l'offre globale et permettaient de maîtriser les prix. Or, depuis 2014/15, lorsque le Nigéria a interdit le paiement des importations en devises étrangères, les exportations du Brésil ont régulièrement diminué jusqu'à devenir nulles en 2018. Et malgré plusieurs demandes du Brésil au Comité de l'agriculture, aucune réponse n'a été donnée par le Nigéria.

12.5. Dans le cadre du Comité SPS, le Brésil a demandé au Nigéria des renseignements sur son refus d'engager des négociations aux fins de l'établissement de prescriptions SPS concernant l'importation de plusieurs produits. De même, aucune réponse n'a été apportée aux demandes du Brésil jusqu'ici. Plus récemment, lors de la dernière réunion du Comité SPS, le Nigéria a affirmé qu'aucune mesure SPS restrictive ne serait en vigueur contre le Brésil. Le Brésil a répondu que l'absence de réaction à ses propositions était constitutive d'une claire violation des articles 2, 5, 7, 8 et de l'Annexe C de l'Accord SPS.

12.6. Comme indiqué au paragraphe 2 de la Déclaration ministérielle sur la réponse urgente à l'insécurité alimentaire, "le commerce, associé à la production nationale, joue un rôle vital pour ce qui est d'accroître la sécurité alimentaire mondiale dans toutes ses dimensions et d'améliorer la nutrition". Par conséquent, le commerce ne devrait pas être traité comme un ennemi, mais comme un allié en matière de sécurité alimentaire et de prospérité. C'est pourquoi le Brésil demande instamment au Nigéria de réexaminer le droit international, ainsi que les travaux de recherche sur la question, et de lever les restrictions imposées aux importations de produits agricoles.

12.7. Le délégué du Nigéria a indiqué ce qui suit:

12.8. Le Nigéria a répondu aux questions posées par les Membres sur cette question lors de réunions antérieures de ce conseil, ainsi que dans le cadre du Comité de l'agriculture. Aujourd'hui, le Brésil a indiqué que le Nigéria n'avait pas répondu, même s'il celui-ci avait fourni des réponses, y compris dans les questions et réponses figurant dans le système AG-IMS. En ce qui concerne les discussions au sein du Comité SPS, le Nigéria a répondu au Brésil que les restrictions qu'il avait mises en place n'avaient aucun rapport avec les questions sanitaires et phytosanitaires. Il ne s'agit pas de mesures SPS et elles ne restreignent pas le commerce pour des raisons sanitaires et phytosanitaires, de sorte que nous ne considérons pas que le Comité SPS est une enceinte pour tenir ces discussions. Le gouvernement nigérian examine actuellement les questions relatives aux restrictions sur les produits brésiliens qui ne font pas l'objet de restrictions sur la base de certificats électroniques. Néanmoins, le Brésil continue d'inscrire cette question à l'ordre du jour du Conseil, même si nous avons fourni des réponses à plusieurs reprises.

12.9. Le Nigéria a imposé des restrictions temporaires à l'importation de quelques produits agricoles pour remédier à ses difficultés en matière de développement économique, de balance des paiements et de sécurité nationale. Ces mesures sont prises dans le cadre de l'article XII du GATT de 1994, du paragraphe 4 a) de l'article XVIII du GATT de 1994, de la section B de l'article XVIII du GATT (paragraphe 8 à 12 de l'article XVIII) et de l'article XXI du GATT, pour remédier aux énormes

difficultés en matière de développement économique et de balance des paiements du Nigéria, ainsi qu'à ses problèmes de sécurité nationale.

12.10. La monnaie du Nigéria, le naira, a subi une pression record en raison d'une pénurie sans précédent de devises étrangères dans l'économie nigériane. Cette situation est due à la forte baisse de la demande et de la production de pétrole au cours des dernières années, qui a eu des conséquences négatives sur les réserves extérieures du Nigéria. Le pétrole est la principale source de recettes en devises étrangères et de recettes publiques du Nigéria. La situation a été encore aggravée par la pandémie de COVID-19, qui a entraîné des revirements exceptionnels des flux de capitaux du fait de la diminution de l'appétence pour le risque au niveau mondial. Ces évolutions ont considérablement affaibli la capacité du Nigéria de financer ses importations, fragilisé la position de sa balance des paiements et augmenté les risques que le Nigéria ne puisse pas rembourser sa dette souveraine si des mesures opportunes et appropriées ne sont pas prises. Le Nigéria est aussi aux prises avec de graves difficultés liées aux moyens de subsistance et à l'extrême pauvreté puisque plus de 62% de ses 211 millions d'habitants vivent toujours dans des conditions d'extrême pauvreté. Cette situation, ainsi que le fort taux de chômage (32,5% en 2021) au Nigéria, ont provoqué une augmentation exponentielle des maux sociaux et du terrorisme, qui ont encore aggravé la situation du Nigéria en matière de sécurité nationale.

12.11. Malgré les difficultés actuelles du Nigéria, le gouvernement nigérian travaille assidûment à remédier aux difficultés du pays en matière de développement économique, de balance des paiements et de sécurité nationale, de manière à progressivement éliminer cette mesure temporaire dès que possible.

12.12. Le Conseil a pris note des déclarations.

13 ROYAUME-UNI – LOI DU ROYAUME-UNI SUR L'ENVIRONNEMENT: PRODUITS PRÉSENTANT UN RISQUE POUR LES FORÊTS – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LE BRÉSIL ET L'INDONÉSIE

13.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande du Brésil et de l'Indonésie.

13.2. Le délégué de l'Indonésie a indiqué ce qui suit:

13.3. L'Indonésie souhaite exprimer de nouveau ses préoccupations concernant la Loi du Royaume-Uni sur l'environnement, en particulier celles qui portent sur l'exercice du devoir de diligence pour les produits de base présentant un risque pour les forêts. L'Indonésie croit comprendre que l'une des politiques prévues dans la Loi du Royaume-Uni sur l'environnement régit l'interdiction des importations de produits de base qui pourraient être une cause de déforestation. Pour pouvoir prouver que les produits importés ne sont pas une cause de déforestation, les acteurs commerciaux sont tenus d'exercer leur devoir de diligence, à savoir en recueillant des renseignements et en assurant l'évaluation et l'atténuation des risques.

13.4. L'Indonésie considère que l'obligation d'exercer le devoir de diligence pourrait créer des restrictions pour les produits importés et être contraire aux dispositions de l'article XI:1 du GATT de 1994, au titre duquel il est interdit aux Membres de l'OMC d'imposer des interdictions ou des restrictions autres que des droits de douane, des taxes ou d'autres droits. Il leur est aussi interdit d'imposer d'autres restrictions pouvant prendre la forme de contingents, de permis d'importation ou d'exportation ou d'autres politiques relatives aux produits d'importation et d'exportation. En outre, conformément à l'article XX du GATT de 1994, les Membres de l'OMC peuvent appliquer des politiques restrictives à condition que le but recherché soit de protéger la sécurité ou la santé des personnes et des animaux ou de préserver les végétaux, ce qui doit être prouvé en démontrant: i) qu'il existe un objectif légitime; et ii) que les politiques mises en œuvre ne sont pas plus restrictives qu'il n'est nécessaire.

13.5. L'Indonésie demande au Royaume-Uni de fournir de plus amples renseignements sur la justification et le fondement du choix des produits de base qui doivent être visés par les politiques, ainsi que des éclaircissements sur les preuves scientifiques examinées et utilisées par le Royaume-Uni pour élaborer ses politiques.

13.6. L'Indonésie considère que la Loi du Royaume-Uni sur l'environnement pourrait entraîner un détournement des échanges vers d'autres Membres de l'OMC qui n'ont pas de grandes responsabilités en matière d'exploitation forestière, et en particulier vers des pays en développement, qui devraient être assujettis au principe des responsabilités communes mais différenciées, comme indiqué dans l'Accord de Paris et la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC).

13.7. Enfin, l'Indonésie tient à réitérer que l'obligation d'exercer un devoir de diligence concernant les produits de base présentant un risque pour les forêts qui figure dans la Loi du Royaume-Uni sur l'environnement pourrait aussi générer des coûts additionnels très importants et créer des obstacles au commerce international.

13.8. Le délégué du Brésil a indiqué ce qui suit:

13.9. Le Brésil partage l'objectif de protection des écosystèmes; il comprend qu'ils seront mieux protégés si les gouvernements coopèrent entre eux, et si cette coopération est fondée sur le respect du droit local et de la territorialité. Le Brésil partage particulièrement la préoccupation du Royaume-Uni concernant la déforestation illégale et il fait remarquer que, lors de la COP26, le Brésil s'est engagé à éradiquer cette activité de son territoire d'ici à 2028. Cet engagement a été renouvelé et renforcé par le Président Lula lors de la COP27.

13.10. Le gouvernement brésilien estime que l'amélioration de la durabilité du commerce international des produits agricoles devrait être le résultat de la diffusion des meilleures pratiques de production à tous les producteurs ruraux. Conformément à leurs responsabilités communes mais différenciées en matière de changement climatique, les pays développés devraient aider les pays en développement à atteindre cet objectif, en mettant en œuvre les engagements pris dans le cadre de différents accords multilatéraux sur l'environnement, notamment par le biais du financement, de la formation et du transfert de technologies pour les actions de conservation et de production durable.

13.11. Le Brésil pense que les efforts de conciliation et de coopération qu'il a entrepris avec le Royaume-Uni sous différentes formes, y compris le dialogue sur la forêt, l'agriculture et le commerce des produits de base (FACT), constituent une potentielle voie à suivre. La mise en œuvre de mesures restrictives pour le commerce ne contribuera guère à résoudre le problème. De l'avis du Brésil, les initiatives de collaboration entre les pays producteurs et les pays consommateurs seraient bien plus efficaces que les mesures restrictives unilatérales en termes de promotion de chaînes de valeur durables, de réduction de la déforestation liée à la conversion illégale des forêts et d'autres écosystèmes en terres arables, et d'avancées durables dans le commerce mondial des produits agricoles.

13.12. En particulier, le Brésil saisit cette occasion pour exprimer ses préoccupations concernant les aspects suivants de la proposition du Royaume-Uni.

13.13. La définition du champ d'application de cette législation secondaire par rapport aux pays touchés pourrait être considérée discriminatoire, car elle exigera des mesures presque exclusivement de la part des pays en développement au climat tropical, qui ont réussi, dans leur propre processus de développement au cours des derniers siècles, à préserver leurs forêts naturelles.

13.14. Dans le cas du Brésil, il faudrait tenir compte du fait que plus de 60% de son territoire est couvert de végétation indigène et que près de 80% de la forêt amazonienne brésilienne est intacte. En outre, le Brésil possède notamment une des législations les plus strictes au monde en matière de protection de l'environnement, en plus d'être l'un des pays les plus surveillés sur ce plan, grâce à d'importants investissements nationaux et à des partenariats internationaux.

13.15. Parmi les conséquences possibles d'une telle discrimination, il y a le détournement des échanges vers des importations de produits similaires en provenance de pays tiers qui bénéficieront d'un traitement plus favorable en vertu de la législation britannique pour ne pas avoir préservé leur couverture forestière naturelle dans la même mesure que les pays ciblés. En outre, ces pays ne seraient pas tenus de fournir de nouveaux renseignements à leur chaîne d'approvisionnement pour aider les entreprises du Royaume-Uni à appliquer la réglementation et à ne pas faire l'objet d'interdictions d'importation.

13.16. La définition du terme "forêt" utilisée dans la Loi sur l'environnement serait conforme à la définition de ce même terme utilisée par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Toutefois, elle omet un aspect essentiel de cette définition adoptée au niveau multilatéral, à savoir la hauteur minimale des arbres, qui devrait être supérieure à cinq mètres. En omettant cet aspect fondamental de la définition, qui figure également dans la définition du terme "forêt" utilisée par la CCNUCC et la Convention sur la diversité biologique (CDB), le gouvernement du Royaume-Uni déforme le concept de forêt et crée ainsi une situation d'incertitude conceptuelle, qui pourrait conduire à l'arbitraire dans la mise en œuvre du processus relatif au devoir de diligence.

13.17. En outre, il convient de noter que l'exercice du devoir de diligence sera très coûteux. Le devoir de diligence pourrait, dans la pratique, avoir le même effet qu'un droit prohibitif sur les produits importés de pays faisant l'objet de discrimination au titre de la législation secondaire. L'augmentation des coûts contribuera au processus décisionnel des importateurs britanniques, qui pourraient arrêter leurs importations s'ils jugent les prix excessivement élevés ou les prescriptions excessivement contraignantes, avec des conséquences indésirables possibles pour les chaînes d'approvisionnement internationales, y compris pour l'ensemble de l'économie internationale, et plus particulièrement pour la sécurité alimentaire de la population.

13.18. Il est difficile de savoir dans quelle mesure les coûts additionnels encourus par les entreprises du côté de l'offre seront pris en compte, en plus du temps nécessaire pour s'adapter aux différents scénarios sur les marchés d'origine. Il n'apparaît pas clairement non plus si, à l'instar des exemptions qui seront accordées par le gouvernement britannique aux entreprises locales, il y aura des exemptions pour les petites et moyennes entreprises, notamment dans les pays exportateurs. Les difficultés à se conformer aux prescriptions à adopter peuvent entraîner un risque de perturbation des flux commerciaux et un scénario incertain pour les opérateurs commerciaux, ce qui pourrait leur engendrer des coûts sans garantie que les autorités britanniques considèrent que les prescriptions légales auront été respectées.

13.19. Les coûts susmentionnés seraient disproportionnellement plus élevés pour les petits producteurs à faible revenu si la charge relative au devoir de diligence leur était répercutée par les importateurs au Royaume-Uni. Cela pourrait avoir une incidence sociale négative sur les pays en développement en augmentant les niveaux de pauvreté et les problèmes sociaux connexes. Enfin, étant donné que la période de consultation publique pour la législation secondaire est terminée, le Brésil demande que les contributions du gouvernement brésilien et des associations brésiliennes reçoivent une juste part d'attention.

13.20. La déléguée du Paraguay a indiqué ce qui suit:

13.21. Le Paraguay souhaite faire part de sa préoccupation et de son soutien à ce point de l'ordre du jour. Il suit avec grand intérêt l'évolution du processus législatif au Royaume-Uni concernant cette initiative.

13.22. La déléguée de l'Argentine a indiqué ce qui suit:

13.23. L'Argentine suit de près le processus législatif du Royaume-Uni, en particulier en ce qui concerne sa compatibilité avec les règles de l'OMC. La Loi sur les produits forestiers est une mesure unilatérale qui risque d'affecter le commerce et d'être discriminatoire en raison des coûts élevés qu'elle peut engendrer en termes d'application, même pour les Membres qui respectent déjà des normes strictes dans ce domaine. L'Argentine souhaite réitérer que toutes les mesures unilatérales poursuivant un objectif environnemental doivent être conçues et mises en œuvre avec une grande prudence et beaucoup de précautions quant à leurs conséquences pour les pays en développement et les pays les moins avancés Membres, et qu'elles doivent avant tout être examinées en tenant compte du principe des responsabilités communes mais différenciées.

13.24. Le délégué de l'Inde a indiqué ce qui suit:

13.25. L'Inde reste préoccupée par la manière dont les mesures environnementales sont mises en œuvre par le Royaume-Uni. Elle continue d'étudier les différentes propositions et prie instamment le Royaume-Uni de ne pas prendre de mesures restrictives pour le commerce en mettant en avant des objectifs environnementaux.

13.26. Le délégué du Nigéria a indiqué ce qui suit:

13.27. Le gouvernement du Nigéria souhaite également faire part de ses préoccupations concernant certaines mesures environnementales qui peuvent restreindre le commerce. Il continuera de suivre l'évolution de cette question. Le Nigéria constate actuellement que de plus en plus de politiques de protection de l'environnement de ce type sont introduites, continuant de nuire à la compétitivité des entreprises africaines lorsqu'elles exportent vers les marchés des pays développés. Du point de vue du Nigéria, ces politiques constituent une nouvelle forme de protectionnisme commercial. Le Nigéria a aussi exprimé des préoccupations et fait part de son intérêt concernant des mesures similaires qui ont été introduites par l'UE, mais nous les aborderons au titre des points correspondants de l'ordre du jour.

13.28. La déléguée du Royaume-Uni a indiqué ce qui suit:

13.29. Le Royaume-Uni remercie l'Indonésie, le Brésil, le Paraguay, l'Argentine et l'Inde pour l'intérêt qu'ils continuent de porter aux dispositions relatives au devoir de diligence prévues par sa Loi de 2021 sur l'environnement. Comme le Royaume-Uni l'a indiqué dans ses réponses précédentes au Conseil sur cette question, la législation du pays en matière de devoir de diligence fait partie d'un ensemble plus large de mesures, qui vise à améliorer la durabilité des chaînes d'approvisionnement et à contribuer aux engagements internationaux contractés à la COP26 pour s'efforcer collectivement d'enrayer et d'inverser le recul des forêts et le processus de dégradation des sols d'ici à 2030.

13.30. Le Royaume-Uni estime que l'introduction de mesures relatives au devoir de diligence pour lutter contre la déforestation illégale sur les chaînes d'approvisionnement britanniques complètera les efforts mondiaux, nationaux et locaux visant à protéger les forêts et les autres écosystèmes. Le Royaume-Uni a tenu une consultation sur cette mesure du 3 décembre 2021 au 11 mars 2022 afin d'éclairer son élaboration.

13.31. Un résumé des réponses recueillies pendant la consultation a été publié le 1^{er} juin 2022, et le Royaume-Uni remercie les Membres de l'OMC qui ont contribué à cette consultation. Tandis que le Royaume-Uni s'emploie à mettre en œuvre les dispositions de la Loi sur l'environnement, il continue de veiller au respect de ses obligations commerciales. Le Royaume-Uni se réjouit de poursuivre les discussions avec les parties intéressées tandis qu'il finalise et met en œuvre les mesures.

13.32. Le Conseil a pris note des déclarations faites.

14 AUSTRALIE, CANADA, ÉTATS-UNIS, JAPON, NOUVELLE-ZÉLANDE, ROYAUME-UNI, SUISSE ET UNION EUROPÉENNE – MESURES DE RESTRICTION DU COMMERCE PRISES UNILATÉRALEMENT À L'ENCONTRE DE LA RUSSIE – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LA FÉDÉRATION DE RUSSIE

14.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande de la Fédération de Russie.

14.2. Le délégué de la Fédération de Russie a indiqué ce qui suit:

14.3. La Fédération de Russie réitère sa profonde préoccupation au sujet des mesures de restriction du commerce illégales et injustifiées imposées par l'Australie, le Canada, les États-Unis, le Japon, la Nouvelle-Zélande, le Royaume-Uni, la Suisse et l'Union européenne à l'encontre de la Russie. Comme la Fédération de Russie l'a déjà indiqué, ces mesures de restriction incluent des interdictions d'importer et d'exporter des produits russes, l'imposition de droits de douane additionnels, et des mesures de restriction qui s'appliquent aux plus grands organismes bancaires, compagnies d'assurances, sociétés de transport, agences de soutien à l'exportation, entreprises industrielles russes, aux ports maritimes russes et aux personnes morales et physiques, y compris aux hauts dirigeants et aux propriétaires des plus grandes sociétés russes. Toutes ces mesures ont été introduites non seulement de manière illégale, mais aussi sans tenir compte des conséquences pour l'économie mondiale. Elles ont déjà eu de lourdes conséquences sur le commerce des marchandises et ont provoqué des crises économique, énergétique et alimentaire au niveau mondial.

14.4. La Russie est le troisième producteur mondial de pétrole et le deuxième producteur mondial de gaz naturel, ainsi que le premier exportateur mondial de pétrole et de gaz. Les mesures

unilatérales prises à l'encontre des producteurs de pétrole, de produits pétroliers et de gaz russes ainsi que du secteur financier russe et les pressions exercées sur les sociétés internationales de transport et de commercialisation et les gouvernements étrangers pour qu'ils ne travaillent pas avec le secteur russe du pétrole et du gaz ont provoqué une augmentation des prix de ces deux produits sur le marché mondial.

14.5. La Fédération de Russie tient aussi à souligner que les mesures de restriction visant le pétrole sont appliquées non seulement à la Russie, mais aussi aux pays tiers. Par exemple, dans l'acte de l'Union européenne, il est clairement indiqué qu'"[est interdit] ... le transport vers des pays tiers, y compris par transbordement de navire à navire, du pétrole brut relevant du code NC 2709 00, à partir du 5 décembre 2022, ou des produits pétroliers relevant du code NC 2710, à partir du 5 février 2023, ... qui sont originaires de Russie ou qui ont été exportés depuis la Russie".

14.6. Étant donné que la Russie est l'un des principaux fournisseurs de produits énergétiques sur le marché mondial, l'imposition de restrictions à ces produits entraîne automatiquement une hausse des prix et une aggravation de la crise économique. Les prix élevés de l'énergie font augmenter les prix à la consommation pour tous les produits, y compris les denrées alimentaires, ravivant les anticipations inflationnistes et ralentissant la croissance économique mondiale. Pour ce qui est de la crise alimentaire, la Fédération de Russie souligne qu'elle est à la fois un grand producteur et un grand exportateur de blé et d'engrais.

14.7. Bien qu'ils ne fassent pas l'objet de restrictions directes, les exportations et les importations russes de ces produits parmi les plus essentiels se heurtent à des mesures indirectes, par exemple des interdictions d'utiliser les ports maritimes étrangers et des mesures prises contre les personnes morales et physiques qui consistent notamment en un gel de leurs actifs et une interdiction de faire des affaires avec eux. Compte tenu des restrictions en vigueur et planifiées contre la Russie, les sociétés internationales de transport et de commercialisation, les banques étrangères et les compagnies d'assurance sont actuellement contraintes de refuser de travailler avec les exportateurs russes, y compris ceux des secteurs alimentaire, énergétique et des engrais. Les gouvernements étrangers sont, quant à eux, contraints de renoncer à tout engagement avec la Russie, y compris s'agissant d'acheter ses ressources énergétiques.

14.8. Les mesures de restriction du commerce prises unilatéralement ont entraîné une augmentation des coûts de transaction et des restrictions quantitatives *de facto* à la fourniture par la Russie de produits alimentaires et d'engrais, qui ont entraîné des pénuries mondiales de produits alimentaires et des hausses de prix. Selon l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI), les importations d'engrais en provenance de la Russie ont diminué de plus de 30% pour les pays de l'UE et de 14% dans l'ensemble du monde.

14.9. Les membres du dénommé "Occident collectif" ont précédemment affirmé à de nombreuses reprises que leurs mesures restrictives unilatérales n'affectaient pas le commerce des produits agricoles et des engrais. Néanmoins, le 29 août, l'Union européenne a publié une mise à jour des clarifications concernant l'application de sanctions à l'encontre des engrais et des produits agricoles russes. Ce texte contredit clairement les déclarations de l'UE selon lesquelles des restrictions ne sont pas appliquées au commerce des produits agricoles et des engrais d'origine russe. La Fédération de Russie souhaite attirer l'attention des Membres sur le fait que ces clarifications ne sont pas un acte juridique, contrairement au Règlement de l'UE, et ne peuvent donc pas être considérées comme des garanties suffisantes pour les opérateurs économiques. En conséquence, le risque d'excès de mise en conformité existe toujours.

14.10. Une violation aussi vaste et franche des règles de l'OMC porte un terrible coup au système de l'Organisation. Elle compromet le rôle de l'OMC comme pilier des règles commerciales internationales et montre qu'aucun Membre n'est à l'abri de mesures aussi vastes, injustifiées et illégales à l'avenir.

14.11. La Fédération de Russie est préoccupée par la tentative de remplacer le système de gouvernance économique mondiale par des mesures de restriction unilatérales ayant une portée extraterritoriale. Malgré les divers prétextes utilisés pour justifier ces politiques destructrices, celles-ci mettent, dans la pratique, gravement en péril les perspectives de croissance économique mondiale et touchent de manière disproportionnée les pays en développement. De nature complexe, ces mesures ont déjà des répercussions systémiques négatives sur les chaînes de valeur mondiales, les marchés internationaux et la stabilité des niveaux de prix. Dans ce contexte, la Fédération de

Russie demande aux Membres de l'OMC concernés de rétablir le bon fonctionnement de l'OMC et les exhorte à lever immédiatement leurs mesures unilatérales de restriction du commerce, y compris celles qui ont des conséquences extraterritoriales, et à mettre un terme à leurs actions coercitives destinées à forcer d'autres Membres de l'OMC à les imiter.

14.12. La déléguée du Royaume-Uni a indiqué ce qui suit:

14.13. Le Royaume-Uni ne fera pas abstraction des tentatives vaines de la Russie de désinformer les Membres, de les distraire et de détourner leur attention des conséquences de son invasion illégale de l'Ukraine. Ce que vient de nous dire la Russie est en effet une tentative de se distancer de la responsabilité qu'elle seule porte concernant les conséquences sur le commerce mondial et la sécurité alimentaire de la guerre qu'elle a choisi de mener. Le Royaume-Uni se félicite donc de l'occasion qui lui est donnée de continuer de corriger les mensonges de la Russie, et continue de condamner, avec la plus grande fermeté, la guerre illégale menée par la Russie.

14.14. Pour situer le contexte, les actions de la Russie ont de graves répercussions sur l'offre alimentaire mondiale. Les faits parlent d'eux-mêmes. Le Directeur exécutif du Programme alimentaire mondial de l'ONU, qui évoque une situation d'urgence mondiale d'une ampleur sans précédent, a dit que près de 70 millions de personnes se retrouvaient au bord de la famine en raison de la guerre en Ukraine. La guerre illégale de la Russie continue d'affecter les prix des produits de base dans le monde entier, la décision unilatérale de la Russie de manipuler l'approvisionnement en énergie étant l'un des principaux facteurs de majoration des prix au niveau mondial. Cela aggrave encore la crise alimentaire. En effet, selon les calculs de la CNUCED, il est estimé qu'en moyenne, plus de 5% des produits d'importation des pays les plus pauvres risquent de subir une hausse des prix en raison de l'invasion russe. Le Royaume-Uni reconnaît donc que les pays à faible revenu sont ceux qui continueront d'être les plus exposés aux conséquences de l'invasion russe, et la question des mesures qu'il prend pour soutenir ces pays sera prochainement abordée.

14.15. Dans ce contexte, le Royaume-Uni souhaite premièrement s'opposer aux fausses informations que la Fédération de Russie vient de présenter concernant les sanctions qu'il impose. Il tient à préciser qu'en mettant en œuvre ses sanctions, il a veillé à ce que ses mesures ne ciblent pas les exportations de produits alimentaires ou d'engrais de la Russie vers des pays tiers. Au contraire, les sanctions du Royaume-Uni comprennent des mesures d'atténuation qui visent clairement à éviter qu'elles aient une incidence sur les exportations de produits alimentaires russes.

14.16. Deuxièmement, le Royaume-Uni souhaite revenir sur la tentative de la Russie de distraire et détourner l'attention des répercussions de ses propres actions sur la crise alimentaire; c'est en fait Poutine qui utilise la nourriture comme une arme, ce qui s'oppose radicalement à l'approche adoptée par le Royaume-Uni. En effet, avant l'invasion entreprise par la Russie en février, l'Ukraine était le cinquième exportateur mondial de céréales et répondait aux besoins de centaines de millions de personnes dans le monde. Cette situation a changé le 24 février, lorsque la Russie a commencé à détruire les exploitations et les infrastructures agricoles de l'Ukraine, y compris les infrastructures de transport et d'entreposage, ce qui a perturbé l'approvisionnement régional et mondial et fait augmenter les prix dans le monde entier.

14.17. Tout en anéantissant les capacités de l'Ukraine, la Fédération de Russie a unilatéralement introduit de nombreuses mesures visant les exportations de ses propres engrais et produits agricoles. Les mesures et interdictions à l'exportation de la Russie ont entre autres visé le sucre blanc, le sucre de canne brut, le blé, le seigle, le méteil, l'orge, le maïs et le riz. La Russie a aussi introduit des mesures à l'exportation visant l'huile de tournesol et de colza ainsi que les graines de tournesol et de colza. Il s'agit de mesures unilatérales imposées par la Russie, aggravant les pénuries mondiales, et seule la Russie peut toutes les supprimer.

14.18. Le Royaume-Uni prend des mesures pour soutenir ceux qui sont touchés par les actions de la Russie. Il travaille avec des partenaires internationaux pour accorder un soutien prioritaire aux personnes les plus vulnérables qui sont confrontées à l'insécurité alimentaire. Le Royaume-Uni s'est engagé à verser plus de 20 millions d'USD pour améliorer l'utilisation efficace des engrais et accroître la production alimentaire dans les pays vulnérables, et environ 178 millions d'USD pour lutter contre les crises humanitaires en Afrique de l'Est. Il soutient l'Initiative céréalière de la mer Noire, qui a permis au Programme alimentaire mondial de soutenir les populations vulnérables du monde entier.

14.19. Le Royaume-Uni continuera d'aider l'Ukraine à remplir son rôle essentiel pour contribuer à la sécurité alimentaire de millions de personnes dans le monde. Mais la paix est la seule façon de véritablement stabiliser à nouveau l'économie mondiale. Le Royaume-Uni a longuement parlé des répercussions de la guerre que la Russie a choisi de mener contre le commerce dans le monde. En conclusion, et pour dire les choses clairement, le Royaume-Uni condamne avec la plus grande fermeté les frappes de la Russie contre des civils et des infrastructures civiles en Ukraine. Il ne peut pas y avoir d'excuse à cette série d'attaques contre une nation souveraine, y compris celles qui ciblent ceux qui ne peuvent pas se défendre et ceux qui sont les plus exposés aux conséquences de la guerre menée par Poutine. Le Royaume-Uni restera aux côtés de l'Ukraine aussi longtemps qu'il le faudra. La Russie devra rendre des comptes.

14.20. La déléguée des États-Unis a indiqué ce qui suit:

14.21. Les États-Unis condamnent l'agression injustifiée, non provoquée et illégale commise par la Russie à l'encontre de l'Ukraine indépendante et souveraine et les souffrances et pertes en vies humaines qu'elle continue de causer. La campagne la plus récente, qui s'attaque aux infrastructures énergétiques de l'Ukraine alors que l'hiver approche, est tout simplement consternante. Les États-Unis n'épargneront aucun effort pour tenir le Président Poutine et les architectes et les partisans de cette agression responsables de leurs actions. Les États-Unis soulignent leur détermination à faire subir à la Russie de graves conséquences économiques et financières. Comme les États-Unis l'ont déjà dit, la Russie se plaint d'une situation qu'elle a créée, et essaie de rejeter la faute sur d'autres pour les décès et la destruction dont elle est la cause.

14.22. C'est la Russie qui a déclenché cette guerre; c'est elle qui la perpétue; c'est elle qui a tenté d'annexer illégalement des zones de l'Ukraine; c'est elle qui continue de détruire les infrastructures agricoles et énergétiques de l'Ukraine; et c'est elle qui continue de diffuser des informations fausses selon lesquelles les sanctions occidentales sont à l'origine de l'insécurité alimentaire mondiale alors que nous avons clairement indiqué que les banques, les assureurs, les expéditeurs et d'autres acteurs peuvent continuer de fournir des produits alimentaires et des engrais russes au monde. En bref, la Russie, s'appuyant sur la complicité du Bélarus, est responsable d'une grande partie des ravages et des perturbations dont souffre le monde entier.

14.23. Les États-Unis continueront à condamner la guerre brutale, non provoquée et injustifiée de Poutine contre l'Ukraine. Ils continueront de soutenir les efforts courageux de l'Ukraine pour se défendre, maintenir son intégrité territoriale et protéger sa population. Ils continueront de travailler avec leurs partenaires et alliés pour soutenir et intensifier la pression internationale sur le régime du Président Poutine et ses alliés du Bélarus, aussi longtemps que nécessaire.

14.24. La déléguée de la Nouvelle-Zélande a indiqué ce qui suit:

14.25. La Nouvelle-Zélande appuie les déclarations faites par d'autres Membres avant elle. Elle continue de condamner sans équivoque l'attaque illégale et non provoquée de l'Ukraine par la Russie. Les actions du Président Poutine constituent une grave violation des règles internationales et le recours à la force pour modifier les frontières est strictement interdit par le droit international, comme l'est le fait de cibler des civils. La Nouvelle-Zélande est atterrée par les informations faisant état d'attaques dévastatrices et aveugles des troupes russes contre la population ukrainienne, y compris par les preuves de crimes contre l'humanité et de crimes de guerre, ainsi que par la destruction des infrastructures civiles, dont le réseau énergétique, des hôpitaux, des écoles et des habitations. Elle ne ménagera aucun effort pour que les responsables de cette agression répondent de leurs actes.

14.26. Comme la Nouvelle-Zélande l'a clairement entendu, c'est l'invasion de l'Ukraine par la Russie qui a sérieusement ébranlé la paix, la sécurité et la stabilité économique au niveau mondial et a entraîné des incertitudes et la volatilité des prix et de l'offre de produits alimentaires dans le monde.

14.27. La Nouvelle-Zélande s'est jointe à la communauté internationale pour appliquer des sanctions de façon transparente. Des renseignements sur la Loi sur les sanctions à l'encontre de la Russie qui a été adoptée par le gouvernement de la Nouvelle-Zélande le 8 mars 2022 sont mis à la disposition du public sur le site Web du Ministère des affaires étrangères et du commerce extérieur. Les sanctions prévues par cette loi sont une riposte directe à la guerre d'agression illégale de la Russie et ne visent pas à perturber les échanges de biens essentiels. La Nouvelle-Zélande continue

de s'associer à la communauté internationale pour faire en sorte que les responsables de violations du droit humanitaire et international répondent de leurs actes. L'imposition de sanctions à la Russie est un moyen de mettre un terme à cette guerre. La Nouvelle-Zélande se déclare pleinement solidaire de l'Ukraine et de son peuple et réaffirme son soutien sans faille à l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Ukraine.

14.28. Le délégué du Canada a indiqué ce qui suit:

14.29. En raison de la guerre d'agression non provoquée, injustifiée et illégale que la Fédération de Russie conduit en Ukraine, le Canada continue de ne pas dialoguer comme si de rien n'était avec la Russie dans le cadre de l'OMC. Aucune désinformation ne peut dissimuler la culpabilité de la Fédération de Russie; elle est seule responsable de cette crise, et non les sanctions occidentales qui visent uniquement à mettre un terme à la guerre injuste et brutale menée par la Russie en Ukraine. Les efforts déployés par la Russie pour attribuer cette crise aux sanctions occidentales sont simplement des tentatives de détourner le discours de ses propres actions.

14.30. Le soutien du Canada en faveur de l'Ukraine et de sa population est indéfectible, et le Canada s'emploiera à trouver des moyens d'utiliser le commerce pour aider l'Ukraine à reconstruire son économie et sa société. Le Canada continuera à prendre les mesures qu'il estime nécessaires pour protéger ses intérêts essentiels de sécurité et il collaborera étroitement avec des partenaires partageant les mêmes idées afin de promouvoir la paix et la sécurité pour tous les États et leurs citoyens.

14.31. Le Canada préconise vivement que les crises immédiates soient traitées de manière cohérente, tout en fixant aussi un cap pour la résilience à moyen et long termes. Il travaille avec des partenaires multilatéraux dans le cadre de grandes instances telles que les organismes de l'ONU établis à Rome, le G-7, le G-20 et l'OMC pour favoriser une réponse à la crise coordonnée et fondée sur des éléments de preuve. Le Canada continuera d'aider les partenaires humanitaires tels que le Programme alimentaire mondial à répondre aux besoins alimentaires et nutritionnels urgents du nombre croissant de personnes en situation d'insécurité alimentaire aiguë.

14.32. Des efforts supplémentaires doivent être faits pour remédier aux faiblesses du système alimentaire mondial, qui ont été exacerbées par les actions illégales de la Russie. Le futur programme de développement du Canada, qui s'appuiera sur les efforts actuellement menés en faveur de systèmes agricoles et alimentaires durables, sera axé sur l'agriculture intelligente face au climat, les chaînes de valeur agroalimentaires durables, la gouvernance des systèmes alimentaires inclusifs et les filets de sécurité pour la production afin d'obtenir des résultats multiples concernant par exemple la sécurité alimentaire, la nutrition, l'égalité hommes-femmes et l'action climatique. Enfin, le Canada appelle une fois de plus la Russie à cesser immédiatement tous ses actes d'hostilité à l'encontre de l'Ukraine.

14.33. Le délégué de la Norvège a indiqué ce qui suit:

14.34. La Norvège met en œuvre des mesures restrictives à l'encontre de la Fédération de Russie, tout comme d'autres Membres cités au titre de ce point de l'ordre du jour. Ces mesures ont été prises en réponse à l'invasion militaire non provoquée de l'Ukraine par la Russie, que la Norvège condamne avec la plus grande fermeté. Elle condamne aussi les tentatives illégales récentes de la Russie d'annexer des territoires ukrainiens. Elle est consternée par la guerre d'agression continue menée par la Russie, qui constitue une violation flagrante du droit international et de la Charte des Nations Unies. Les nouvelles vagues d'attaques récentes contre l'Ukraine démontrent encore clairement le mépris total de la Russie pour les souffrances horribles de millions de personnes. Les dommages causés aux infrastructures énergétiques entraînent de grands dégâts humanitaires et provoqueront certainement des maladies et des décès pendant l'hiver rigoureux. Les attaques n'ont pas de but militaire et semblent avoir pour objectif de terroriser la population. Elles sont illégales et pourraient constituer des crimes de guerre. Par le biais de ses actes d'agression, la Russie fait preuve d'un mépris flagrant pour le droit international. Elle doit immédiatement tenir compte de l'arrêt de la Cour internationale de justice (CIJ) et des appels lancés par l'Assemblée générale des Nations Unies pour qu'elle suspende ses opérations militaires à l'intérieur des frontières internationalement reconnues de l'Ukraine. La Norvège exprime à nouveau sa solidarité avec l'Ukraine et avec le peuple ukrainien.

14.35. Le délégué de la République bolivarienne du Venezuela a indiqué ce qui suit:

14.36. La République bolivarienne du Venezuela tient à remercier la Fédération de Russie d'avoir à nouveau soulevé une question qui est très sensible pour le Venezuela. Comme le Venezuela l'a indiqué à de précédentes occasions, il met en garde depuis des années contre la prolifération des mesures coercitives unilatérales. Depuis au moins 2015, donc depuis sept ans, il subit une attaque multidimensionnelle contre ses finances, son commerce, son économie et ses actifs, entraînant des pertes de plusieurs millions de dollars. En conséquence, les revenus du Venezuela ont été réduits de 99%, et les incidences préjudiciables se sont étendues à tous les domaines, notamment aux secteurs de l'alimentation, de la santé, des transports, des communications et des technologies. Le Venezuela est le témoin direct des dommages collatéraux que ce type de mesures cause non seulement à la population du pays concerné, mais aussi aux autres économies, provoquant des perturbations de toutes sortes, y compris une distorsion des échanges.

14.37. La République bolivarienne du Venezuela souhaite réitérer que l'OMC s'est révélée être une Organisation avant tout guidée par des considérations économiques et des normes juridiques solides. Par définition, l'unilatéralisme entraîne une violation de ses principes et de ses règles. À cet égard, le Venezuela demande un retour au multilatéralisme, qui constitue le meilleur moyen de résoudre les différends et plaide pour un système commercial multilatéral qui est tourné vers l'avenir, transparent, inclusif et fondé sur des règles convenues par consensus.

14.38. Le délégué du Japon a indiqué ce qui suit:

14.39. Il était à prévoir que la communauté internationale, y compris le Japon, impose des sanctions en réponse à l'agression commise par la Russie contre l'Ukraine. Le Japon continue de travailler avec ses partenaires, y compris les organisations internationales, afin de répondre de manière proactive à l'incidence de l'agression de l'Ukraine par la Russie sur des domaines comme l'énergie et les denrées alimentaires, entre autres choses, dans de nombreux pays. Le Japon et d'autres pays s'emploient de manière prudente à répondre à la situation en imposant des sanctions qui ne freinent pas la fourniture d'assistance humanitaire ou le fonctionnement du commerce mondial de produits agricoles.

14.40. L'agression de l'Ukraine par la Russie porte clairement atteinte à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de l'Ukraine et constitue une grave violation de la Charte des Nations Unies, qui interdit le recours à la force. Le Japon n'acceptera jamais cette tentative unilatérale de modifier le statu quo par la force; il s'agit d'une situation extrêmement grave qui ébranle le fondement même de l'ordre international. Il condamne les actions de la Russie avec la plus grande fermeté.

14.41. Conjointement avec d'autres Membres, le Japon insiste pour que la Fédération de Russie mette fin d'urgence à l'agression militaire contre l'Ukraine et retire immédiatement ses troupes. Il est fermement convaincu que la Fédération de Russie doit répondre de ses actes et mettre fin à ses actions qui portent atteinte à la paix, à la sécurité et au droit international.

14.42. Le délégué de la Suisse a indiqué ce qui suit:

14.43. La Suisse tient à ajouter sa voix aux déclarations d'autres Membres en condamnant avec la plus grande fermeté l'agression militaire de l'Ukraine par la Russie. Cette agression militaire est totalement injustifiable. La Suisse appelle la Russie à prendre les mesures nécessaires pour désamorcer la situation actuelle, à cesser ses activités et à immédiatement retirer ses troupes du territoire ukrainien. La poursuite de ces attaques constitue une violation flagrante du droit international, en particulier de l'interdiction de recourir à la force, du principe de l'intégrité territoriale, et de l'obligation de protéger la population civile. Face à cette agression, la Suisse a adopté un certain nombre de mesures économiques. Ces mesures sont de nature exceptionnelle et ont été adoptées en raison de la violation du droit international commise par la Russie. Elles ont été prises conformément au droit international et respectent aussi les règles de l'OMC.

14.44. Le délégué de l'Australie a indiqué ce qui suit:

14.45. Comme d'autres Membres l'ont fait avant elle, l'Australie condamne une fois de plus dans les termes les plus fermes possibles l'invasion unilatérale, illégale et immorale de l'Ukraine par la Russie. Cette invasion constitue une violation flagrante du droit international, y compris de la Charte

des Nations Unies. L'Australie soutient fermement la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Ukraine et appelle une fois de plus la Russie à retirer immédiatement ses forces du territoire ukrainien. La guerre menée par la Russie contre l'Ukraine a des conséquences humanitaires catastrophiques, sans compter les perturbations commerciales et la crise alimentaire.

14.46. L'Australie soutient l'action collective des Membres et a imposé de lourdes sanctions afin de faire payer le prix fort à la Russie et aux responsables. En outre, elle a mis en place des mesures commerciales, y compris les suivantes: interdiction d'importer du pétrole, des produits pétroliers raffinés, du charbon et du gaz russes (à compter du 25 avril); interdiction d'exporter de l'alumine et de la bauxite vers la Russie (à compter du 20 mars); interdiction d'exporter certains produits de luxe vers la Russie, y compris le vin et les cosmétiques (à compter du 7 avril); et refus d'octroyer à la Russie l'accès au traitement tarifaire de la nation la plus favorisée et imposition d'un droit de douane supplémentaire de 35% sur les marchandises produites ou fabriquées en Russie (à compter du 25 avril).

14.47. L'Australie a notifié ces mesures commerciales à l'OMC pour assurer la transparence, une obligation importante imposée à tous les Membres, que l'Australie prend au sérieux. Elle s'est aussi associée à des partenaires partageant les mêmes idées pour interdire l'importation d'or russe, afin de réduire la capacité de la Russie à financer sa guerre. Ces mesures sont justifiées au vu de l'invasion sans précédent lancée par la Russie, ainsi qu'en vertu des règles l'OMC, en particulier de l'article XXI du GATT.

14.48. Bien que les sanctions aient une incidence négative sur l'économie de la Russie, les produits alimentaires et agricoles (en dehors d'un nombre limité de produits de luxe tels que le homard et le caviar) ne sont pas sanctionnés par l'Australie. Ce sont plutôt les propres décisions de la Russie qui limitent sa contribution aux stocks mondiaux de produits alimentaires, y compris l'imposition de restrictions à ses propres exportations. La guerre menée par la Russie réduit aussi l'offre mondiale de produits alimentaires en détruisant les terres et les installations agricoles utilisées par l'Ukraine pour transformer et exporter des aliments de base et en perturbant le commerce ordinaire via la mer Noire.

14.49. L'Australie est déterminée à renforcer l'ordre mondial fondé sur des règles et est un partenaire prêt et disposé à travailler avec tous les pays qui veulent construire un monde pacifique et prospère, où la souveraineté est respectée.

14.50. La déléguée de l'Union européenne a indiqué ce qui suit:

14.51. L'Union européenne est attachée à l'ordre international fondé sur des règles. Elle continue donc de condamner l'acte d'agression non provoqué et injustifié de la Russie contre l'Ukraine, qui constitue une atteinte grossière au droit international et à la Charte des Nations Unies, et qui menace la sécurité et la stabilité internationales. L'Union européenne condamne avec la plus grande fermeté les attaques odieuses continuellement perpétrées contre les civils et les infrastructures civiles. Cette guerre illégale contre l'Ukraine continue aussi de causer d'immenses préjudices économiques à cette dernière, et ses effets se font ressentir partout dans le monde. Environ 1,7 milliard de personnes dans plus d'une centaine de pays se trouvent maintenant confrontés à de graves problèmes d'approvisionnement en denrées alimentaires, en énergie et en produits de base et à des augmentations de prix.

14.52. L'Union européenne tient à souligner une fois de plus que ses sanctions contre la Russie ne visent ni le commerce des produits agricoles, alimentaires ou médicaux ni le commerce de la Fédération de Russie avec des pays tiers. L'Union européenne considère que ses mesures sont pleinement compatibles avec ses droits et obligations dans le cadre de l'OMC et qu'elles sont nécessaires pour protéger les intérêts essentiels de sa sécurité. Ces mesures comprennent des restrictions à l'exportation et à l'importation visant à limiter la capacité qu'a la Russie de financer cette guerre répréhensible.

14.53. L'Union européenne a pris toutes ses mesures dans la plus grande transparence. Les mesures pertinentes de l'UE peuvent être consultées par le public, y compris dans sa récente notification de restrictions quantitatives au Comité de l'accès aux marchés. L'UE suit de près l'application de ces mesures afin de faire en sorte qu'elles atteignent leur objectif, à savoir limiter la capacité du gouvernement et de la machine militaire russes à poursuivre cette guerre illégale.

14.54. L'Union européenne demande à la Russie de cesser immédiatement ses actions militaires, de retirer toutes ses troupes de l'ensemble du territoire ukrainien et de respecter pleinement l'intégrité territoriale, la souveraineté et l'indépendance de l'Ukraine à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues.

14.55. Le délégué du Costa Rica a indiqué ce qui suit:

14.56. Le Costa Rica souhaite s'associer aux déclarations de soutien et de solidarité avec le peuple ukrainien et condamne avec la plus grande fermeté l'agression injustifiée de la Russie. La cruelle tragédie humaine que subissent des millions de familles ukrainiennes est impensable pour un pays comme le Costa Rica, une démocratie sans armée de tradition pacifiste.

14.57. Le Costa Rica est et sera toujours un fervent partisan du multilatéralisme et de l'architecture internationale au service de la paix, de la sécurité, du développement durable et de la protection des droits de l'homme. Il croit fermement que le commerce peut et doit contribuer à la stabilité et à la paix des nations. Dans ce contexte, il s'inquiète des effets que l'agression de la Russie contre l'Ukraine a sur le commerce international des produits et des intrants agricoles qui sont indispensables à la sécurité alimentaire mondiale. Il prie instamment la Russie de cesser les hostilités aussitôt que possible et de s'engager dans une voie qui rétablira la paix et la sécurité internationales.

14.58. Le délégué de la République de Corée a indiqué ce qui suit:

14.59. La République de Corée condamne avec force l'invasion armée de l'Ukraine par la Russie. En ce qui concerne le point à l'examen, la République de Corée estime qu'il est essentiel de se concentrer sur l'origine de la situation des chaînes d'approvisionnement mondiales dans de nombreux secteurs, qui s'aggrave considérablement, représentant une menace notable pour l'ordre commercial mondial fondé sur des règles dans le cadre de l'OMC. Le moyen de mettre un terme à tout cela est évident: la Russie doit cesser son action militaire en Ukraine.

14.60. Le délégué de l'Ukraine a indiqué ce qui suit:

14.61. Au titre de ce point de l'ordre du jour, l'Ukraine exprime sa plus sincère gratitude à tous les Membres de l'OMC mentionnés dans la demande de la Russie et aux autres Membres qui appuient l'Ukraine en ces temps difficiles de l'agression injustifiable de l'Ukraine par la Fédération de Russie, qui a provoqué des pertes et des souffrances humaines catastrophiques en Ukraine et fait peser une menace directe sur l'ordre sécuritaire international.

14.62. L'Ukraine se félicite de tout ce soutien, y compris des sanctions imposées en réponse à la guerre d'agression de la Russie. L'acte hostile de la Fédération de Russie a eu des effets catastrophiques non seulement sur l'Ukraine mais aussi sur ses voisins et sur les populations du monde entier, en exacerbant une situation dans laquelle les prix des denrées alimentaires et de l'énergie étaient déjà en hausse au niveau mondial et en affectant la stabilité économique de toutes les régions. Les actions de la Russie sont le facteur le plus important de la majoration des prix.

14.63. Néanmoins, la Russie poursuit ses actes de terrorisme d'État contre l'Ukraine et les Ukrainiens. Les interventions militaires en cours ont déjà perturbé le commerce et détruit de nombreuses entreprises. À l'heure actuelle, les objectifs des attaques massives de la Russie ne sont pas seulement les infrastructures militaires, les entreprises agricoles, les denrées alimentaires et les dépôts pétroliers; la Russie attaque aussi délibérément, depuis des semaines maintenant, les infrastructures ukrainiennes d'approvisionnement en énergie et en eau. Bon nombre des installations énergétiques de l'Ukraine ont été endommagées ou détruites par les attaques russes, provoquant des pannes d'électricité et des perturbations dans l'approvisionnement en chauffage et en eau. L'Ukraine croit fermement qu'il est extrêmement important de partager cette information avec les Membres pour qu'ils se concentrent sur des politiques susceptibles d'atténuer ou de contribuer à résoudre une éventuelle crise. Elle souligne que les sanctions ne sont pas à l'origine de cette crise; elles sont uniquement destinées à mettre un terme à la guerre. La Russie est seule responsable.

14.64. La guerre de la Russie a non seulement gravement compromis la capacité qu'a l'Ukraine de participer au commerce mondial, mais a aussi provoqué des perturbations des échanges et une aggravation de l'insécurité alimentaire dans le monde. Malgré ces faits incontestables, la Russie poursuit sa campagne de désinformation et n'arrête pas d'imposer une représentation faussée des

faits pour tenter de rejeter la responsabilité de la crise alimentaire sur les pays qui ont imposé des sanctions à son encontre, bien que ces sanctions ne visent pas les produits alimentaires. Au contraire, les sanctions sont une riposte directe à l'acte d'agression illégal de la Russie et ne visent pas à perturber les échanges de biens essentiels.

14.65. L'Ukraine renouvelle ses remerciements à ses partenaires pour leur vaste soutien et demande aux autres Membres de l'OMC de ne ménager aucun effort pour limiter la capacité qu'a la Russie de faire la guerre, de tuer des Ukrainiens et de compromettre le système commercial multilatéral fondé sur des règles.

14.66. La déléguée de la République de Moldova a indiqué ce qui suit:

14.67. La République de Moldova se joint aux autres Membres pour faire part de son soutien à l'Ukraine et réitérer sa solidarité avec le peuple ukrainien. Moldova condamne avec la plus grande fermeté la guerre de la Russie contre l'Ukraine, qui continue de causer des pertes humaines dévastatrices et a une incidence négative considérable sur nos économies. Moldova fait de nouveau part au Conseil de ses graves préoccupations concernant les conséquences de la guerre en Ukraine sur l'économie moldave. Moldova, qui est l'un des plus proches voisins de l'Ukraine, est sérieusement et directement touchée par cette guerre sur le plan économique.

14.68. La République de Moldova est actuellement confrontée à des difficultés sans précédent liées à sa crise de la sécurité nationale et à sa crise énergétique, amplifiées par les pics d'inflation. En outre, le 23 novembre, un jour avant cette réunion, la République de Moldova a subi une coupure de courant complète, qui a duré toute la journée et a touché l'ensemble de son territoire, et de nombreux villages et villes continuent, aujourd'hui encore, de subir des pénuries d'électricité en conséquence des attaques de la Russie contre les villes et les infrastructures essentielles de l'Ukraine. En résumé, chaque bombe qui frappe l'Ukraine affecte aussi le peuple et l'économie moldaves.

14.69. La République de Moldova restera entièrement solidaire de l'Ukraine et de son peuple. Elle appelle la Russie à cesser la guerre et à retirer ses troupes, immédiatement et sans condition, du territoire de l'Ukraine.

14.70. Le délégué de la Fédération de Russie a indiqué ce qui suit:

14.71. La Russie n'a pas présenté de motion d'ordre pendant les interventions qui viennent d'être faites. Néanmoins, la plupart d'entre elles contreviennent clairement au mandat du Conseil. La Russie a répété à de nombreuses reprises que les discussions sur la situation liée à la sécurité régionale ou mondiale et sur l'application ou le respect de la Charte des Nations Unies outrepassent de toute évidence le mandat de ce conseil et de l'OMC elle-même. Les diplomates chargés des questions commerciales ne disposent pas des compétences nécessaires pour examiner ces questions; ces discussions doivent plutôt avoir lieu au sein des organes et institutions spécialisées des Nations Unies. C'est au sein de ces organes et institutions que la Russie présente en détail sa position concernant les origines et les raisons de son opération militaire spéciale ainsi que les questions qui se posent pendant le conflit. Les personnes intéressées peuvent regarder les enregistrements du Conseil de Sécurité et d'autres réunions des organes pertinents des Nations Unies.

14.72. Le délégué du Canada a indiqué ce qui suit:

14.73. Le Canada souhaite réitérer son observation antérieure concernant le fait que la situation en matière de sécurité en Ukraine affecte clairement sa capacité à faire du commerce et, comme le délégué ukrainien l'a expliqué précédemment, elle affecte aussi clairement la capacité de l'Ukraine à participer aux réunions ici à l'OMC, où les Membres examinent bien des questions économiques. Pour ces raisons, le Canada continuera d'aborder la situation en matière de sécurité car elle a une incidence directe sur le système commercial de l'Ukraine et le système commercial du monde entier.

14.74. Le Conseil a pris note des déclarations faites.

15 CHINE – TRANSPARENCE DES SUBVENTIONS ET OBLIGATIONS DE LA CHINE EN MATIÈRE DE PUBLICATION ET D'ÉTABLISSEMENT DE POINTS D'INFORMATION EN VERTU DE SON PROTOCOLE D'ACCESSION – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR L'AUSTRALIE, LE CANADA, LES ÉTATS-UNIS, LE JAPON, LE ROYAUME-UNI ET L'UNION EUROPÉENNE

15.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande de l'Australie, du Canada, des États-Unis, du Japon, du Royaume-Uni et de l'Union européenne.

15.2. La déléguée des États-Unis a indiqué ce qui suit:

15.3. Comme le sait le Conseil, au fil des années, les États-Unis et beaucoup d'autres Membres de l'OMC ont exprimé de nombreuses préoccupations concernant la transparence du régime de subventions au secteur industriel de la Chine. Dans son Protocole d'accession, la Chine est convenue de publier toutes les mesures liées au commerce dans un même journal, qu'elle a dénommé Bulletin du commerce extérieur et de l'économie de la Chine ou Bulletin du MOFCOM. Toutefois, elle publie rarement ses mesures de subventionnement dans ce bulletin, en particulier ce qu'elle désigne sous le nom de "documents normatifs", et les mesures prises par les gouvernements sous-centraux. Et il arrive parfois que ces mesures ne soient nulle part rendues publiques. Dans son protocole d'accession, la Chine est également convenue "[d'établir] ou [de désigner] un point d'information où, à la demande d'une personne physique, d'une entreprise ou d'un Membre de l'OMC, tous renseignements relatifs aux mesures qui doivent être publiées ... pourront être obtenus".

15.4. Il y a plusieurs années, les États-Unis ont vu cinq de ces mesures juridiques mentionnées, deux concernant les subventions pour le carburant destinées aux pêcheurs, une concernant l'expansion de la flotte de pêche hauturière chinoise et deux concernant le secteur des semi-conducteurs. Étant donné qu'ils n'ont pu trouver ces mesures ni dans le Bulletin du MOFCOM ni ailleurs, les États-Unis ont présenté une demande au point d'information OMC de la Chine en avril 2020, il y a plus de deux ans aujourd'hui.

15.5. Dans le cadre de son Protocole d'accession, la Chine, s'agissant de son point d'information, est convenue de ce qui suit: "Des réponses aux demandes de renseignements seront en général fournies dans les 30 jours suivant la réception d'une demande. Dans des cas exceptionnels, des réponses pourront être fournies dans les 45 jours suivant la réception d'une demande. Il sera donné par écrit à la partie intéressée notification du retard et des raisons de ce retard." Bien qu'ils aient présenté la demande initiale concernant les mesures juridiques manquantes en avril 2020, deux ans plus tard, les États-Unis n'ont pas encore reçu de réponse écrite à leur demande. En septembre 2020, un représentant du Ministère du commerce a bien eu un échange avec l'Ambassade des États-Unis et a dit que la Chine ne fournirait pas de copie de l'une quelconque des mesures demandées parce qu'elles seraient prochainement remplacées par de nouvelles mesures ou parce que, selon elle, elles ne concernaient pas les engagements de la Chine dans le cadre de l'OMC. Le MOFCOM n'a pas fourni de renseignements sur la date à laquelle les mesures seront remplacées.

15.6. La Chine estime-t-elle qu'elle peut refuser de fournir des renseignements sur une mesure demandée si cette mesure doit prochainement être remplacée? Le Protocole d'accession de la Chine ne prévoit certainement pas cette exception, et étant donné que les mesures juridiques sont souvent remplacées, la position de la Chine affaiblirait considérablement l'obligation elle-même. La Chine est-elle d'avis que le soutien public et les politiques de développement en faveur de ses secteurs de la pêche et des semi-conducteurs ne concernent pas ses engagements dans le cadre de l'OMC?

15.7. Les États-Unis estiment que le traitement de leur demande par la Chine est inadéquat et contraire à ses engagements dans le cadre de l'OMC. Les obligations de transparence du Protocole d'accession de la Chine à l'OMC existent en partie parce que les Membres étaient préoccupés par la transparence insuffisante du régime des subventions industrielles de la Chine. Vingt-et-un ans plus tard, les mêmes préoccupations persistent. Mais plus fondamentalement, comme les États-Unis l'ont indiqué à la réunion formelle précédente du Conseil, au-delà des subtilités juridiques, ils doivent poser une question évidente: pourquoi la Chine refuse-t-elle de rendre publique, par exemple, une mesure juridique afférente à son programme de subventions aux carburants destinées aux pêcheurs? Il est difficile de le comprendre.

15.8. Comme souligné à la précédente réunion du Conseil, par le biais de leur propre enquête plus approfondie, les États-Unis ont désormais trouvé deux des mesures qu'ils avaient demandées

concernant les programmes de subventions aux carburants à l'intention des pêcheurs nationaux et des pêcheurs pratiquant la pêche lointaine. Ces mesures ont été publiées sur des sites d'information chinois non officiels, et elles ne figurent toujours pas sur le moindre site Web officiel du gouvernement; comme indiqué plus tôt, elles n'ont pas non plus été publiées dans le Bulletin du MOFCOM.

15.9. Ce qu'il faut essentiellement retenir de ces deux mesures, qui visent les programmes de subventions aux carburants de la Chine de 2015 à 2020, c'est que tout en maintenant le même niveau global de soutien pour le secteur de la pêche, la Chine a réduit les subventions accordées aux pêcheurs exerçant leurs activités dans les eaux territoriales, tout en relevant le niveau des subventions destinées à sa flotte hauturière. Ces mesures offrent aussi de nouvelles précisions saisissantes concernant le soutien de la Chine aux pêcheurs nationaux. Par exemple, la mesure visant les pêcheurs opérant dans les eaux territoriales chinoises fixe comme objectif la rénovation de 14 000 navires de pêche et la mise au rebut ou la conversion à d'autres usages de 20 000 autres.

15.10. Quels sont donc exactement les aspects de ces mesures que la Chine ne veut pas nous faire voir? Qu'y-a-t-il en elles de si révélateur, au point que la Chine ait cherché à se soustraire à l'obligation de publier ces mesures comme l'exige son Protocole d'accession et à refuser de communiquer les mesures comme le lui a demandé en toute légitimité un autre Membre de l'OMC ou même de fournir une explication écrite conformément audit protocole?

15.11. Et qu'y a-t-il dans les autres mesures que la Chine a refusé de faire connaître ou de rendre publiques de quelque autre manière? Parmi les mesures restantes, une semble être le programme de développement de la pêche hauturière chinoise. Les deux autres concernent les politiques de la Chine en matière de semi-conducteurs. Qu'est-ce qu'il y a dans ces mesures que la Chine ne veut pas nous faire voir?

15.12. Souvent, la première réponse que les États-Unis obtiennent de la Chine concernant ces questions de transparence est que la Chine prend ses obligations de transparence dans le cadre de l'OMC très au sérieux. Mais en toute franchise, l'expérience des États-Unis, qui ont adressé une demande très simple au point d'information de la Chine, semble démontrer le contraire. Et les États-Unis ne peuvent que se demander ce que la Chine ne nous montre pas d'autre, malgré ses obligations de transparence dans le cadre de l'OMC.

15.13. La déléguée de l'Union européenne a indiqué ce qui suit:

15.14. L'engagement pris par la Chine dans le cadre de son Protocole d'accession de publier toutes les mesures liées au commerce, et de fournir des renseignements par l'intermédiaire de son point d'information, est destiné à améliorer la transparence. La Chine doit publier toutes ses mesures liées au commerce dans le Bulletin du MOFCOM, et effectivement répondre aux demandes de renseignements par le biais de son point d'information. Ce n'est pas seulement dans l'intérêt de la transparence, mais c'est aussi prévu dans les obligations de la Chine au titre de son Protocole d'accession. L'Union européenne exhorte la Chine à s'acquitter pleinement de ses engagements au titre de son Protocole d'accession à l'OMC en publiant toutes les mesures liées au commerce, comme elle est convenue de le faire, et en répondant aux demandes de renseignements par l'intermédiaire de son point d'information sans retards injustifiés.

15.15. Le délégué de l'Australie a indiqué ce qui suit:

15.16. L'Australie attache une importance considérable aux obligations faites en matière de transparence et de notification dans le cadre de l'OMC, en particulier pour ce qui concerne les subventions. Il s'agit d'obligations découlant des Accords et des obligations contractées par les Membres en vertu de leurs protocoles d'accession. La transparence reste essentielle au bon fonctionnement de l'OMC et sous-tend l'Accord sur les subventions. Elle donne à tous nos exportateurs la certitude de pouvoir soutenir une concurrence loyale sur les marchés internationaux. L'Australie demande donc instamment à la Chine de tenir les engagements en matière de transparence qu'elle a pris au titre de son Protocole d'accession.

15.17. Le délégué du Japon a indiqué ce qui suit:

15.18. Il est dans l'intérêt de tous les Membres de l'OMC d'appliquer et de respecter leurs obligations en matière de notification et de transparence, et cela représente l'un des piliers les plus importants du système de l'OMC. Si la transparence des dépenses consenties sous forme de subventions n'est pas garantie, il est à craindre que les subventions ayant des effets de distorsion soient encouragées, ce qui peut se traduire par des problèmes tels qu'une capacité de production excédentaire. Cette question a été examinée par le Comité des subventions et des mesures compensatoires, mais il est difficile de dire si la Chine a pris des mesures suffisantes.

15.19. Concernant les subventions de la Chine, plusieurs Membres ont exprimé leurs préoccupations devant le Comité quant à la transparence et à la possibilité que des mesures ne soient pas notifiées. La Chine est le plus grand pays commerçant du monde et elle est tenue d'assurer la transparence et de respecter ses obligations en matière de notification dans le cadre l'OMC, en particulier pour ce qui concerne les dépenses au titre des subventions. Le Japon exhorte aussi la Chine à s'acquitter de ses obligations en matière de transparence telles qu'elles ont été convenues dans le cadre de son Protocole d'accession à l'OMC et à assurer l'efficacité des mécanismes qui contribuent à accroître la transparence.

15.20. Le délégué du Canada a indiqué ce qui suit:

15.21. Les prescriptions en matière de notification et de transparence font partie intégrante du système commercial multilatéral et il importe que ces obligations soient respectées pour le bon fonctionnement du système international fondé sur des règles. Dans cette optique, le Canada continue de s'associer aux préoccupations d'autres Membres concernant le respect par la Chine de ses obligations en matière de transparence dans le cadre de l'OMC, et reste préoccupé par le fait que la Chine ne respecte pas ses obligations telles qu'elles sont énoncées dans son Protocole d'accession.

15.22. La déléguée du Royaume-Uni a indiqué ce qui suit:

15.23. Le Royaume-Uni tient une nouvelle fois à s'associer aux préoccupations soulevées par les États-Unis et d'autres coauteurs concernant le respect par la Chine des obligations en matière de transparence prévues par son Protocole d'accession. Il souhaite réaffirmer sa conviction que la transparence est essentielle au bon fonctionnement de l'OMC. Il est essentiel que la Chine, en tant que Membre de l'OMC, prenne toutes les dispositions requises pour remplir ses obligations, y compris tout engagement propre à un Membre, en temps voulu. En conséquence, le Royaume-Uni encourage la Chine à remplir ses engagements en matière de transparence, conformément aux obligations qui lui incombent dans le cadre de l'OMC.

15.24. La déléguée de la Nouvelle-Zélande a indiqué ce qui suit:

15.25. La Nouvelle-Zélande considère que la transparence est essentielle au bon fonctionnement de l'OMC et attache une importance considérable au respect par tous les Membres de leurs obligations en matière de notification et de transparence dans le cadre de l'OMC, en particulier en ce qui concerne les subventions, y compris au titre de leurs protocoles d'accession. Il est impératif que tous les Membres s'acquittent de ces obligations en temps voulu, y compris tout engagement propre à un Membre. Le respect de ces obligations permet d'apporter de la certitude aux exportateurs et contribue pour une large part au bon fonctionnement du système commercial international fondé sur des règles.

15.26. Le délégué de la Chine a indiqué ce qui suit:

15.27. La Chine souhaite renvoyer aux déclarations qu'elle a faites lors des précédentes réunions du Conseil et d'autres comités pertinents.⁷³ Contrairement à ce que les États-Unis ont affirmé dans leurs déclarations, la Chine n'a aucune intention de dissimuler ses politiques pertinentes. S'agissant des documents liés au développement de son secteur de la pêche concernant lesquels les États-Unis

⁷³ Voir, par exemple, le document G/C/M/143, paragraphes 26.33 et 26.34.

ont posé des questions, ils ont été remplacés par un nouveau document qui a été publié sur le site Web officiel du Conseil d'État de la Chine.

15.28. La Chine tient à souligner que, pour soutenir les négociations sur la pêche menées à l'OMC, elle a déployé des efforts considérables et pris des mesures concrètes pour réformer ses politiques nationales dans le secteur de la pêche. Le nouveau document vise à promouvoir le développement de qualité de la pêche, à protéger les ressources halieutiques et à soutenir la durabilité de ce secteur. Il souligne à quel point il est important de soutenir les négociations sur la pêche menées à l'OMC et contribue au succès de l'Accord sur les subventions à la pêche conclu à la CM12.

15.29. En ce qui concerne les deux documents sur les semi-conducteurs, la Chine tient à réitérer qu'étant donné que ces documents ne sont pas des lois, des règlements ou d'autres mesures concernant ou affectant le commerce des marchandises, ils ne concernent pas ses engagements relatifs au point d'information. Le point d'information de la Chine a déjà communiqué avec les États-Unis sur cette question.

15.30. Le Conseil a pris note des déclarations faites.

16 INDE – RESTRICTIONS À L'IMPORTATION DE CERTAINES LÉGUMINEUSES – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR L'AUSTRALIE, LE CANADA, LES ÉTATS-UNIS ET L'UNION EUROPÉENNE

16.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande de l'Australie, du Canada, des États-Unis et de l'Union européenne.

16.2. Le délégué du Canada a indiqué ce qui suit:

16.3. Le Canada et d'autres Membres ont soulevé la question des restrictions de l'Inde sur les importations de légumineuses au sein de ce conseil et dans d'autres comités de l'OMC. Le Canada demeure préoccupé par les mesures restrictives pour le commerce prises par l'Inde, y compris les restrictions quantitatives, les prix minimaux à l'importation, la limitation des importations à un seul port maritime et l'incertitude suscitée par les modifications fréquentes des tarifs appliqués aux importations de légumineuses, en particulier les pois secs.

16.4. Le Canada continue de remettre en question l'interprétation juridique fournie par l'Inde pour justifier ses mesures restrictives pour le commerce des pois secs. Il est de plus en plus difficile pour le Canada de comprendre pourquoi l'Inde continue de prétendre que ces mesures sont "temporaires", alors que les restrictions quantitatives sur les importations de pois jaunes secs ont été établies le 25 avril 2018, et qu'aujourd'hui, plus de quatre ans et demi plus tard, cette mesure "temporaire" est toujours en place. En conclusion, le Canada demande à l'Inde de retirer immédiatement et rapidement ses mesures restrictives pour le commerce visant les pois secs et d'autres légumineuses et de mettre en œuvre d'autres mesures conformes aux règles de l'OMC qui favorisent un régime d'importation prévisible et transparent pour les légumineuses.

16.5. La déléguée des États-Unis a indiqué ce qui suit:

16.6. Les États-Unis partagent les préoccupations soulevées par d'autres Membres au sujet des restrictions quantitatives visant certaines variétés de légumineuses appliquées par l'Inde. Comme ils l'ont précédemment déclaré dans le cadre du Comité des licences d'importation, du Comité de l'agriculture et du Comité de l'accès aux marchés, les États-Unis réitèrent leurs demandes de renseignements invitant l'Inde à expliquer en quoi ces mesures reflètent ses engagements dans le cadre de l'OMC et à indiquer quand et comment les mesures seront supprimées. Prenant note du fait que, plus tôt cette année, l'Inde a rétabli ses restrictions sur certaines légumineuses, les États-Unis continuent de prier instamment l'Inde d'envisager des prescriptions moins restrictives pour le commerce et de notifier en temps utile les mesures et règlements futurs pertinents.

16.7. Le délégué de l'Australie a indiqué ce qui suit:

16.8. L'Australie remercie l'Inde pour la réponse qu'elle a donnée au titre de ce point de l'ordre du jour à la précédente réunion du Conseil, tenue les 7 et 8 juillet 2022. Pour répondre à la demande de renseignements spécifiques sur les problèmes rencontrés par les commerçants que l'Inde a formulée à la précédente réunion du Conseil, l'Australie n'a actuellement pas connaissance de

problèmes spécifiques rencontrés par les commerçants en ce qui concerne la politique d'importation en franchise de droits de l'Inde. Le problème concerne plutôt les incertitudes liées au caractère temporaire de cette politique et les ajustements à long terme du côté de l'offre qui sont nécessaires lorsque les politiques d'importation d'un Membre sont fréquemment modifiées. En effet, il ne s'agit pas des problèmes actuellement rencontrés par les commerçants mais plutôt des problèmes pressentis si l'Inde rétablit ses restrictions à l'importation après le 31 mars 2023. Il convient de signaler que la suspension des restrictions à l'importation de légumineuses actuellement appliquée par l'Inde englobe désormais les mesures annoncées depuis le mois de mai 2021. Étant donné que certains articles de presse ont prévu que la baisse de la production de légumineuses se poursuive en 2023 en raison de conditions saisonnières défavorables, nous nous demandons si la suspension de ces restrictions à l'importation sera prorogée d'une année supplémentaire.

16.9. Au lieu de continuer à alterner l'autorisation et l'interdiction des importations, l'Australie encourage l'Inde à étudier les avantages à long terme de l'élimination permanente des restrictions à l'importation de légumineuses. Un régime plus ouvert permettrait de rendre l'approvisionnement en légumineuses de l'Inde plus résilient, d'accroître la certitude pour les fournisseurs et de réduire les coûts liés aux risques. Cela signifierait que les prix diminueraient et que l'approvisionnement en légumineuses serait plus fiable pour les consommateurs indiens, ce qui aurait des avantages évidents pour la sécurité alimentaire.

16.10. La déléguée de l'Argentine a indiqué ce qui suit:

16.11. Comme l'Argentine l'a déclaré à de précédentes occasions, devant le Conseil et ses organes subsidiaires, cette mesure vise deux des principales légumineuses exportées par l'Argentine vers l'Inde: les pois jaunes et les haricots mungo. Comme dans de précédentes déclarations, et comme l'Australie l'a clairement formulé, l'Argentine réitère sa préoccupation concernant l'incertitude que cette mesure génère pour ses exportateurs et demande aux autorités indiennes de la réexaminer.

16.12. La déléguée de l'Union européenne a indiqué ce qui suit:

16.13. L'Union européenne souscrit pleinement aux interventions du Canada, des États-Unis, de l'Australie et de l'Argentine. Comme indiqué précédemment, l'Union européenne reste préoccupée par les restrictions à l'importation de certaines légumineuses imposées par l'Inde. Elle exhorte cette dernière à garantir la sécurité et la stabilité de son régime d'importation de légumineuses.

16.14. Le délégué de l'Inde a indiqué ce qui suit:

16.15. L'Inde remercie les délégations du Canada, des États-Unis, de l'Australie, de l'Argentine et de l'Union européenne pour l'intérêt qu'elles continuent de porter à cette question. Comme cela a été expliqué lors de précédentes réunions du CCM, ainsi que devant le Comité de l'accès aux marchés, les mesures adoptées par l'Inde sont prises dans le but de maintenir la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Il s'agit d'un domaine revêtant une grande importance pour l'économie de l'Inde et ses politiques relatives à l'importation sont régulièrement revues et mises à jour.

16.16. La notification n° 63/2015-2020 de l'Inde, présentée par la Direction générale du commerce extérieur le 29 mars 2022, indique que la politique d'importation en franchise de l'urad (SH 07133110) et du tur ou pois d'Angole (SH 07136000) a été prolongée jusqu'au 31 mars 2023.

16.17. La notification relative à la mesure d'importation de l'Inde visant les haricots mungo a déjà été notifiée au Comité des licences d'importation au titre de l'article 5:1 à 5:4 sous la cote G/LIC/N/2/IND/22. La notification annuelle de l'Inde au titre de l'article 7:3 de l'Accord sur les procédures de licences d'importation, qui devrait être disponible prochainement, fait aussi référence à la politique d'importation des haricots mungo de l'Inde.

16.18. En conséquence, l'Inde demande instamment aux délégations ayant demandé l'inscription de ce point à l'ordre du jour de spécifier les problèmes auxquels leurs exportateurs sont confrontés et de les quantifier. En l'absence de tels renseignements, il serait regrettable que cette préoccupation commerciale spécifique continue à être reportée à d'autres réunions des organes ordinaires de l'OMC.

16.19. Le Conseil a pris note des déclarations faites.

17 ÉTATS-UNIS – RESTRICTIONS À L'IMPORTATION DE POMMES ET DE POIRES – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR L'UNION EUROPÉENNE

17.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande de l'Union européenne.

17.2. La déléguée de l'Union européenne a indiqué ce qui suit:

17.3. L'Union européenne regrette de devoir réitérer ses préoccupations concernant cette question déjà ancienne. Elle a fait part aux États-Unis de ses préoccupations et demandes concernant cette question à maintes reprises. Néanmoins, les États-Unis n'ont jusqu'à présent pas fourni de renseignements sur la date à laquelle les pommes et les poires en provenance de l'UE dans le cadre d'une approche systémique seront autorisées à accéder au marché des États-Unis. L'UE exhorte les États-Unis à fonder leurs conditions d'importation sur la science et à résoudre cette importante question sans plus tarder. Elle invite à nouveau les États-Unis à jouer leur rôle pour favoriser une coopération constructive et mutuellement bénéfique.

17.4. La déléguée des États-Unis a indiqué ce qui suit:

17.5. Les États-Unis remercient l'Union européenne de l'intérêt qu'elle continue de porter à l'état d'avancement de la demande de huit de ses États membres concernant l'exportation de pommes et de poires vers les États-Unis selon une approche systémique. Le Département de l'agriculture des États-Unis continue de travailler sur cette demande dans le cadre de ses procédures administratives. Les États-Unis tiennent à noter à nouveau que l'Union européenne est en mesure d'exporter des pommes et des poires vers les États-Unis dans le cadre du programme de prédédouanement existant.

17.6. Le Conseil a pris note des déclarations faites.

18 PAKISTAN – RESTRICTIONS À L'IMPORTATION DE DENRÉES ALIMENTAIRES ET DE BIENS DE CONSOMMATION – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR L'UNION EUROPÉENNE

18.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande de l'Union européenne.

18.2. La déléguée de l'Union européenne a indiqué ce qui suit:

18.3. L'Union européenne souhaite renvoyer à la discussion précédente du Conseil sur le Décret réglementaire spécial (SRO) n° 598 publié par les autorités pakistanaïses, qui a introduit une interdiction temporaire d'importer des produits non essentiels et des produits de luxe. L'Union européenne se félicite de la décision du gouvernement pakistanaïse de lever cette interdiction d'importer d'une durée de trois mois. Cela étant dit, elle tient à exprimer ses préoccupations croissantes concernant les nouvelles mesures de restriction des importations que le Pakistan a introduites, sous la forme de "droits régulateurs", à la place de l'interdiction antérieure.

18.4. L'Union européenne comprend que le Pakistan doive enrayer la crise de la dette aigüe à laquelle il est actuellement confronté, et qui est encore aggravée par la récente hausse des prix des produits de base et de l'énergie. Toutefois, depuis 2018, le Pakistan applique une politique de compression des importations. Cette politique ne porte pas seulement préjudice aux exportations de l'UE; elle n'a pas non plus aidé à ajuster les déséquilibres budgétaires du Pakistan et les pressions externes qu'il subit depuis longtemps. En outre, les nouveaux droits "régulateurs", bien que temporaires, continueront d'avoir une incidence sur les entreprises et les consommateurs du Pakistan, ce qui aura des conséquences négatives supplémentaires sur la compétitivité nationale et l'environnement économique.

18.5. L'Union européenne note également avec beaucoup d'inquiétude que la publication fréquente de nouveaux décrets réglementaires spéciaux nuit fortement à la transparence et à la prévisibilité juridique. Elle invite le Pakistan à préciser quels décrets sont toujours en vigueur.

18.6. L'Union européenne rappelle aux autorités pakistanaïses que des consultations préalables doivent être tenues et que les prescriptions en matière de notification doivent être respectées pour

toute nouvelle mesure restrictive. Il faut aussi veiller à ce que ces mesures soient pleinement conformes aux règles de l'OMC. L'UE invite le Pakistan à rendre ces mesures aussi peu restrictives que possible pour le commerce et à laisser aux opérateurs économiques le temps de s'y adapter.

18.7. L'Union européenne est prête à travailler de concert avec le Pakistan pour supprimer ces restrictions. Elle a constaté à bien des reprises par le passé que les mesures de restriction des importations ne sont pas la solution pour remédier durablement à l'explosion de la dette publique et aux déficits budgétaires.

18.8. Le délégué du Pakistan a indiqué ce qui suit:

18.9. Le Pakistan remercie l'Union européenne pour ses observations concernant le SRO n° 598(I)/2022 du 19 mai 2022, et remercie les États-Unis deux fois, une fois pour leurs observations sur le SRO et une fois pour le retrait de ces observations. Comme le Conseil s'en souvient peut-être, cette mesure a été prise par les autorités pakistanaises afin de remédier à la situation d'urgence liée à la balance des paiements que le Pakistan rencontrait à ce moment-là.

18.10. Le Pakistan a le plaisir d'informer le Conseil que cette mesure a été retirée le 19 août 2022, quelques semaines seulement après la réunion du Conseil de juillet. Cette mesure n'est donc plus en vigueur et toutes les restrictions commerciales connexes ont été levées. Néanmoins, le Pakistan souhaite profiter de cette occasion pour répondre à certaines des observations formulées par l'Union européenne dans ses interventions lors de la réunion du Conseil de juillet.

18.11. Le Pakistan fait tout son possible pour respecter ses engagements multilatéraux lorsqu'il adopte des mesures restrictives pour le commerce. Même dans des situations telles que ce grave problème lié à la balance des paiements, aggravé par le contexte plus large de l'instabilité et la fragilité de l'environnement économique après la COVID-19, le Pakistan s'est efforcé de préserver les intérêts commerciaux de l'ensemble de ses partenaires commerciaux. Ces efforts ont été entrepris de bonne foi, comme le montrent la portée limitée de la mesure et sa très courte durée (seulement trois mois).

18.12. Le Pakistan note avec satisfaction que l'Union européenne reconnaît que le Pakistan doit remédier à la situation de sa balance des paiements et que la mesure du Pakistan "a été prise pour faire face à la crise qui frappe le pays en raison du déficit de la balance des paiements et du compte courant". Le Pakistan est entièrement d'accord et tient à souligner qu'il est essentiel pour la légitimité de l'OMC que les pays en développement Membres puissent réagir rapidement aux situations d'urgence de ce type, en particulier dans l'actuel contexte économique difficile.

18.13. Enfin, s'agissant de la notification, le Pakistan souligne que, face à la détérioration de la situation de la balance des paiements intervenue en mai de cette année, les autorités pakistanaises étaient tenues d'agir de toute urgence. Le Pakistan doit aussi rappeler aux Membres que depuis, ces problèmes et la crise se sont aggravés en raison de catastrophes provoquées par le changement climatique. À cet égard, le Pakistan exhorte les Membres qui sont de gros pollueurs à prendre des mesures immédiates pour parvenir à la durabilité environnementale, de manière à servir au mieux les intérêts des Membres les plus vulnérables au changement climatique et à les aider dans leurs efforts de relance économique. Néanmoins, le Pakistan déplore tout retard intervenu dans la notification formelle de ces mesures à l'OMC, dû à ces circonstances particulièrement difficiles.

18.14. Le Pakistan remercie les membres du Conseil de leur préoccupation concernant sa situation économique et générale.

18.15. Le Conseil a pris note des déclarations faites.

19 INDONÉSIE – PROGRAMME DE REMPLACEMENT DES IMPORTATIONS ET BALANCE-MATIÈRES – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR L'UNION EUROPÉENNE

19.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande de l'Union européenne.

19.2. La déléguée de l'Union européenne a indiqué ce qui suit:

19.3. Les politiques et pratiques restrictives de l'Indonésie en matière d'importation sont un point permanent de l'ordre du jour de plusieurs comités de l'OMC et de ce conseil. L'Union européenne a souligné à maintes reprises qu'elle est profondément préoccupée par l'augmentation du nombre de restrictions imposées par l'Indonésie et l'élargissement de leur portée, qui ont des répercussions négatives sur les flux commerciaux. Elle est particulièrement préoccupée par l'attention accrue accordée par l'Indonésie au remplacement des importations, et surtout par le fait que l'objectif de réduction des importations équivalant à 35% de la valeur de son potentiel d'importation de 2019 a été avancé à 2022.

19.4. Bien que l'Indonésie ait assuré que son programme de remplacement des importations n'a pas de fins protectionnistes, l'Union européenne a constaté une augmentation inquiétante du nombre d'un vaste éventail de mesures de restriction des importations, qui incluent l'extension des prescriptions relatives à la teneur en éléments locaux, y compris sur les marchés publics, l'utilisation obligatoire des normes nationales indonésiennes (SNI), ainsi que la promulgation de nouvelles procédures astreignantes en matière de licences d'importation.

19.5. Les opérateurs de l'UE dans de nombreux secteurs subissent déjà les effets négatifs de ces mesures. L'Union européenne est également préoccupée par le système de balance-matières établi au titre du Règlement gouvernemental n° 5/2021 et des Règlements du Ministre du commerce n° 19/2021 et 20/2021, car ce système pourrait aussi avoir des effets restrictifs. L'UE accueille avec satisfaction les efforts déployés pour assurer une approche coordonnée et simplifiée de la gestion des licences d'importation et d'exportation. Cela dit, le mécanisme pourrait entraîner de nouvelles restrictions des flux commerciaux et soulève des questions quant à sa compatibilité avec les règles de l'OMC. On ne sait pas non plus clairement si le système de balance-matières sera effectivement mis en œuvre car il y a un manque de clarté concernant sa portée et son calendrier d'application à différents groupes de produits. Cela crée des difficultés additionnelles pour les opérateurs économiques, qui n'ont pas la sécurité et la prévisibilité juridiques dont ils ont besoin pour mener des activités commerciales en Indonésie.

19.6. L'Union européenne réitère que les importations restent nécessaires pour l'Indonésie étant donné qu'elle prévoit de développer son industrie nationale. En revanche, le fait d'ériger des obstacles au commerce entraverait la croissance économique de l'Indonésie, celle-ci ne pouvant être réalisée en s'appuyant uniquement sur la promotion des exportations.

19.7. L'Union européenne demande à l'Indonésie des éclaircissements sur la logique sous-jacente de l'accroissement de ses politiques de remplacement des importations. L'UE souhaite en outre obtenir des précisions sur la mise en place par l'Indonésie du système de "balance-matières" comme base pour la délivrance des autorisations d'importation (ou d'exportation), ainsi que sur les mesures de mise en œuvre que l'Indonésie a l'intention de prendre. L'Union européenne insiste aussi sur la nécessité de veiller à ce que ces politiques et mesures soient conformes aux obligations de l'Indonésie dans le cadre de l'OMC.

19.8. La déléguée des États-Unis a indiqué ce qui suit:

19.9. Les États-Unis partagent toujours les préoccupations de l'Union européenne concernant les déclarations du gouvernement indonésien selon lesquelles il supprimera les importations dans le but de "remplacer 35% des produits importés" en 2022. Les États-Unis demandent à l'Indonésie de fournir des renseignements actualisés sur ce point et sur les politiques spécifiques qu'elle applique ou a l'intention d'appliquer afin d'atteindre ses objectifs de remplacement des importations. Si l'Indonésie met en œuvre un programme de remplacement des importations, rendra-t-elle publics les projets de mesure qu'elle élabore actuellement et ménagera-t-elle une période d'avis et d'observations pour faire en sorte que les parties concernées aient la possibilité d'exposer leur point de vue?

19.10. L'Indonésie a déclaré que cette politique "ne comprend pas d'élément de protectionnisme" et "n'a pas pour but d'entraver les importations en provenance d'autres Membres [de l'OMC]". Il est difficile de voir comment cela serait possible. L'Indonésie peut-elle fournir davantage d'éclaircissements sur l'objectif et la portée de son programme de remplacement des importations?

Les États-Unis exhortent de nouveau l'Indonésie à repenser cet objectif contre-productif et perturbateur pour le commerce.

19.11. Le délégué du Japon a indiqué ce qui suit:

19.12. S'agissant du programme P3DN, dans lequel l'Indonésie prévoit que l'achat et l'utilisation de produits nationaux devraient être privilégiés sur la base du Décret n° 29/2018, le Japon est préoccupé par l'éventualité d'une discrimination nationale et étrangère comme moyen de promouvoir le remplacement des importations par des produits nationaux. Il partage également les inquiétudes concernant le projet d'introduire des certifications nationales SNI, ainsi que l'a indiqué l'Union européenne. Le Japon a exprimé à plusieurs reprises ses préoccupations concernant l'introduction et le maintien par l'Indonésie de prescriptions relatives à la teneur en éléments locaux dans divers secteurs. Il craint que ce programme n'exacerbe de telles situations. Le Japon demande à l'Indonésie de préciser comment elle entend mettre en œuvre le programme P3DN si elle n'a pas l'intention de garantir de protections commerciales. Il demande également à l'Indonésie d'expliquer comment elle entend assurer la compatibilité avec les règles de l'OMC des mesures qu'elle s'emploie à mettre en œuvre pour réaliser ce plan.

19.13. Le délégué de la Suisse a indiqué ce qui suit:

19.14. La Suisse partage les préoccupations soulevées par l'Union européenne, en particulier au sujet des projets de l'Indonésie relatifs à un programme de substitution des importations visant à réduire, d'ici à la fin de 2022, la valeur des importations de 35% par rapport à son niveau de 2019. La Suisse est aussi intéressée par les éclaircissements qui seront apportés par l'Indonésie.

19.15. Le délégué de l'Inde a indiqué ce qui suit:

19.16. L'Inde reste préoccupée par le programme de remplacement des importations de l'Indonésie. Il semblerait que plusieurs des mesures qui ont été prises soient plus restrictives pour le commerce qu'il n'est nécessaire pour atteindre les objectifs établis par l'Indonésie. Les entreprises indiennes se sont plaintes de retards dans les procédures dans plusieurs domaines du commerce, y compris celui des produits agricoles. L'Inde demande à l'Indonésie de revoir ses procédures et ses mesures en matière de licences d'importation et de supprimer tous les obstacles inhérents au commerce qu'elles prévoient.

19.17. La déléguée du Royaume-Uni a indiqué ce qui suit:

19.18. Le Royaume-Uni s'associe aux préoccupations exprimées par l'Union européenne et d'autres partenaires. Les prescriptions relatives à la teneur en éléments locaux introduites par l'Indonésie constituent un important obstacle au commerce et vont à l'encontre des principes du commerce libre et équitable. Dans plusieurs secteurs, l'ampleur de ces prescriptions est telle qu'il cesse d'être viable d'investir en Indonésie. Dans le secteur pharmaceutique, ces prescriptions entravent la stabilité de l'approvisionnement et accroissent le coût des médicaments pour les consommateurs indonésiens. Dans le secteur de l'énergie, les prescriptions relatives à la teneur en éléments locaux qui s'appliquent à l'énergie solaire sont un frein aux grands projets d'investissement, alors que les produits nationaux restent insuffisants pour répondre à la demande intérieure, ce qui entrave le soutien à la transition de l'Indonésie vers les énergies renouvelables. Le Royaume-Uni demande à l'Indonésie d'envisager d'assouplir ses prescriptions relatives à la teneur en éléments locaux dans tous les secteurs. Il souhaiterait que l'Indonésie fournisse de plus amples renseignements sur toute évolution future concernant cette politique et se réjouit de poursuivre le dialogue sur ce sujet.

19.19. Le délégué de l'Indonésie a indiqué ce qui suit:

19.20. L'Indonésie remercie l'Union européenne, les États-Unis, le Japon, la Suisse, l'Inde et le Royaume-Uni de l'intérêt qu'ils continuent de porter au programme de remplacement des importations de l'Indonésie et à son système balance-matières. Elle remercie aussi le Japon d'avoir exprimé ses condoléances et sa sympathie concernant le récent tremblement de terre dévastateur dont l'Indonésie a été victime.

19.21. L'Indonésie renvoie à la déclaration qu'elle a faite à la précédente réunion formelle du CCM.⁷⁴ Elle tient à souligner à nouveau que son programme de remplacement des importations et son système balance-matières ne visent pas à entraver les importations en provenance d'autres Membres de l'OMC. Ce programme et ce système visent plutôt à renforcer la contribution de l'Indonésie à l'établissement d'une gouvernance du commerce mondial plus efficace et plus ordonnée.

19.22. Pour ce qui est du système balance-matières, la politique de l'Indonésie vise à mettre en place un meilleur environnement économique, à assurer la sécurité des activités commerciales et à favoriser la liberté des flux commerciaux, sans entraver le régime d'importation du pays. Cette politique sert aussi d'outil d'évaluation par le gouvernement indonésien de la transparence des politiques, sur la base de données plus précises. Elle sera appliquée par les ministères et les institutions pertinents.

19.23. Du point de vue de la politique gouvernementale, le système de balance-matières de l'Indonésie permettra de fournir des données plus complètes, détaillées, transparentes et exactes aux ministères et aux institutions pertinents du gouvernement. En ce qui concerne les entreprises, le système vise à assurer la sécurité des activités commerciales, à favoriser la transparence et à faciliter les calculs pour le développement des entreprises.

19.24. Le Conseil a pris note des déclarations faites.

20 INDONÉSIE – POLITIQUES ET PRATIQUES AYANT DES EFFETS DE RESTRICTION DES IMPORTATIONS ET DES EXPORTATIONS – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LE JAPON, LA NOUVELLE-ZÉLANDE ET L'UNION EUROPÉENNE

20.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande du Japon, de la Nouvelle-Zélande et de l'Union européenne.

20.2. Le délégué du Japon a indiqué ce qui suit:

20.3. Lors des réunions précédentes du Conseil du commerce des marchandises (CCM) et du Comité des Accords sur les mesures concernant les investissements et liées au commerce (Comité des MIC), le Japon a continuellement exprimé ses préoccupations quant à la compatibilité avec les Accords de l'OMC de diverses mesures de type prescriptions relatives à la teneur en éléments locaux mises en œuvre par l'Indonésie concernant, entre autres, les équipements 4G LTE, les équipements de télévision et les produits de l'industrie de la vente au détail. L'Indonésie a expliqué à plusieurs reprises que ses mesures relatives à la teneur en éléments locaux étaient d'une manière générale fondées sur sa politique de marchés publics. Toutefois, le contenu de cette politique n'est pas clair. Il ne semble pas que toutes les mesures relatives à la teneur en éléments locaux soient mises en œuvre dans le cadre des marchés publics, ni qu'elles soient immédiatement justifiées par les politiques de marchés publics. L'Indonésie a expliqué à la réunion du Comité des MIC tenue en octobre 2022 qu'un examen complet était en cours. Par conséquent, le Japon demande des précisions sur le calendrier de l'examen et les consultations.

20.4. Le Japon est également préoccupé par l'augmentation des mesures de restriction des importations en ce qui concerne le système d'enregistrement et d'approbation des importations de produits textiles et de climatiseurs, y compris leur compatibilité avec l'article XI:1 du GATT. Le Japon se félicite de l'amélioration du niveau des quantités autorisées, mais espère que les critères seront clarifiés de manière approfondie et que la transparence opérationnelle sera améliorée.

20.5. Lors de la réunion du Comité des licences d'importation qui s'est tenue en octobre 2022, l'Indonésie a déclaré que les demandes de licences d'importation pour les produits textiles étaient traitées électroniquement et rapidement. Toutefois, depuis l'adoption de la mesure, il n'y a pas eu de cas d'approbation de demande de licence d'importation et les exportations sont en fait en baisse. Le Japon est préoccupé par la persistance de ces effets de restriction des importations.

20.6. De plus, le Japon reste préoccupé par le régime indonésien de licences d'importation pour les produits en acier, qui a été mis en œuvre conformément au Règlement n° 20 de 2021 du Ministre

⁷⁴ Voir le document G/C/M/143, paragraphes 9.21 et 9.22.

du commerce. Par exemple, depuis l'introduction de la mesure, le nombre de demandes de licences approuvées a considérablement diminué par rapport au nombre effectif de demandes présentées, quel que soit le type de licence. Le Japon craint qu'une mesure ayant de tels effets restrictifs pour le commerce en ce qui concerne les importations ne soit incompatible avec l'article XI:1 du GATT.

20.7. À la réunion du Comité des licences d'importation d'octobre 2022, le Japon s'est interrogé sur la relation entre l'objectif d'assurer l'importation de produits sûrs et la baisse du nombre de demandes. Par exemple, le Japon a demandé quel type de normes techniques était appliqué pour aboutir à la réduction du nombre de demandes. Toutefois, aucune réponse n'a été reçue de la part de l'Indonésie. À cet égard, le Japon estime que la diminution sensible du nombre de demandes ne devrait pas continuer et que les raisons et les critères d'une telle réduction des demandes devraient être clarifiés.

20.8. En outre, le Japon croit comprendre qu'un nouveau cadre (*Neraca Komoditas*, un cadre d'ajustement de l'offre et de la demande appelé système de "balance-matières") sera lancé en 2023. Il demande à l'Indonésie de fournir une explication détaillée concernant ce nouveau cadre, en particulier en ce qui concerne les implications pour les produits de l'acier, et de préciser comment les procédures d'importation seront modifiées par rapport au système actuel.

20.9. De plus, en ce qui concerne les produits textiles, le Japon estime qu'il est vraiment regrettable que l'Indonésie ait mis en place une mesure de sauvegarde visant les tapis, le 17 février 2021, alors que le Japon avait abordé cette mesure dans le cadre de diverses consultations et discussions, y compris dans le cadre du Comité des sauvegardes. Il estime qu'il est également regrettable qu'aucune amélioration n'ait été constatée. À cet égard, il considère qu'il existe deux principaux problèmes: i) le droit de douane peut atteindre 150-200% en termes de conversion en taxe *ad valorem*; et ii) le droit de douane a été mis en place dans une situation où les importations de tapis ont chuté drastiquement.

20.10. À la réunion du Comité des sauvegardes tenue en octobre 2022, en réponse aux préoccupations du Japon, l'Indonésie a déclaré que la part du Japon dans les importations n'avait pas diminué, mais dans la mesure où le volume global des importations a fortement baissé, le volume des importations en provenance du Japon comparé au volume total des importations était insignifiant. En outre, les importations en provenance du Japon ont diminué par rapport à 2019.

20.11. Le Japon est préoccupé par le nombre croissant de mesures de l'Indonésie ayant des effets de restriction des échanges, qu'il considère incompatibles avec les Accords de l'OMC. En conséquence, il demande une explication concrète concernant le contexte de la mise en place de ces systèmes et leur compatibilité avec les Accords de l'OMC.

20.12. En outre, le Japon rappelle qu'il a soumis des questions écrites au Comité des licences d'importation et au Comité des MIC au sujet des trois mesures indonésiennes suivantes: i) le Règlement d'importation pour les climatiseurs; ii) les licences d'importation pour l'acier; et iii) le Règlement d'importation pour les textiles.

20.13. Le Japon attend de l'Indonésie qu'elle réponde rapidement à ses questions. En particulier, il espère que le Règlement d'importation de l'Indonésie sur les climatiseurs ne sera pas appliqué en tant que restriction à l'importation, que les normes et procédures de permis seront stipulées de manière plus transparente et que d'autres mesures seront corrigées ou abrogées dès que possible.

20.14. La déléguée de l'Union européenne a indiqué ce qui suit:

20.15. L'Union européenne, tout comme de nombreux autres Membres de l'OMC, est profondément préoccupée par le fait qu'aucun progrès véritable ne peut être enregistré en ce qui concerne les politiques et pratiques de l'Indonésie ayant des effets de restriction des importations et des exportations. En fait, le nombre et la portée des restrictions indonésiennes semblent continuer d'augmenter à mesure que le temps passe, ce qui a des répercussions négatives sur les flux commerciaux. En particulier, l'UE réaffirme qu'elle est gravement préoccupée par la lourdeur et la longueur des procédures indonésiennes d'autorisation d'importation dans le domaine relatif aux mesures SPS, la complexité des règles et l'absence de procédures de certification pragmatiques du pays en matière d'étiquetage halal, son exigence d'utilisation des normes nationales indonésiennes (SNI) divergeant des normes internationales, ses prescriptions plus larges relatives à la teneur en

éléments locaux, et ses prescriptions restrictives en matière de licences d'importation ou d'autres mesures de contrôle des importations, telles que l'attribution lente et partielle d'autorisations d'importation pour les textiles et les chaussures.

20.16. Comme cela a été indiqué au titre du point précédent de l'ordre du jour, l'UE est également préoccupée par la gestion et les effets réels du système de "balance-matières" établi par le Règlement gouvernemental n° 5/2021 et les règlements du Ministère du commerce n° 19/2021 et n° 20/2021, au sujet duquel elle souhaite obtenir des éclaircissements supplémentaires.

20.17. L'Union européenne prend également note de la mise en place d'un nouveau régime d'exportation au titre du Règlement n° 18/2021. Ce nouveau régime d'exportation semble étendre de manière significative la gamme des marchandises soumises à des prohibitions à l'exportation (de 39 à 275 positions tarifaires), ce qui pourrait entraver davantage les flux commerciaux, et soulève également des doutes quant à la question de savoir s'il respecte les obligations de l'Indonésie dans le cadre de l'OMC.

20.18. L'UE exhorte l'Indonésie à réduire son nombre élevé d'obstacles au commerce, qui entravent les flux commerciaux de l'UE depuis trop longtemps, et de s'abstenir d'émettre de nouvelles réglementations qui érigent de nouveaux obstacles au commerce. En outre, l'UE renouvelle son invitation à faire en sorte que toutes les mesures pertinentes de l'Indonésie soient notifiées à l'OMC afin que les Membres aient la possibilité de les commenter.

20.19. La déléguée de la Nouvelle-Zélande a indiqué ce qui suit:

20.20. La Nouvelle-Zélande partage les préoccupations exprimées par l'Union européenne et le Japon, ainsi que par d'autres Membres lors des précédentes réunions du Conseil. Comme elle l'a déjà fait observer, elle estime que les restrictions de l'Indonésie visant les importations de produits agricoles continuent de saper des principes fondamentaux de l'OMC. Les changements fréquents apportés par l'Indonésie aux prescriptions en matière d'importation réduisent la certitude commerciale, ce qui, à son tour, compromet les rendements des agriculteurs et peut entraîner une augmentation des coûts de production. De plus, cette incertitude contribue également à l'augmentation actuelle des prix des denrées alimentaires, qui peut avoir un effet particulièrement négatif sur les personnes à faibles revenus. La Nouvelle-Zélande est particulièrement préoccupée par la délivrance incohérente des licences d'importation. Les retards enregistrés dans la délivrance des licences d'importation ont entraîné d'importants problèmes d'accès aux marchés pour les partenaires commerciaux et peuvent amener les importateurs à éprouver plus de difficulté à s'approvisionner en produits alimentaires destinés aux consommateurs locaux.

20.21. La Nouvelle-Zélande demande également à l'Indonésie de fournir aux partenaires commerciaux de plus amples renseignements sur son mécanisme de balance-matières, y compris la manière dont il est calculé, le processus que les exportateurs doivent suivre pour obtenir des licences d'importation et les mesures que prend l'Indonésie pour rendre le mécanisme plus transparent.

20.22. La Nouvelle-Zélande se félicite que l'un des objectifs déclarés du Règlement présidentiel n° 32/2022 relatif au système de balance-matières est d'améliorer le processus de délivrance des licences d'importation et de faciliter l'accès des entreprises aux importations. Toutefois, elle note que le Règlement semble susceptible d'accroître la complexité, car il permet d'appliquer des restrictions à l'importation lorsqu'il est déterminé que l'offre intérieure est suffisante pour répondre à la demande projetée. Les détails du système de balance-matières/licences d'importation n'ont pas encore été fournis, ce qui s'ajoute à l'incertitude de l'environnement pour les importations.

20.23. Enfin, la Nouvelle-Zélande se félicite des observations formulées par l'Indonésie à la réunion du Conseil de juillet, selon lesquelles, "en principe, l'Indonésie n'a aucune intention d'entraver le cours du commerce international au moyen de ses politiques d'importation et d'exportation"; "l'Indonésie recherche toujours la simplification, la transparence et l'efficacité pour faciliter les exportations et les importations"; et "L'Indonésie est prête à dialoguer de manière bilatérale avec les Membres de l'OMC au sujet de leurs préoccupations". La Nouvelle-Zélande s'associe à d'autres Membres pour demander à l'Indonésie de redoubler d'efforts pour répondre à ces préoccupations de longue date concernant les politiques du pays ayant des effets de restriction des importations et leur incidence sur le commerce des produits agricoles.

20.24. La déléguée des États-Unis a indiqué ce qui suit:

20.25. Les États-Unis souhaitent saisir cette occasion pour souligner à nouveau leurs préoccupations concernant les politiques et pratiques de l'Indonésie ayant des effets de restriction des importations et des exportations. Ils notent le nombre croissant de Membres qui interviennent sur ce point de l'ordre du jour, ainsi que le nombre croissant de politiques indonésiennes par lesquelles les Membres se disent préoccupés. Ils espèrent que l'Indonésie tiendra compte de cette tendance inquiétante. Ils ont fait état de préoccupations liées à des politiques indonésiennes spécifiques lors de réunions antérieures du Conseil, ainsi que du Comité des MIC, du Comité OTC, du Comité de l'ATI et du Comité de l'accès aux marchés, et regrettent de devoir les exprimer à nouveau.

20.26. Premièrement, les États-Unis notent que, à la précédente réunion du Conseil, l'Indonésie a déclaré qu'elle avait "commencé plusieurs examens" de ses politiques relatives à la teneur en éléments locaux et que des consultations étaient en cours. Les États-Unis demandent à l'Indonésie de fournir au Conseil des renseignements actualisés sur ces examens et soulignent l'importance de s'assurer que ses consultations permettent une large participation du public.

20.27. Deuxièmement, les États-Unis continuent d'avoir des préoccupations au sujet des droits de douane que l'Indonésie applique sur certains produits des TIC et qui semblent excéder ses engagements tarifaires consolidés dans le cadre de l'OMC. Bien qu'on ait pu constater quelques évolutions positives au début de l'année, l'Indonésie continue de maintenir des droits de douane sur les produits des TIC qui semblent excéder ses engagements tarifaires consolidés dans le cadre de l'OMC. Les États-Unis ont soulevé cette question à plusieurs reprises avec l'Indonésie au cours des trois dernières années, sans toutefois obtenir de réponse de fond à leurs préoccupations. Lors de plusieurs réunions antérieures du CCM, l'Indonésie a indiqué que la question était à l'étude et qu'elle "continu[ait] de faire tout son possible pour respecter tous les Accords de l'OMC". Les États-Unis demandent instamment à l'Indonésie de dialoguer d'une manière constructive sur cette question, en présentant des renseignements actualisés allant au-delà de la mention habituelle "en cours d'examen", et de répondre enfin à ces préoccupations de longue date afin de garantir l'intégrité de ses engagements en matière d'accès aux marchés. Les États-Unis estiment que ces droits de douane sur certains produits des TIC sont au détriment même de l'Indonésie, car ils limitent l'accès des consommateurs et des entreprises indonésiennes à d'importants produits de haute technologie qui constituent l'épine dorsale de l'économie numérique. Les négociants américains ont également pris note de l'effet dissuasif de ces droits de douane sur les investissements.

20.28. Troisièmement, les États-Unis sont préoccupés par la pratique continue de l'Indonésie consistant à établir la version finale de mesures liées au commerce sans que les parties prenantes aient eu suffisamment de possibilités d'apporter leur contribution. L'Indonésie a l'habitude de mettre en œuvre des mesures liées à sa loi sur la garantie des produits halal sans notification suffisante et avec peu de possibilités de participation du public, voire aucune. Ces mesures sont susceptibles d'avoir une incidence sur une proportion significative du commerce mondial de marchandises avec l'Indonésie, y compris les exportations des États-Unis. En établissant la version finale de mesures de cette manière, l'Indonésie manque l'occasion de recevoir de précieux commentaires de la part des parties prenantes concernant l'impact commercial de ses mesures. En outre, les États-Unis restent préoccupés par le fait que l'Indonésie n'a pas encore répondu aux questions importantes liées à ses mesures halal que les États-Unis avaient distribuées au Comité OTC. À l'avenir, les États-Unis encouragent vivement l'Indonésie à adopter un processus d'élaboration des politiques qui fasse une place plus large à la consultation et qui soit plus transparent.

20.29. En conclusion, les États-Unis exhortent l'Indonésie à fournir: i) une réponse aux questions posées par les États-Unis en avril 2021 dans le cadre du Comité de l'ATI; ii) une réponse aux questions des États-Unis liées aux mesures halal de l'Indonésie précédemment soumises au Comité OTC; et iii) des renseignements actualisés sur les examens en cours de ses politiques relatives à la teneur en éléments locaux.

20.30. Les États-Unis estiment que les politiques indonésiennes ayant des effets de restriction des échanges vont à l'encontre des objectifs plus larges de reprise économique de l'Indonésie et des intérêts de ses consommateurs, de ses travailleurs et de ses entreprises, et les États-Unis encouragent vivement l'Indonésie à réexaminer ces politiques. Les États-Unis espèrent que l'Indonésie pourra répondre à leurs préoccupations et sont disposés à dialoguer.

20.31. Le délégué du Canada a indiqué ce qui suit:

20.32. Le Canada partage les préoccupations exprimées par d'autres Membres de l'OMC en ce qui concerne l'administration par l'Indonésie de son système de licences d'importation pour les produits agricoles et souhaiterait demander des renseignements supplémentaires sur l'administration de son mécanisme de balance-matières. Le Canada appelle l'Indonésie à mettre en œuvre ses mesures d'importation de manière transparente et prévisible, conformément aux dispositions pertinentes de l'OMC, en particulier dans un contexte où le commerce international peut contribuer à la réalisation des objectifs de l'Indonésie en matière de sécurité alimentaire. En outre, le Canada ajoute sa voix à celles de tous ceux qui ont exprimé des préoccupations systémiques et commerciales concernant les droits de douane excédant es taux consolidés que l'Indonésie applique aux produits des TIC. Le Canada appelle l'Indonésie à éliminer ses droits de douane sur les produits des TIC d'une manière qui soit compatible avec ses engagements dans le cadre de l'OMC.

20.33. Le délégué de l'Indonésie a indiqué ce qui suit:

20.34. L'Indonésie remercie le Japon, l'Union européenne, la Nouvelle-Zélande, les États-Unis et le Canada pour l'intérêt qu'ils continuent de porter aux politiques et pratiques de l'Indonésie en matière d'importation et d'exportation. L'Indonésie tient également à remercier la Nouvelle-Zélande pour ses condoléances et la sympathie qu'elle a exprimée à la suite du récent tremblement de terre dévastateur qui s'est produit dans le pays.

20.35. L'Indonésie tient à répondre comme suit à certaines questions soulevées par les Membres en ce qui concerne, entre autres, la déclaration qu'elle a faite lors de la précédente réunion du CCM, ainsi que lors des réunions de comités traitant de questions similaires.

20.36. S'agissant des prescriptions relatives à la teneur en éléments locaux, l'Indonésie note qu'elles visent les politiques relatives à la passation de marchés publics, les politiques destinées à répondre à la nécessité de préserver le bien-être et de pourvoir aux besoins fondamentaux de la population indonésienne, ou les politiques concernant les ressources stratégiques gérées par l'État. Un processus de réexamen complet des mesures de localisation, en particulier celles relatives aux marchés publics des biens et des services, est toujours en cours.

20.37. En ce qui concerne les droits de douane sur les produits des TIC, des consultations nationales entre les ministères et institutions concernés sont en cours. L'Indonésie continuera de faire tout son possible pour respecter ses engagements au titre de tous les Accords de l'OMC.

20.38. S'agissant du régime de licences d'importation pour les textiles, les demandes y relatives sont actuellement effectuées par voie électronique, conformément au règlement en vigueur. Une fois que tous les documents ont été soumis, qu'ils sont complets et conformes au règlement, les licences sont traitées dans un délai relativement court, conformément à l'Accord sur les licences d'importation.

20.39. En ce qui concerne le régime de licences d'importation pour les produits agricoles, l'Indonésie est déterminée à mettre en œuvre les recommandations et décisions prises par l'Organe de règlement des différends (ORD) dans les différends DS477/478.

20.40. S'agissant du régime de licences d'importation pour les produits en acier, l'Indonésie note que l'objectif de cette politique est de garantir que tous les produits en acier sur le marché indonésien respectent les normes, spécifications et qualifications nécessaires en matière de santé et de sécurité sanitaire dans l'utilisation des produits en acier importés. Elle estime que ces politiques sont conformes aux principes de transparence et de non-discrimination de l'OMC, ainsi qu'aux dispositions de l'Accord sur les licences d'importation.

20.41. S'agissant des procédures de licences d'importation liées aux questions SPS, l'Indonésie a progressé, et s'emploiera toujours à progresser, à obtenir des améliorations et à devenir plus transparente dans ses procédures d'approbation des licences d'importation relatives aux mesures SPS.

20.42. Pour ce qui est des réglementations halal, l'Indonésie réaffirme son ouverture et sa transparence en matière de coopération internationale concernant son système d'assurance halal,

fondé sur des principes, une reconnaissance et une acceptation mutuels, conformément aux pratiques et réglementations internationales. L'Indonésie a également présenté au Comité OTC un certain nombre d'éclaircissements concernant la réglementation indonésienne halal.

20.43. S'agissant de la norme nationale indonésienne (SNI), il s'agit d'une politique indonésienne de protection des consommateurs, qui n'est pas destinée à entraver les importations en provenance des Membres de l'OMC. La politique relative à la norme SNI vise plutôt à garantir que les produits répondent aux critères en matière de sûreté, de sécurité et de santé, afin d'assurer la protection des consommateurs indonésiens, et que ces critères sont appliqués aussi bien aux produits nationaux qu'aux produits importés. À cet égard, l'Indonésie fait remarquer qu'elle s'efforce toujours de respecter les principes de transparence de l'OMC en présentant une notification à l'Organisation chaque fois qu'elle applique un règlement obligatoire SNI ou d'autres règlements techniques connexes.

20.44. L'Indonésie réaffirme qu'elle continuera de s'employer à respecter tous les engagements auxquels elle a souscrit dans le cadre de l'OMC, y compris pour ce qui est de chaque accord et chaque règlement, ainsi que tous les principes de l'OMC, y compris la transparence et la non-discrimination.

20.45. Le Conseil a pris note des déclarations faites.

21 ÉGYPTE – UTILISATION OBLIGATOIRE D'UNE LETTRE DE CRÉDIT COMME CONDITION DE PAIEMENT POUR LES IMPORTATIONS – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR L'UNION EUROPÉENNE

21.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande de l'Union européenne.

21.2. La déléguée de l'Union européenne a indiqué ce qui suit:

21.3. L'UE suit de près l'évolution relative à la récente prescription imposant l'utilisation obligatoire d'une lettre de crédit comme condition de paiement pour les importations en Égypte. Elle a également soulevé cette question à la dernière réunion en date du Comité de l'accès aux marchés (CAM). Elle croit comprendre que, depuis février 2022, les importations en Égypte ne peuvent être autorisées par l'autorité douanière qu'après l'ouverture d'une lettre de crédit par les banques égyptiennes. Cette situation a conduit à un blocage *de facto* du commerce de l'UE dans les ports et aux postes de douane. Cette situation a été aggravée par un manque de transparence et de prévisibilité concernant l'adoption et la mise en œuvre de la mesure. La mesure a été adoptée sans préavis aux opérateurs économiques ni notification préalable à l'OMC.

21.4. L'UE croit savoir qu'au début de ce mois, la Banque centrale d'Égypte a annoncé la suppression progressive de cette mesure, avec mise en œuvre intégrale dès décembre 2022. Elle demande à l'Égypte de confirmer la date exacte de la suppression totale de la mesure et, en outre, de fournir davantage de précisions sur les mesures prises pour garantir le rétablissement des flux commerciaux en Égypte. Elle se félicite de la décision prise par l'Égypte de réexaminer la mesure afin de répondre aux graves préoccupations soulevées en ce qui concerne les importations en Égypte.

21.5. Le délégué de la Norvège a indiqué ce qui suit:

21.6. La Norvège remercie l'Union européenne d'avoir soulevé ce point de l'ordre du jour. À l'instar de l'UE, la Norvège a également fait part, à la réunion du CAM tenue en octobre, de ses préoccupations concernant la prescription imposant l'utilisation obligatoire d'une lettre de crédit comme moyen de paiement pour les importations en Égypte. La Norvège a également souligné les blocages qui en résultent dans les ports et aux postes de douane, y compris pour des marchandises censées être exemptées de l'application de la mesure, ainsi que le manque de transparence et de prévisibilité concernant l'adoption et la mise en œuvre de cette prescription. Comme l'UE, la Norvège salue la décision prise par l'Égypte de reconsidérer la mesure et souhaiterait recevoir davantage de renseignements sur le calendrier et les mesures prises pour rétablir les flux commerciaux.

21.7. La déléguée de l'Égypte a indiqué ce qui suit:

21.8. L'Égypte souhaite remercier l'Union européenne et la Norvège d'avoir soulevé cette question. En fait, celle-ci a déjà fait l'objet d'échanges entre l'Égypte et l'UE au niveau bilatéral et dans différentes enceintes, y compris le Comité de l'agriculture et le Comité de l'accès aux marchés. L'Égypte tient à souligner des faits nouveaux récents à cet égard, notamment l'adoption par la Banque centrale d'Égypte, en octobre 2022, de plusieurs mesures de facilitation dans le but de supprimer progressivement la prescription d'ici à la fin de décembre 2022. Au nombre de ces mesures figurent l'augmentation de la limite de valeur des expéditions exemptées de la prescription de lettre de crédit de 5 000 USD à 500 000 USD (ou de l'équivalent de ces montants dans d'autres devises).

21.9. Cela dit, l'Égypte tient à souligner que la lettre de crédit est une méthode de paiement communément utilisée et qu'elle est souvent exigée par les exportateurs, car elle leur procure un niveau élevé de confiance. En outre, les lettres de crédit ne créent pas de blocages dans les importations.

21.10. S'agissant d'éventuels retards, il est important de noter que les problèmes mondiaux actuels sans précédent exercent une pression sur les réserves monétaires d'un pays importateur net de produits alimentaires comme l'Égypte. Cela peut ensuite entraîner des retards et avoir une incidence sur la capacité d'un Membre à financer ses importations, y compris pour les biens essentiels.

21.11. S'agissant de la disponibilité et de la publication de renseignements, depuis l'introduction de l'utilisation obligatoire de lettres de crédit pour divers produits, en février 2022, la Banque centrale d'Égypte a assuré la transparence par la publication d'un certain nombre de circulaires. La dernière circulaire date du 27 octobre 2022 et clarifie le champ d'application de la prescription, en ce qui concerne les entités, les produits et les régimes commerciaux, ainsi que les procédures administratives correspondantes.

21.12. En outre, les lettres de crédit ne sont pas le seul mode de paiement autorisé; il existe également d'autres modes de paiement acceptés, comme cela est expliqué dans les circulaires de la Banque centrale. Il est également expliqué dans les circulaires que de nombreux produits n'entrent pas dans le champ d'application de la mesure, notamment les médicaments, les vaccins et les produits chimiques connexes, les fournitures médicales et leurs intrants, et les fournitures pour les laboratoires d'analyse médicale; le thé, la viande, la volaille, le poisson, le blé, l'huile, le lait en poudre, le lait pour nourrissons, les haricots, les lentilles, le beurre et le maïs; le bétail et la volaille vivants, les médicaments vétérinaires et les produits chimiques concernés s'y rapportant; ainsi que les matières premières et les intrants de production, y compris les semences, les produits chimiques utilisés dans les activités agricoles, et la poudre de cacao brute.

21.13. Enfin, pour s'assurer qu'aucune expédition de produits périssables (produits agricoles et alimentaires) ne subisse de retards douaniers, les ports égyptiens ont actuellement pour instruction de dédouaner toutes les expéditions de produits périssables à condition que l'importateur s'engage à mener à bien les procédures administratives auprès de la banque dans un délai maximal d'un an.

21.14. Le Conseil a pris note des déclarations faites.

22 ÉGYPTÉ – PRESCRIPTIONS EN MATIÈRE DE CERTIFICATION HALAL POUR LES PRODUITS ALIMENTAIRES ET LES BOISSONS IMPORTÉS – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR L'AUSTRALIE, LE CANADA ET LES ÉTATS-UNIS

22.1. Le Président rappelle que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande de l'Australie, du Canada et des États-Unis.

22.2. Le délégué de l'Australie a indiqué ce qui suit:

22.3. L'Australie prend acte des communications et des discussions bilatérales en cours avec l'Égypte sur la mise en œuvre de nouvelles prescriptions en matière de certification halal pour IS EG Halal. Elle se félicite du troisième addendum apporté par l'Égypte à sa notification lors de la réunion du Comité OTC du 15 août 2022, qui clarifie quels produits nécessitent une certification halal en tant que prescription égyptienne pour l'importation. Néanmoins, elle reste préoccupée par plusieurs

questions, notamment la nécessité d'accorder aux Membres un délai suffisant pour formuler des observations sur les modifications qu'il était envisagé d'apporter aux mesures.

22.4. L'Australie encourage l'Égypte à remplir ses obligations en matière de transparence et à fournir des notifications avant d'apporter d'autres modifications et de mettre en œuvre de nouvelles mesures en matière de certification halal. Dans le même temps, elle se félicite des discussions en cours sur les prescriptions en matière de certification halal pour faire en sorte que ces dernières répondent aux objectifs politiques de l'Égypte tout en veillant à ce qu'elles ne soient pas plus restrictives pour le commerce qu'il n'est nécessaire.

22.5. Le délégué du Canada a indiqué ce qui suit:

22.6. Le Canada reste préoccupé par les nouvelles prescriptions de l'Égypte en matière de certification halal pour tous les produits alimentaires et boissons importés. Il comprend l'objectif de l'Égypte qui est de faire en sorte que les consommateurs égyptiens soient certains d'acheter et de consommer des produits certifiés halal conformément à la charia. Toutefois, le Canada estime aussi que de telles mesures ne doivent pas créer d'obstacles non nécessaires au commerce international ou être plus restrictives pour le commerce qu'il n'est nécessaire pour atteindre cet objectif.

22.7. Bien que le Canada se félicite du fait que l'Égypte reporte l'application de la certification halal pour les produits laitiers, il reste préoccupé par le manque de détails, de documents et de précisions sur la façon dont ces prescriptions seront mises en œuvre et sur la façon dont les produits spécifiques seront touchés. Par exemple, le nouveau régime proposé n'indique qu'un organisme de certification égyptien qui sera habilité à certifier les produits halal à destination du marché égyptien. D'après ce que nous comprenons, cela a déjà fait considérablement augmenter les frais de certification halal qui devront être assumés par les exportateurs de produits halal vers l'Égypte. La nouvelle mesure pourrait conduire à un processus de certification trop contraignant et coûteux et plus restrictif pour le commerce qu'il n'est nécessaire pour atteindre l'objectif déclaré de l'Égypte.

22.8. Le Canada encourage vivement l'Égypte à avoir des discussions ouvertes et transparentes avec ses partenaires commerciaux afin de communiquer des renseignements, de préciser les prescriptions prévues par cette nouvelle mesure et de réfléchir aux conséquences que celle-ci pourrait avoir sur les échanges. D'ici là, nous demandons à l'Égypte de bien vouloir suspendre la mise en œuvre de la mesure.

22.9. La déléguée des États-Unis a indiqué ce qui suit:

22.10. Les États-Unis continuent de partager les préoccupations exprimées par l'Australie et le Canada au sujet de la mise en œuvre par l'Égypte de la prescription de certification halal, telle que notifiée dans le document G/TBT/N/EGY/313, et les trois addenda ultérieurs. Il importe de noter que les États-Unis reconnaissent que l'Égypte a le droit de garantir à ses consommateurs la conformité de certains produits aux préceptes de la loi islamique au moyen d'une certification halal.

22.11. À l'heure actuelle, il n'apparaît pas que l'Égypte a fourni les renseignements nécessaires permettant aux exportateurs de comprendre de manière appropriée les nouvelles prescriptions halal de l'Égypte pour les produits laitiers. Sans l'incorporation de ces précisions dans des règlements techniques clairs, les producteurs des États-Unis ne sont pas en mesure d'adapter leurs pratiques de production et de continuer à expédier des marchandises de qualité vers l'Égypte. Cette situation est d'autant plus préoccupante que le monde a été confronté à d'importants problèmes en matière de sécurité alimentaire au cours de l'année écoulée.

22.12. Les États-Unis demandent à l'Égypte de suspendre la mise en œuvre de ses prescriptions halal pour les produits laitiers jusqu'à ce qu'elle soit prête à fournir les renseignements ci-après: i) des critères halal précis que les producteurs doivent respecter; ii) des procédures d'évaluation de la conformité; iii) une définition claire des produits visés (suivant les codes du SH); iv) des barèmes de redevances de certification; v) des procédures d'audit (par exemple, si des audits sont nécessaires, quels critères seront appliqués aux établissements et aux certificateurs?); vi) les critères que l'Égypte utilisera pour habiliter les certificateurs halal étrangers; vii) les mécanismes publics pour faire respecter les prescriptions (par exemple, la documentation requise au port, les mécanismes d'action corrective); viii) la procédure pour faire appel des mesures d'exécution et la procédure visant à remédier à la non-conformité; et ix) tous autres détails nécessaires pour

permettre aux producteurs et aux certificateurs étrangers de satisfaire à ces nouvelles prescriptions en matière d'importation.

22.13. Les États-Unis demandent également un délai de mise en œuvre raisonnable d'au moins six mois après la notification du règlement technique qui inclurait les informations susmentionnées. Ils sont prêts à collaborer avec l'Égypte dans le cadre de dialogues techniques afin d'aider le pays à mettre en œuvre les mesures relatives aux prescriptions en matière de certification halal.

22.14. La déléguée du Paraguay a indiqué ce qui suit:

22.15. Le Paraguay souhaite dire qu'il est favorable à ce point. Il comprend les objectifs légitimes de l'Égypte, mais malgré les demandes répétées adressées au pays, il n'a toujours pas obtenu les renseignements demandés. Bien que le Paraguay ait demandé des éclaircissements à l'Égypte il y a plus d'un an, le fait qu'il ne dispose toujours pas de renseignements clairs ou de détails sur les procédures pour la mise en œuvre de la mesure empêche les opérateurs de s'adapter pour s'y conformer.

22.16. L'Égypte nous rappelle régulièrement à l'OMC qu'elle est un pays en développement importateur net de produits alimentaire et que nous traversons une crise de la sécurité alimentaire sans précédent. Cependant, de telles mesures empêchent les exportateurs d'accéder au marché égyptien et le commerce peut être un outil permettant de répondre aux besoins alimentaires de la population égyptienne.

22.17. Le Paraguay demande à nouveau à l'Égypte de suspendre la mise en œuvre de ses nouvelles prescriptions en matière de certification halal jusqu'à ce que les Membres disposent de tous les renseignements demandés et nécessaires, afin que les opérateurs commerciaux aient suffisamment de temps pour s'adapter à ces nouvelles exigences, permettant ainsi aux exportateurs de produits alimentaires de contribuer à la solution qui permettra de répondre aux besoins alimentaires et de sécurité alimentaire de l'Égypte.

22.18. La déléguée de la Nouvelle-Zélande a indiqué ce qui suit:

22.19. La Nouvelle-Zélande remercie l'Égypte pour le dialogue continu sur son projet de norme halal et la récente prolongation concernant l'inclusion des produits laitiers. Elle continue de respecter la volonté de l'Égypte de garantir aux consommateurs égyptiens le caractère halal de leurs aliments importés, mais reste préoccupée par certains aspects des prescriptions halal proposées, y compris le fait qu'il n'y ait qu'un seul organisme de certification halal agréé.

22.20. En outre, l'obligation d'une certification halal pour tous les produits laitiers n'est pas conforme aux normes universellement acceptées pour les produits alimentaires. La Nouvelle-Zélande croit comprendre que, par leur nature, les produits laitiers sont intrinsèquement halal et ne devraient pas nécessiter une certification halal (à l'exception des produits laitiers auxquels ont été ajoutés des ingrédients provenant de produits d'origine animale non laitiers). Elle demande à l'Égypte de bien vouloir clarifier ce point et de publier un règlement définitif comportant les prescriptions en matière d'enregistrement halal et ménageant un délai de notification suffisant pour la mise en œuvre de toute nouvelle prescription, une fois que la nouvelle norme aura été finalisée et notifiée officiellement.

22.21. La Nouvelle-Zélande demande également si les prescriptions supplémentaires en matière d'enregistrement, telles qu'elles figurent en texte libre dans le document G/TBT/N/EGY/313/Add.3, feront partie des exigences légales ou constitueront un document d'orientation. Elle croit comprendre qu'aucune prescription en matière d'enregistrement ne sera imposée aux fabricants et aux exportateurs avant l'entrée en vigueur de la norme halal définitive. La Nouvelle-Zélande encourage l'Égypte à appliquer les prescriptions halal les moins restrictives possibles pour le commerce et se félicite de la poursuite du dialogue avec le pays sur cette question.

22.22. La déléguée de l'Union européenne a indiqué ce qui suit:

22.23. L'Union européenne aimerait exprimer ses préoccupations concernant les prescriptions de l'Égypte relatives à la certification halal mises en place depuis le 1^{er} octobre 2021 et fondées sur la norme halal égyptienne n° 4249/2014. Elle s'inquiète de l'incidence négative de cette mesure sur

les importations de produits alimentaires et de boissons vers l'Égypte. L'Union européenne se félicite des mesures de facilitation plus récentes notifiées au Comité OTC le 4 avril 2022 visant à prolonger jusqu'au 30 septembre 2022 la période pendant laquelle les importations de lait et de produits laitiers seront acceptées en Égypte sans certificat halal. Dans le même temps, l'UE souhaiterait que l'Égypte précise si la mesure de suspension peut être encore prorogée afin d'accorder aux entreprises une période raisonnable pour s'adapter aux nouvelles prescriptions.

22.24. L'UE souhaite également inviter les autorités égyptiennes à ne pas étendre davantage la liste des produits visés par la certification halal. Une extension créerait de nouveaux obstacles au commerce significatifs pour les importateurs et aurait des répercussions négatives sur les consommateurs égyptiens, sous la forme de prix plus élevés et d'un choix limité, en raison d'une concurrence restreinte.

22.25. En outre, l'Union européenne aimerait inviter l'Égypte à revoir la décision qu'elle a prise d'accorder à une seule entreprise, IS EG Halal, le droit de certifier le respect des prescriptions halal. L'UE encourage l'Égypte à fournir un système de certification halal qui reconnaîtrait plusieurs entités de certification bien établies, conformément aux meilleures pratiques internationales.

22.26. Enfin, l'Union européenne souhaite demander à l'Égypte quelles sont les mesures concrètes qu'elle entend prendre, en particulier pour fournir aux parties prenantes des renseignements complets sur les nouvelles mesures et des orientations écrites claires et accessibles au public, y compris une description détaillée de la procédure de certification, de sa durée, de ses coûts et des documents requis, ainsi que du processus d'enregistrement des fournisseurs et des produits visés. L'Union européenne est prête à travailler avec l'Égypte pour trouver des solutions qui permettraient d'éviter les conséquences négatives de cette mesure sur les importations de produits alimentaires et de boissons vers ce pays.

22.27. La déléguée de l'Argentine a indiqué ce qui suit:

22.28. L'Argentine fait de nouveau part de sa préoccupation concernant cette mesure et le manque de renseignements détaillés et complets à son sujet. En particulier, le fait que l'Égypte a récemment reporté l'entrée en vigueur du nouveau régime ne dissipe pas les préoccupations et les inquiétudes de l'Argentine. Ces préoccupations portent principalement sur le manque de transparence et de prévisibilité, étant donné que l'Égypte n'a pas fourni de renseignements sur les procédures de certification ni d'autres détails sur la réglementation. L'Argentine demande donc à l'Égypte de fournir les renseignements nécessaires et de s'abstenir de mettre en œuvre cette mesure jusqu'à ce que des renseignements détaillés soient disponibles et qu'un délai suffisant ait été accordé aux producteurs étrangers pour s'y adapter.

22.29. La déléguée du Royaume-Uni a indiqué ce qui suit:

22.30. Le Royaume-Uni comprend l'objectif de l'Égypte d'assurer la confiance des consommateurs égyptiens lorsqu'ils achètent des produits certifiés halal. Aux côtés du Canada et des États-Unis, il encourage l'Égypte à mener des discussions transparentes avec ses partenaires commerciaux, à partager des renseignements et à clarifier les prescriptions adoptées au titre de cette nouvelle mesure. Le Royaume-Uni se réjouit à la perspective de dialoguer avec l'Égypte sur ce point.

22.31. La déléguée de l'Égypte a indiqué ce qui suit:

22.32. L'Égypte tient tout d'abord à remercier l'Australie, le Canada, les États-Unis, le Paraguay, la Nouvelle-Zélande, l'Union européenne, l'Argentine et le Royaume-Uni pour l'intérêt qu'ils portent à cette question et prend note de ce qui a été dit. L'Égypte tient à renvoyer aux déclarations qu'elle a faites sur cette question lors de précédentes réunions du Comité OTC et du CAM.⁷⁵

22.33. Depuis sa première notification en décembre 2021, l'Égypte a tenu à répondre aux observations et aux préoccupations des Membres et de ses partenaires commerciaux de différentes manières, notamment par des échanges bilatéraux, à travers le point d'information de l'Égypte sur

⁷⁵ Voir document G/C/M/143, aux paragraphes 27.26 à 27.29.

les OTC ou la présentation de nouveaux addenda à sa notification initiale afin de répondre aux questions d'intérêt commun.

22.34. L'Égypte souhaite faire observer que cela fait près d'un an que la notification initiale a été présentée. Dans l'intervalle, elle a reporté l'entrée en vigueur de l'exigence imposant que les importations de lait et de produits laitiers soient accompagnées d'un certificat halal et note qu'à ce jour aucune importation de lait et de produits laitiers n'a été refusée en Égypte si elle n'était pas accompagnée d'un certificat halal. Le fond de la prescription et les procédures d'application par lesquelles elle est mise en œuvre, telles qu'elles sont définies par l'Organisation générale des services vétérinaires (GOVS), n'ont pas changé depuis la notification initiale. Par conséquent, le report adopté par l'Égypte a donné aux opérateurs économiques le temps nécessaire pour s'adapter à cette prescription.

22.35. Il convient également de noter que les données relatives aux importations égyptiennes de produits laitiers indiquent que les flux commerciaux n'ont pas été perturbés par la prescription. En fait, si l'on compare le volume des importations égyptiennes de produits laitiers en provenance du monde entier au cours des sept premiers mois de 2021 et de 2022, on constate un léger fléchissement qui ne saurait être imputé à la prescription de certification halal. Les effets des crises multiples auxquelles nos pays sont confrontés en ce qui concerne les prix, et donc la demande, devraient aussi être pris en compte.

22.36. Dans son dernier addendum, reproduit dans le document G/TBT/N/EGY/313/Add.3, l'Égypte a tenu à apporter des éclaircissements sur les points soulevés par les Membres lors de précédentes réunions du Comité OTC et au niveau bilatéral. Par exemple, les produits visés ont été définis en termes de codes du SH, comme l'ont demandé tous les pays. À cet égard, l'Égypte souligne que le champ d'application de la mesure est limité et restreint aux produits spécifiés tels qu'ils ont été notifiés. La notification initiale et ses addenda n'ont jamais fait référence à l'exigence d'un certificat halal pour les importations de l'ensemble des produits agricoles. Depuis la notification initiale, les produits concernés sont la viande, la volaille et leurs produits, et le lait et les produits du lait (à l'exception du lait cru). L'addendum le plus récent a également permis de préciser les procédures de certification halal à suivre, telles qu'elles sont appliquées par l'organisme de certification actuellement agréé par l'Organisation générale des services vétérinaires (GOVS). Il y est également apporté des éclaircissements sur les exigences en matière d'étiquetage qui sont émises par l'organisme de certification actuellement approuvé et reconnu par la GOVS.

22.37. En outre, en réponse aux questions des Membres sur l'état d'avancement de la révision de la norme égyptienne ES 4249, "Prescriptions générales applicables aux aliments halal conformément à la charia", le dernier addendum indique que le projet de texte définitif a été finalisé et peut être obtenu auprès du point d'information de l'Égypte sur les OTC aux fins de la présentation d'observations. En effet, un certain nombre de pays ont fait part de leurs observations durant le délai de 60 jours ménagé à cet effet et il a été répondu à leurs questions.

22.38. La norme égyptienne ES 4249 comprend neuf articles et deux tableaux qui couvrent les éléments ci-après: le champ d'application; les définitions et la terminologie; les prescriptions générales applicables aux aliments halal; les instruments, les récipients et les intrants de production; le stockage, l'exposition et le transport; la propreté, les conditions sanitaires et de sécurité; l'inspection et l'homologation; l'exposition sur les marchés; et l'étiquetage halal. Les deux tableaux figurant dans la norme indiquent les éléments ci-après: i) la catégorisation de ce qui n'est pas halal; ii) les produits alimentaires qui doivent être accompagnés d'un certificat halal conformément à l'étiquette du produit et à ses ingrédients.

22.39. Il importe également de préciser que la norme ES 4249 ne prévoit pas, et ne prévoira pas, de prescriptions de supervision pour un organisme de certification particulier. L'autorité compétente est celle qui reconnaît l'organisme de certification attestant la conformité aux prescriptions halal, qui est actuellement ISEG Halal. L'approbation éventuelle d'autres entités de certification sera dûment notifiée aux Membres.

22.40. Quant au barème de redevances, il est déterminé par l'organisme de certification et dépend du type de produit et de la quantité.

22.41. Enfin, l'Égypte tient à dire qu'elle apprécie le dialogue avec tous les Membres sur ce sujet et qu'elle est disposée à le poursuivre.

22.42. Le Conseil a pris note des déclarations faites.

23 UNION EUROPÉENNE – DROITS COMPENSATEURS VISANT LES PRODUITS EN ACIER INOXYDABLE LAMINÉS À FROID – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR L'INDONÉSIE

23.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande de l'Indonésie.

23.2. Le délégué de l'Indonésie a indiqué ce qui suit:

23.3. L'Indonésie souhaite de nouveau faire part à l'Union européenne de ses préoccupations concernant l'imposition de droits compensateurs sur les produits en acier inoxydable laminés à froid en provenance d'Indonésie, après l'imposition à la fois de mesures de sauvegarde et de droits antidumping sur le même produit. Concrètement, l'imposition de droits compensateurs diminue l'accès aux marchés et réduit la valeur à l'exportation et la compétitivité des produits indonésiens en acier inoxydable laminés à froid sur le marché de l'UE en raison des droits élevés imposés. L'Indonésie souligne que l'Union européenne a commis une erreur en interprétant les politiques indonésiennes comme une contribution financière au secteur de l'acier inoxydable. De plus, l'UE a élargi l'interprétation du sens donné aux subventions dans l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires (Accord SMC) en incluant le financement transnational en tant que subvention. L'Indonésie estime que l'imposition par l'Union européenne de droits compensateurs sur les produits indonésiens en acier inoxydable laminés à froid est susceptible de violer les dispositions de l'Accord SMC. Elle souhaite poursuivre les discussions avec l'UE sur cette question.

23.4. Le délégué de la Chine a indiqué ce qui suit:

23.5. La Chine est préoccupée par l'interprétation ayant des effets de distorsion que donne l'Union européenne de l'Accord SMC, et par l'introduction par celle-ci d'un nouveau concept de subvention "transfrontières" dans les enquêtes en matière de droits compensateurs et les mesures compensatoires. L'UE s'est écartée du texte clair de l'Accord SMC dans plusieurs enquêtes en matière de droits compensateurs en invoquant des subventions transfrontières, concept qui n'est pas issu de l'Accord, mais qu'elle a en fait créé. Ce concept incorpore l'interprétation ayant des effets de distorsion donnée par l'UE de l'article 1.1 a) 1) de l'Accord SMC, qui dispose clairement qu'"une subvention sera réputée exister s'il y a une contribution financière des pouvoirs publics ou de tout organisme public du ressort territorial d'un Membre". Toutefois, dans le cas d'une subvention transfrontières, l'UE interprète les pratiques normales dans le cadre d'activités d'investissement à l'étranger comme une subvention, par exemple une coopération économique bilatérale non contraignante entre le pays A et le pays B, des investissements à l'étranger effectués par des sociétés privées du pays A vers le pays B et des financements obtenus par ces sociétés auprès de banques du pays A pour des investissements à l'étranger. Selon la logique de l'UE, toute coopération bilatérale normale et tous investissements à l'étranger pourraient être traités comme des subventions et pourraient donc faire l'objet de mesures compensatoires. Ces pratiques s'écartent clairement des principes fondamentaux de l'Accord SMC.

23.6. Les actions de l'Union européenne sont incompatibles avec l'Accord SMC. Non seulement elles portent atteinte aux intérêts légitimes des sociétés et des Membres concernés, et perturbent la coopération économique bilatérale normale et les investissements à l'étranger, mais elles sont également préjudiciables à la croissance durable et inclusive de l'économie mondiale. La Chine demande à l'UE de corriger ses pratiques posant problème, de supprimer toutes les mesures relatives au subventionnement transfrontières et de cesser de mener des enquêtes semblables.

23.7. La déléguée de l'Union européenne a indiqué ce qui suit:

23.8. L'Union européenne reconnaît et respecte le droit qu'a l'Indonésie de développer son industrie sidérurgique et d'exploiter ses importantes réserves de nickel. Toutefois, cet objectif légitime de politique industrielle devrait être réalisé d'une manière conforme aux règles de l'OMC. L'UE rappelle qu'elle a déposé une plainte auprès de l'OMC au sujet de l'interdiction d'exporter du minerai de nickel imposée par l'Indonésie. Cette affaire de droits compensateurs vise deux subventions principales,

qui affaiblissent de nombreuses industries compétitives de l'UE dans le nouveau paysage émergent du commerce déloyal: les subventions concernant les matières premières essentielles pour les chaînes de valeur industrielles et les subventions transfrontières provenant de la Chine que l'Indonésie a acceptées, d'après les nombreux documents trouvés.

23.9. Il convient de mettre en évidence deux autres caractéristiques: i) les autorités indonésiennes n'ont coopéré que partiellement à de nombreux aspects de l'enquête, de sorte que l'Union européenne a dû s'appuyer en partie sur les "données de fait disponibles"; et ii) en outre, cette affaire a mis en lumière un grand nombre d'accords passés entre les autorités indonésiennes et les autorités chinoises aux fins du versement de subventions transfrontières.

23.10. L'Union européenne a agi de manière pleinement conforme aux règles de l'OMC. Elle n'a pas appliqué de mesures compensatoires pour des subventions octroyées en dehors de la juridiction nationale du pays exportateur. En fait, les subventions chinoises sont clairement imputables au gouvernement indonésien, comme en témoigne le dense réseau d'accords passés par l'Indonésie avec le gouvernement chinois dans le cadre d'une étroite coopération. En résumé, l'enquête a révélé qu'en octroyant des subventions à des producteurs exportateurs installés en Indonésie avec l'adhésion et la reconnaissance expresses de la partie indonésienne, la Chine a créé des capacités supplémentaires et ouvert de nouveaux canaux pour l'exportation de produits subventionnés vers l'UE, causant ainsi un dommage aux producteurs de l'UE. Tant que des subventions ayant des effets de distorsion et pouvant donner lieu à des mesures compensatoires dans le cadre de l'OMC continueront de nuire à son industrie sidérurgique et de mettre en péril des dizaines de milliers d'emplois, l'UE n'aura d'autre choix que d'exercer pleinement ses droits légitimes dans le cadre de l'OMC.

23.11. Le Conseil a pris note des déclarations faites.

24 UNION EUROPÉENNE – PACTE VERT POUR L'EUROPE (MÉCANISME D'AJUSTEMENT CARBONE AUX FRONTIÈRES ET PRODUITS ZÉRO DÉFORESTATION) – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LE BRÉSIL ET L'INDONÉSIE

24.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande du Brésil et de l'Indonésie.

24.2. Le délégué du Brésil a indiqué ce qui suit:

24.3. Le Brésil abordera la question du Mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (MACF) de l'Union européenne au titre du point 40 de l'ordre du jour et traitera donc uniquement des produits zéro déforestation à ce stade. Il estime que la proposition de l'Union européenne dresse un obstacle non légitime au commerce international, est de nature fortement discriminatoire et n'aura que peu d'impact, voire aucun, sur l'objectif allégué de réduction de la déforestation et de la dégradation des forêts.

24.4. Premièrement, le Brésil estime que le règlement proposé ne contribue pas à la lutte contre la déforestation. La déforestation est un problème aux multiples facettes auquel il faudrait remédier au moyen de politiques publiques globales à court, moyen et long termes. Les activités illégales liées à la déforestation doivent cesser. D'autres moyens de subsistance doivent être mis à la disposition des millions de personnes qui vivent à proximité des forêts; ce sont 25 millions de personnes dans le cas de l'Amazonie brésilienne. De plus, les pratiques de production durables doivent être encouragées et renforcées.

24.5. En ce sens, les restrictions commerciales constituent un instrument très limité. Elles pénalisent injustement plus de 99% des producteurs ruraux et ne remédient d'aucune autre façon aux facteurs directs et indirects de la déforestation. En tant qu'obstacle au développement économique, les restrictions commerciales renforcent en fait certaines des dynamiques qui entraînent la déforestation et réduisent la capacité des pouvoirs publics à faire face à ce problème. Dans le même temps, leur utilisation repose sur l'hypothèse erronée que les producteurs affectés se tourneront tout simplement vers des activités légales en conséquence de cette mesure.

24.6. Deuxièmement, le règlement proposé est également fortement biaisé en faveur de la répression et du désengagement car il exclut du marché de l'UE tout producteur soupçonné d'avoir

des liens avec la déforestation (ou pire encore, d'être situé dans une région considérée comme présentant un risque élevé, indépendamment de la réputation spécifique de chaque producteur en matière de durabilité), sans aucune flexibilité ou marge de manœuvre pour des mesures correctives ou compensatoires telles que le reboisement. Une fois exclus, les producteurs ne sont plus incités à améliorer leurs pratiques et n'auront probablement pas non plus les moyens de le faire.

24.7. Le Brésil est résolu à protéger ses forêts. Dans sa dernière contribution déterminée au niveau national (CDN) au titre de l'Accord de Paris de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), il a confirmé qu'il s'efforcera de mettre fin à la déforestation illégale en Amazonie d'ici à 2028, et le Président Lula a renforcé et consolidé cet engagement à la COP27. Il excelle aussi dans la protection juridique de ses écosystèmes naturels, puisque 30% de la superficie terrestre du pays et 26% de ses zones marines sont protégées. En Amazonie, ce chiffre grimpe à 50%. Ces chiffres sont nettement supérieurs à ceux de l'Union européenne. Il convient également de mentionner que 10,9 millions d'hectares de terres font l'objet d'un processus de régénération naturelle au Brésil.

24.8. Exiger du Brésil qu'il réalise immédiatement les objectifs fixés dans sa CDN ne contrevient pas seulement à l'Accord de Paris et à la CCNUCC, mais ouvre aussi la voie à des initiatives semblables de la part d'autres Membres. Le Brésil devrait-il peut-être considérer comme des Membres à risque élevé ceux qui ne répondent pas à son "ambition" d'avoir un réseau énergétique dont 80% de la production provient de sources d'énergie renouvelables, et interdire leurs produits en conséquence? De même que le Brésil ne critique pas l'Union européenne eu égard aux difficultés qu'elle rencontre pour accroître son utilisation d'énergies renouvelables, de même l'UE devrait tenir compte des nombreuses difficultés auxquelles le Brésil se heurte en Amazonie, région plus vaste que l'UE elle-même.

24.9. Troisièmement, l'agriculture brésilienne est durable. Le Brésil est le troisième exportateur mondial de produits agricoles. Cette position a été atteinte grâce à des augmentations massives de la productivité. Au cours des 25 années précédentes, la production de céréales a augmenté de 248%, pour une superficie récoltée qui n'a augmenté que de 58%. Dans le secteur de l'élevage, le cheptel bovin brésilien a augmenté de 49%, tandis que les pâturages ont diminué de 11%.

24.10. Quatrièmement, le Brésil estime que le commerce international contribue à la lutte contre la déforestation. Le développement durable ne se concrétise que par l'amélioration simultanée de ses trois dimensions fondamentales: économique, sociale et environnementale. C'est précisément parce que le commerce international contribue à l'amélioration des conditions dans ces trois domaines qu'il peut être un outil si puissant dans ce processus. Le commerce international a un effet bénéfique avéré du fait qu'il offre aux petites et moyennes entreprises, ainsi qu'aux familles, des possibilités d'accéder à de nouveaux marchés et de bonifier leurs revenus, d'échapper à la pauvreté et d'améliorer leurs conditions économiques et sociales. Toutefois, la proposition européenne ne tient pas compte de ces effets positifs et propose au contraire de restreindre le commerce en imposant au commerce de plusieurs produits de base une éventuelle interdiction fondée sur un concept inutilement strict de "produits zéro déforestation" qui diverge du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et de tous les accords environnementaux multilatéraux pertinents, y compris la CCNUCC et la CBD, qui reconnaissent l'importance de notions telles que l'exploitation durable, la remise en état des écosystèmes et le reboisement, entre autres choses. Par conséquent, le règlement proposé par l'UE aura probablement une très faible incidence sur la réduction effective de la déforestation. Il ne contient aucune disposition ni aucune voie pour la réhabilitation, et n'offre aux producteurs en difficulté aucune incitation à améliorer leurs pratiques.

24.11. Cinquièmement, le Brésil estime que le système d'évaluation comparative est discriminatoire et fausse les échanges. Le système d'évaluation comparative des pays qui est proposé, avec son classement par niveaux, ne contribuera pas à la lutte contre la déforestation. Au contraire, il ne fera que favoriser le détournement des échanges. Le Brésil estime qu'il y a plusieurs raisons de penser qu'un système d'évaluation comparative en général, et plus particulièrement celui qui est proposé par la Commission européenne, est un outil totalement inefficace pour mettre fin à la déforestation. Premièrement, le système d'évaluation comparative est fondamentalement discriminatoire et imposera aux pays producteurs un traitement différent sur la base d'une décision unilatérale de la Commission européenne, à la lumière de critères aussi subjectifs que l'adéquation des lois environnementales et des capacités de mise en application d'un pays. Deuxièmement, en imposant des "contrôles renforcés" aux produits originaires de pays à risque élevé, il stigmatise des pays entiers et pénalise les producteurs qui produisent de manière durable dans ces pays. Troisièmement,

il crée une incitation importante au détournement des échanges car les opérateurs souhaitant échapper aux lourdes charges administratives et financières liées au système de diligence raisonnée, et éviter la possibilité de lourdes sanctions, abandonneraient tout simplement tous les échanges avec ces pays ou zones et se tourneraient vers d'autres sources.

24.12. Sixièmement, selon le Brésil, comme cela a été dit au Comité de l'agriculture, le règlement proposé est incompatible avec les règles de l'OMC.

24.13. Septièmement, pour le Brésil, le règlement proposé doit être adapté à la réalité de la production sur le terrain. Tel qu'il est conçu, le règlement proposé est déconnecté des pratiques de production réelles et de la manière dont les chaînes d'approvisionnement ont été structurées au cours des décennies précédentes. Pour que le règlement fonctionne, il est impératif que le système de diligence raisonnée soit adapté aux caractéristiques de production et aux besoins couvrant chaque produit de base. Au lieu de cela, l'approche de l'Union européenne consiste à imposer d'en haut aux négociants et aux opérateurs sur le marché de l'UE une obligation universelle de diligence raisonnée très détaillée et très lourde, qui comporte une lourde charge en matière de renseignements et de documentation, ainsi que des exigences complètes en matière de géolocalisation et de traçabilité tout au long de la chaîne d'approvisionnement. Ce système est ensuite complété par des dispositions exhaustives et strictes en matière de suivi et de mise en application, ainsi que par de lourdes sanctions en cas de non-conformité, sans parler de la possibilité de transférer les coûts de la mise en application aux négociants et aux opérateurs.

24.14. Un tel système fait totalement abstraction des différences très importantes que présentent les modes de production des produits de base visés et l'organisation de leurs chaînes d'approvisionnement. Par exemple, il ne tient pas compte du fait que certains produits de base (comme le café) sont principalement produits par de petits exploitants, ni du fait que la chaîne d'approvisionnement de plusieurs produits de base (comme le café et le soja) comprend généralement plusieurs maillons entre le producteur et le négociant/l'opérateur. Il ne tient pas compte non plus du fait que ces produits de base sont généralement stockés le long de la chaîne d'approvisionnement, non pas selon le producteur d'origine, mais selon d'autres critères ayant trait à leurs caractéristiques physiques, à leur qualité et à leur composition chimique. En conséquence, la déréglementation entraînera probablement d'importantes perturbations de l'offre, voire des pénuries, car les opérateurs et les négociants ne seront pas en mesure de se conformer aux exigences strictes qui y sont énoncées et seront contraints de restructurer des chaînes d'approvisionnement entières. Il en résultera probablement aussi des hausses de prix importantes pour les consommateurs européens et pour les producteurs européens qui utilisent les produits de base visés comme intrants à un moment où les pressions inflationnistes s'intensifient déjà et où la sécurité alimentaire est mise à mal.

24.15. Huitièmement, le Brésil estime que le règlement proposé devrait favoriser la coopération et se focaliser sur l'avenir. À cet égard, il est décevant que la Commission européenne ait décidé d'opter pour une législation et une mise en application unilatérales s'agissant d'une question aussi importante. Il existe plusieurs instances multilatérales appropriées dans lesquelles les initiatives visant à réduire la déforestation auraient pu être débattues avec une participation et un engagement plus importants des pays producteurs. Le Brésil est convaincu que la proposition de l'Union européenne aurait bénéficié, pendant sa conception, d'un processus plus ouvert et plus participatif, qui aurait effectivement pu prendre en compte les réalités, les problèmes et les expériences des pays producteurs. À tout le moins, un tel processus aurait contribué à une législation plus équitable et moins dommageable sur le plan commercial, contenant en moins grand nombre les problèmes techniques et conceptuels susmentionnés.

24.16. Neuvièmement, le Brésil estime que le règlement proposé devrait comporter des critères objectifs. À cet égard, les critères utilisés pour évaluer le risque de non-conformité avec le règlement ne sont pas suffisamment clairs et objectifs. Par exemple, le règlement contient des paramètres mal définis, y compris des critères de gouvernance, qui ne sont pas toujours liés au risque de déforestation. En outre, les critères du règlement proposé peuvent être appliqués de manière discrétionnaire par la Commission, qui n'est pas tenue de justifier la catégorisation des pays ou les décisions concernant la conformité ou la non-conformité avec le règlement. De plus, ils ne sont pas convenus au niveau international et il n'existe pas de méthode harmonisée pour les évaluer. Outre qu'elle renforce la perception d'une législation unilatérale et arbitraire, cette absence de critères objectifs constitue un obstacle à la participation même des pays et des producteurs au processus d'évaluation, qui n'est pas guidé par des valeurs et des mesures internationales et consensuelles.

Seul un texte législatif comportant des paramètres communs et objectifs permettrait aux pays producteurs de participer à la confirmation et à la mise en œuvre de ce système et leur donnerait davantage de prévisibilité dans leurs évaluations.

24.17. Outre ces remarques sur des aspects spécifiques de la proposition de l'Union européenne, le Brésil estime que l'initiative de l'UE devrait être appréhendée dans un contexte plus large. Si les Membres devaient prendre de la hauteur par rapport aux discussions à cette occasion, le Brésil, pour sa part, ferait observer que, dans le domaine de l'agriculture, l'UE a bénéficié de règles du jeu inéquitables en ce qui concerne les subventions agricoles, a régulièrement adopté des politiques qui contrevenaient à l'Accord SPS et a accordé des avantages indus et discriminatoires à ses propres producteurs. De même, s'agissant du MACF, le Brésil estime que l'UE va à l'encontre de la lettre et de l'esprit de la CCNUCC et du GATT en accordant des avantages indus à ses producteurs nationaux. Et dans le cas des "produits de base zéro déforestation", comme le Brésil l'a fait valoir, il existe de nombreuses raisons d'affirmer que la proposition peut contrevénir aux normes de l'OMC et de la CCNUCC et accorder des avantages indus aux producteurs nationaux. Il s'agit d'une tendance extrêmement préoccupante qui, si elle devait persister, affaiblirait la capacité du régime commercial et du régime environnemental à apporter des solutions à l'échelle mondiale aux problèmes communs des Membres. Et si les Membres veulent disposer d'un ordre international fondé sur des règles approprié, et non que règne la loi de la jungle, ils ne peuvent pas avoir un membre aussi important de la communauté internationale qui adopte des politiques qui s'écartent des principes et de l'esprit des deux régimes.

24.18. Le dernier aspect que le Brésil souhaite aborder est celui des responsabilités historiques, car de nombreux Membres ont évoqué les principes du droit international de l'environnement. Il explique tout d'abord ce que ces responsabilités ne sont pas. Les responsabilités communes mais différenciées ne sont pas une excuse que se donnent les pays en développement pour se soustraire à leurs engagements en matière d'environnement. Les Membres ont vu de grands pays en développement prendre des engagements ambitieux en matière de neutralité carbone conformément à l'idée des "capacités respectives", mais ce que la responsabilité historique signifie, toutefois, c'est que les Membres qui se sont développés pendant des siècles en s'appuyant sur des sources d'énergie polluantes et des pratiques non durables ont l'obligation morale et juridique d'en faire plus. Les préférences de quelques centaines de millions de consommateurs ne devraient pas servir d'excuse pour transférer les coûts de la transition à des milliards de producteurs ruraux dans les pays en développement, surtout si ces consommateurs ne sont en mesure de le faire qu'en raison des siècles de pratiques non durables de leurs pays. Et comme les consommateurs de l'UE le savent bien, la transition vers une économie sobre en carbone doit prendre appui sur les principes de justice et d'équité.

24.19. Le Brésil a pour tradition de déployer des efforts constructifs pour créer des passerelles dans le régime commercial comme dans le régime environnemental, contribuant de manière significative et souvent décisive à l'obtention de résultats qui équilibrent les intérêts de tous les Membres, en les mettant ainsi sur la bonne voie pour relever les défis qu'ils ont en commun. Par conséquent, le Brésil souligne à nouveau que l'Union européenne trouvera en lui un partenaire solide et résolu à promouvoir le développement durable, et il l'exhorte à tenir dûment compte des nombreuses préoccupations qu'il a exprimées, et à adopter une approche constructive sur ces questions, dans l'intérêt des deux régimes et, surtout, dans l'intérêt des petits producteurs des pays en développement.

24.20. Le délégué de l'Indonésie a indiqué ce qui suit:

24.21. L'Indonésie souhaite renvoyer à la déclaration qu'elle a faite à la précédente réunion du CCM et fait de nouveau part à l'Union européenne de ses préoccupations concernant la politique relative au Pacte vert pour l'Europe, spécifiquement la proposition relative au MACF et aux produits de base zéro déforestation. Elle note que plusieurs produits de base énumérés dans le MACF sont tenus de respecter les limites d'émission de carbone pour accéder au marché de l'UE. Toutefois, la méthode spécifique de calcul du prix moyen qui sera incluse dans la certification MACF n'est pas encore clairement indiquée dans le règlement.

24.22. L'Indonésie croit comprendre que l'Union européenne imposera une taxe sur les produits importés et exemptera de cette taxe les produits nationaux, ce qui s'écartera de l'un des grands principes de l'OMC. Elle a demandé à l'UE d'envisager d'autres façons de réaliser ses objectifs environnementaux qui ne seraient pas contraignantes pour ses partenaires commerciaux, en

particulier les pays en développement. De plus, elle a demandé à l'UE de fournir des renseignements techniques plus détaillés concernant le mécanisme MACF, y compris la méthode de calcul du prix moyen pour les certificats MACF.

24.23. S'agissant de la proposition relative aux produits de base zéro déforestation, l'Indonésie est d'avis que cette politique déplacera la charge vers les producteurs des pays en développement et dressera davantage d'obstacles au commerce international. Elle souhaiterait obtenir des renseignements plus détaillés de l'Union européenne concernant le champ des produits de base visés, le mécanisme de diligence raisonnée, le fondement scientifique, ainsi que les projets de l'UE en matière de coopération technique, le cas échéant.

24.24. L'Indonésie partage le point de vue de l'Union européenne concernant la grande importance de la protection de l'environnement. Néanmoins, toute politique élaborée par les Membres de l'OMC pour atteindre des objectifs environnementaux doit être conforme aux dispositions et aux principes de l'OMC, en particulier le principe de non-discrimination.

24.25. Le délégué de la Fédération de Russie a indiqué ce qui suit:

24.26. La Fédération de Russie exprime à nouveau sa profonde inquiétude au sujet du MACF, que l'Union européenne est en train de finaliser. La Russie rappelle aussi les déclarations qu'elle a faites aux précédentes réunions du Comité de l'accès aux marchés et du CCM.⁷⁶ La Fédération de Russie estime que le MACF est une mesure protectionniste visant à améliorer les conditions de l'activité des branches de production de l'UE pour les raisons suivantes.

24.27. Premièrement, l'un des objectifs du MACF est de faire face au risque de fuite de carbone, qui est énoncé au paragraphe 1 de l'article premier du projet de règlement de l'UE établissant un MACF. Selon l'exposé des motifs de ce projet de règlement, "il y a fuite de carbone lorsque, en raison d'ambitions différentes dans les politiques climatiques, des entreprises de certains secteurs ou sous-secteurs industriels transfèrent leur production vers d'autres pays moins stricts en matière d'émissions ou lorsque les importations en provenance de ces pays remplacent des produits équivalents mais à moindre intensité d'émissions de gaz à effet de serre du fait de politiques climatiques différentes".

24.28. Tout le concept de prévention de ce que l'on appelle les fuites de carbone relève d'une intention de localiser des capacités sur le territoire de l'UE, en particulier celles qui sont européennes mais ont été déplacées en dehors de l'Union.

24.29. La Fédération de Russie souhaiterait rappeler à l'UE et aux autres Membres de l'OMC qu'aux termes de la CCNUCC, ainsi que de l'Accord de Paris, les Parties peuvent chacune choisir les moyens qui, pour elles, sont les plus efficaces pour atteindre les objectifs climatiques. Selon l'article 3 de la CCNUCC, "les politiques et mesures qu'appellent les changements climatiques requièrent un bon rapport coût-efficacité, de manière à garantir des avantages globaux au coût le plus bas possible. Pour atteindre ce but, il convient que ces politiques et mesures tiennent compte de la diversité des contextes socioéconomiques, soient globales, s'étendent à toutes les sources et à tous les puits et réservoirs de gaz à effet de serre qu'il conviendra, comprennent des mesures d'adaptation et s'appliquent à tous les secteurs économiques".

24.30. De plus, l'article 5 de la Convention-cadre dispose que les Parties doivent "travailler de concert à un système économique international qui soit porteur et ouvert et qui mène à une croissance économique et à un développement durables de toutes les Parties, en particulier des pays en développement Parties, pour leur permettre de mieux s'attaquer aux problèmes posés par les changements climatiques. Il convient d'éviter que les mesures prises pour lutter contre les changements climatiques, y compris les mesures unilatérales, constituent un moyen d'imposer des discriminations arbitraires ou injustifiables sur le plan du commerce international, ou des entraves déguisées à ce commerce".

24.31. La Fédération de Russie note que les grands principes de l'Accord de Paris sont les suivants: i) responsabilité commune mais différenciée; ii) transfert de technologies, et déploiement et diffusion de ces technologies; et iii) coopération. Le MACF ne tient aucun compte de tous ces

⁷⁶ Document G/C/M/143, paragraphes 41.56 à 41.60.

principes et ne respecte pas du tout les modalités des arrangements multilatéraux concernant la manière de faire face au problème du changement climatique qui ont été conclus à l'échelle mondiale.

24.32. Malgré toutes ces dispositions, l'Union européenne a décidé de pénaliser tous les pays qui appliquent des politiques climatiques différentes des siennes.

24.33. Deuxièmement, nul n'ignore que les institutions de l'Union européenne ont présenté leurs propositions visant à modifier le projet de règlement initial. Ces propositions sont notamment les suivantes: i) élargissement du champ des produits soumis au MACF; ii) aucune reconnaissance possible de l'efficacité d'autres solutions que les mesures internes de tarification du carbone visant la décarbonation appliquées à l'exportation vers les pays de l'UE pour le calcul du taux MACF; iii) aucune possibilité de reconnaissance mutuelle des résultats de la vérification; et iv) octroi de remises à l'exportation pour les installations les plus efficaces menant des activités d'exportation, selon le règlement établissant le système d'échange de quotas d'émission (SEQUE) de l'UE.

24.34. Troisièmement, le MACF devrait être le reflet du SEQUE de l'Union européenne pour les importateurs des produits visés. Toutefois, le SEQUE de l'UE implique des mesures de contribution financière. Les Lignes directrices de l'UE concernant les aides d'État accordent une compensation pour la réduction des émissions indirectes de gaz à effet de serre. En d'autres termes, les autorités nationales apportent un soutien financier aux sociétés si elles consomment des ressources énergétiques de substitution produites dans l'UE. De plus, les participants au SEQUE de l'UE ont une allocation à titre gratuit dans le cadre de ce système et n'achètent pas de quotas.

24.35. Enfin, la Fédération de Russie souhaite également appeler l'attention des Membres sur le débat mené par les institutions de l'UE sur d'éventuelles remises à l'exportation pour les producteurs de l'UE afin de les aider à rester compétitifs au niveau mondial. Il est évident que même si l'UE met en place le MACF pour augmenter le coût des produits importés sur le marché intérieur, les marchandises qu'elle exporte ne seront toujours pas compétitives sur le marché de pays tiers. Toutefois, on ne sait pas très bien en quoi cette remise à l'exportation sera conforme aux règles de l'OMC en matière de subventions à l'exportation.

24.36. Tous ces éléments montrent que la nature des mesures proposées est purement économique, et non environnementale.

24.37. S'agissant de la proposition relative aux produits zéro déforestation, ces mesures visent, de l'avis de la Russie, à imposer des mesures restrictives pour le commerce afin d'améliorer les conditions de l'activité économique et de garantir la localisation obligatoire sur le territoire de l'UE. L'un des exemples est une proposition de la Commission européenne concernant les produits zéro déforestation, qui implique des procédures d'autorisation d'importation concernant certaines catégories de marchandises comme les bovins, le cacao, l'huile de palme, le soja ainsi que le bois et les produits qui en sont dérivés.

24.38. Selon le projet de règlement, des permis d'importation de ces marchandises sont censés être délivrés dans les cas suivants: i) la production des produits fournis n'a pas entraîné de déforestation ni de dégradation des forêts; ii) la production a été effectuée conformément à la législation nationale du pays d'origine; et iii) l'importateur a exercé une compétence en matière de diligence raisonnée. Dans le même temps, cette proposition ne contient aucune disposition spécifique pertinente, ni aucun critère de qualité ou de quantité, pour la mise en œuvre de cette approche et la conformité avec celle-ci.

24.39. Le projet de règlement impose des points de repère pour les risques en fonction du pays d'origine du produit. De plus, si le pays d'origine appartient au groupe des pays à risque élevé, les importations en provenance de ce territoire sont prohibées. Il semble s'agir d'une autre mesure unilatérale qui n'est pas conforme aux règles de l'OMC et aux principes fondamentaux des arrangements mondiaux relatifs à la question de la lutte contre le changement climatique

24.40. Par ailleurs, les institutions de l'Union européenne dans le cadre du trilogue vont plus loin et proposent d'élargir le champ d'application des produits soumis au règlement zéro déforestation, ainsi que d'ajouter de nouvelles conditions imprécises concernant l'autorisation d'importation, à savoir: i) l'absence de main-d'œuvre assujettie au travail obligatoire dans le processus de fabrication

des produits exportés vers l'UE; et ii) la conformité avec les normes internationales malgré l'existence du système de réglementation technique dans l'UE, et d'autres.

24.41. Il ne fait aucun doute que toutes ces prescriptions, ainsi que les propositions initiales de la Commission, créeront d'autres obstacles administratifs au commerce international qui ne sont pas dans l'intérêt du système commercial multilatéral. En conclusion, la Fédération de Russie exhorte l'Union européenne à respecter pleinement les règles de l'OMC et les accords internationaux sur le climat.

24.42. La déléguée du Guatemala a indiqué ce qui suit:

24.43. Le Guatemala est préoccupé par la mise en œuvre de ces mesures et leur effet négatif au niveau national sur le développement rural dans les pays en développement. La durabilité des pays est gérée individuellement en fonction des besoins et des ressources de chaque Membre. Toutefois, les ressources des pays en développement, comme le Guatemala, sont limitées par rapport au soutien offert par l'Union européenne, qui s'élève à des millions d'euros.

24.44. S'agissant du projet de règlement concernant certains produits de base et produits pertinents associés à la déforestation et à la dégradation des forêts, le Guatemala ne sait pas bien quels sont les critères utilisés pour choisir les produits de base susceptibles d'être inclus dans le règlement. L'Union européenne a répondu à l'OMC qu'ils étaient fondés sur l'analyse d'impact réalisée pour la mesure. Dans cette analyse, la section "Champ des produits visés" fait uniquement référence aux produits de base importés dans l'UE, mais aucune étude traitant des produits de base produits dans l'UE n'a été utilisée. Par conséquent, nous sommes préoccupés par le traitement national dans le cadre de l'application de cette mesure.

24.45. S'agissant de la catégorisation du risque par pays et des zones de risque pour les pays tiers, le Guatemala ne sait pas bien non plus quels sont les critères et le fondement scientifique qui sous-tendent cette catégorisation. Il réitère l'importance de disposer de règles conformes aux principes de l'OMC, comme le traitement de la nation la plus favorisée et le traitement national.

24.46. Le délégué de l'Équateur a indiqué ce qui suit:

24.47. L'Équateur souhaite tout d'abord remercier le Brésil et l'Indonésie d'avoir inscrit cette préoccupation commerciale à l'ordre du jour de la réunion du Conseil. Comme il l'a dit à la précédente réunion du Comité de l'accès aux marchés, l'Équateur est préoccupé par l'élaboration de politiques dans le cadre du Pacte vert et de règles relatives aux produits de base zéro déforestation, puisqu'il s'agit de décisions unilatérales qui ont des répercussions internationales au-delà des frontières et de la juridiction de l'Union européenne, et qui peuvent affecter des pays tiers. Il est un fervent défenseur de l'environnement et, à ce titre, reconnaît, appuie et promeut le respect des engagements internationaux des pays en matière de réduction des gaz à effet de serre. En vertu de l'Accord de Paris, chaque pays fixe ses propres objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre au moyen de contributions déterminées au niveau national. De ce fait, chaque pays, tout en conservant sa souveraineté et en respectant le principe des obligations communes mais différenciées, conformément à ses capacités de développement, établit son propre système de contrôle de l'expansion des cultures au détriment des forêts, du fourrage ou de la couverture végétale présentant un important stock de carbone.

24.48. Dans ce contexte, toute mesure adoptée dans le cadre de la lutte contre les gaz à effet de serre et la déforestation devrait être conforme aux dispositions convenues à l'échelle mondiale dans l'Accord de Paris. En d'autres termes, ces mesures ne peuvent pas être décidées unilatéralement, et encore moins sans que la capacité nationale, la progressivité et un système de suivi multilatéral soient pris en considération.

24.49. Il convient de garder à l'esprit que la mesure affecte de manière disproportionnée les pays ayant des forêts tropicales primaires, dont la plupart se trouvent dans des pays en développement, et en outre qu'elle n'inclut pas leurs points de vue et ne se traduit pas non plus par une augmentation proportionnelle des fonds disponibles pour le développement durable qui puissent également corriger les effets du changement climatique. En revanche, il y a effectivement des ressources disponibles pour allouer des milliards, notamment des ressources pour les subventions agricoles qui affectent la

compétitivité, faussent les marchés et désavantagent les pays qui n'ont pas les ressources permettant de verser de généreuses subventions analogues.

24.50. L'Équateur souhaite recevoir tout renseignement que l'Union européenne peut fournir en réponse aux observations formulées à la réunion en cours du Conseil, y compris des réponses aux détails particuliers des observations ou recommandations formulées par divers Membres, en temps opportun et par différents canaux, concernant la façon dont elles ont été incluses dans l'élaboration des politiques

24.51. La déléguée du Paraguay a indiqué ce qui suit:

24.52. Comme le Paraguay a fait part de ses préoccupations concernant d'autres éléments relevant du Pacte vert qui affectent le commerce des produits agricoles, il se concentrera à la réunion en cours sur le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières. S'agissant du MACF, le Paraguay réitère son intérêt systémique pour cette préoccupation et demande que ses déclarations antérieures soient consignées dans le compte rendu de la réunion de ce jour.⁷⁷

24.53. Le Paraguay demande une fois de plus à l'Union européenne de communiquer des renseignements sur le point de savoir si elle prévoit d'abaisser les droits de douane sur les produits importés dont l'empreinte carbone est plus faible, et si elle envisage d'augmenter les droits de douane sur les produits ayant une empreinte carbone plus élevée que celle des produits de l'UE, étant donné qu'il devrait y avoir un mécanisme permettant de reconnaître les contributions positives et les empreintes carbone plus faibles, et pas seulement une sanction pour les producteurs qui polluent davantage que les sociétés européennes.

24.54. Le Paraguay réaffirme également que les responsabilités sont communes mais différenciées et doivent être prises en compte, et que ces mécanismes devraient être négociés et non imposés unilatéralement, afin qu'ils réalisent véritablement leurs objectifs – qui peuvent être communs. Toutefois, les instruments de politique sont critiqués en raison de la manière dont ils sont construits, conçus et mis en œuvre, se prêtant au protectionnisme et aux distorsions des échanges.

24.55. En résumé, s'agissant des produits de base zéro déforestation, le Paraguay souhaite renvoyer à la déclaration qu'il a faite au titre du point 6 de l'ordre du jour⁷⁸, mais ajouter qu'il existe une discrimination intrinsèque dans la conception de la mesure, même si, selon l'Union européenne, celle-ci s'applique de la même manière à ses producteurs. Cette discrimination existe à partir du moment où la production de certains de ces produits de base n'a pas lieu sur le territoire européen, et que l'UE ne possède que 3% de ses forêts naturelles, ce qui fait que les mêmes conditions ne s'appliquent pas à ceux qui ont un pourcentage plus élevé de forêts naturelles. Par conséquent, nous sommes pénalisés pour nos efforts de conservation et de préservation, ainsi que pour la fourniture de services écosystémiques depuis des années, ce que nous continuons de faire, alors que l'Europe a éliminé 97% de ses forêts naturelles.

24.56. Le délégué de l'Inde a indiqué ce qui suit:

24.57. L'Inde remercie les délégations du Brésil et de l'Indonésie d'avoir inscrit ce point à l'ordre du jour du Conseil. À la réunion du Comité du commerce et de l'environnement tenue le mois précédent, pendant la Semaine de l'environnement, plus d'une dizaine de Membres sont intervenus au titre du point de l'ordre du jour relatif au Pacte vert pour l'Europe, y compris des pays développés et des pays en développement, des Membres grands et petits par région géographique et des Membres

⁷⁷ Compte rendu de la réunion du Conseil du commerce des marchandises tenue les 7 et 8 juillet 2022, document G/C/M/143, paragraphes 16.42 et 16.43: "Le délégué du Paraguay a indiqué ce qui suit: Le Paraguay souhaite réaffirmer son intérêt pour cette préoccupation commerciale et demande qu'il soit pris acte de ses déclarations précédentes. En outre, il demande à nouveau à l'Union européenne de fournir des informations sur la question de savoir si elle envisage une réduction tarifaire pour les produits importés ayant une empreinte carbone plus faible, et comment elle prévoit de relever les droits de douane pour ceux dont l'empreinte est plus importante. Le Paraguay estime que les incitations sont tout aussi importantes que les sanctions dans le cas de pareilles mesures, et qu'il faudrait également tenir compte des responsabilités communes mais différenciées." Note de bas de page: "Document G/C/M/142, paragraphes 36.24 et 36.25."

⁷⁸ Paragraphes 6.2 à 6.17.

grands et petits en fonction de leur population. Les préoccupations concernant le Pacte vert pour l'Europe sont nombreuses, répandues et mondiales.

24.58. Le développement durable et la protection de l'environnement, ainsi que le renforcement des moyens d'agir d'une manière compatible avec les besoins et préoccupations respectifs des pays à différents niveaux de développement économique, sont des préoccupations fondamentales pour chaque pays. Toutefois, il existe de graves préoccupations au sujet des tendances et des modalités de l'utilisation croissante de mesures unilatérales ayant une incidence sur le commerce et que l'on cherche à justifier en tant que mesures environnementales. Les conséquences de ces mesures pour les règles de l'OMC doivent être prises en compte. La préoccupation sous-jacente concerne les conséquences systémiques pour le droit international dans son ensemble, et l'incidence que toute action unilatérale aurait pour les droits et obligations des pays négociés sur le plan multilatéral.

24.59. La réduction des émissions de gaz à effet de serre pour lutter contre le changement climatique est un effort mondial, et tous les Membres de l'OMC sont membres de la CCNUCC. La CCNUCC fonctionne sur la base des principes d'équité et conformément aux responsabilités communes mais différenciées et aux capacités respectives de ses membres.

24.60. L'Inde note également que le plan de mise en œuvre de Charm el-Cheikh a été adopté quelques jours plus tôt, à la fin de la COP27, et faisait la promotion de la coopération internationale. En revanche, le Plan vert pour l'Europe et les divers textes législatifs et règles connexes qui s'articulent autour de lui sont débattus au CCM, au Comité du commerce et de l'environnement, au Comité OTC et au Comité SPS, entre autres. Compte tenu de cela, l'Inde exhorte l'Union européenne à réfléchir sur la proportionnalité des mesures unilatérales, restrictives pour le commerce et restrictives quant aux choix des consommateurs qu'elle prend au nom de l'environnement.

24.61. La déléguée de l'Argentine a indiqué ce qui suit:

24.62. L'Argentine suit de près le processus législatif de l'Union européenne relatif à la déforestation et s'inquiète du concept de modèle unique proposé que l'UE entend imposer, qui ne tient pas compte des différentes caractéristiques des modèles de production des différents pays. Elle rappelle également que le règlement doit être compatible avec les règles de l'OMC. Elle estime que le nouveau règlement découlant du Pacte vert pour l'Europe devrait respecter les engagements pris par l'UE dans le cadre de l'OMC et prendre aussi appui sur des preuves scientifiques, pour faire en sorte que les mesures de l'UE ne constituent pas un moyen de discrimination arbitraire ou injustifiable, ou une restriction déguisée au commerce international.

24.63. L'Argentine partage les préoccupations européennes au sujet du changement climatique et, surtout, l'objectif de production de denrées alimentaires de manière durable, compte tenu des problèmes que pose actuellement la préservation de la sécurité alimentaire face à l'évolution des conditions climatiques. Dans le même temps, il convient de garder à l'esprit qu'il existe des différences régionales et nationales au chapitre des ressources naturelles, des problèmes environnementaux et des incidences du changement climatique, ce qui signifie que les meilleures pratiques dans une région du monde peuvent être différentes de celles d'une autre région.

24.64. Compte tenu de ce scénario, l'Argentine est convaincue qu'il n'existe pas de modèle unique pour protéger l'environnement, et qu'il faut lutter contre la dégradation de l'environnement, y compris le changement climatique, en respectant le principe fondamental des responsabilités communes mais différenciées. Les solutions devraient donc être axées sur les réalités locales, et les politiques et initiatives proposées dans le but légitime de protéger l'environnement doivent être flexibles, pragmatiques, réalisables et réalistes, de manière à fournir les mesures les plus efficaces pour atteindre l'objectif recherché, tout en étant les moins restrictives pour le commerce à cette fin.

24.65. À cet égard, l'approche unilatérale des politiques commerciales de l'Union européenne dans le cadre du Pacte vert est préoccupante, étant donné qu'elle ne prend pas dûment en compte les engagements environnementaux pris par des pays tiers, conformément à leurs priorités et politiques nationales. En fait, dans le cas de l'Argentine, le pays a pris des engagements environnementaux et les a élargis, s'acquittant ainsi de ses responsabilités au regard de ses obligations internationales. Par conséquent, les mesures prises par des pays tiers devraient être considérées comme équivalentes, pour ainsi éviter l'imposition de solutions universelles.

24.66. S'agissant du MACF, l'Argentine a déjà indiqué au Conseil que cette mesure suscitait une préoccupation croissante parmi les Membres. De sérieux doutes ont été soulevés quant à la compatibilité d'un mécanisme de cette nature avec les Accords de l'OMC, en particulier avec les dispositions du GATT de 1994.

24.67. Tous les Membres ont le devoir de lutter contre les changements climatiques. Les mesures qu'ils prennent, et les instruments qu'ils utilisent, doivent être conformes à leurs engagements internationaux. Ils ne doivent pas être plus restrictifs pour le commerce qu'il n'est nécessaire pour réaliser des objectifs légitimes, ni constituer une restriction déguisée au commerce international. Dans ce contexte, nous sommes préoccupés par l'intention de l'Union européenne d'imposer le même niveau d'ambition au niveau mondial, sans tenir compte du principe des responsabilités communes mais différenciées.

24.68. S'agissant du projet de règlement sur la déforestation, l'Argentine est préoccupée par le fait qu'il n'envisage pas de mesures qui pourraient être moins restrictives pour le commerce pour atteindre l'objectif environnemental recherché, comme la reconnaissance des programmes de conservation des forêts ou la certification par des pays tiers. En fait, le règlement propose d'appliquer les mêmes normes de l'UE à l'échelle mondiale, sans préciser les critères établis par l'UE ni le fondement scientifique permettant de déterminer les pays à risque "élevé", "moyen" et "faible". Étant donné qu'il pourrait y avoir différentes réalités locales et régionales dans chaque pays en ce qui concerne la conservation des forêts, les généralisations devraient être évitées. De même, en imposant le devoir de diligence proposé et des prescriptions plus lourdes aux pays considérés comme étant "à risque élevé" par opposition aux autres pays, l'UE appliquera des critères plus stricts et plus restrictifs pour le commerce à certains pays qu'elle considère elle-même comme étant "à risque élevé", ce qui pourrait être incompatible avec les règles de l'OMC. En outre, l'approche proposée n'est pas compatible avec la responsabilité historique des pays développés, y compris l'UE, s'agissant de la dégradation de l'environnement, puisque l'année de référence est fixée à 2020 sans égard aux changements dans l'affectation des sols et à la déforestation depuis la révolution industrielle dans ces pays. Cela pénalise effectivement les pays en développement, ce qui est incompatible avec le principe des responsabilités communes mais différenciées.

24.69. En résumé, l'Argentine souligne l'importance d'éviter les actions unilatérales dépourvues de tout fondement juridique ou soutien multilatéral approprié, ou du fondement scientifique requis. Elle suivra de près l'évolution de ces initiatives afin de prévenir toute restriction déguisée au commerce international au nom de la protection de l'environnement.

24.70. Le délégué de la Colombie a indiqué ce qui suit:

24.71. La Colombie remercie les délégations qui ont inscrit cette préoccupation commerciale à l'ordre du jour du Conseil. Elle représente 0,6% au PIB mondial et, selon des sources internationales, elle est actuellement responsable de 0,2% des émissions mondiales de CO₂ (historiquement, ce chiffre est beaucoup plus bas). Toutefois, un certain nombre de mesures relatives à la déforestation, à différents types de compensation et d'ajustement, et à des restrictions fondées sur des considérations environnementales, ont des effets croissants et potentiellement importants sur la production en Colombie. Il s'agit d'une situation où tous sont perdants.

24.72. Les mesures que nous examinons n'ont pas d'effet environnemental significatif, et l'on pourrait même affirmer qu'elles auraient des effets négatifs en raison de leur manque de synchronisation, étant donné qu'elles sont des mesures unilatérales qui fragmentent la réponse à un problème mondial et pourraient provoquer des réactions et des mesures de rétorsion. En outre, elles ont des effets négatifs directs sur la production de la Colombie, sur son commerce et sur le bien-être général de sa population, ce qui aggrave d'autres problèmes. Par conséquent, ces mesures de compensation tarifaire et d'ajustement, fondées sur des motifs environnementaux, sont déséquilibrées, injustes et, surtout, inefficaces. Elles ne traitent pas le véritable problème de la dégradation de l'environnement et, pire encore, elles détournent l'attention du véritable problème.

24.73. Dans ce contexte, cette série de nouvelles mesures de compensation environnementale qui sont mentionnées aux points 6, 13, 14, 25, 29, 30, 39, 42, 52 et 53 de l'ordre du jour du Conseil ne tient pas compte des principes négociés et adoptés par tous nos pays dans le cadre du droit international de l'environnement, les responsabilités communes mais différenciées et les principes de souveraineté étant deux des plus importants.

24.74. Les efforts des Membres doivent plutôt être axés sur l'adoption de mesures multilatérales collectives de protection de l'environnement comportant des niveaux de référence et des conditions mutuellement avantageuses qui soient efficaces à long terme, synchronisées et qui n'affectent pas nos perspectives de réduction des écarts de développement.

24.75. La réponse du commerce et de l'OMC à la crise climatique doit être collective et négociée. Or, les mesures que nous examinons, et d'autres mesures semblables, vont dans le sens contraire. De l'avis de la Colombie, elles ne constituent pas une réponse adéquate des pouvoirs publics aux préoccupations environnementales mondiales. Au contraire, elles fragmentent la réponse, ouvrent la voie à de possibles litiges et ébranlent la confiance collective. Les "forteresses vertes" ne sont donc pas la bonne réponse.

24.76. Le délégué du Royaume d'Arabie saoudite a indiqué ce qui suit:

24.77. Le Royaume d'Arabie saoudite remercie les proposants d'avoir soulevé la question du MACF. Même si l'Arabie saoudite pense que, de son point de vue, le mécanisme proposé sera conforme aux règles de l'OMC et aux autres obligations internationales, l'Union européenne doit encore expliquer comment elle entend y parvenir. Bien que l'UE ait l'intention de s'attaquer au risque de fuite des investissements de l'UE vers d'autres pays, l'Arabie saoudite estime que son principal objectif est, en fait, de maintenir la compétitivité de ses secteurs d'activité.

24.78. Les examens très préliminaires du Royaume d'Arabie saoudite indiquent que le mécanisme proposé soulève de très graves préoccupations en raison des conséquences négatives qu'il pourrait avoir à moyen et à long termes sur le commerce mondial. En effet, l'Arabie saoudite estime que les mesures de l'UE ont un caractère unilatéral et protectionniste sur le plan commercial, et offrent une protection spécifique aux branches de production de l'UE. La compatibilité du MACF avec les règles fondamentales de l'OMC est discutable. Par conséquent, c'est à l'UE elle-même qu'il incombe de confirmer que ce mécanisme est conforme à ses obligations et engagements dans le cadre de l'OMC en ce qui concerne le traitement NPF, le traitement national, les règles d'origine et les obstacles non tarifaires. En outre, le suivi et la collecte des renseignements sur les émissions de carbone incluses dans les produits couverts par le MACF ne sont pas une tâche aisée, et de nombreux détails de la méthode de calcul ne sont pas encore clairs.

24.79. D'après ce que le Royaume d'Arabie saoudite comprend, le SEQE de l'UE implique des mesures efficaces en matière de contribution financière, tandis que les lignes directrices des États membres de l'UE prévoient une compensation pour une réduction des émissions indirectes de GES. Pour l'Arabie saoudite, ce système s'apparente à une subvention spécifique, qui est prohibée par les Accords de l'OMC. Par conséquent, l'Arabie saoudite demande à l'UE d'apporter des éclaircissements supplémentaires à ce propos. En particulier, elle demande à l'UE de bien vouloir préciser quels articles des Accords de l'OMC lui permettent d'adopter ce mécanisme inutilement compliqué. Elle l'exhorte également à poursuivre le dialogue et à inclure des consultations avec les Membres afin de garantir la pleine conformité du MACF avec les règles et les Accords de l'OMC, et de faire en sorte que le mécanisme proposé ne crée pas d'obstacles inutiles au commerce, ne soit pas utilisé comme un moyen de discrimination arbitraire ou injustifiable ni comme une restriction déguisée au commerce international, et ne soit pas appliqué d'une manière qui constitue une protection pour les branches de production de l'UE. Enfin, elle attend avec intérêt de recevoir de l'UE des précisions et des réflexions supplémentaires sur le mécanisme qu'elle propose. Elle est prête à dialoguer avec l'UE et d'autres Membres intéressés à cet égard.

24.80. La déléguée de l'Union européenne a indiqué ce qui suit:

24.81. L'Union européenne remercie les Membres pour leurs observations. La déforestation est l'un des principaux facteurs du changement climatique et de la perte de biodiversité. L'Union européenne contribue à la déforestation en consommant une part importante des produits qui y sont associés. Elle a donc la responsabilité de contribuer à y mettre fin. Avec son projet de nouvelle législation sur la déforestation et la dégradation des forêts, l'UE vise à favoriser des chaînes d'approvisionnement transparentes et zéro déforestation.

24.82. Le projet de règlement repose sur les principes suivants: i) transparence, obligation redditionnelle et base scientifique et méthodologique solide; ii) compatibilité avec les engagements

internationaux convenus; et iii) non-discrimination. Les règles s'appliqueront également aux produits de base et aux produits qui sont produits à l'intérieur et à l'extérieur de l'Union européenne.

24.83. Le projet de règlement s'inscrit dans un ensemble plus large de politiques. Il sera mis en œuvre parallèlement à d'autres mesures, y compris, le cas échéant et dans la mesure du possible, un soutien aux pays producteurs, un dialogue avec d'autres grands pays consommateurs et une coopération au niveau international, en particulier dans les instances multilatérales compétentes.

24.84. Le règlement est l'occasion de créer, avec les partenaires commerciaux de l'UE, des chaînes d'approvisionnement plus durables. La phase finale du processus législatif pour l'adoption du règlement est amorcée. Selon la pratique habituelle, la Commission tiendra les Membres de l'OMC informés de l'évolution de la proposition dans le cadre du Comité du commerce et de l'environnement.

24.85. S'agissant du MACF, l'Union européenne répondra au titre du point 40 de l'ordre du jour.

24.86. Le Conseil a pris note des déclarations faites.

25 AUSTRALIE – ENQUÊTE ANTIDUMPING ET RÉEXAMEN DES DROITS ANTIDUMPING CONCERNANT LE PAPIER DE FORMAT A4 POUR DUPLICATEUR – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR L'INDONÉSIE

25.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande de l'Indonésie.

25.2. Le délégué de l'Indonésie a indiqué ce qui suit:

25.3. L'Indonésie souhaiterait remercier l'Australie pour la réponse qu'elle a donnée à la réunion précédente du CCM. Cependant, comme il n'y a pas eu de changements depuis cette réunion, l'Indonésie fait de nouveau part de sa préoccupation concernant l'enquête initiale et le réexamen à l'extinction de l'imposition par l'Australie d'un droit antidumping sur le papier de format A4 en provenance d'Indonésie.

25.4. À cause de cette imposition, le papier indonésien a enregistré une baisse d'accès aux marchés et des pertes de parts de marché en Australie. L'Indonésie souhaite obtenir de l'Australie des précisions supplémentaires sur le point de savoir si les pertes subies par la branche de production nationale australienne sont imputables au papier de format A4 indonésien ou à d'autres facteurs, étant donné que, selon les statistiques, les exportations indonésiennes de papier de format A4 vers l'Australie ont chuté de façon spectaculaire depuis 2017. L'Indonésie demande à l'Australie de réévaluer son imposition du droit antidumping sur le papier A4 en provenance d'Indonésie.

25.5. Le délégué de l'Australie a indiqué ce qui suit:

25.6. L'Australie est heureuse de fournir des renseignements actualisés sur les deux affaires mentionnées par l'Indonésie. Elle se félicite que l'Indonésie les ait portées devant le Comité des pratiques antidumping, qui s'est réuni le 26 octobre. Elle se déclare également satisfaite de la réunion bilatérale qui s'est tenue avec l'Indonésie en marge de cette réunion, et de l'engagement très positif de celle-ci. Cela nous a permis de fournir des explications sur les deux affaires distinctes dont l'Indonésie a fait mention aujourd'hui.

25.7. Le 17 octobre 2022, le Ministre de l'industrie et de la science a pris la décision d'accepter les recommandations relatives à l'application de droits antidumping sur le papier de format A4 pour duplicateur exporté par une entreprise indonésienne. Cette décision avait trait à une nouvelle enquête antidumping concernant le papier de format A4 pour duplicateur importé d'Indonésie qui visait spécifiquement un exportateur indonésien, et avait été ouverte après réception d'une demande dûment documentée de la branche de production nationale australienne.

25.8. Dans cette nouvelle enquête, l'Australie a tenu compte des constatations du Groupe spécial de l'OMC chargé du différend DS529 et a respecté scrupuleusement ses obligations dans le cadre de l'OMC. L'Australie souligne que l'enquête portait sur un ensemble de facteurs distincts de ceux du différend DS529, y compris sur des configurations factuelles et des périodes couvertes par l'enquête

différentes. Les parties intéressées pouvaient demander un examen quant au fond jusqu'au 21 novembre 2022, dans les 30 jours suivant la notification publique de la décision du Ministre, et envisager des voies de recours judiciaires.

25.9. Par ailleurs, le 29 août 2022, le Ministre de l'industrie et de la science s'est prononcé sur l'examen quant au fond d'une décision du 19 avril 2022 visant à maintenir les mesures antidumping sur les importations de papier de format A4 pour duplicateur, y compris en provenance de certains exportateurs indonésiens. L'examen quant au fond a été engagé à la suite d'une demande présentée par les exportateurs à l'autorité indépendante australienne qui en est chargée, le groupe chargé du réexamen des procédures antidumping. Le Ministre a confirmé la décision de maintenir les mesures visant certains exportateurs indonésiens. Les parties intéressées pouvaient demander un réexamen judiciaire de cette décision dans les 28 jours suivant sa publication.

25.10. L'Australie note en outre que le maintien des mesures ne s'appliquait pas aux deux exportateurs indonésiens visés par le différend DS529 ni à l'exportateur indonésien qui faisait l'objet de l'enquête initiale distincte.

25.11. Comme l'Australie l'a précisé à la fois au Comité des pratiques antidumping et lors de la réunion bilatérale avec l'Indonésie, elle s'engage à assurer la compatibilité de son système antidumping et de toutes les mesures imposées avec les règles de l'OMC. Les enquêtes antidumping de l'Australie sont transparentes, indépendantes et fondées sur des preuves. Tous les producteurs et exportateurs étrangers concernés ont toutes possibilités équitables de présenter des éléments de preuve et d'adresser des représentations durant la phase d'enquête, conformément aux obligations de l'Australie dans le cadre de l'OMC.

25.12. Le Conseil a pris note des déclarations faites.

26 VIET NAM – DROIT ANTICONTOURNEMENT VISANT LE SUCRE – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR L'INDONÉSIE

26.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande de l'Indonésie.

26.2. Le délégué de l'Indonésie a indiqué ce qui suit:

26.3. L'Indonésie fait part de sa préoccupation concernant les droits anticontournement imposés par le Viet Nam sur les produits indonésiens du sucre relevant des positions du SH suivantes: 1701.13.00, 1701.14.00, 1701.91.00, 1701.99.10, 1701.99.90 et 1702.90.91. Les droits anticontournement regroupent les droits antidumping et les droits compensateurs. En raison de l'imposition des droits anticontournement, les entreprises indonésiennes ne peuvent pas exporter de sucres raffinés vers le Viet Nam car les droits pesant sur ces produits sont élevés.

26.4. L'Indonésie estime que la discipline de l'anticontournement n'est pas réglementée dans les dispositions de l'OMC ou de l'Accord global sur le commerce des marchandises de l'ASEAN (ATIGA), de sorte que la validité de la demande reste discutable dans le cadre du droit commercial international.

26.5. Selon l'Indonésie, la réglementation intérieure du Viet Nam dispose que, pour mettre en œuvre l'anticontournement, il faut, entre autres choses, prouver, sur la base des constatations de l'autorité vietnamienne chargée de l'enquête, que la branche de production nationale a subi une perte. Cependant, l'Indonésie constate que l'industrie sucrière nationale du Viet Nam n'a pas subi de pertes mais a plutôt enregistré des bénéfices, comme le montre une forte hausse des bénéfices nets, des recettes, du rendement des actifs, des prix, et d'autres indicateurs économiques.

26.6. L'Indonésie regrette que la décision du Viet Nam de mettre en œuvre la mesure anticontournement soit arbitraire. Le Décret du Ministre de l'industrie et du commerce du Viet Nam sur l'anticontournement a été publié le 1^{er} août 2022, tandis que le rapport final sur les résultats de l'enquête (rapport final) a été publié le 19 août 2022. Conformément à la réglementation intérieure du Viet Nam, le Décret du Ministre de l'industrie et du commerce du Viet Nam ne peut être publié que 15 jours au plus tard après la publication du rapport final. Par conséquent, l'Indonésie souhaite demander des explications et des éclaircissements supplémentaires au Viet Nam.

26.7. Le délégué du Viet Nam a indiqué ce qui suit:

26.8. Le Viet Nam note que cette question relève de la compétence du Comité antidumping et du Comité des subventions et des mesures compensatoires. Durant les réunions de ces comités, le Viet Nam avait fourni des renseignements pertinents sur les préoccupations de l'Indonésie. Toutefois, le Viet Nam est heureux d'informer le Conseil de l'évolution de la question soulevée par l'Indonésie.

26.9. Le Viet Nam a mené l'enquête anticontournement de manière objective et transparente, conformément aux dispositions de son droit interne et à ses engagements internationaux, y compris toutes les règles de l'OMC. Par conséquent, la détermination finale a uniquement conclu que seule l'importation depuis la Thaïlande, actuellement assujettie à des droits antidumping et compensateurs, de sucre raffiné dans un pays tiers puis exporté au Viet Nam, constituait un acte de contournement. L'utilisation de cannes à sucre aux fins de production et d'exportation de sucre au Viet Nam ne constitue pas un acte de contournement.

26.10. Au regard de ces constatations, certains producteurs-exportateurs, dont une société indonésienne, pouvaient bénéficier de l'exclusion du champ d'application des mesures anticontournement. D'autres producteurs-importateurs indonésiens ne pouvaient pas en bénéficier en raison d'erreurs et d'omissions ainsi que d'incohérences importantes, et/ou de renseignements erronés dans leurs réponses au questionnaire. Le Viet Nam fait observer que la détermination finale comprenait une analyse détaillée de chaque producteur-exportateur indonésien participant. En effet, dans sa détermination finale, le Ministère vietnamien de l'industrie et du commerce avait dûment pris note de la communication de l'Indonésie, l'avait analysée et y avait répondu. Le système de mesures correctives commerciales du Viet Nam est transparent, indépendant et non discriminatoire. Le Viet Nam s'engage à assurer la compatibilité de son système de mesures correctives commerciales et de toutes les mesures imposées avec les règles de l'OMC. Il reste disposé à organiser une réunion bilatérale avec l'Indonésie et à fournir des renseignements appropriés afin de clarifier davantage les préoccupations de l'Indonésie.

26.11. Le Conseil a pris note des déclarations faites.

27 PHILIPPINES – ENQUÊTE SUR LE DROIT DE SAUVEGARDE VISANT LES PRODUITS EN POLYÉTHYLÈNE HAUTE DENSITÉ (PEHD) – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR L'INDONÉSIE

27.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande de l'Indonésie.

27.2. Le délégué de l'Indonésie a indiqué ce qui suit:

27.3. L'Indonésie souhaite faire part de ses préoccupations concernant le document relatif aux mesures de sauvegarde générales définitives visant les produits en polyéthylène haute densité (PEHD), publié par le Ministère du commerce et de l'industrie (DTI) des Philippines le 30 septembre 2022. Dans ce document, le DTI détermine le montant du droit de sauvegarde pour les produits en PEHD pendant trois ans, qui est de 1 338 PHP par tonne métrique pour la première année, 1 271 PHP par tonne métrique pour la deuxième année et 1 208 PHP par tonne métrique pour la troisième année.

27.4. Selon l'annexe A du document, l'Indonésie ne fait pas partie de la catégorie des pays en développement bénéficiant *de minimis* exclus. Auparavant, le 27 juin 2022, la Commission tarifaire avait recommandé que le DTI applique un droit de sauvegarde de 2% (*ad valorem*) pendant trois ans; toutefois, ce droit de sauvegarde n'était pas imposé aux produits en PEHD originaires de pays en développement dont la part des importations était *de minimis* (inférieure à 3%). Selon le rapport final de l'annexe M publié par la Commission tarifaire, l'Indonésie figure sur la liste des pays en développement dont la valeur à l'exportation est *de minimis*, de sorte que l'Indonésie est exclue du champ d'application de ce droit de sauvegarde.

27.5. L'Indonésie estime que le DTI des Philippines devrait l'exclure de la liste des pays soumis à un droit de sauvegarde compte tenu des résultats de l'enquête de la Commission tarifaire, qui reposait sur les calculs du dommage causé à la branche de production nationale des Philippines pendant la période couverte par l'enquête. Cette pratique a en outre été suivie jusqu'à présent par

le DTI, qui détermine le droit de sauvegarde en fonction des recommandations formulées par la Commission tarifaire. Par conséquent, l'Indonésie considère que le DTI a violé les règles de l'OMC, en particulier l'article 4.2 a) et 4.2 b) de l'Accord sur les sauvegardes. En outre, conformément à la réglementation intérieure des Philippines, un décret du DTI aurait dû être établi dans les 15 jours suivant la recommandation de la Commission. L'Indonésie souhaite demander aux Philippines des éclaircissements sur cette question.

27.6. Le délégué des Philippines a indiqué ce qui suit:

27.7. Les Philippines remercient la délégation indonésienne de l'intérêt que celle-ci porte à la mesure de sauvegarde qu'elles appliquent aux pellets et granules de polyéthylène haute densité (PEHD), et notent le point de vue de l'Indonésie selon lequel sa part des importations philippines de PEHD pendant la période couverte par l'enquête était inférieure aux volumes *de minimis*. Les Philippines souhaitent informer l'Indonésie du fait que les données recueillies par leur Commission tarifaire concernant les importations de produits en PEHD des Philippines de 2017 à juin 2021 ont seulement été utilisées comme base pour la détermination du niveau *de minimis*. Toutefois, les autorités philippines chargées de l'enquête ont utilisé le volume actualisé des importations en se fondant sur les données pour toute l'année 2021, qui montrent que le volume des importations philippines de produits en PEHD en provenance d'Indonésie avait augmenté au-delà du seuil *de minimis*, pour atteindre 4,85%, selon les déclarations d'importation électroniques de l'Administration des douanes des Philippines.

27.8. La décision a été rendue après le délai de 15 jours, car les autorités philippines chargées de l'enquête ont examiné des observations supplémentaires des parties intéressées en relation avec le rapport de la Commission tarifaire. La délégation des Philippines continuera de coordonner cette question avec sa capitale et le pays est prêt à continuer de discuter de cette question avec l'Indonésie.

27.9. Le Conseil a pris note des déclarations faites.

28 UNION EUROPÉENNE – RÈGLEMENT (UE) 2017/2321 ET RÈGLEMENT (UE) 2018/825 – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LA FÉDÉRATION DE RUSSIE

28.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande de la Fédération de Russie.

28.2. Le délégué de la Fédération de Russie a indiqué ce qui suit:

28.3. La Fédération de Russie réitère ses préoccupations au sujet des modifications apportées au Règlement de base de l'UE relatif à la défense contre les importations qui font l'objet d'un dumping, introduites par le Règlement (UE) 2017/2321 et le Règlement (UE) 2018/825. Au cours de précédentes réunions du CCM, la Fédération de Russie avait souligné la nature discriminatoire des modifications, qui peut être illustrée par les éléments suivants: Premièrement, la Commission européenne peut sanctionner les exportateurs deux fois pour la même situation, qualifiée dans les modifications de "distorsions significatives" et de "distorsions sur les matières premières". Deuxièmement, la Commission européenne a publié seulement deux "rapports" au sujet desdites "distorsions significatives" observées dans deux pays exportateurs spécifiques. Cela montre clairement la nature discriminatoire de l'approche de l'UE concernant l'application de mesures antidumping. Sans entrer davantage dans les détails, la Fédération de Russie réitère sa préoccupation systémique au sujet de l'incompatibilité de ces modifications avec les règles de l'OMC. La Russie encourage vivement l'Union européenne à s'abstenir de les appliquer et à ne pas enfreindre ses obligations dans le cadre de l'OMC.

28.4. Le délégué de la Chine a indiqué ce qui suit:

28.5. À de nombreuses reprises, la Chine a clairement exprimé sa position selon laquelle le paragraphe 6 a) de l'article 2 du Règlement de base n'était pas compatible avec les règles de l'OMC. Elle tient à rappeler les observations qu'elle a déjà faites sur ces questions. Le paragraphe 6 a) de l'article 2 du Règlement de base introduit le nouveau concept de "distorsion significative" et six éléments y afférents. Après avoir introduit le concept, le paragraphe spécifie que, lorsqu'il est jugé inapproprié de se fonder sur les prix et les coûts sur le marché intérieur du fait de l'existence de

distorsions significatives, la valeur normale est calculée. Toutefois, cette méthode est contraire à l'article 2.2 de l'Accord antidumping, qui donne une liste exhaustive des situations dans lesquelles la valeur normale peut être calculée, à savoir: a) lorsqu'aucune vente du produit similaire n'a lieu au cours d'opérations commerciales normales sur le marché intérieur du pays exportateur; b) lorsque, du fait d'une situation particulière sur le marché intérieur du pays exportateur, de telles ventes ne permettent pas une comparaison valable; et c) lorsque, en raison du faible volume des ventes sur le marché intérieur du pays exportateur, de telles ventes ne permettent pas une comparaison valable. La "distorsion significative" ne relève d'aucune des circonstances énumérées.

28.6. Le paragraphe 6 a) de l'article 2 autorise l'utilisation de données provenant d'un pays représentatif approprié ou de prix internationaux pour le calcul de la valeur normale. Cela est également incompatible avec l'article 6.1 b) du GATT et l'article 2.2 de l'Accord antidumping, en particulier l'article 2.2.1.1. Les règles de l'OMC exigent l'utilisation du "coût de production dans le pays d'origine majoré d'un montant raisonnable pour les frais d'administration et de commercialisation et les frais de caractère général, et pour les bénéfices" pour le calcul de la valeur normale. Cependant, le paragraphe 6 a) de l'article 2 du Règlement de base de l'UE a élargi le champ des sources de données pour inclure les coûts de production et de vente dans un pays représentatif approprié, ou les prix, coûts ou valeurs de référence internationaux. Cela dépasse toutefois largement la portée des règles de l'OMC.

28.7. Par conséquent, que le paragraphe 5 de l'article 2 du Règlement de base de l'UE soit conforme aux règles de l'OMC ou non, la Commission ne devrait pas calculer la valeur normale lorsqu'il y a ce qu'il est convenu d'appeler une "distorsion du marché" sur la base de l'autorisation établie par le paragraphe 6 a) de l'article 2 du Règlement de base. Le gouvernement chinois demande à la Commission de modifier ses textes législatifs pour les rendre compatibles avec les règles de l'OMC.

28.8. La déléguée de l'Union européenne a indiqué ce qui suit:

28.9. L'Union européenne prend bonne note de la déclaration de la Chine et indique que la déclaration faite par l'UE sur cette question lors des dernières discussions est toujours valable.

28.10. Le Conseil a pris note des déclarations faites.

29 UNION EUROPÉENNE – RÈGLEMENT (CE) N° 1272/2008 (RÈGLEMENT CLP) – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LA FÉDÉRATION DE RUSSIE

29.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande de la Fédération de Russie.

29.2. Le délégué de la Fédération de Russie a indiqué ce qui suit:

29.3. Ses préoccupations étant restées sans suite, la Fédération de Russie réitère les déclarations qu'elle a faites à de précédentes réunions d'organes de l'OMC au sujet de la classification établie par l'Union européenne du cobalt comme agent cancérigène de la catégorie 1b pour toutes les voies d'exposition. Elle souligne que cette mesure a été adoptée en l'absence de justification scientifique suffisante reposant sur des données de laboratoire ou des données épidémiologique, et sans que soient pris en compte les commentaires ou avis fondés des Membres de l'OMC et des milieux d'affaires. Dans le même temps, l'Union européenne avait déjà informé les Membres de son intention d'adopter le protocole de bioéclution gastrique au niveau de l'UE et de l'OCDE. Cependant, l'UE n'a pas adopté cette méthodologie et n'a pas intégré son utilisation dans le Règlement relatif à la classification, l'étiquetage et l'emballage (CLP) en tant que pratique régulière de classification, notamment des alliages et des composés, qui permettra d'exclure de nombreux produits contenant du cobalt du champ d'application des restrictions supplémentaires qui seront développées dans le cadre de la mise en œuvre de cette décision de classification. En outre, l'UE n'a fourni aucune mise à jour concernant l'état d'avancement de l'adoption de la bioéclution au niveau de l'UE. Pour ces raisons, la Fédération de Russie demande instamment à l'Union européenne d'intégrer la bioéclution dans le Règlement CLP dans les meilleurs délais, et de l'informer de l'état d'avancement de son adoption.

29.4. La Fédération de Russie constate l'absence de dialogue de la part de l'Union européenne concernant cette préoccupation commerciale dans le cadre du présent organe. De l'avis de la Russie,

ce n'est pas la meilleure stratégie pour résoudre les divergences concernant une situation qui soulève une préoccupation systémique. La Russie rappelle que la transparence est un pilier important de cette Organisation et que fournir des explications sur diverses mesures et politiques au sein du CCM fait partie de ce mécanisme de transparence. Par conséquent, le refus de répondre aux préoccupations commerciales soulevées contraste fortement avec le propre discours de l'UE sur l'importance de la transparence au sein de cette Organisation.

29.5. La déléguée de l'Union européenne a indiqué ce qui suit:

29.6. Dans un souci de clarté, l'Union européenne tient à insister sur le fait qu'elle a très clairement présenté sa position au titre du point 14 de l'ordre du jour.

29.7. Le Conseil a pris note des déclarations faites.

30 INDE – RESTRICTION À L'IMPORTATION DE CLIMATISEURS – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LE JAPON ET LA THAÏLANDE

30.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande du Japon et de la Thaïlande.

30.2. Le délégué de la Thaïlande a indiqué ce qui suit:

30.3. La Thaïlande partage les inquiétudes du Japon au sujet de la prohibition à l'importation de climatiseurs contenant des réfrigérants imposée par l'Inde. Elle a également exprimé à plusieurs reprises des préoccupations similaires devant divers organes de l'OMC. Elle déplore que celles-ci, lui semble-t-il, ne soient pas prises en compte. Les exportations de climatiseurs de la Thaïlande vers l'Inde sont toujours soumises à cette mesure à l'importation très restrictive, manifestement incompatible avec l'article XI:1 du GATT de 1994.

30.4. Selon l'Inde, l'interdiction en cause vise à protéger la couche d'ozone de la stratosphère au sens du Protocole de Montréal et elle est par conséquent justifiée en vertu des exceptions prévues à l'article XX du GATT de 1994. À l'instar de l'Inde, la Thaïlande est résolue à protéger la couche d'ozone de la stratosphère, comme le prescrit le Protocole de Montréal. Elle ne voit toutefois aucun lien rationnel entre l'interdiction imposée par l'Inde et l'objectif de protection de la couche d'ozone.

30.5. La Notification n° 41/2015-2020 de l'Inde ne mentionne que deux codes du SH pour les climatiseurs contenant des réfrigérants soumis à la prohibition à l'importation imposée par le pays. La notification ne précise pas quels sont les types de réfrigérants interdits ni, par exemple, s'il s'agit des substances appauvrissant la couche d'ozone dont il est fait mention dans le Protocole de Montréal. Cette notification ne fait pas non plus référence aux dispositions législatives indiennes sur la protection de la couche d'ozone stratosphérique. Il n'existe donc pas de lien clair entre cette mesure et les obligations de l'Inde au titre du Protocole de Montréal, comme l'exige l'article XX b) ou XX g) du GATT de 1994.

30.6. En outre, le Règlement de l'Inde sur les substances appauvrissant la couche d'ozone (réglementation et contrôle), lu conjointement avec sa modification de 2014, prévoit de nombreuses exceptions pour les produits indiens qui contiennent des substances appauvrissant la couche d'ozone, y compris les climatiseurs. Cela donne à penser que l'Inde n'applique pas son interdiction d'importer "conjointement avec des restrictions à la production ou à la consommation nationales" au sens de l'article XX g) du GATT de 1994 et applique plutôt son interdiction "de façon [...] à constituer un moyen de discrimination arbitraire ou injustifiable entre les pays où les mêmes conditions existent" au sens du texte introductif de l'article XX du GATT de 1994. La Thaïlande a donné de nombreux exemples de ces exceptions pour les produits indiens durant la réunion du Comité de l'accès aux marchés du 19 octobre 2022.

30.7. Pour toutes ces raisons, la Thaïlande est convaincue que la prohibition imposée par l'Inde sur les climatiseurs est incompatible avec l'article XI:1 et ne peut pas être justifiée au titre de l'article XX b) ou XX g) du GATT de 1994. Elle insiste donc sur le fait que la prohibition à l'importation des climatiseurs imposée par l'Inde, qui est en vigueur depuis plus de deux ans, doit maintenant être modifiée ou immédiatement abrogée.

30.8. Le délégué du Japon a indiqué ce qui suit:

30.9. Le Japon continue de faire part de ses préoccupations au sujet de l'interdiction d'importer des climatiseurs contenant des réfrigérants, introduite par l'Inde en octobre de 2021, qui selon lui est une mesure imposant de manière déraisonnable une restructuration des chaînes d'approvisionnement des entreprises. Le Japon est vivement préoccupé par le fait que cette mesure pourrait constituer une interdiction d'importer incompatible avec l'article XI:1 du GATT ainsi qu'avec l'article 2.1 de l'Accord sur les MIC.

30.10. Lors de précédentes réunions du CCM, l'Inde a répondu que la mesure était compatible avec ses obligations au titre du Protocole de Montréal. Toutefois, le Japon considère que cette interdiction d'importation est superflue et irrationnelle dans la mesure où elle couvre une large gamme de climatiseurs qui utilisent des réfrigérants. En outre, ces climatiseurs ne sont pas soumis aux obligations de réduction et d'élimination de l'Inde au titre du Protocole de Montréal ni à la réglementation relative au fréon (substance appauvrissant la couche d'ozone) de la législation nationale de l'Inde.

30.11. Bien qu'il ait été expliqué à la réunion précédente du CCM qu'il s'agissait de "réduire le risque pour l'homme, les animaux, les végétaux, etc.", on peut dire que la réglementation est excessive dans la mesure où elle vise tous les climatiseurs contenant un type ou un autre de réfrigérant. À cet égard, et après avoir examiné les précédentes réponses de l'Inde, le Japon a adressé des questions écrites au Comité des mesures concernant les investissements et liées au commerce en septembre 2021 afin de demander des explications plus détaillées à l'Inde; cette demande est néanmoins restée sans réponse. Afin que les discussions à venir puissent progresser de manière constructive, le Japon attend de l'Inde qu'elle fournisse rapidement et en toute honnêteté des réponses à ses questions.

30.12. De plus, et comme cela a déjà été mentionné, en ce qui concerne la marque IS du système de certification de l'Inde prévue par le Décret relatif au contrôle de la qualité des climatiseurs et de leurs composants, qui entrera en vigueur en janvier 2023, et afin d'éviter des retards dans la procédure de certification applicable aux produits importés, le Japon demande que le Bureau indien de normalisation (BIS) effectue régulièrement des inspections d'usines à l'étranger, ou que l'Inde envisage d'autres procédures de certification si les voyages à l'étranger présentent des difficultés.

30.13. Le délégué de l'Inde a indiqué ce qui suit:

30.14. L'Inde remercie les délégations du Japon et de la Thaïlande de l'intérêt qu'elles continuent de porter à cette question. L'Inde a déjà fourni des précisions sur ces mesures à la délégation du Japon, y compris en ce qui concerne leur but et l'évolution de la situation. Elle souhaite appeler l'attention des Membres sur la notification, publiée sous la cote G/LIC/N/2/IND/21, qu'elle a adressée au Comité des licences d'importation au titre de l'article 5.1 à 5.4. Cette notification énonce clairement les détails de la politique de restriction des importations d'hydrofluorocarbures, qui sont pertinents au regard de ce point de l'ordre du jour.

30.15. Les points soulevés par la délégation japonaise sur les procédures d'inspection ont été examinés lors de la réunion précédente du Comité OTC. L'Inde remercie également la délégation de la Thaïlande d'avoir communiqué des données pertinentes lors de la précédente réunion du CCM, de la précédente réunion du Comité de l'accès aux marchés, et de nouveau à la présente réunion. Ces questions sont actuellement en train d'être examinées par les autorités de la capitale.

30.16. Le Conseil a pris note des déclarations faites.

31 ÉMIRATS ARABES UNIS, ÉTAT DU KOWEÏT, OMAN, QATAR, ROYAUME D'ARABIE SAOUDITE ET ROYAUME DE BAHREÏN – TAXE SÉLECTIVE APPLIQUÉE À CERTAINS PRODUITS IMPORTÉS – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LES ÉTATS-UNIS ET LA SUISSE

31.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande des Émirats arabes unis, de l'État du Koweït, d'Oman, du Qatar, du Royaume d'Arabie saoudite et du Royaume de Bahreïn.

31.2. La déléguée des États-Unis a indiqué ce qui suit:

31.3. Les États-Unis, ainsi que la Suisse, l'Union européenne et le Japon, ont distribué en mars 2021 des questions aux gouvernements des États membres du CCG concernant le statut de la taxe sélective sur les boissons. Bien que les États-Unis apprécient les renseignements communiqués lors de la précédente réunion du Conseil, ainsi que dans le cadre de discussions distinctes avec les représentants des États membres tenues depuis lors, ils notent qu'ils n'ont toujours pas reçu de réponses écrites à leurs questions distribuées en mars 2021. Ils demandent aux États membres du CCG d'indiquer au Conseil quand ces réponses seront fournies. Comme indiqué précédemment, les États-Unis demandent des renseignements actualisés et substantiels sur les révisions du modèle de droit d'accise du CCG et sur son plan de mise en œuvre dans le cadre du Traité relatif aux droits d'accise unifiés pour le CCG, et notent qu'il est essentiel de dialoguer avec les parties intéressées au sujet de ces questions.

31.4. Le délégué de la Suisse a indiqué ce qui suit:

31.5. Comme lors de la dernière réunion du CCM en juillet, la Suisse aimerait remercier les États membres du CCG pour leurs précédents contacts. Depuis sa dernière réunion avec les autorités du CCG en mai, la Suisse a réaffirmé qu'elle souhaitait recevoir des renseignements actualisés sur l'état d'avancement de la réforme de la taxe sélective. Elle constate que, malheureusement, une décision qui devait être prise à l'automne par les Ministres des finances du CCG est toujours en suspens. La Suisse est bien consciente que la réforme des droits d'accise sur les boissons est un processus complexe. Toutefois, elle serait reconnaissante à nos collègues du CCG de tous les renseignements qu'ils pourraient fournir sur les raisons du retard de la mise en œuvre de la réforme et sur la date désormais visée.

31.6. Depuis l'entrée en vigueur de la taxe sélective en juin 2017, près de cinq ans et demi se sont écoulés, mais les Membres savent encore très peu de choses sur le contenu des nouveaux droits d'accise et sur la date de leur entrée en vigueur. Par conséquent, la Suisse serait favorable à la tenue d'une autre réunion avec les autorités du CCG au début de 2023. Elle espère qu'il pourra être trouvé une solution à cette source de discorde commerciale dans un avenir proche.

31.7. La déléguée de l'Union européenne a indiqué ce qui suit:

31.8. L'Union européenne se félicite du fait que le système de droits d'accise du CCG soit à l'examen et qu'un modèle d'imposition volumétrique fondé sur les meilleures pratiques internationales soit envisagé à partir de l'"Étude sur la réforme fiscale". L'UE croit comprendre que l'"Étude sur la réforme fiscale" portant sur la future réforme des droits d'accise du CCG, commandée par les pays du CCG, devrait être finalisée très prochainement, et qu'elle servira à éclairer les décisions des Ministres des finances du CCG. L'UE aimerait demander si l'étude finalisée sera rendue publique et si le CCG pourra la lui transmettre. En outre, l'Union européenne souligne l'importance d'un solide processus de consultation des parties prenantes au sujet des prochaines propositions du CCG relatives à la réforme des droits d'accise.

31.9. L'Union européenne estime que l'imposition des boissons énergisantes à 100% dans le cadre du régime de droits d'accise actuel du CCG est discriminatoire et non conforme aux obligations juridiques internationales. Par conséquent, il serait important que la réforme aligne, avec effet immédiat, le taux d'imposition des boissons énergisantes sur les taux d'imposition appliqués aux autres boissons non alcoolisées. L'UE entend poursuivre le dialogue avec le CCG sur cette question importante.

31.10. Le délégué du Royaume d'Arabie saoudite, prenant la parole au nom du Conseil de coopération du Golfe, a indiqué ce qui suit:

31.11. Au nom des Émirats arabes unis, du Royaume de Bahreïn, du Royaume d'Arabie saoudite, du Sultanat d'Oman, de l'État du Qatar et de l'État du Koweït, le Royaume d'Arabie saoudite remercie les délégations de l'Union européenne, de la Suisse et des États-Unis pour l'intérêt qu'elles portent au régime de droits d'accise du CCG et pour leur communication sur l'application du droit d'accise aux boissons gazeuses non alcoolisées, aux boissons maltées, aux boissons énergisantes, aux boissons pour sportifs et aux autres boissons sucrées.

31.12. En ce qui concerne le calendrier du processus en cours sur le nouveau modèle de droits d'accise du CCG et sa mise en œuvre, le Royaume d'Arabie saoudite rappelle, une fois de plus, que la révision des droits d'accise sur les boissons est un exercice complexe qui nécessite des efforts coordonnés considérables et des études approfondies. Le groupe de travail du CCG sur les questions fiscales ne ménage aucun effort pour mener à bien cet exercice afin de soumettre aux États membres du CCG les résultats pertinents et un modèle de droits d'accise de haut niveau. En conclusion, les États membres du CCG adopteront des procédures et un calendrier appropriés en vue de la révision de leurs régimes de droits d'accise. Une fois le processus achevé, les informations pertinentes seront immédiatement communiquées aux Membres de l'OMC.

31.13. Le Conseil a pris note des déclarations faites.

32 ÉTATS-UNIS – STATUT DE LA FÉDÉRATION DE RUSSIE EN TANT QU'ÉCONOMIE DE MARCHÉ DANS LES PROCÉDURES EN MATIÈRE DE DROITS ANTIDUMPING – DEMANDE DE LA FÉDÉRATION DE RUSSIE

32.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande de la Fédération de Russie.

32.2. Le délégué de la Fédération de Russie a indiqué ce qui suit:

32.3. Le 11 novembre, le Département du commerce des États-Unis, pour la première fois de son histoire, a annulé ce que l'on appelle le statut d'économie de marché d'un Membre de l'OMC, à savoir la Russie, et a déterminé que la méthode employée pour les économies autres que de marché devrait être appliquée aux exportations russes. Cet événement a eu lieu juste un an après la décision de 2021 de conserver le statut d'économie de marché de la Russie dans le contexte d'une loi antidumping. Cette décision mémorable s'appuyait sur des conclusions tout aussi marquantes, dont la Russie souhaite souligner les plus notables.

32.4. Premièrement, le Département du commerce des États-Unis a estimé que les mesures prises par la Russie pour stabiliser sa situation monétaire et financière en réponse aux mesures unilatérales prises par les États-Unis à son encontre plus tôt dans l'année n'étaient pas compatibles avec l'économie de marché. Les États-Unis considèrent-ils que leurs interdictions illégales de toute relation avec des opérateurs économiques russes sont des instruments d'économie de marché? Si oui, comment se fait-il alors que la réaction de la Russie à de telles mesures ait été considérée comme la preuve d'un comportement incompatible avec l'économie de marché? Le Département du commerce ignore totalement le sujet. Les actions offensives de Washington et de ses alliés sont la cause profonde des mesures de stabilisation de la Russie. En outre, la Fédération de Russie n'a rien fait qui n'ait été fait par les États-Unis eux-mêmes ou par leurs partenaires de l'OCDE pour résoudre les questions relatives à la balance des paiements. En quoi est-ce un problème d'utiliser les mêmes instruments d'action que les autres Membres dans des situations similaires?

32.5. Deuxièmement, le Département du commerce des États-Unis a estimé que le projet de loi sur l'éventuelle nationalisation des biens des sociétés étrangères en Russie était une mesure incompatible avec l'économie de marché. Pourtant, ce projet est sur la table de la Douma depuis des mois et n'a pas avancé d'un pouce. Il n'a pas été adopté, tout simplement. Par conséquent, il ne constitue en aucun cas une mesure sur le plan juridique. Toutefois, selon l'Administration des États-Unis, un projet de loi constitue déjà un signe raisonnable de comportement incompatible avec l'économie de marché. C'est d'une sagesse remarquable. Comment devons-nous alors qualifier l'intention des États-Unis et de leurs alliés de confisquer illégalement la propriété privée des Russes? Comment devons-nous interpréter le gel des actifs russes? Des milliards de dollars sont en jeu. Apparemment, ces mesures devraient être considérées comme des mesures parfaitement compatibles avec l'économie de marché, puisqu'elles ont été prises par les États-Unis et leurs alliés, n'est-ce pas?

32.6. Troisièmement, s'agissant de la moutarde, oui, j'ai bien dit la moutarde, l'une des accusations qui a justifié l'annulation de notre statut d'économie de marché était fondée sur un article de presse selon lequel la société qui avait acheté McDonald's en Russie "avait même utilisé les anciens sachets de moutarde McDonald's en y apposant le nouveau logo". Il semble que, de l'avis du Département du commerce des États-Unis, dans les conditions de l'économie de marché, la société aurait dû brûler les sachets de moutarde qu'elle avait payés et en disperser les cendres aux quatre vents au lieu de

simplement changer la marque du produit pour s'en servir dans le cadre des activités ordinaires de l'entreprise nouvellement acquise. C'est bien cela? C'est ce que la façon de penser du Département du commerce des États-Unis laisse supposer.

32.7. Enfin, la Fédération de Russie n'a pas été surprise que le Département du commerce ne puisse s'empêcher de faire référence au contrôle sur la fixation des prix intérieurs du gaz naturel russe, même si cette mesure existait depuis des décennies et avait été décrite de manière détaillée dans le cadre de l'accession de la Russie à l'OMC. En 2022, cela est soudainement devenu un facteur incompatible avec l'économie de marché et a fait les gros titres de la presse ces derniers temps. Que penser des États-Unis et de leurs alliés qui imposent à l'heure actuelle des contrôles sur les prix du pétrole et du gaz importés dans le monde entier? Ces mesures renforcent les relations commerciales dans le secteur mondial de l'énergie, n'est-ce pas? Manifestement, quelque chose nous échappe ici!

32.8. Il est regrettable que l'un des Membres fondateurs de l'OMC, qui revendique des postes de direction au sein de notre Organisation, prenne des décisions aussi mal formulées, dont les justifications économiques sont aussi peu solides et qui ne sont fondées ni sur des règles ni sur le sens commun. Et cerise sur le gâteau, ces décisions ne peuvent pas être contestées, premièrement, parce que les États-Unis ont explicitement interdit les appels de décisions concernant le statut d'économie de marché et, deuxièmement, parce que le même Membre a unilatéralement paralysé l'Organe d'appel de l'OMC. Voilà ce qu'un groupe de Membres ne représentant qu'environ un huitième de la population mondiale appelle l'ordre international fondé sur des règles.

32.9. La déléguée des États-Unis a indiqué ce qui suit:

32.10. Pour des raisons évidentes pour tous, les États-Unis n'entameront pas de discussions avec la Russie comme ils le feraient habituellement dans d'autres circonstances. Les États-Unis continuent de condamner l'invasion préméditée et non provoquée de l'Ukraine par la Russie et sa tentative d'annexer des parties du territoire souverain de l'Ukraine.

32.11. Le Conseil a pris note des déclarations faites.

33 CHINE – RÈGLEMENT SUR LA SUPERVISION ET L'ADMINISTRATION DES PRODUITS COSMÉTIQUES (CSAR) – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR L'AUSTRALIE, L'UNION EUROPÉENNE, LE JAPON ET LES ÉTATS-UNIS

33.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande de l'Australie, de l'Union européenne, du Japon et des États-Unis.

33.2. La déléguée des États-Unis a indiqué ce qui suit:

33.3. Il est regrettable que, bien que les États-Unis et d'autres Membres de l'OMC aient exprimé de vives préoccupations concernant le CSAR et ses mesures d'application lors des dix dernières réunions du Comité OTC et des quatre dernières réunions du CCM, la Chine n'a pas cherché à collaborer avec les États-Unis et d'autres Membres de l'OMC pour parvenir à une solution.

33.4. Les États-Unis maintiennent qu'ils sont très préoccupés par l'incompatibilité probable du CSAR et de ses mesures d'application avec les obligations de la Chine au titre de l'Accord OTC, notamment en ce qui concerne le traitement inégal des importations, les demandes de renseignements trop lourdes et disproportionnées, l'absence de procédures visant à garantir la protection des renseignements confidentiels et des renseignements exclusifs, la duplication des essais dans le pays et les problèmes continus en matière de transparence.

33.5. Les États-Unis renvoient à leurs déclarations antérieures en ce qui concerne leurs préoccupations et questions non résolues.⁷⁹ Ils inscrivent néanmoins à nouveau cette préoccupation commerciale spécifique à l'ordre du jour du Conseil en raison des défis pressants auxquels la branche de production américaine est confrontée alors qu'elle essaie de comprendre les délais de mise en œuvre souvent irréalistes de la Chine concernant le CSAR ainsi que ses divers règlements techniques, et de s'y conformer, une situation qui a été encore compliquée par les fermetures liées

⁷⁹ Voir, par exemple, le document G/C/M/143, paragraphes 8.7 à 8.15.

à la COVID-19. Par exemple, la NMPA exige que les allégations concernant les produits et certains essais de sécurité sanitaire soient faits dans des laboratoires ayant reçu l'agrément de l'Administration météorologique chinoise (CMA). Or nombre de ces laboratoires accusent des retards de quatre mois ou plus en raison de la demande créée par les dates limites pour les demandes d'agrément du CSAR et les fermetures liées à la COVID-19. Les entreprises américaines signalent que leurs échantillons d'essai sont également bloqués lorsque les ports sont fermés.

33.6. Les États-Unis comprennent que certains bureaux de province de la NMPA autorisent les entreprises à demander des prorogations pour différents produits, mais cela semble tout aussi contraignant, car les entreprises doivent toujours respecter les dates limites initiales du CSAR et demander la validation de la documentation incomplète.

33.7. À la place, les États-Unis demandent à la Chine d'envisager de proroger de deux à trois ans les délais de mise en œuvre du CSAR au niveau national, y compris de proroger les délais qui sont déjà entrés en vigueur, pour les mesures suivantes: Directrices pour l'évaluation de la sécurité sanitaire des produits cosmétiques (1459); Mesures administratives concernant l'étiquetage des produits cosmétiques (1515); Spécifications concernant l'évaluation des allégations relatives à l'efficacité des produits cosmétiques (1526); et Spécifications concernant l'enregistrement et la demande d'agrément de nouveaux ingrédients cosmétiques (1525). Les entreprises disposeront ainsi d'un délai réaliste pour mettre en œuvre les nouvelles prescriptions étendues introduites par le CSAR et s'adapteront mieux aux périodes de transition prévues sur d'autres marchés pour les mises à jour réglementaires de grande ampleur.

33.8. Les États-Unis demandent également à la Chine de réfléchir à la manière dont elle pourrait s'appuyer davantage sur les systèmes de reconnaissance internationaux pour l'évaluation de la conformité afin de réduire les coûts et les délais de mise en conformité des entreprises avec les importantes modifications introduites par le CSAR. Par exemple, la NMPA pourrait accepter les allégations et les essais de sécurité sanitaire ainsi que la documentation provenant de laboratoires étrangers certifiés conformes aux bonnes pratiques de laboratoire ou aux bonnes pratiques cliniques conformément aux lignes directrices du Conseil international d'harmonisation des conditions techniques pour l'enregistrement des produits pharmaceutiques à usage de l'homme (CIH).

33.9. Les entreprises américaines ont également demandé un moyen d'échanger avec la NMPA sur les questions liées à la mise en œuvre du CSAR, y compris en ce qui concerne les nouvelles prescriptions et l'utilisation des nouvelles plates-formes en ligne de la NMPA pour l'agrément des produits et ingrédients. La Chine a-t-elle prévu quelque chose à ce sujet? Les États-Unis notent qu'elle n'a pas abordé leur question sur ce point devant le Comité OTC plus tôt dans le mois.

33.10. Les États-Unis demandent à la Chine de continuer de réfléchir à la manière de répondre à ces préoccupations commerciales exprimées par les États-Unis et de nombreux autres Membres de l'OMC dans l'application de son CSAR.

33.11. Le délégué de l'Australie a indiqué ce qui suit:

33.12. L'Australie respecte le droit des Membres de mettre en œuvre des mesures techniques pour atteindre des objectifs politiques légitimes et conformément à leurs obligations dans le cadre de l'OMC. Néanmoins, elle reste préoccupée par le fait que les mesures relevant du CSAR de la Chine, ainsi que divers règlements d'application, qui sont entrés en vigueur le 1^{er} mai 2021, sont plus contraignants que nécessaire concernant les cosmétiques à faible risque. Dans ce contexte, l'Australie demande à la Chine de bien vouloir chercher à atteindre son objectif d'assurer la sécurité sanitaire et la qualité des produits cosmétiques importés en utilisant des mesures moins restrictives pour le commerce.

33.13. L'Australie demande à la Chine de ménager une période de transition raisonnable pour permettre aux fabricants de cosmétiques d'examiner les prescriptions énoncées dans le règlement et d'adapter leurs processus. Elle prie également la Chine d'expliquer pourquoi elle a maintenu sa prescription imposant des essais obligatoires sur les animaux pour les produits cosmétiques destinés à être utilisés sur des enfants, quel que soit le niveau de risque que présentent les produits en question.

33.14. Les exportateurs australiens sont préoccupés par les mesures astreignantes et rigides prévues dans le cadre du CSAR, notamment les prescriptions relatives aux essais et à l'enregistrement, et les prescriptions exigeant la fourniture de renseignements détaillés sur les processus de production et d'autres aspects liés à la propriété intellectuelle. L'Australie demande également des précisions sur les raisons pour lesquelles une certification de bonnes pratiques de fabrication est jugée nécessaire pour les cosmétiques à faible risque, et les raisons pour lesquelles les gouvernements doivent fournir une telle certification, alors que les fournisseurs commerciaux sont également capables de le faire.

33.15. L'Australie rappelle qu'elle est un fournisseur fiable de produits cosmétiques sûrs et de qualité élevée sur le plan national et sur les marchés internationaux. Comme il l'a déclaré à plusieurs occasions, le gouvernement australien se tient prêt à travailler avec la Chine et à discuter du CSAR et des systèmes respectifs des deux pays en matière de réglementation des produits cosmétiques.

33.16. La déléguée de l'Union européenne a indiqué ce qui suit:

33.17. L'Union européenne tient à réaffirmer ses préoccupations déjà soulevées aux précédentes réunions du CCM (en juillet et novembre 2021, et en avril et juillet 2022) au sujet du Règlement sur la supervision et l'administration des produits cosmétiques en vigueur depuis le 1^{er} mai 2021.

33.18. En ce qui concerne la divulgation obligatoire, pendant le processus d'enregistrement, de renseignements commerciaux sensibles qui touchent aux droits de propriété intellectuelle (DPI) des entreprises concernées, l'Union européenne demande à la Chine d'envisager la possibilité d'exiger un accès permanent aux dossiers des entreprises afin d'examiner les données sensibles, mais sans imposer l'obligation d'intégrer celles-ci à une base de données externe.

33.19. Pour ce qui est du volume de renseignements exigés pour la notification de nouveaux ingrédients, ainsi que des problèmes potentiels concernant la divulgation de tels renseignements après un certain temps, l'Union européenne note, en particulier, que la législation chinoise exige que les spécifications communiquées par le fabricant de matières premières et la composition des ingrédients déclarée par les entreprises de cosmétiques dans leur demande d'agrément pour les produits correspondent exactement, toute discordance entre les informations fournies par le producteur de matières premières et les entreprises de cosmétiques rendant la demande présentée par ces dernières non valable. Sachant que la composition exacte des matières premières n'est jamais totalement stable et peut, dans une certaine mesure, varier ou évoluer avec le temps, il est presque impossible de garantir une parfaite cohérence entre les chiffres. En outre, l'accès à la base de données permettrait de faire la lumière sur la formulation des produits cosmétiques. L'UE encourage la Chine à accepter la transmission d'une fourchette de valeurs plutôt que des chiffres correspondants exacts.

33.20. En ce qui concerne la nécessité de publier un résumé détaillé de l'évaluation de l'efficacité, qui pourrait porter préjudice aux secrets commerciaux, l'Union européenne estime que ces prescriptions sont plus rigoureuses que nécessaire pour garantir la sécurité sanitaire des consommateurs et la traçabilité des ingrédients utilisés dans les cosmétiques, et qu'elles s'écartent de la pratique internationale. Un tel niveau de renseignement n'est exigé nulle part ailleurs dans le monde à des fins de notification et d'enregistrement, et la sécurité sanitaire des consommateurs est toujours assurée.

33.21. En outre, l'Union européenne souhaite réitérer son observation selon laquelle une approche différenciée est nécessaire entre les nouveaux produits et ceux qui sont déjà sur le marché, ce qui permettrait d'éviter la situation dans laquelle l'offre de produits pourrait être interrompue pour une longue période en raison du temps insuffisant accordé à la branche de production et aux autorités de supervision pour se préparer.

33.22. Enfin, l'Union européenne rappelle qu'aucun laboratoire n'a reçu d'agrément dans les pays de l'UE. Cela signifie que, même si les règles du CSAR n'imposent pas d'essais locaux à l'arrivée sur le territoire chinois, *de facto*, les importateurs de produits cosmétiques sont contraints de tester leurs produits en Chine. Cela implique d'envoyer des échantillons uniquement à cette fin, de se soumettre ensuite à la procédure d'approbation et de n'importer que plus tard les produits cosmétiques destinés à la vente. L'UE encourage la Chine à faciliter l'agrément des laboratoires dans d'autres pays, notamment dans l'UE.

33.23. Le délégué du Japon a indiqué ce qui suit:

33.24. Depuis la réunion du Comité OTC qui s'est tenue en mars 2019, le Japon a continué de faire part de ses préoccupations quant au CSAR de la Chine ainsi qu'aux règlements d'application connexes. En ce qui concerne l'évaluation de la sécurité sanitaire et de l'efficacité des cosmétiques, le Japon demande: i) que soient acceptés les résultats des essais des organismes d'inspection étrangers qui ont les mêmes qualifications et capacités que les organismes d'inspection et d'enregistrement des produits cosmétiques nationaux en Chine; ii) que soient approuvées les méthodes d'essai internationalement reconnues par l'OCDE, l'ISO et d'autres, afin d'éviter de trop réglementer; et iii) que les déclarants ayant présenté une demande d'enregistrement de produits cosmétiques/auteurs de notifications puissent eux-mêmes porter un jugement fondé sur la validité scientifique, afin que les méthodes d'évaluation des appels en matière d'efficacité ne deviennent pas des prescriptions inutilement strictes.

33.25. Le Japon estime qu'il y a un problème dans le fait que, lorsqu'un fabricant de cosmétiques enregistre des produits cosmétiques auprès des autorités, il est tenu de fournir des renseignements relatifs au fabricant des matières premières contenues dans ces produits. Cette pratique fait peser une lourde charge tant sur les fabricants de cosmétiques que sur les fabricants de matières premières. Il faut donc prendre des mesures appropriées pour ne pas imposer des demandes excessives au regard des objectifs légitimes. En outre, le Japon demande que les règles d'étiquetage soient conformes à la pratique internationale, afin que les mesures ne restreignent pas inutilement le commerce. En conclusion, il demande que, lors de la mise en œuvre de nouvelles réglementations, une période de grâce suffisante soit prévue avant l'application, afin que les fabricants puissent adapter leurs produits conformément aux nouvelles prescriptions.

33.26. La déléguée de la Nouvelle-Zélande a indiqué ce qui suit:

33.27. La Nouvelle-Zélande a soulevé cette question à l'OMC à plusieurs reprises, notamment lors de la précédente réunion du Conseil qui s'est tenue en juillet, et lors des réunions du Comité OTC qui se sont tenues en juillet et novembre. Elle se félicite des efforts déployés par la Chine en vue de moderniser son système de réglementation pour les produits cosmétiques ainsi que de la possibilité de formuler des observations au sujet d'éléments spécifiques du Règlement de la Chine. Elle reconnaît l'intention de la Chine de renforcer la sécurité sanitaire et l'assurance de la qualité, et souhaite par ailleurs l'encourager à faire en sorte que la facilitation des échanges soit prise en compte dans la mise en œuvre des règlements.

33.28. La Nouvelle-Zélande a bien étayé ses préoccupations concernant le système réglementaire chinois pour les produits cosmétiques. En particulier, elle souhaite que la Chine envisage des mesures supplémentaires pour permettre: l'exemption des prescriptions relatives aux essais sur les animaux au moyen d'une certification BPF délivrée par un organisme de réglementation non gouvernemental ou d'autres mécanismes de facilitation des échanges pour fournir des garanties sur les produits; une certaine souplesse en ce qui concerne les prescriptions relatives aux essais sur les produits – en particulier, la Nouvelle-Zélande encourage la Chine à accepter les rapports d'essais de laboratoires situés hors de Chine qui ont reçu un agrément; et de nouvelles limitations des prescriptions en matière de divulgation, en particulier celles concernant des renseignements sensibles, à ce qui est nécessaire pour assurer la sécurité sanitaire des produits sur le marché intérieur chinois, de manière à ne pas compromettre la propriété intellectuelle.

33.29. La Nouvelle-Zélande se félicite des discussions bilatérales constructives qui se sont tenues récemment sur les questions concernant les cosmétiques et attend avec intérêt de poursuivre le dialogue avec la Chine sur son CSAR, afin de régler ces questions.

33.30. Le délégué de la République de Corée a indiqué ce qui suit:

33.31. La République de Corée réaffirme ses préoccupations concernant le CSAR et ses mesures d'application, et renvoie à la déclaration qu'elle a faite à la dernière réunion du Comité OTC. Elle respecte le droit de la Chine de garantir la sécurité sanitaire des produits et se félicite de sa coopération continue pour ce qui est de répondre aux observations de la Corée. Elle reste néanmoins préoccupée par plusieurs points que la Chine n'a pas entièrement traités dans les versions finales de ses spécifications et règlements. Comme indiqué précédemment, les entreprises coréennes sont toujours confrontées à de nombreux problèmes à l'heure de satisfaire aux prescriptions, en

particulier en ce qui concerne les laboratoires d'essais, les prescriptions en matière d'étiquetage et l'étendue de la divulgation des renseignements, ce qui a des conséquences négatives pour les branches de production des deux pays. Pour ces raisons, la Corée demande à la Chine d'harmoniser sa réglementation avec les pratiques internationales largement reconnues afin de ne pas créer d'obstacles inutiles au commerce. Elle reste prête à poursuivre son engagement constructif avec la Chine pour résoudre ces problèmes.

33.32. Le délégué de la Chine a indiqué ce qui suit:

33.33. Étant donné que la même préoccupation commerciale a été soulevée et a fait l'objet d'une discussion à la dernière réunion du Comité OTC une semaine auparavant, la Chine affirme que, pour l'heure, elle ne dispose pas d'éléments nouveaux sur cette question. Par conséquent, elle renvoie à la déclaration qu'elle a faite à la réunion du Comité OTC du 17 novembre.

33.34. Le Conseil a pris note des déclarations faites.

34 MEXIQUE – PROCÉDURE D'ÉVALUATION DE LA CONFORMITÉ DES FROMAGES À LA NORME OFFICIELLE MEXICAINE NOM-223-SCFI/SAGARPA-2018 – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LES ÉTATS-UNIS

34.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande des États-Unis.

34.2. La déléguée des États-Unis a indiqué ce qui suit:

34.3. Les États-Unis restent très préoccupés par la mesure révisée du Mexique. Celui-ci pourrait-il indiquer quand il répondra aux observations des Membres de l'OMC? Pourrait-il faire le point sur l'état d'avancement de cette mesure et fournir une estimation de la date à laquelle la mesure révisée sera notifiée à l'OMC?

34.4. Les États-Unis demandent à nouveau au Mexique d'envisager de permettre que l'analyse concernant les acides gras soit volontaire et non obligatoire. À l'heure actuelle, il n'existe aucun marqueur biologique généralement reconnu à l'échelle internationale qui permette de différencier les matières grasses du lait des matières grasses végétales. De plus, il n'existe aucune norme du Codex ni aucune autre norme internationale pertinente pour ce type d'analyse.

34.5. Les États-Unis sont préoccupés par le fait que cette mesure puisse entrer en contradiction avec la reformulation en cours de la norme sur les fromages correspondante. Comment le Mexique harmonisera-t-il sa mise à jour de la norme NOM-223 sur le fromage avec la PEC des fromages de la NOM-223 notifiée à l'OMC le 8 février 2022? Une fois finalisée, la mise en œuvre de la mesure se fera-t-elle sur la base de la Loi sur l'infrastructure qualité du Mexique ou sur celle de la loi qu'elle a remplacée, la Loi fédérale sur la métrologie et la normalisation? Le Mexique pourrait-il fournir des précisions sur les différents rôles que chaque ministère jouera dans les activités de surveillance, de mise en conformité et de vérification mentionnées dans le projet de mesure? Le Mexique a-t-il envisagé d'étendre son éventuel calendrier de mise en œuvre de la mesure à une période de 12 mois ou plus? Si le Mexique procède à la mise en œuvre de la mesure actuelle, les États-Unis (gouvernement et branche de production) auront besoin d'au moins un an pour mettre en place des systèmes de mise en conformité.

34.6. Les États-Unis demandent instamment au Mexique de reporter *sine die* la mise en œuvre de la mesure et d'envisager des solutions de rechange moins restrictives pour le commerce, comme cela a été proposé précédemment par le gouvernement américain, d'autres Membres de l'OMC et les parties prenantes du secteur.

34.7. La déléguée de la Nouvelle-Zélande a indiqué ce qui suit:

34.8. La Nouvelle-Zélande se félicite de l'occasion qui lui est offerte de soutenir une nouvelle fois cette préoccupation commerciale spécifique soulevée par les États-Unis, et note qu'elle l'a déjà fait devant le Comité OTC. Elle considère que les procédures d'évaluation de la conformité que le Mexique a établies pour le fromage dans le cadre de la norme NOM-223 sont plus restrictives pour le commerce qu'il n'est nécessaire, certains aspects de la procédure étant susceptibles de causer des

difficultés aux exportateurs néo-zélandais et de créer des obstacles non nécessaires au commerce international. La Nouvelle-Zélande soutient la demande faite au Mexique d'envisager des solutions de remplacement pour les mesures qui soient moins restrictives pour le commerce. Elle attend avec intérêt de recevoir une réponse du Mexique aux préoccupations soulevées, ainsi qu'une mise à jour sur l'état d'avancement de toute version révisée de la Procédure d'évaluation de la conformité.

34.9. La déléguée du Mexique a indiqué ce qui suit:

34.10. Le Mexique remercie les délégations des États-Unis et de la Nouvelle-Zélande pour leurs observations. Comme indiqué à la réunion du Comité OTC de la semaine précédente, le Mexique réaffirme son engagement concernant la transparence dans le cadre de l'Accord OTC et ses équivalents dans les Accords de libre-échange auxquels il est partie. Comme il a été mentionné, les autorités de normalisation compétentes poursuivent actuellement le processus d'examen des observations reçues pendant la période de consultation publique. Une fois qu'elles auront achevé ce processus, la version finale de la mesure sera dûment partagée et notifiée aux Membres de l'OMC. En outre, le gouvernement mexicain réaffirme son engagement à faire en sorte que l'entrée en vigueur et le processus de mise en œuvre de la mesure soient assurés conformément à la Loi sur l'infrastructure qualité, qui prévoit le respect des principes énoncés dans l'Accord OTC et de leurs équivalents dans les Accords de libre-échange auxquels le Mexique est partie.

34.11. Le Conseil a pris note des déclarations faites.

35 INDE – DÉCRET RELATIF À L'EXIGENCE PRÉVOYANT QUE LES LOTS DE PRODUIS ALIMENTAIRES IMPORTÉS SOIENT ACCOMPAGNÉS D'UN CERTIFICAT ATTESTANT QUE LES PRODUITS SONT NON GÉNÉTIQUEMENT MODIFIÉS ET SANS OGM – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LES ÉTATS-UNIS

35.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande des États-Unis.

35.2. La déléguée des États-Unis a indiqué ce qui suit:

35.3. Comme cela a été indiqué très récemment aux réunions des Comités OTC et SPS tenues en novembre 2022, les États-Unis expriment une fois de plus leurs vives préoccupations concernant la mesure de l'Inde prescrivant un certificat attestant que les produits sont "non génétiquement modifiés et sans OGM" pour certaines importations agricoles à destination de l'Inde, laquelle a été notifiée le 2 septembre 2020 sous la cote G/TBT/N/IND/168, et dont la date d'entrée en vigueur du 1^{er} mars 2021 a été notifiée ultérieurement. À ce jour, l'Inde n'a pas répondu aux questions des États-Unis concernant les raisons pour lesquelles elle exige un certificat attestant que les produits sont non génétiquement modifiés pour chaque lot.

35.4. L'Inde a déjà mentionné sa Loi sur la protection de l'environnement (1986), son Règlement d'application de 1989 et l'absence d'approbation du Comité d'approbation chargé du génie génétique (GEAC) pour les 24 cultures énumérées dans le Décret comme preuve que la prescription imposant que les produits soient non génétiquement modifiés n'est ni nouvelle ni restrictive pour le commerce.

35.5. Les États-Unis doivent souligner que, bien que le pouvoir de l'Inde de réglementer les produits alimentaires "génétiquement modifiés" ne soit ni nouveau ni remis en question, la prescription exigeant un certificat attestant que les produits sont non génétiquement modifiés délivré par une autorité compétente pour chaque lot a été imposée pour la première fois en 2020 et a entraîné des perturbations commerciales dans les expéditions de pommes et de riz des États-Unis en 2021. L'absence d'approbation du GEAC met en évidence le manque de transparence et l'inefficacité du processus d'approbation, ce qui aggrave la charge que l'Inde fait peser sur ses partenaires commerciaux.

35.6. Les États-Unis souhaitent à nouveau encourager l'Inde à accepter l'offre de coopération technique qu'ils lui ont faite en vue d'étudier des solutions de remplacement pour cette mesure.

35.7. La déléguée de l'Argentine a indiqué ce qui suit:

35.8. S'agissant de cette mesure, l'Argentine fait de nouveau part de sa préoccupation et souligne une nouvelle fois qu'elle n'est étayée par aucune explication scientifique. Comme elle l'a déjà dit devant ce Conseil et devant le Comité OTC, elle s'inquiète du fait que cette prescription puisse établir un précédent qui permettrait l'inclusion d'autres produits, y compris leurs dérivés, à l'avenir, et constituer un obstacle au commerce.

35.9. Le délégué du Paraguay a indiqué ce qui suit:

35.10. Le Paraguay souhaite s'associer à cette préoccupation, qu'il a également soutenue aux dernières réunions des Comités SPS et OTC, et pour gagner du temps, compte tenu de l'ordre du jour chargé de cette session du Conseil, demande que le compte rendu de la réunion reprenne ses interventions précédentes.⁸⁰

35.11. À cette occasion, le Paraguay souhaite simplement souligner que cette mesure, qui vise prétendument à atteindre des objectifs de sécurité et de santé des personnes, n'a pas été notifiée au Comité SPS; par conséquent, il demande instamment à l'Inde de le faire immédiatement. De même, il rappelle que les équivalents classiques des OGM ne présentent pas des propriétés différentes du point de vue de la sécurité sanitaire, ni des avantages supplémentaires pour la santé des personnes fondés sur des données scientifiques et, par conséquent, il ne voit pas la justification scientifique de cette réglementation. Il demande à nouveau instamment à l'Inde de fournir la justification scientifique et les analyses de risque pertinentes qui sous-tendent la mesure et, si elle ne peut pas le faire, de retirer la mesure dès que possible.

35.12. Le délégué du Canada a indiqué ce qui suit:

35.13. Le Canada remercie les États-Unis d'avoir inscrit ce point à l'ordre du jour. Il souhaite réaffirmer ses préoccupations soulevées à de précédentes réunions du Comité OTC, du Comité SPS et du CCM concernant le Décret de l'Inde relatif aux produits non génétiquement modifiés, qui prescrit qu'un certificat attestant que les produits sont non génétiquement modifiés ou sans OGM accompagne les lots de 24 produits alimentaires importés. Il est préoccupé par le fait que la mesure de l'Inde n'est pas étayée par des données scientifiques, étant donné le large consensus scientifique selon lequel les produits génétiquement modifiés sont aussi sûrs sur le plan sanitaire que les produits classiques correspondants, ainsi que par la charge induite et les incidences commerciales négatives que la mesure entraîne pour les pays exportateurs en raison de prescriptions de certification injustifiées. Le Canada demande une nouvelle fois à l'Inde de suspendre la mise en œuvre de cette mesure et de permettre la poursuite des échanges commerciaux sans la prescription exigeant un certificat attestant que les produits sont sans OGM. Cela donnerait à l'Inde la possibilité d'entamer la discussion avec les Membres afin d'examiner et d'envisager d'autres approches moins restrictives pour le commerce qui répondraient à ses objectifs et réduiraient au minimum l'incidence sur les échanges.

35.14. Le délégué du Japon a indiqué ce qui suit:

35.15. Le Japon se dit préoccupé par le fait qu'il existe une possibilité que cette mesure soit une mesure restrictive pour le commerce non fondée sur des preuves scientifiques. Il demande que les produits agricoles exportés depuis des pays exportateurs qui effectuent un contrôle approprié de leurs produits agricoles génétiquement modifiés ne soient pas visés par cette prescription.

35.16. Le délégué de l'Inde a indiqué ce qui suit:

35.17. L'Inde remercie les délégations des États-Unis, de l'Union européenne, de l'Australie et du Canada pour leur intérêt constant pour cette question. Les déclarations faites aux précédentes réunions du CCM et du Comité OTC sont toujours valables. En outre, l'Inde souhaite faire les remarques suivantes.

35.18. La Loi sur la protection de l'environnement (1986) et son règlement d'application précisent que nul ne peut importer ou exporter des organismes/substances ou cellules génétiquement modifiés sans autorisation du GEAC.

⁸⁰ Voir le document G/C/M/143, paragraphes 30.14 et 30.15.

35.19. La notification n° 2 (RE-2006)/2004-2009 de la DGFT, datée du 7 avril 2006, relative à l'importation de produits alimentaires génétiquement modifiés, indique que l'importation d'OGM et d'OVM destinés à l'alimentation est régie par les dispositions de la Loi sur la protection de l'environnement de 1986 et son Règlement d'application de 1989.

35.20. Le GEAC n'a à ce jour approuvé aucune des variétés de cultures génétiquement modifiées/d'origine génétiquement modifiée énumérées dans le Décret susmentionné.

35.21. Actuellement, les exportateurs de plusieurs partenaires commerciaux, dont les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Australie, le Canada, la Turquie, l'Iran, la Chine, la Thaïlande et l'Union européenne, y compris l'Italie, l'Allemagne et la France, fournissent déjà les certificats exigés. L'Inde estime donc que ce décret n'a pas d'effets de restriction des échanges.

35.22. Dans le même ordre d'idées, l'Inde délivre elle aussi ces certificats pour ses propres exportations vers d'autres pays. Le gouvernement indien a autorisé le Conseil d'inspection des exportations (EIC) à faire office d'organisme chargé de délivrer les certificats attestant que les envois de produits destinés à l'exportation sont sans OGM.

35.23. L'EIC a délivré plus de 9 000 certificats de ce type en vue de l'exportation de cultures vivrières primaires, ainsi que de produits alimentaires transformés vers plusieurs pays.

35.24. Dans ce contexte, l'Inde demande aux délégations intéressées de faire part des problèmes spécifiques rencontrés en ce qui concerne ce décret.

35.25. Le Conseil a pris note des déclarations faites.

36 PANAMA – PRESCRIPTIONS RELATIVES À LA RÉCOLTE ET À LA GERMINATION DES OIGNONS ET POMMES DE TERRE – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LE CANADA ET LES ÉTATS-UNIS

36.1. Le Président rappelle que ce point a été inscrit à l'ordre du jour à la demande du Canada et des États-Unis.

36.2. La déléguée des États-Unis a indiqué ce qui suit:

36.3. Les États-Unis continuent de soulever leurs préoccupations concernant les règlements techniques relatifs aux oignons et pommes de terre récemment mis en œuvre par le Panama. Depuis la dernière réunion du CCM, les États-Unis ont persévéré dans leur tentative de dialogue constructif avec le Panama sur cette question. Le Panama continue de ne pas répondre à ces demandes et n'a toujours pas fourni de justification scientifique pour ces mesures. Les États-Unis restent disponibles et engagés à œuvrer avec le Panama pour affiner les mesures afin qu'elles répondent à ses objectifs légitimes sans être inutilement restrictives. Dans l'intervalle, ils demandent une nouvelle fois au Panama de fournir la justification scientifique de ses mesures ou de suspendre la mise en œuvre des règlements relatifs aux pommes de terre et aux oignons jusqu'à la fin des discussions techniques.

36.4. Le délégué du Canada a indiqué ce qui suit:

36.5. Le Canada souhaite soulever cette préoccupation commerciale spécifique concernant les nouvelles prescriptions du Panama en matière de qualité des pommes de terre fraîches que le Ministère de l'industrie et du commerce a établies le 20 février 2020. En tant que fournisseur de longue date et tout au long de l'année de pommes de terre fraîches au Panama, le Canada continue d'être préoccupé par le fait que la mise en œuvre de ces nouvelles prescriptions en matière de qualité pourrait avoir une incidence directe sur sa capacité d'exporter des pommes de terre vers le Panama.

36.6. Le Canada reconnaît que le Panama a reporté la mise en œuvre de ces mesures afin que de nouvelles consultations puissent avoir lieu avec les partenaires commerciaux et lui est reconnaissant d'avoir participé à la réunion technique bilatérale tenue en septembre 2021 pour aborder les éléments de préoccupation relatifs à cette question. Toutefois, malgré ce dialogue positif, le Canada note que ses préoccupations n'ont pas été prises en compte par le Panama dans la dernière version de ses prescriptions en matière de qualité, qui ont été mises en œuvre le 17 février 2022 et pour lesquelles une notification a été adressée à l'OMC ultérieurement, le 21 février 2022.

36.7. Le 14 avril 2022, le Canada a fait part au Ministère du commerce (MICI) du Panama de ses observations sur la notification adressée à l'OMC par ce dernier, en rappelant ses préoccupations au sujet des délais restrictifs de stockage et de commercialisation, ainsi que de la tolérance zéro concernant la germination. À ce jour, le Canada n'a pas reçu de réponse du Panama. Par conséquent, il souhaite savoir quand le Panama répondra à ses observations. Le Canada demande respectueusement au Panama de suspendre l'application de ces prescriptions afin de permettre la poursuite du dialogue technique et de garantir que les normes du Panama en matière de qualité ne créent pas d'obstacles non intentionnels à leur commerce bilatéral de produits agricoles mutuellement avantageux.

36.8. La déléguée du Panama a indiqué ce qui suit:

36.9. Le Panama remercie les délégations des États-Unis et du Canada pour leurs observations et prend note de leurs préoccupations. Il s'est montré réceptif aux observations de ses partenaires commerciaux, comme en témoigne la prorogation de la mesure concernant les oignons. Comme il l'a déclaré à la délégation américaine lors d'une récente réunion bilatérale, ainsi qu'au Comité OTC, il réaffirme les engagements qu'il a pris en matière de transparence et souligne que les autorités panaméennes continuent d'examiner cette question dans la capitale avec tous les organismes gouvernementaux compétents, y compris le Ministère du commerce et de l'industrie, la Direction panaméenne de la sécurité sanitaire des aliments et le Ministère de l'agriculture. Il rappelle que toute mise à jour sera dûment partagée et notifiée à ce Conseil.

36.10. Le Conseil a pris note des déclarations faites.

37 UNION EUROPÉENNE – PROJET DE RÈGLEMENT DE LA COMMISSION MODIFIANT LES ANNEXES 2 ET 5 DU RÈGLEMENT (CE) N° 396/2005 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL CONCERNANT LES LIMITES MAXIMALES APPLICABLES AUX RÉSIDUS DE CLOTHIANIDINE ET DE THIAMÉTHOXAME DANS OU SUR CERTAINS PRODUITS – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LES ÉTATS-UNIS

37.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande des États-Unis.

37.2. La déléguée des États-Unis a indiqué ce qui suit:

37.3. Les États-Unis partagent les préoccupations de l'Union européenne au sujet de la santé des pollinisateurs et s'emploient activement à protéger les abeilles et les autres pollinisateurs aux États-Unis. La communauté internationale des milieux scientifiques et des organismes de réglementation internationaux a constaté que des interactions complexes entre plusieurs facteurs influent sur la santé des pollinisateurs, y compris la santé des abeilles.

37.4. Étant donné l'importance cruciale des pesticides cités dans le Règlement dans le cadre des programmes de lutte intégrée contre les parasites concernant des cultures qui sont exportées vers l'UE par de nombreux pays, la mesure proposée semble constituer un obstacle notable au commerce et à la production des produits agricoles au niveau international.

37.5. L'utilisation des LMR de pesticides a pour objet de gérer, à leur arrivée sur le marché, le risque en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires que présentent les produits alimentaires importés ayant fait l'objet d'un traitement. Les LMR ne sont pas censées être un outil de gestion de la sécurité environnementale et leur utilisation à cette fin peut avoir des conséquences involontaires qui pourraient compromettre l'élaboration et l'utilisation des normes internationales en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires.

37.6. Lors des réunions de novembre des Comités SPS et OTC, les États-Unis ont demandé à l'Union européenne d'expliquer en quoi les conclusions de ces évaluations des risques appuyaient l'abaissement des LMR à la limite de détermination pour les produits visés. Les États-Unis ont également demandé à l'UE de fournir l'analyse et les études qu'elle a réalisées pour examiner les systèmes de production hors de l'UE.

37.7. Les États-Unis sont préoccupés par l'absence manifeste de renseignements scientifiques ou techniques qui démontrent en quoi l'abaissement de ces LMR à la limite de détermination contribue

à l'objectif de protection des pollinisateurs, y compris des abeilles. Ils ont aussi des doutes quant aux critères objectifs que l'UE utilisera pour évaluer les demandes de tolérances à l'importation au titre du règlement et demandent que l'UE fournisse des renseignements plus précis sur ces critères.

37.8. En l'absence de renseignements scientifiques ou techniques indiquant en quoi l'abaissement des LMR à la limite de détermination pour les produits visés contribue à l'objectif de protection des pollinisateurs, y compris des abeilles, les États-Unis demandent à l'Union européenne de maintenir ses LMR existantes pour la clothianidine et le thiaméthoxame.

37.9. Les défis environnementaux complexes nécessitent la collaboration de l'ensemble de la communauté mondiale; les approches unilatérales fondées sur des données scientifiques incomplètes peuvent compliquer ou retarder davantage les progrès significatifs sur ces questions urgentes, tout en affectant inutilement la production et le commerce des produits agricoles. En lieu et place du règlement proposé par l'Union européenne, les États-Unis accueilleraient favorablement une approche collaborative visant à protéger les pollinisateurs et apprécieraient de pouvoir apporter des ressources, une expertise scientifique et de nouvelles idées.

37.10. La déléguée de la Nouvelle-Zélande a indiqué ce qui suit:

37.11. La Nouvelle-Zélande soutient l'ambition majeure de l'Union européenne, qui est d'atténuer les défis climatiques et environnementaux exposés dans les politiques présentées au moyen du Pacte vert. Cependant, la Nouvelle-Zélande craint que l'imposition unilatérale de mesures à l'importation prescriptives qui ne tiennent pas compte des réalités de la production alimentaire dans différents contextes géographiques et climatiques n'entrave les efforts déployés pour relever les défis environnementaux mondiaux. Par exemple, les mesures à l'importation proposées risquent de saper les efforts déployés pour parvenir à des systèmes alimentaires durables à cause des répercussions sur la sécurité alimentaire et le développement rural, en particulier dans les pays en développement et les pays les moins avancés. Les mesures et les instruments de politique, en particulier ceux qui ont une incidence mondiale sur les partenaires commerciaux, doivent permettre de déterminer les tensions et les arbitrages entre les objectifs et d'examiner attentivement leurs effets dans l'ensemble du système alimentaire.

37.12. La Nouvelle-Zélande encourage l'Union européenne, et tous les Membres de l'OMC, à régler les questions environnementales de portée mondiale, y compris l'utilisation durable des pesticides, en collaborant avec les partenaires commerciaux dans les instances multilatérales et en reconnaissant que des systèmes de production et de réglementation différents peuvent produire des résultats environnementaux tout aussi souhaitables.

37.13. Compte tenu de la complexité des chaînes d'approvisionnement alimentaire mondiales, la Nouvelle-Zélande estime que les pays doivent agir de concert pour améliorer la durabilité et la résilience des systèmes alimentaires. À l'instar de l'Union européenne et d'autres Membres, elle s'investit pour surmonter les obstacles qui ont une incidence au-delà des frontières. Cependant, la Nouvelle-Zélande demande instamment aux Membres d'élaborer des mesures environnementales de manière à favoriser un dialogue transparent et ouvert, y compris par une collaboration active et régulière avec les partenaires commerciaux. Une telle approche reconnaît qu'il n'existe pas de modèle universel pour traiter les questions environnementales mondiales et que des solutions sur mesure, qui tiennent compte des différences entre les systèmes de production, peuvent être plus efficaces et plus durables pour produire des résultats environnementaux souhaitables.

37.14. La Nouvelle-Zélande encourage en outre les Membres à recourir à des mesures qui sont fondées sur des données scientifiques solides et sur les risques, qui suivent l'une des approches les moins restrictives pour le commerce, qui peuvent être appliquées de manière flexible et réaliste, et qui produisent vraiment le résultat légitime et escompté. Les limites et les directives internationales doivent être adoptées lorsqu'elles existent. La Nouvelle-Zélande souhaite également comprendre les raisons et la justification invoquées par l'Union européenne en ce qui concerne l'utilisation d'un outil SPS pour instaurer les mesures proposées dans le but déclaré de répondre à une préoccupation environnementale mondiale.

37.15. La déléguée du Paraguay a indiqué ce qui suit:

37.16. Le Paraguay tient à faire part de son soutien en faveur de ce point et rappelle qu'il a largement traité cette question au titre du point 6 de l'ordre du jour. Dans cet esprit, le Paraguay demande, étant donné qu'il a reçu des questions à ce sujet, qu'il soit précisé que les questions communiquées à l'Union européenne et à ses États membres ont été posées dans le contexte de la dernière réunion du Comité SPS et figurent dans le document G/SPS/GEN/2076. Ces questions ont été formulées à la suite et en raison du document G/SPS/GEN/2038, distribué par la Commission européenne.

37.17. Le Paraguay rappelle que certaines de ces questions avaient déjà été adressées à la Commission en mars, en particulier celles au sujet des autorisations d'urgence en général. Compte tenu de l'attitude évasive de la Commission, le Paraguay les présente de nouveau et cette fois il s'est adressé, dans certains cas, aux différents États membres. Cette dernière série de questions présente un intérêt pour cette préoccupation commerciale, car elle comprend des questions spécifiques relatives aux autorisations d'urgence pour les néonicotinoïdes, et aux évaluations réalisées par l'EFSA pour établir le bien-fondé desdites autorisations, dans les cas précis cités. Enfin, le Paraguay demande à l'Union européenne d'apporter des réponses dès que possible.

37.18. Le délégué de l'Équateur a indiqué ce qui suit:

37.19. L'Équateur remercie les États-Unis d'avoir inscrit cette préoccupation à l'ordre du jour du Conseil. Il fait de nouveau part de sa préoccupation concernant cette question, conformément aux déclarations qu'il a faites au sujet du point 6 de l'ordre du jour, ainsi qu'au Comité SPS et au Comité de l'accès aux marchés. Il est pertinent de rappeler que les LMR sont des normes commerciales élaborées pour s'assurer qu'il n'existe pas de risques inacceptables pour la santé des consommateurs à cause des résidus de pesticides dans les produits alimentaires. Par ailleurs, les normes encouragent les bonnes pratiques agricoles en matière de production alimentaire.

37.20. L'objectif premier de la loi européenne concernant l'établissement des LMR était de "garantir un niveau élevé de protection des consommateurs". La nouvelle proposition de règlement fausserait l'objectif du Règlement n° 396/2005, puisqu'elle changerait l'approche adoptée en matière de protection des "consommateurs européens" et ajouterait la prise en compte unilatérale de "facteurs environnementaux" dans des pays hors du territoire et de la juridiction des autorités européennes.

37.21. Si cette approche était acceptée, les points de vue de tiers ne seraient pas intégrés, en particulier ceux des organismes techniques spécialisés autonomes qui sont indépendants de leurs partenaires commerciaux. Cette manière de procéder pourrait conduire à l'imposition de pratiques unilatérales qui, sans accorder de droit de réponse ni faire entendre comme il convient les points de vue divergents, risquent de nuire à la compétitivité des agriculteurs, par exemple ceux des pays en développement qui sont confrontés à des situations particulières et exigeantes en matière de production agricole. Le caractère extraterritorial de la mesure remet en question la capacité des autorités de pays tiers de prendre soin de leurs ressources naturelles et de les gérer, et d'utiliser des méthodes de production et des outils adaptés à leur situation sociale, économique et environnementale.

37.22. En outre, il est probable que l'adaptation à de nouvelles LMR augmente le coût ou la quantité des engrais et des pesticides. La mise au point de nouvelles substances qui remplaceraient celles qui seraient retirées du marché en est au stade expérimental ou a un coût si élevé qu'elles sont inabordables pour les petits et moyens producteurs. Dans la pratique, l'absence de remplacement entraînerait un retour à l'utilisation de produits de plus basse technologie présentant une plus forte toxicité qui doivent aussi être appliqués de manière plus libérale, ce qui a une empreinte environnementale beaucoup plus importante. Nous nous demandons s'il s'agit là de la manière dont nous voulons protéger l'environnement.

37.23. La durabilité repose sur trois piliers: social, économique et environnemental. Il est capital de ne pas perdre de vue la convergence de ces trois aspects. Lors de l'adoption de mesures concernant les LMR, il convient de tenir compte des effets négatifs qu'elles auront sur les autres piliers de la durabilité chez les partenaires commerciaux de l'Union européenne, en particulier si ce sont des pays en développement. S'agissant de ses États membres, même l'Union européenne elle-même connaît bien cette flexibilité. Si nécessaire, les producteurs européens peuvent utiliser en

cas d'urgence des substances qui sont officiellement "non autorisées". Par conséquent, l'Équateur insiste sur le fait qu'il existe des motifs réglementaires et techniques suffisants, ainsi que des raisons de principe suffisantes, pour que l'Union européenne maintienne les limites maximales actuelles pour les pays tiers en tant que tolérances à l'importation.

37.24. Le délégué du Japon a indiqué ce qui suit:

37.25. La réduction des LMR pour deux ingrédients actifs aux fins de la protection des insectes pollinisateurs en dehors de la région diffère nettement de la méthode classique de fixation des LMR aux fins de la protection de la vie ou de la santé des personnes. Elle s'écarte de l'harmonisation internationale des LMR. Lors de la mise en place de nouvelles approches concernant les mesures qui ont une incidence sur des pays non membres de l'UE, telles que les LMR, il est nécessaire d'examiner en détail ces approches avec eux, y compris par l'intermédiaire du Comité SPS.

37.26. En ce qui concerne la protection des pollinisateurs dans le monde entier, au lieu de contraindre uniformément chaque pays et chaque région à suivre les méthodes proposées par l'Union européenne, la mesure la plus rationnelle et la plus efficace est que chaque pays et chaque région tienne compte de son propre climat, de l'état de ses sols, de l'utilisation de pesticides, ainsi que d'autres facteurs environnementaux, d'après les résultats obtenus jusqu'à présent en matière d'effets sur l'environnement et de faisabilité. Le Japon a présenté ses observations sur la notification OTC et prie l'Union européenne de les étudier attentivement.

37.27. Le délégué du Brésil a indiqué ce qui suit:

37.28. Le Brésil estime que la proposition actuelle de l'UE va à l'encontre de l'article 2.2 de l'Accord OTC car elle dépasse le cadre du soutien unilatéral des pouvoirs publics prévu dans l'Accord OTC et destiné à protéger l'environnement dans les pays tiers. Outre la nécessité de poursuivre la discussion, sur une base scientifique solide, au sujet des risques que les deux substances peuvent présenter pour la population d'abeilles dans le monde entier, le Brésil croit savoir qu'on ne saurait espérer étendre à tous les pays du monde des mesures restrictives pour le commerce qui ne tiennent pas compte de la diversité des situations nationales, y compris du climat et des sols. Qui plus est, il existe différents besoins et problèmes dus à la production agricole dans chaque pays. L'UE affirme que sa mesure restrictive viserait à éviter une propagation des effets néfastes sur les abeilles à partir de la production dans des pays non membres de l'UE. Toutefois, selon le Brésil, l'approche de l'UE ne tient pas dûment compte du fait que de nombreux pays, dont le Brésil, disposent de leurs propres procédures. En outre, il estime qu'en raison de ses effets extraterritoriaux, le règlement proposé par l'UE va à l'encontre des règles et de la jurisprudence du système commercial multilatéral. Au Brésil, l'État de São Paulo est le principal producteur d'agrumes et 84% de la production de miel y est également concentrée. Dans cet État, rien n'indique une baisse du nombre de pollinisateurs. Au contraire, la production de miel dans cette région a augmenté de 136% ces 15 dernières années.

37.29. Le délégué de l'Australie a indiqué ce qui suit:

37.30. Tout d'abord, l'Australie souhaite renvoyer à la déclaration qu'elle a faite lors de la dernière réunion du Comité OTC. L'Australie reconnaît le droit des Membres de l'OMC de réglementer les importations agricoles pour atteindre des objectifs politiques légitimes. Néanmoins, elle estime que les Membres sont également liés par les obligations qu'ils ont contractées dans le cadre de l'OMC, en particulier pour ce qui est de réaliser des évaluations des risques fondées sur des données scientifiques et de veiller à ce que les mesures prises ne soient pas plus restrictives pour le commerce qu'il n'est nécessaire. L'Australie n'est pas favorable à l'utilisation de LMR concernant les produits importés pour atteindre des objectifs environnementaux hors des frontières de l'UE. Cette approche extraterritoriale a une incidence sur la capacité des pays tiers de mettre en œuvre des politiques environnementales compatibles avec leur situation environnementale unique. De fait, les autorités nationales des pays tiers sont les mieux placées pour veiller à ce que l'application des pesticides soit réalisée de manière responsable et durable dans chaque pays. L'Australie renvoie également à sa déclaration antérieure au titre du point 6 de l'ordre du jour.

37.31. La déléguée de l'Argentine a indiqué ce qui suit:

37.32. L'Argentine partage pleinement le réel intérêt que l'Union européenne porte à l'importance stratégique des pollinisateurs pour l'environnement, en particulier les abeilles pour les écosystèmes et la biodiversité. De même, en tant que grand producteur de denrées alimentaires, le pays reconnaît la contribution significative qu'ils apportent à l'agriculture et à la sécurité alimentaire mondiale. C'est pourquoi, à l'instar de nombreux autres pays, l'Argentine a pris des mesures extrêmes pour doter les producteurs des outils nécessaires à une protection suffisante des végétaux, afin qu'ils puissent continuer de produire des denrées alimentaires tout en réduisant, grâce aux bonnes pratiques agricoles, l'effet que l'utilisation de certains produits a sur les pollinisateurs. Cependant, tout semble indiquer que cette mesure notifiée par l'Union européenne, au lieu de protéger l'environnement ou les pollinisateurs, entraînera la création d'un obstacle qui affaiblira la capacité des producteurs des pays tiers d'exporter vers l'UE.

37.33. Diverses études réalisées dans le monde entier montrent que la baisse du nombre de pollinisateurs a des causes multifactorielles et que les néonicotinoïdes, la clothianidine et le thiaméthoxame, sont sans danger pour les abeilles lorsqu'ils sont utilisés en suivant de bonnes pratiques agricoles et qu'ils sont absolument nécessaires pour lutter contre certains parasites dans l'agriculture extensive. Dans le cas présent, les mesures notifiées ne sont pas fondées sur une analyse des risques concernant les niveaux de toxicité présents dans l'ensemble des produits pour l'alimentation humaine et animale et les conséquences que les néonicotinoïdes ont sur la santé et la vie des personnes sur le territoire des États membres de l'UE. Au contraire, il semble que le projet de règlement en question soit fondé sur des évaluations des risques concernant l'exposition des abeilles à ces néonicotinoïdes utilisés en extérieur, étant donné que l'objectif déclaré de l'UE est de répondre à une préoccupation environnementale de nature mondiale, à savoir le déclin des pollinisateurs à l'échelle planétaire. De ce point de vue, le projet de règlement serait incompatible avec les obligations de l'UE, puisqu'elle n'a pas fourni d'évaluation scientifique aux termes de l'Accord SPS (articles 2:2 et 5:1) pour justifier l'adoption de la mesure en question.

37.34. Que l'objectif visé soit légitime ou non, la mesure de l'Union européenne donnera lieu à une interdiction quasi-totale de l'accès à son marché pour un large éventail de produits destinés à l'alimentation humaine et animale, ce qui nuirait gravement aux exportateurs vers le marché communautaire qui n'ont pas interdit l'utilisation en extérieur de la clothianidine et du thiaméthoxame sur leurs territoires respectifs dans les 36 mois suivant l'application des nouvelles LMR. L'Argentine estime donc que les perturbations commerciales que provoquerait la réduction des LMR pour tous les produits visés par la mesure ne seraient pas proportionnelles à l'objectif recherché. À cet égard, le projet de règlement serait contraire aux obligations énoncées aux articles 2:1 (faire en sorte que les mesures ne soient appliquées que dans la mesure nécessaire), 5:4 (réduire au minimum les effets négatifs sur le commerce) et 5:6 (éviter les mesures qui restreignent inutilement le commerce) de l'Accord SPS.

37.35. L'Argentine est tout aussi préoccupée par le fait que la mise en œuvre de la mesure équivaldrait à une restriction déguisée au commerce international, contraire aux dispositions de l'article 5:3 de l'Accord SPS. Cette observation repose sur le fait que les résultats des pollinisateurs ne dépendent pas exclusivement des deux substances interdites par l'Union européenne, et sur les nombreuses utilisations d'urgence autorisées par l'UE à des conditions qui ne pourraient pas être étendues aux pays tiers (exportation).

37.36. Pour ces raisons, l'Argentine a présenté des observations concernant la notification G/TBT/N/EU/908, pour lesquelles elle attend la réponse de l'Union européenne.

37.37. Le délégué de l'Afrique du Sud a indiqué ce qui suit:

37.38. L'Afrique du Sud remercie les États-Unis d'avoir inscrit ce point à l'ordre du jour du Conseil. Elle partage les préoccupations soulevées au titre de ce point de l'ordre du jour, y compris celles qui ont été exprimées au titre de points connexes de l'ordre du jour, en particulier en ce qui concerne le MACF de l'Union européenne et le Pacte vert de l'UE en général. L'Afrique du Sud est préoccupée par les conséquences systémiques des mesures environnementales unilatérales que l'UE adopte de plus en plus au détriment des exportations, en particulier celles des pays en développement. L'Afrique du Sud s'associe aux États-Unis et aux autres Membres qui ont pris la parole avant elle pour faire part de préoccupations concernant le règlement de l'UE relatif aux tolérances à

l'importation en ce qui concerne les LMR pour la clothianidine et le thiaméthoxame (pesticide et substance active) dans ou sur certains produits.

37.39. L'Afrique du Sud est déterminée à assurer la durabilité dans toutes ses dimensions et à œuvrer en faveur de la protection de l'environnement et de l'atténuation du changement climatique conformément aux accords environnementaux multilatéraux pertinents conclus au sein des instances multilatérales internationales appropriées, y compris à leurs principes, à savoir les responsabilités communes mais différenciées et les capacités respectives.

37.40. Bien que l'Afrique du Sud souscrive aux objectifs de l'Union européenne en matière de transformation des systèmes alimentaires et soit également déterminée à lutter contre le changement climatique et la perte de biodiversité en continuant de mettre en place des systèmes alimentaires plus durables et plus résilients, elle souligne toutefois que, pour répondre aux questions relatives au patrimoine commun de l'humanité, il faut des solutions multilatérales et non des mesures commerciales unilatérales et extraterritoriales comme celles que prend l'UE qui visent à imposer aux partenaires commerciaux ses propres approches en matière de réglementation intérieure.

37.41. L'Afrique du Sud fait observer que l'abaissement des LMR pour les substances clothianidine et thiaméthoxame élargit la portée de la réglementation existante en matière de LMR au-delà de la protection des consommateurs à des considérations environnementales. La mesure proposée qui consiste à abaisser les LMR pour les substances clothianidine et thiaméthoxame aura un effet défavorable sur les exportations de produits agricoles et agroalimentaires à destination de l'Union européenne. En définitive, la mesure proposée restreindra inutilement le commerce de produits agricoles sûrs, perturbera la production et influera négativement sur les moyens de subsistance des petits producteurs ruraux d'Afrique du Sud.

37.42. Les pays ont leurs propres objectifs et difficultés en matière de durabilité. Entre autres défis climatiques connexes, l'Afrique du Sud est exposée à de fortes pressions exercées par les parasites et les maladies en raison des effets conjugués de la chaleur, de l'humidité et des moisissures qui proviennent de différents types de plantes adventices, de parasites et de champignons. Pour relever ces défis, il est nécessaire d'utiliser des méthodes, des outils et des technologies divers pour répondre de manière durable à la demande mondiale croissante en produits pour l'alimentation humaine et animale face au changement climatique.

37.43. L'Afrique du Sud préconise la transparence ainsi qu'une prise de décision fondée sur des données scientifiques et sur les risques qui repose sur les données disponibles afin de renforcer la durabilité dans l'agriculture, et elle exhorte l'Union européenne à prendre en considération les conditions climatiques, les matrices cultures-parasites et la situation socioéconomique des pays en développement et sous-développés dans l'élaboration et la mise en œuvre de la mesure.

37.44. L'Afrique du Sud rappelle également à l'Union européenne qu'elle a soulevé des préoccupations semblables lors de la dernière réunion du Comité OTC, y compris des questions auxquelles, nous n'en doutons pas, l'UE répondra. Celles-ci étaient les suivantes: i) pourriez-vous confirmer que, si ce règlement est appliqué, les LMR seront ramenées à 0,01 mg/kg pour tous les produits? Dans la négative, quels sont les niveaux par produit applicables; ii) veuillez confirmer que l'UE a interdit l'utilisation de la clothianidine ou du thiaméthoxame dans toutes les demandes, y compris l'utilisation dans des serres permanentes. Dans le cas contraire, ces produits devront-ils également respecter les nouvelles LMR; et iii) depuis que l'UE a appliqué l'interdiction de l'utilisation en extérieur de la clothianidine ou du thiaméthoxame, quelles solutions de remplacement sont utilisées dans l'UE et quelles ont été les conséquences du point de vue des coûts pour les agriculteurs?

37.45. Le règlement contient la déclaration suivante: "afin de répondre aux besoins du commerce international, des demandes de tolérances à l'importation pour la clothianidine ou le thiaméthoxame peuvent être présentées en application de l'article 7 du règlement (CE) n° 396/2005, assorties d'informations pertinentes permettant de démontrer l'innocuité pour les pollinisateurs des bonnes pratiques agricoles applicables aux utilisations spécifiques des substances actives concernées".

37.46. Quelle est la procédure à suivre et quel est le délai proposé?

37.47. Le délégué de l'Inde a indiqué ce qui suit:

37.48. L'Inde tient à remercier l'Union européenne d'avoir notifié aux Membres, dans le document G/TBT/N/EU/908, ses LMR pour la clothianidine et le thiaméthoxame et à remercier les États-Unis d'avoir inscrit ce point à l'ordre du jour du Conseil. L'Inde croit comprendre que l'UE envisage d'abaisser les LMR existantes des pesticides qui ne sont plus approuvés dans sa juridiction en raison de préoccupations environnementales, notamment certains insecticides néonicotinoïdes, à leur valeur par défaut, et de ne pas examiner les nouvelles demandes de tolérances à l'importation. Cette approche ne se limite pas à cette notification et, pour de nombreux produits, les limites de résidus de pesticides ont été fixées à 0,01 mg/kg. L'EFSA a indiqué que la LMR par défaut de 0,01 mg/kg s'applique à près de 690 pesticides qui ne sont pas expressément mentionnés dans la législation sur les LMR.

37.49. Comme il ressort clairement des observations d'autres partenaires commerciaux, la fixation de LMR par défaut pour de nombreux produits suscite des préoccupations parce que cela impose aux importations en provenance d'autres pays une norme qui devra peut-être avoir un fondement scientifique suffisant. Certains des produits qui ne sont pas cultivés dans l'Union européenne sont soumis à ces seuils. Cela ne tient pas compte des organismes chargés de la réglementation des produits chimiques des autres pays et les soumet artificiellement à une prescription qui n'est ni scientifique ou fondée sur des éléments de preuve ni réalisable et qui doit être appliquée sur le plan commercial. L'UE fait souvent état de préoccupations relatives à la protection de ses citoyens. Toutefois, même cela est discutable car on constate que les citoyens d'autres pays s'en sortent bien sans ces prescriptions; par ailleurs, on observe que les études sur lesquelles l'UE s'est appuyée doivent être suffisamment représentatives du groupe de citoyens de l'UE dans certains cas. Dans les cas où il est fait état de préoccupations environnementales, l'Inde rappelle à l'UE qu'il est important de respecter le droit de chaque Membre d'établir ses réglementations en matière de protection de l'environnement.

37.50. Cette approche adoptée par l'Union européenne ne permet pas non plus de reconnaître les efforts que déploient des groupes scientifiques internationaux et des organismes d'élaboration des normes, comme la Réunion conjointe FAO/OMS sur les résidus de pesticides et le *Codex Alimentarius*, afin de fixer un niveau sûr et harmonisé de résidus de pesticides dans les produits agricoles. Dans ces circonstances, l'Inde demande instamment à l'UE de revoir ses pratiques et d'éviter de perturber inutilement le commerce, en veillant au respect de ses obligations dans le cadre de l'OMC lorsqu'elle fixe des LMR et qu'elle examine les demandes de tolérances à l'importation. L'Inde demande également à l'UE de respecter les organismes de réglementation des autres pays et leurs positions, en particulier lorsqu'un certain nombre de Membres partagent une position commune, et de ne pas imposer de normes arbitraires en matière de LMR, pour éviter des perturbations inutiles du commerce des produits sûrs.

37.51. La déléguée de l'Union européenne a indiqué ce qui suit:

37.52. L'Union européenne prend note de l'intérêt que les États-Unis portent à cette question. Le projet de règlement sur l'abaissement des LMR pour les deux substances néonicotinoïdes, la clothianidine et le thiaméthoxame a été notifié au Comité OTC le 6 juillet 2022 (G/TBT/N/EU/908). Les observations ont été communiquées aux États membres de l'UE et examinées à la réunion tenue en septembre 2022, lors de laquelle les États membres ont approuvé la proposition. Le règlement sera maintenant examiné par le Conseil et le Parlement européen. Si aucune objection n'est soulevée, la Commission européenne adoptera le règlement au début de l'année 2023.

37.53. Ce projet de règlement est le premier qui met en œuvre la nouvelle politique annoncée dans le Pacte vert pour l'Europe, et plus précisément la Stratégie "De la ferme à la table", en ce qui concerne les résidus de pesticides dans les denrées alimentaires importées. Les aspects environnementaux visés par ce règlement sont ceux qui ont trait à la protection des pollinisateurs. Il s'agit d'une question d'intérêt mondial, qui ne peut être résolue par l'adoption de mesures au niveau de l'UE uniquement. Le règlement abaisse les LMR pour deux substances néonicotinoïdes, la clothianidine et le thiaméthoxame. Ces substances sont connues pour contribuer de manière significative au déclin des populations de pollinisateurs en raison de leurs propriétés intrinsèques qui entraînent des effets néfastes sur les pollinisateurs, indépendamment de la zone géographique où elles sont utilisées.

37.54. L'Union européenne estime qu'à l'heure actuelle il n'existe pas d'autre solution que l'abaissement des LMR de la clothianidine et du thiaméthoxame qui serait moins restrictive pour le commerce et qui contribuerait de la même manière à l'objectif de protection des pollinisateurs. Sur la base des connaissances actuelles, la réduction de l'utilisation des néonicotinoïdes est une mesure efficace et préventive pour lutter contre le déclin des pollinisateurs. Selon la plate-forme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES), il existe un consensus clair quant au fait que les abeilles sauvages et les abeilles domestiques sont exposées aux pesticides (principalement par le nectar et par le pollen, dans le cas des néonicotinoïdes), et que les effets sublétaux sont très divers.

37.55. L'Union européenne reconnaît que le déclin des pollinisateurs à l'échelle mondiale est suffisamment confirmé par des preuves scientifiques solides; plusieurs facteurs expliquent ce dernier. À cet égard, le projet de règlement est coordonné avec d'autres programmes et activités internationales de l'UE comme i) l'Initiative européenne sur les pollinisateurs, qui vise à améliorer les connaissances scientifiques sur le déclin des insectes pollinisateurs, à traiter ses principales causes connues et à renforcer la collaboration entre tous les acteurs concernés; et ii) les collaborations actives de l'UE avec la FAO dans le cadre de son "Action mondiale en faveur des services de pollinisation pour une agriculture durable" et avec l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) sur des projets visant à lutter contre le déclin des pollinisateurs.

37.56. L'UE tient à préciser que le projet de règlement n'exige pas des pays tiers qu'ils interdisent l'utilisation de la clothianidine et du thiaméthoxame sur leur propre territoire. Toutefois, si les produits agricoles récoltés sont destinés à être mis sur le marché de l'UE, ils devront respecter les LMR en vigueur dans l'UE. L'UE est liée par les règles de l'OMC et agit en conséquence. Les règles de l'OMC autorisent les Membres à adopter les mesures nécessaires pour atteindre un objectif légitime, qui est en l'occurrence la protection des pollinisateurs, une préoccupation environnementale mondiale.

37.57. En ce qui concerne les effets possibles sur le commerce: i) le projet de règlement contient des dispositions visant à faciliter les échanges, qui consistent principalement à reporter sa date de mise en application à 36 mois après son entrée en vigueur (au lieu des six mois prévus par les règles de l'OMC) et à permettre aux produits mis sur le marché avant la date de mise en application de rester sur le marché jusqu'à la fin de leur durée de conservation; et ii) l'Union européenne reconnaît que les pays tiers peuvent être confrontés à des conditions de production et à des pressions liées aux parasites différentes de celles de l'Europe continentale. Par conséquent, des tolérances à l'importation peuvent être accordées pour les substances actives non autorisées dans l'UE, à condition que les renseignements communiqués démontrent que leur utilisation est sans danger pour les pollinisateurs.

37.58. L'Union européenne reste disposée à poursuivre la discussion sur cette question avec tout Membre intéressé.

37.59. Le Conseil a pris note des déclarations faites.

38 AUSTRALIE – PROHIBITION DISCRIMINATOIRE CONCERNANT L'ACCÈS AUX MARCHÉS DES ÉQUIPEMENTS 5G – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LA CHINE

38.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande de la Chine.

38.2. Le délégué de la Chine a indiqué ce qui suit:

38.3. La préoccupation de la Chine à ce sujet demeure, étant donné que l'Australie continue d'appliquer des restrictions en matière d'accès aux marchés visant les produits 5G chinois en question, sans fournir de justification raisonnable ni d'éléments de preuve concrets. Ces mesures discriminatoires sont incompatibles avec les règles de l'OMC et nuisent gravement au fonctionnement et aux intérêts légitimes des entreprises chinoises concernées. Par conséquent, la Chine exhorte l'Australie à mettre ses mesures en conformité avec les règles de l'OMC et à offrir un environnement équitable, transparent et non discriminatoire permettant aux entreprises chinoises d'exercer leurs activités en Australie.

38.4. Le délégué de l'Australie a indiqué ce qui suit:

38.5. L'Australie prend note de la déclaration de la Chine. Depuis que la Chine a soulevé cette question pour la première fois à l'OMC, à la fin de 2018, l'Australie a engagé un dialogue constructif avec elle pour expliquer la raison d'être de sa position sur les réseaux 5G. Elle fait également observer que d'autres Membres de l'OMC ont pris des décisions analogues dans leur intérêt national concernant l'équipement des réseaux 5G nationaux. Comme l'Australie l'a indiqué précédemment, sa position sur les réseaux 5G est sans rapport avec les pays, transparente, fondée sur les risques, non discriminatoire et pleinement compatible avec les règles de l'OMC. L'Australie espère poursuivre le dialogue avec la Chine pour expliquer les raisons justifiant ses décisions et pour dissiper toute crainte.

38.6. Le Conseil a pris note des déclarations faites.

39 UNION EUROPÉENNE – PROHIBITION DISCRIMINATOIRE DE LA SUÈDE CONCERNANT L'ACCÈS AUX MARCHÉS DES ÉQUIPEMENTS 5G – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LA CHINE

39.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande de la Chine.

39.2. Le délégué de la Chine a indiqué ce qui suit:

39.3. La Chine regrette de devoir soulever une nouvelle fois cette question, la Suède n'ayant pas encore fourni d'explications et d'éléments de preuve crédibles concernant les mesures non transparentes et discriminatoires qu'elle a adoptées contre les produits des compagnies chinoises Huawei et ZTE, qui opèrent sur son territoire depuis plus de 20 ans. La Chine demande instamment à la Suède de veiller à harmoniser ses mesures avec les règles de l'OMC et d'instaurer un environnement équitable, transparent et non discriminatoire qui permette aux entreprises chinoises d'opérer en Suède.

39.4. La déléguée de l'Union européenne a indiqué ce qui suit:

39.5. L'Union européenne note que la question soulevée par la Chine en relation avec la récente mise aux enchères du spectre 5G en Suède fait encore l'objet d'une procédure judiciaire au titre de l'accord bilatéral sur l'investissement entre la Suède et la Chine. L'UE note également que Huawei a engagé une procédure auprès du Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI) au sujet de la question en litige. Compte tenu de cette procédure, l'UE n'entrera dans aucun des détails de cette question dans le cadre de la présente réunion du Conseil.

39.6. Le Conseil a pris note des déclarations faites.

40 UNION EUROPÉENNE – MÉCANISME D'AJUSTEMENT CARBONE AUX FRONTIÈRES – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LA CHINE

40.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande de la Chine.

40.2. Le délégué de la Chine a indiqué ce qui suit:

40.3. La Chine prend note du fait que la discussion interne sur le MACF est toujours en cours. Selon la déclaration de l'Union européenne à la réunion d'avril du CCM, un système de suivi et d'établissement de rapports concernant le MACF s'appliquerait à compter de 2023 et jusqu'à la fin de 2025. Étant donné que 2023 approche à grands pas et que la version finale du MACF n'est pas encore disponible, la Chine aimerait savoir si l'UE prévoit toujours de mettre en œuvre son MACF à partir du 1^{er} janvier 2023 et quand elle en publierait la version finale.

40.4. La Chine partage l'avis de l'Union européenne selon lequel les Membres doivent prendre des mesures concrètes pour lutter contre le changement climatique. C'est pourquoi la Chine a annoncé le calendrier et la feuille de route pour atteindre le plafonnement des émissions de carbone et de neutralité carbone et a révisé sa contribution déterminée au niveau national, plus ambitieuse: par exemple d'ici à 2030, les émissions de dioxyde de carbone de la Chine par unité de PIB auront chuté de 65% par rapport à 2005. Cependant, la Chine est convaincue que, pour relever efficacement le défi du changement climatique, il faudrait respecter le principe des "responsabilités communes mais différenciées et des capacités respectives". En particulier, les Membres devraient garder à l'esprit

les conditions et les difficultés nationales spécifiques et différentes auxquelles font face les Membres en développement et les PMA, et, le cas échéant, leur fournir une assistance financière et technique.

40.5. La Chine partage les mêmes préoccupations que celles exprimées par d'autres Membres quant à la compatibilité du MACF avec les règles de l'OMC et l'Accord de Paris. La mise en œuvre du MACF ne semble reposer sur aucun fondement scientifique. De nombreuses études ont souligné que le SEQUE-UE n'entraînait pas de fuites de carbone et que le MACF contribuait peu à la réduction des émissions mondiales. Les rapports de la CNUCED indiquent que le MACF ne peut réduire que de 0,1% les émissions mondiales ou de 0,9% les émissions de l'UE.

40.6. Le MACF de l'Union européenne aura des répercussions négatives sur les Membres en développement, en particulier ceux dont la structure commerciale est relativement simple. Cela va à l'encontre du principe des "responsabilités communes mais différenciées et des capacités respectives" établies dans l'Accord de Paris.

40.7. Le MACF de l'Union européenne semble contrevenir aux règles de l'OMC, notamment en ce qui concerne l'élimination des quotas alloués à titre gratuit du système d'échange de quotas d'émission, les prescriptions additionnelles en matière de licences d'importation pour les marchandises importées, les dispositions d'exemption pour certains États membres de l'UE et la méthode de mesure de la teneur effective en carbone des marchandises importées. Tous ces éléments pourraient ne pas être compatibles avec les principes du traitement NPF et du traitement national, l'élimination générale des restrictions quantitatives et les conditions applicables des clauses d'exception pertinentes.

40.8. La Chine est disposée à poursuivre le dialogue avec l'Union européenne par des voies bilatérales et multilatérales afin de comprendre comment l'UE coopérera avec d'autres Membres de l'OMC pour garantir la compatibilité du MACF avec ses obligations multilatérales.

40.9. Enfin, la Chine note que, dans la Déclaration qu'ils ont faite à Bali la semaine précédente, les dirigeants du G-20 ont souligné ceci: "Nous pensons que les politiques commerciales et climatiques/environnementales devraient se soutenir mutuellement, être compatibles avec les règles de l'OMC et contribuer aux objectifs du développement durable". À la COP27, la Directrice générale, Mme Okonjo Iweala, a également déclaré ce qui suit: "Le monde ne peut pas se permettre de laisser le commerce et l'OMC sur la touche dans la lutte contre le changement climatique". Pour la même raison, la Chine pense que les Membres doivent renforcer leur coopération et leur coordination en matière de politique climatique liée au commerce afin de réduire autant que possible les frictions commerciales et l'incertitude des investisseurs découlant de mesures climatiques unilatérales. L'OMC peut jouer un rôle précieux en tant que forum dans ce domaine.

40.10. Le délégué de la Thaïlande a indiqué ce qui suit:

40.11. La Thaïlande se joint à la Chine et aux intervenants précédents pour exprimer sa préoccupation quant à la mesure d'ajustement carbone aux frontières adoptée par l'Union européenne. La Thaïlande reconnaît et partage pleinement le ferme engagement pris par la communauté internationale de s'attaquer au problème mondial urgent du changement climatique. Mais tandis que nous relevons ce défi mondial, la Thaïlande pense également qu'il importe de veiller à ce que les règles et principes internationaux, y compris ceux de l'OMC et de la CCNUCC, soient respectés. C'est pourquoi la Thaïlande fait entendre sa voix et se fait l'écho des préoccupations d'autres Membres concernant le MACF de l'UE.

40.12. Selon la réglementation existante, d'aucuns pourraient affirmer que le MACF de l'Union européenne traite les produits sont fabriqués dans l'UE différemment des produits similaires qui y sont importés en provenance d'autres Membres utilisant des procédés et méthodes de production ou des systèmes de réduction des émissions différents de ceux de l'UE. Comment l'UE pourrait-elle concilier sa réglementation actuelle relative au MACF avec le principe fondamental de non-discrimination de l'OMC, qui est inscrit dans les obligations relatives au traitement de la nation la plus favorisée et au traitement national énoncées dans le GATT de 1994?

40.13. En outre, la Thaïlande est fermement convaincue que la coopération multilatérale est le meilleur moyen de s'attaquer à un problème mondial tel que le changement climatique et qu'une mesure telle que le MACF devrait faire l'objet de discussions approfondies dans un cadre multilatéral avant d'être mise en œuvre afin que soit assurée sa compatibilité avec les règles de l'OMC et le

principe des "responsabilités communes mais différenciées et des capacités respectives" inscrit dans l'Accord de Paris et dans la CCNUCC. Cependant, comme viennent de le déclarer plusieurs autres Membres, le MACF de l'Union européenne est une action unilatérale de l'UE qui est appliquée de manière extraterritoriale et aussi sans doute de manière punitive. Comment l'UE pourrait-elle concilier sa réglementation relative au MACF avec des principes tels que ceux de l'esprit de collaboration, de la coopération multilatérale et du respect mutuel des différences socioéconomiques et des émissions antérieures entre les Membres, tels qu'ils sont fermement établis au sein de la communauté internationale dans le contexte de la lutte contre le changement climatique à l'heure actuelle?

40.14. Ces observations ne sont pas exhaustives et reposent simplement sur l'évaluation préliminaire de la Thaïlande. Celle-ci reconnaît également que la réglementation proposée peut encore être modifiée, étant donné le processus interne en cours au sein de l'Union européenne. Toutefois, lorsqu'au sommet de la COP27, il lui a été demandé lors de son interview avec Bloomberg si le MACF de l'UE était légal au regard de l'OMC, la Directrice générale de l'OMC a répondu que "la difficulté résid[ait] dans les détails de sa mise en œuvre". Par conséquent, la Thaïlande souhaite encourager les autres Membres à examiner avec soin la réglementation et à voir par eux-mêmes si la difficulté réside effectivement dans les détails du MACF de l'UE, et, si c'est le cas, ce que nous pouvons faire à ce sujet.

40.15. Enfin, à l'instar d'autres Membres, la Thaïlande attend avec impatience de recevoir une description actualisée de la réglementation relative au MACF de l'Union européenne, ainsi que des explications supplémentaires de la part de l'UE au sujet de la compatibilité de son MACF avec les règles de l'OMC et les pratiques bien établies de la communauté internationale en matière de lutte contre le changement climatique. La Thaïlande est disposée à dialoguer de manière constructive sur cette question avec l'UE et les Membres intéressés.

40.16. La déléguée du Paraguay a indiqué ce qui suit:

40.17. Le Paraguay fait remarquer qu'il a déjà amplement abordé cette question au titre des points 24 et 50 de l'ordre du jour.

40.18. Le délégué du Brésil a indiqué ce qui suit:

40.19. Le Brésil renvoie à la déclaration qu'il a faite à la précédente réunion formelle du Conseil en juillet, car ses préoccupations antérieures restent valables.⁸¹

40.20. La déléguée de la Türkiye a indiqué ce qui suit:

40.21. La lutte contre le changement climatique et la réalisation d'une transition écologique sont des objectifs que la Türkiye partage avec l'Union européenne. Outre ses politiques nationales visant à atteindre ces objectifs, la Türkiye salue également les efforts accrus déployés à l'échelon mondial pour atténuer les effets du changement climatique, étant donné qu'il s'agit d'une question d'envergure mondiale. En fin de compte, tous les Membres espèrent réaliser la transformation massive nécessaire pour parvenir à une croissance économique durable sur le plan environnemental à l'échelon mondial, d'une manière inclusive et juste.

40.22. La Türkiye suit de près le Pacte vert de l'Union européenne et la réglementation relative au MACF en particulier, en raison de ses effets notables sur le commerce de la Türkiye avec l'UE. En ce sens, non seulement à ce conseil, mais aussi à d'autres comités, tels que le Comité du commerce et de l'environnement et le Comité de l'accès aux marchés, la Türkiye a communiqué ce qu'elle attendait de l'UE relativement à l'élaboration du projet de MACF et à sa future mise en œuvre. À ce stade, la Türkiye souhaiterait également remercier l'UE d'avoir agi de façon transparente et de s'être constamment attachée à partager des renseignements sur le Pacte vert.

40.23. La Türkiye ayant très récemment posé ses questions au sujet de la forme finale du MACF, elle ne les répètera pas ici. Il suffira qu'elle dise une fois encore ce qu'elle attend de cette mesure de politique publique. Elle souhaite souligner que les mécanismes unilatéraux, tels que le MACF, ne devraient pas créer d'obstacles non nécessaires au commerce et faire peser une charge indue sur

⁸¹ Document G/C/M/143, paragraphes 41.2 à 41.22.

les pays en développement et les PMA. La proportionnalité de la mesure au regard du risque perçu de fuite de carbone, le strict respect des règles fondées sur l'Accord sur l'OMC et l'adhésion aux principes des accords multilatéraux sur la protection de l'environnement sont autant d'éléments nécessaires pour garantir la crédibilité de ce mécanisme. Par ailleurs, la Türkiye craint que des mesures telles que le MACF de l'Union européenne ne créent des barrières commerciales et n'incitent à l'adoption de mesures de rétorsion qui, en retour, pourraient nuire à l'ordre commercial international fondé sur des règles et avoir des répercussions négatives sur les efforts des Membres en matière d'atténuation du changement climatique.

40.24. Le délégué du Japon a indiqué ce qui suit:

40.25. Le Japon considère que le changement climatique est un des enjeux les plus importants au monde. Les pays doivent revoir à la hausse leurs ambitions et redoubler d'efforts pour que la neutralité carbone soit atteinte au niveau planétaire d'ici à 2050, tout en garantissant des conditions de concurrence équitables et en empêchant les fuites de carbone. La coordination des politiques est donc importante pour la fabrication et la commercialisation de produits à faible intensité de carbone.

40.26. S'agissant de l'examen de la coordination des politiques, chaque pays a par le passé déployé des efforts de réduction selon sa situation particulière, en fonction par exemple de ses contraintes liées aux sources d'énergie et de son environnement industriel, et il faudrait en principe mettre l'accent sur l'"intensité de carbone" en tant que "résultat" de ces efforts de réduction. En d'autres termes, la basse "intensité de carbone" d'un pays ou d'un secteur résulterait de l'adoption, dans ledit pays ou secteur, de mesures suffisantes grâce auxquelles aucun problème ne se présenterait au regard de l'égalité des conditions de concurrence ou des fuites de carbone. À cet égard, le MACF de l'Union européenne a, à ce stade, pour objet d'appliquer une imposition à la frontière sur la base du niveau d'une mesure spécifique, telle qu'un prix explicite du carbone. En l'occurrence, à supposer que le produit ait la même intensité de carbone effective et ne cause pas de fuite de carbone, il serait frappé d'une imposition du fait qu'il existerait une différence notable au niveau du prix du carbone.

40.27. À ce propos, l'objectif environnemental ne peut en lui-même se justifier du point de vue de la prévention des fuites de carbone; il faut en revanche consacrer une attention suffisante à l'objectif d'assurer des conditions équitables de concurrence. Outre les problèmes de conception institutionnelle susmentionnés, il est indispensable que cette mesure soit conçue d'une manière qui soit compatible avec les règles de l'OMC, comme cela a été indiqué à plusieurs reprises.

40.28. En ce qui concerne les mesures relatives au MACF de l'Union européenne, la Thaïlande croit savoir qu'une réunion d'experts sur les méthodes de mesure des émissions de CO₂ des produits a débuté. Nous espérons que le MACF ne sera pas introduit avant que l'UE ne se soit assurée qu'il sera suffisamment compris à l'international. Dans le cas contraire, le MACF de l'UE pourrait donner lieu à des différends commerciaux internationaux.

40.29. Le délégué de la République de Corée a indiqué ce qui suit:

40.30. La République de Corée reconnaît que le changement climatique est l'une des questions les plus urgentes sur laquelle tous les Membres de l'OMC devraient continuer à porter conjointement leur attention, en trouvant des moyens efficaces de la traiter. Tout en ayant lancé son système national d'échange de quotas d'émission depuis 2015, la Corée ne ménage aucun effort pour atteindre la neutralité carbone d'ici à 2050. Elle participe en outre activement à divers forums internationaux pour coopérer à la lutte contre le changement climatique. Toutefois, les mesures commerciales ciblées à cette fin, telles que le MACF de l'Union européenne, devraient être conformes aux règles de l'OMC et conçues avec soin pour ne pas constituer un obstacle non nécessaire au commerce. En outre, un tel mécanisme devrait tenir pleinement compte des efforts individuels des partenaires commerciaux pour résoudre le problème du changement climatique.

40.31. La Corée continuera à suivre de près le processus législatif de mise en place du MACF, tout en encourageant l'Union européenne à donner à ceux qui seront soumis à sa mesure des informations suffisantes et la possibilité de formuler des observations. En outre, la Corée se réjouit de poursuivre le dialogue multilatéral sur les mesures commerciales visant à lutter contre le changement climatique.

40.32. Le délégué du Kazakhstan a indiqué ce qui suit:

40.33. Le Kazakhstan réaffirme la position qu'il a exprimée à la précédente réunion du Conseil et continue de suivre l'évolution relative au MACF de l'Union européenne. Il exhorte l'UE à examiner de manière approfondie la compatibilité du MACF avec les règles et réglementations de l'OMC et à veiller à ce que ce mécanisme ne crée pas d'obstacles au commerce.

40.34. Le délégué d'Afrique du Sud a indiqué ce qui suit:

40.35. L'Afrique du Sud remercie la Chine d'avoir inscrit ce point à l'ordre du jour et partage les préoccupations exprimées par d'autres Membres au sujet du MACF de l'Union européenne. Si l'Afrique du Sud soutient les efforts déployés à l'échelon mondial pour atténuer les changements climatiques, elle estime qu'ils devraient l'être d'une manière équilibrée et fondée sur les faits qui garantisse que les mesures commerciales ne nuisent pas à la cohérence de l'élaboration des politiques multilatérales en matière de commerce et de climat.

40.36. À ce propos, l'Afrique du Sud se réfère au rapport de la CNUCED de juillet 2021 dont il ressort qu'un MACF, tel qu'il est envisagé par l'Union européenne, ne présente que des avantages minimes en matière d'atténuation des changements climatiques (à savoir que le MACF ne devrait réduire que de 0,1% les émissions mondiales de CO₂), mais entraînerait au contraire des coûts disproportionnés et aurait des répercussions très importantes sur le commerce et les exportations, en particulier dans les pays en développement.⁸² L'Afrique du Sud s'inquiète également de la conformité du MACF de l'UE avec les règles de l'OMC et espère que l'UE prendra en compte les préoccupations soulevées par un certain nombre de Membres à cet égard.

40.37. La lutte contre les effets du changement climatique nécessite une coopération mondiale et la solidarité reste essentielle. C'est une question de patrimoine mondial qui ne peut être traitée par des mesures unilatérales.

40.38. Les taxes carbone aux frontières qui ferment les marchés d'exportation feront peser la charge sur d'autres acteurs et pénaliseront des économies dont les ressources et les moyens financiers sont déjà limités, ce qui entravera davantage leur évolution vers une faible intensité carbonique. Ce sera le cas pour de nombreuses économies en développement et moins avancées qui risquent d'être touchées de manière disproportionnée par le MACF de l'UE en raison de leur profil d'exportation et de leur situation géographique par rapport aux marchés de destination.

40.39. L'Afrique du Sud souligne que la transition vers la neutralité carbone doit être juste et équitable et doit non seulement promouvoir la résilience climatique, mais aussi donner la priorité au développement économique. Plus important encore, elle doit être fondée sur les principes convenus dans l'Accord de Paris et d'autres instruments relevant de la CCNUCC, à savoir le principe des responsabilités communes mais différenciées et des capacités respectives et le principe du pollueur-payeur.

40.40. La déléguée de l'Union européenne a indiqué ce qui suit:

40.41. L'Union européenne a régulièrement informé divers organes de l'OMC de l'évolution de son MACF. En effet, l'UE n'a pas ménagé ses efforts pour dialoguer avec les Membres sur cette question, notamment dans le cadre du Comité du commerce et de l'environnement. À cet égard, l'UE invite les Membres à se reporter à la présentation qu'elle a faite à la réunion du Comité du commerce et de l'environnement du 17 octobre 2022. L'UE accorde de l'importance à ce type dialogue avec les Membres et a pris bonne note de leurs observations.

40.42. À cette occasion, l'Union européenne s'efforcera donc de fournir aux Membres des renseignements actualisés au sujet de son processus interne. Les trois institutions de l'UE, à savoir la Commission européenne, le Parlement européen et le Conseil, ont ouvert des négociations en trilogue en juillet 2022, et tiennent des réunions régulièrement. La prochaine discussion politique entre ces trois institutions se tiendra le 12 décembre 2022, l'objectif étant de parvenir à un accord

⁸² A European Union Carbon Border Adjustment Mechanism: Implications for developing countries <https://unctad.org/webflyer/european-union-carbon-border-adjustment-mechanism-implications-developing-countries>.

d'ici à la fin de l'année. L'UE continuera de tenir les Membres informés à mesure que son processus interne avancera.

40.43. Le Conseil a pris note des déclarations faites.

41 ÉTATS-UNIS – MESURES DE CONTRÔLE DES EXPORTATIONS POUR LES ENTREPRISES CHINOISES – DEMANDE PRESENTÉE PAR LA CHINE

41.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande de la Chine.

41.2. Le délégué de la Chine a indiqué ce qui suit:

41.3. La Chine doit à nouveau soulever cette question car les États-Unis continuent d'abuser des mesures de contrôle des exportations pour écarter des entreprises chinoises au nom de la prétendue "sécurité nationale". Au 31 octobre 2022, 461 entités chinoises figuraient sur la "liste des entités" du Département du commerce des États-Unis. Les mesures de contrôle des exportations prises par les États-Unis ne tiennent pas compte des règles fondamentales de l'OMC, mettent à mal les principes du marché et la concurrence loyale et mettent en danger la sécurité des chaînes d'approvisionnement mondiales. La Chine les rejette fermement. Elle demande instamment aux États-Unis de mettre fin immédiatement à leur pratique erronée et de retirer les entreprises et les institutions universitaires chinoises de leur "liste d'entités" dès que possible afin de créer des conditions saines permettant aux entreprises et aux institutions concernées des deux parties de mener à bien une coopération commerciale normale.

41.4. La déléguée des États-Unis a indiqué ce qui suit:

41.5. Comme indiqué précédemment, les États-Unis ne sont pas d'avis que le Conseil du commerce des marchandises de l'OMC est l'enceinte appropriée pour examiner des questions relevant de la sécurité nationale, et notamment du contrôle des exportations.

41.6. Le Conseil a pris note des déclarations faites.

42 ÉTATS-UNIS – RESTRICTION QUANTITATIVE DISCRIMINATOIRE À L'IMPORTATION D'ACIER ET/OU D'ALUMINIUM – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LA CHINE

42.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande de la Chine.

42.2. Le délégué de la Chine a indiqué ce qui suit:

42.3. La Chine prend note du fait que les États-Unis ont conclu des accords bilatéraux avec l'Union européenne, le Japon et le Royaume-Uni en 2021 et 2022, respectivement, et ont imposé des contingents tarifaires à l'importation de produits en acier et/ou en aluminium en provenance de ces Membres, qui étaient précédemment visés par les droits de douane au titre de l'article 232. À cet égard, la Chine se réfère aux déclarations qu'elle a faites aux réunions précédentes, y compris celles du Comité de l'accès aux marchés et du CCM, et note que ses préoccupations concernant cette question demeurent.

42.4. La Chine aimerait savoir quand les États-Unis ont l'intention de notifier ces accords aux comités compétents, conformément aux règles de l'OMC. Elle attend des États-Unis qu'ils montrent l'exemple en s'acquittant de leurs obligations en matière de transparence et de notification. En outre, elle leur demande des éclaircissements supplémentaires concernant les questions suivantes. Les États-Unis pourraient-ils préciser comment ces accords bilatéraux pourraient répondre à leur prétendue préoccupation en matière de "sécurité nationale"? Quels critères les États-Unis utilisent-ils pour déterminer quels Membres pourront conclure de tels accords avec eux et quels Membres en seront exclus? Comment cette différence de traitement entre les Membres de l'OMC peut-elle se justifier au regard des règles de l'OMC?

42.5. La déléguée de la Türkiye a indiqué ce qui suit:

42.6. Comme la déléguée l'a dit à la précédente réunion du CCM ainsi qu'à celle du Comité de l'accès aux marchés, la Türkiye souhaite saisir cette occasion pour réitérer sa préoccupation concernant les droits de douane au titre de l'article 232 qui sont imposés par les États-Unis à l'importation de

produits en acier et en aluminium depuis 2018. La Türkiye note une fois de plus sa préoccupation quant à la compatibilité des mesures avec les règles et principes fondamentaux de l'OMC, tels qu'ils sont consacrés par l'Accord de l'OMC sur les sauvegardes, ainsi que par le GATT de 1994.

42.7. La Türkiye est d'avis que les évolutions récentes en faveur de l'exclusion de certains Membres, par opposition à d'autres, du champ d'application des droits établis au titre de l'article 232, de manière sélective, ne font qu'exacerber le problème en violant l'un des principes fondamentaux du système commercial multilatéral. Étant donné qu'il n'existe aucune raison convaincante de lever les prétendues mesures pour certains Membres, à l'exclusion d'autres, les mesures appliquées continuent d'être une source de préoccupation pour le bon fonctionnement du système commercial multilatéral. Étant donné la manière dont elles sont appliquées, les restrictions quantitatives sont contraires à la fois à l'esprit et à la lettre des principes fondamentaux de l'OMC en favorisant certains principes par rapport à d'autres. Au vu de ce qui précède, la Türkiye souhaite saisir cette occasion pour demander une nouvelle fois l'élimination totale de tous les droits additionnels et restrictions quantitatives, sans plus de délai, afin que le système commercial multilatéral puisse fonctionner efficacement.

42.8. La déléguée des États-Unis a indiqué ce qui suit:

42.9. Les États-Unis prennent note des observations et des questions de la Chine et la Türkiye au sujet de la compatibilité avec les règles de l'OMC des mesures établies au titre de l'article 232. Ils ont invoqué l'article XXI b) du GATT de 1994 et leurs mesures sont donc pleinement conformes aux règles de l'OMC. S'agissant des questions relatives au fonctionnement des contingents établis au titre de l'article 232, les États-Unis renvoient les Membres aux proclamations publiées par le Président en vertu de l'article 232, ainsi qu'aux renseignements sur la mise en œuvre des contingents publiés sur le site Web du Bureau des douanes et de la protection des frontières des États-Unis.

42.10. Le Conseil a pris note des déclarations faites.

43 ÉTATS-UNIS – MESURES CONCERNANT LA PROHIBITION DE L'ACCÈS AUX MARCHÉS POUR LES PRODUITS DES TIC – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LA CHINE

43.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande de la Chine.

43.2. Le délégué de la Chine a indiqué ce qui suit:

43.3. Comme le Conseil le sait, la Chine a soulevé cette question pour la première fois en 2019 au motif que les États-Unis avaient adopté des règles visant à restreindre l'accès au marché des produits et services des TIC fournis par des pays qu'ils considéraient comme des "adversaires étrangers". La Chine est très préoccupée par cette question et s'oppose fermement à la pratique injustifiable des États-Unis qui consiste à établir une discrimination vis-à-vis des entreprises chinoises en abusant du concept de sécurité nationale et en définissant la Chine comme un "adversaire étranger".

43.4. La fabrication de produits des TIC et les services connexes sont essentiels à l'innovation technologique et à l'économie numérique. Ce secteur est l'un des plus interconnectés au monde. Toute perturbation induite de ce secteur aura des répercussions négatives sur les chaînes d'approvisionnement mondiales et suscitera une incertitude dans l'économie mondiale. C'est pourquoi de nombreuses entreprises du secteur des TIC, y compris les entreprises états-uniennes concernées, suivent de près l'évolution des mesures des États-Unis.

43.5. Bien que des explications détaillées et des clarifications à propos de ces mesures, y compris leur conformité avec les règles de l'OMC, leur aient été demandées à maintes reprises, les États-Unis répondent souvent que le CCM n'est pas l'enceinte appropriée pour examiner des questions relevant de la sécurité nationale. La Chine souhaite souligner que, pendant de nombreuses décennies, il a été fait preuve de retenue mutuelle en ce qui concerne les exceptions relatives à la sécurité nationale. Toutefois, ces dernières années, le concept de sécurité nationale a été de plus en plus invoqué, généralisé à l'excès et utilisé de manière abusive, principalement par les États-Unis. La Chine comprend que nous ne devrions pas interdire les mesures qui sont nécessaires pour des raisons purement de sécurité, mais que nous devrions également éviter de prendre celles qui ont des visées essentiellement protectionnistes et commerciales, sous le couvert de la sécurité. C'est une question d'équilibre. Si l'on veut trouver le bon équilibre, l'un des principes de base auquel nous

croyons est que les Membres ne doivent pas abuser du concept de sécurité nationale, mais l'appliquer de bonne foi. Si un Membre peut justifier ses mesures protectionnistes et unilatérales en invoquant arbitrairement l'exception relative à la sécurité nationale sans aucune limite, pourquoi se donner la peine de limiter les circonstances dans lesquelles celle-ci peut être invoquée dans le texte de l'article XXI du GATT? Pourquoi l'article XXI figure-t-il même dans les règles de l'OMC si les Membres peuvent invoquer l'exception relative à la sécurité nationale sans limite?

43.6. Cela étant dit, la Chine demande instamment aux États-Unis de mettre leurs mesures en conformité avec les règles de l'OMC et de cesser d'abuser du concept de sécurité nationale, ce qui compromet gravement le système commercial multilatéral et transforme le commerce international en ce que James Bacchus, ancien Président de l'Organe d'appel, appelait un trou noir d'exceptions.

43.7. La déléguée des États-Unis a indiqué ce qui suit:

43.8. Comme indiqué précédemment, les États-Unis ne sont pas d'avis que le Conseil du commerce des marchandises de l'OMC est l'enceinte appropriée pour examiner des questions relevant de la sécurité nationale.

43.9. Le Conseil a pris note des déclarations faites.

44 CHINE – PROJET DE NORME NATIONALE CHINOISE RECOMMANDÉE (GB/T) POUR LES ÉQUIPEMENTS DE BUREAU (TECHNOLOGIE DE SÉCURITÉ DE L'INFORMATION – SPÉCIFICATION RELATIVE À LA SÉCURITÉ POUR LES ÉQUIPEMENTS DE BUREAU) – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LE JAPON

44.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande du Japon.

44.2. Le délégué du Japon a indiqué ce qui suit:

44.3. Concernant le projet de cette norme nationale, le Japon a déjà fait part de ses préoccupations au Comité des MIC, au Comité de l'accès aux marchés et au Comité OTC. Le Japon a confirmé qu'un avis du Comité technique national de la normalisation de la sécurité de l'information, TC260, avait indiqué que le projet de travail relatif à la norme avait été achevé. Le Japon croit comprendre que ce développement signifie que des travaux sont en cours pour réviser cette norme. Le Japon a exprimé à plusieurs reprises ses préoccupations à ce sujet. Néanmoins, il est regrettable que le travail interne pour cette révision se poursuive de façon constante. Le Japon souhaite également souligner qu'à la réunion d'octobre du Comité de l'accès aux marchés, la Chine avait déclaré qu'elle n'avait pas l'intention de réviser cette norme nationale.

44.4. Le Japon a fait part de ses préoccupations dans les comités compétents concernant la modification des normes nationales chinoises recommandées (GB/T) pour les équipements de bureau, tels que les périphériques multifonctions et les imprimantes, qui sont achetés par les exploitants d'infrastructures d'information essentielles, s'il s'avérait que la norme exigerait que: i) les équipements de bureau tels que les périphériques multifonctions et les imprimantes, y compris leurs composants, doivent être développés, conçus et produits en Chine; et ii) les renseignements prouvant que les équipements de bureau et/ou leurs composants sont développés, conçus et produits en Chine doivent être divulgués.

44.5. Ces normes nationales font craindre que les produits étrangers fassent l'objet d'une discrimination de la part des autres pays, que le commerce soit restreint plus que nécessaire et que le transfert de technologie soit forcé. Les normes peuvent également être incompatibles avec divers Accords de l'OMC, notamment l'article 2:1 de l'Accord sur les MIC, les articles 2.1, 2.3 et 5.1.2 de l'Accord OTC, l'article III:4 du GATT, ainsi que l'article 7.3 du protocole d'accession de la Chine.

44.6. Le Japon demande à la Chine de partager les faits concernant son intention de réviser cette norme nationale, y compris sa définition des exploitants d'infrastructures d'information essentielles, et le contenu de la norme nationale proposée, comme les prescriptions en matière de développement en Chine. Le Japon espère sincèrement que les révisions des normes nationales chinoises, ainsi que des systèmes et lignes directrices connexes, ne seront pas réalisées comme indiqué plus haut. Le Japon espère plutôt que les mesures incorporant des prescriptions similaires ne seront pas formulées

et introduites, que ce soit dans le domaine des périphériques multifonctions et des imprimantes, ou dans d'autres domaines.

44.7. La déléguée de l'Union européenne a indiqué ce qui suit:

44.8. L'Union européenne souhaite assurer le suivi des échanges qui ont eu lieu dans les différents organes subsidiaires. À la réunion du Comité OTC en juillet, la Chine a indiqué que la norme nationale recommandée n'était pas en cours de révision, mais que si tel devait être le cas, l'opinion publique serait sollicitée.

44.9. Lors de la réunion de novembre du Comité OTC, la Chine avait expliqué que, si le département administratif de la normalisation approuvait la révision des normes, un avis d'approbation du projet serait publié sur la plate-forme nationale de service public pour l'information sur les normes. Au cours du processus de révision, la Chine recueillerait les observations du public. Néanmoins, l'Union européenne croit comprendre, d'après les renseignements publiés début novembre sur le site Web du Comité technique national de la normalisation de la sécurité de l'information de la Chine, qu'un processus visant à réviser les normes nationales recommandées est actuellement en cours. Il semble que, selon les prescriptions révisées, les équipements de bureau et leurs composants achetés par les exploitants d'infrastructures d'information essentielles devraient *de facto* être développés, conçus, produits et fabriqués en Chine. Si elles sont adoptées, ces normes empêcheraient les fournisseurs étrangers d'équipements de bureau de participer aux marchés publics en Chine, car la plupart de leurs produits dépendent fortement de composants étrangers. L'Union européenne tient à souligner que tous les équipements de bureau ne peuvent pas être considérés comme des "infrastructures d'information essentielles". Dans le même temps, l'UE demande instamment à la Chine de ne pas prendre de mesures analogues dans d'autres secteurs ou pour d'autres produits.

44.10. Le délégué de la Chine a indiqué ce qui suit:

44.11. La Chine renvoie à sa réponse à la même préoccupation soulevée par le Japon à la réunion du Comité OTC de la semaine précédente. À l'heure actuelle, l'Administration chinoise de normalisation n'a pas approuvé le lancement du projet de révision des normes nationales recommandées concernant les imprimantes et les photocopieuses. La Chine souhaite souligner qu'elle est toujours restée ouverte et transparente dans le processus d'établissement et de révision des normes nationales. Si le processus de révision des normes nationales recommandées concernant les imprimantes et les photocopieuses est lancé, la Chine le publiera sur le site Web officiel de l'Administration chinoise de normalisation et elle recueillera les observations du public. Tous les Membres intéressés, y compris le Japon, auront alors la possibilité de formuler des observations sur les normes révisées.

44.12. Le Conseil a pris note des déclarations.

45 CHINE – PROJET DE RÉVISION DE LA LOI CHINOISE SUR LES MARCHÉS PUBLICS – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LE JAPON

45.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande du Japon.

45.2. Le délégué du Japon a indiqué ce qui suit:

45.3. En juillet de cette année, la Chine a publié un projet d'audition publique pour la révision de sa Loi sur les marchés publics. En ce qui concerne la portée de la loi révisée, outre les "organismes publics, unités opérationnelles et organisations de l'État" de l'actuel article 2, l'expression "autres entités contractantes" a été ajoutée aux articles 2 et 12. En ce qui concerne les "autres entités contractantes", l'article 12 du projet de loi révisé concerne les "entreprises d'État d'intérêt public qui réalisent des travaux publics et exploitent des infrastructures publiques ou des réseaux de services publics à des fins publiques", et ajoute que "les autres entités contractantes auxquelles cette Loi s'applique et leur champ d'approvisionnement spécifique seront déterminés par le Conseil d'État". Si la portée de la Loi sur les marchés publics s'étend pour inclure même les marchés au-delà de l'"acquisition par des organes gouvernementaux", comme le prévoit l'article 3.8 a) du GATT, et qu'une prescription relative à la teneur en produits nationaux est imposée sur la base de l'article 23 de la loi révisée, les produits étrangers, y compris ceux du Japon, risquent d'être traités de manière discriminatoire, ce qui constituerait une violation de l'article III.4 du GATT. À la lumière de ce qui

précède, le Japon demande à la Chine de veiller à ce que la définition du Conseil d'État des "autres entités contractantes" au titre de l'article 12 du projet de loi révisé ne soit pas élargie sans limite.

45.4. En plus du règlement existant sur la prescription relative à la teneur en produits nationaux, l'article 23 du projet de loi révisé, qui inclut clairement le "soutien aux branches de production nationales", ajoute une nouvelle prescription relative à la teneur en produits nationaux qui accorde un traitement préférentiel dans les marchés publics aux produits ayant un fort ratio de valeur ajoutée en Chine. Le Japon souhaite souligner que cela n'est pas non plus autorisé au titre de l'exception relative aux marchés publics de l'article III.8 a) du GATT, à moins que cela ne relève réellement de la catégorie des marchés publics. Le Japon note que cette prescription relative à la teneur en produits nationaux peut également violer l'article 2:1 de l'Accord sur les MIC et l'article III.4 du GATT. À cet égard, le Japon a l'intention de surveiller attentivement la portée de cet article.

45.5. Ces nouvelles dispositions contenues dans les projets de modification de la Chine ne répondent pas aux normes requises par l'Accord sur les marchés publics (AMP) de l'OMC, que la Chine négocie déjà depuis de nombreuses années en vue d'en devenir partie. En fait, ces nouvelles dispositions vont dans la direction opposée. Par conséquent, le Japon est obligé de se demander si la Chine est disposée à respecter les normes de l'AMP, et d'autres accords maintenant des normes élevées, auxquels elle a demandé d'adhérer.

45.6. Le délégué de la Chine a indiqué ce qui suit:

45.7. Soutenir la production nationale par le biais des marchés publics est une pratique internationale courante. En effet, de nombreux Membres ont recours à une pratique analogue dans le cadre de leurs marchés publics. En rédigeant la modification apportée à la loi chinoise sur les marchés publics, la Chine a pris en compte les pratiques et données d'expérience pertinentes des autres Membres afin de rationaliser sa propre loi. La Chine réaffirme qu'elle traite sur un pied d'égalité les produits et services fournis par les entreprises à participation étrangère et les entreprises chinoises dans le cadre des marchés publics; la seule exception concerne les projets liés à la sécurité et aux secrets d'État. Comme elle est en cours d'accession à l'AMP, la Chine est disposée à discuter de cette question avec le Japon dans le cadre de ses négociations à ce sujet.

45.8. Le Conseil a pris note des déclarations.

46 CHINE – LOI SUR LE CONTRÔLE DES EXPORTATIONS – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LE JAPON

46.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande du Japon.

46.2. Le délégué du Japon a indiqué ce qui suit:

46.3. Le Japon reste préoccupé par la Loi chinoise sur le contrôle des exportations, qui est entrée en vigueur en décembre 2020. Les détails concernant les articles assujettis par la Chine à un contrôle à l'exportation, ainsi que les détails relatifs à la réglementation et au fonctionnement, ne sont toujours pas clairs pour le Japon. Comme il l'a déjà indiqué à de précédentes réunions du CCM, et eu égard à l'objectif de la loi, qui est de sauvegarder des intérêts nationaux, le Japon souhaite rappeler ses préoccupations quant aux trois points suivants. Premièrement, le Japon est préoccupé par le fait que le champ des produits visés par les contrôles à l'exportation pourrait être excessif. Deuxièmement, le Japon craint que la divulgation d'informations techniques puisse être exigée inutilement dans certains cas, au moment de la classification et des enquêtes sur l'utilisateur final ou l'utilisation. Troisièmement, le Japon est également préoccupé par le fait que les dispositions relatives aux contre-mesures en cas de réglementation discriminatoire des exportations par d'autres pays ont été maintenues dans la loi.

46.4. Le Japon s'inquiète du fait que les restrictions à l'exportation susmentionnées prévues dans cette loi pourraient constituer une réglementation des exportations excessivement stricte, ou être des restrictions inutiles, compte tenu du régime international de contrôle des exportations. Dès lors, elles pourraient être assimilées à des restrictions à l'exportation interdites par l'article XI du GATT et, en conséquence, être incompatibles avec les Accords de l'OMC.

46.5. En avril 2022, un projet d'ordonnance sur le contrôle des exportations de biens à double usage (projet en vue de consultations publiques) concernant le fonctionnement de la loi pour les biens à double usage a été publié. La question de l'opacité du fonctionnement juridique concernant le champ des articles visés par les prescriptions en matière de réglementation et de divulgation d'informations techniques n'a pas du tout été résolue, et le Japon continuera à demander des explications au sujet des détails de la réglementation liée à la loi.

46.6. À cet égard, le Japon souhaite rappeler les deux points suivants, déjà soulevés à de précédentes réunions du CCM. Premièrement, le Japon est préoccupé par le fait que le projet de règlement sur les terres rares, publié en janvier 2021, mentionnait un projet visant à constituer des réserves stratégiques. Le Japon considère que ce projet pourrait signifier que la Chine pourrait adopter des contrôles des exportations de produits liés aux terres rares, conformément à la Loi sur le contrôle des exportations susmentionnée. Deuxièmement, en ce qui concerne la "liste des entités non fiables" et la liste des exportations interdites sur la base de la Loi sur le commerce extérieur, le Japon note avec préoccupation que les liens entre d'une part la liste d'entités de la Loi sur le contrôle des exportations et d'autre part les articles visés par la loi et la liste de technologies manquent de clarté.

46.7. La Chine a expliqué précédemment que la liste réglementaire et la liste des entités non fiables figurant à l'article 18 de la loi ont été établies à partir de systèmes juridiques différents. Toutefois, le Japon souhaiterait obtenir une explication plus claire concernant le type de systèmes juridiques sur lesquels repose chaque réglementation et savoir s'il existe un lien entre eux. Plus particulièrement, s'agissant des mesures relatives à la "liste d'entités non fiables", le Japon est préoccupé par le fait de savoir si l'équité et la transparence seront garanties en ce qui concerne la reconnaissance des entités étrangères et le contenu des mesures prises à l'encontre d'entités étrangères. Le Japon note que cette mesure pourrait, entre autres, être incompatible avec l'article X du GATT.

46.8. Le Japon croit comprendre que la Chine a expliqué à la précédente réunion du Conseil qu'elle avait accéléré l'élaboration et la modification des règles et des règlements d'application de la Loi sur le contrôle des exportations dans le but de fournir des orientations plus claires et plus précises à toutes les Parties pour les aider à appliquer et respecter cette loi. La Chine avait également expliqué qu'elle invitait les Membres à continuer de dialoguer avec elle et à présenter leurs observations et suggestions pendant la période de consultation publique sur les règles et règlements d'application.

46.9. Le Japon continuera à suivre de près les détails des règlements d'application de la loi et espère que ses préoccupations seront prises en compte en conséquence dans la version finale du projet de règlements. De plus, le Japon considère que les dispositions relatives aux contre-mesures devraient être supprimées de la loi. Le Japon prie la Chine de communiquer des renseignements sur le règlement détaillé et les délais correspondants en toute transparence et en ménageant des délais suffisants pour son examen.

46.10. Le délégué de l'Australie a indiqué ce qui suit:

46.11. L'Australie prend note des déclarations du Japon au sujet de la Loi chinoise sur le contrôle des exportations. Comme elle l'a indiqué dans sa communication dans le cadre de la consultation de la Chine avec les parties intéressées en amont de l'adoption de cette loi en décembre 2020, et du projet de règlement publié en avril 2022, l'Australie se félicitait des efforts visant à codifier le cadre réglementaire des contrôles des exportations de défense. L'Australie salue aussi les efforts déployés par la Chine en vue de clarifier certains aspects de son régime de contrôle des exportations grâce à la publication du Livre blanc en décembre 2021.

46.12. L'Australie est toujours préoccupée par la vaste portée de la Loi chinoise sur le contrôle des exportations. L'Australie encourage la Chine à continuer d'apporter des précisions sur les principaux éléments de la loi, y compris la juridiction qu'elle confère et la portée des pouvoirs d'administrateur qui y sont prévus, et à confirmer que la loi est compatible avec les engagements internationaux de la Chine, y compris ceux qui découlent des règles de l'OMC et de l'Accord de libre-échange Chine-Australie. L'Australie continue d'encourager la Chine à tenir compte des préoccupations des entreprises étrangères et des Membres dans l'application de cette loi et l'élaboration de futures mesures. L'Australie se réjouit de travailler en étroite collaboration avec la Chine pour répondre à ces préoccupations.

46.13. La déléguée du Royaume-Uni a indiqué ce qui suit:

46.14. Le Royaume-Uni remercie le Japon d'avoir inscrit ce point à l'ordre du jour et souhaite également exprimer ses préoccupations concernant la mesure relative à la Loi chinoise sur le contrôle des exportations et obtenir plus de détails quant à son utilisation prévue. Le Royaume-Uni note que depuis l'adoption de la loi en décembre 2020, la Chine a publié des renseignements supplémentaires concernant les règlements qui sous-tendent l'utilisation de la Loi sur le contrôle des exportations, ainsi que le Livre blanc en décembre 2021.

46.15. Les restrictions à l'exportation de marchandises perturbent inévitablement les chaînes d'approvisionnement mondiales. Les systèmes commerciaux mondiaux ne fonctionnent que si chaque Membre s'engage à éviter les mesures protectionnistes dans le commerce international et favorise une approche de la résilience de la chaîne d'approvisionnement axée sur le marché, en particulier pour les marchandises essentielles, y compris les minéraux stratégiques. Comme le Royaume-Uni l'a déjà fait observer, les pratiques commerciales déloyales qui ont un effet de distorsion sur le marché peuvent porter atteinte à l'intégrité du système commercial multilatéral ainsi qu'à la confiance qu'il inspire, et elles pourraient nuire directement aux entreprises et aux citoyens du monde entier.

46.16. Le Royaume-Uni demande à la Chine des éclaircissements sur ce qu'elle définirait comme son "intérêt national" aux fins de cette loi et sur la manière dont cela s'appliquerait aux restrictions à l'exportation qui en découleraient. Le Royaume-Uni demande des renseignements supplémentaires sur la manière dont la Chine déciderait quels "autres marchandises, technologies et services" devraient entrer dans le champ d'application de cette loi, et quelles en seraient les limites. L'application extraterritoriale de l'article 44 pourrait avoir une incidence négative sur la résilience de la chaîne d'approvisionnement mondiale. Comment la Chine envisage-t-elle l'application de la loi à "toute organisation ou personne à l'extérieur du territoire de la République populaire de Chine"? Le Royaume-Uni s'associe aux appels en faveur d'une plus grande transparence dans la mise en œuvre de cette loi.

46.17. La déléguée de l'Union européenne a indiqué ce qui suit:

46.18. L'Union européenne réitère les préoccupations qu'elle a déjà exprimées à la réunion du Conseil de juillet 2022 concernant le régime de contrôle des exportations de la Chine, notamment en ce qui concerne l'application extraterritoriale; les règles relatives aux transactions assimilées aux exportations et aux réexportations; les objectifs et la portée des contrôles; ainsi que l'évaluation des risques en ce qui concerne les pays ou régions de destination et les listes de contrôle. L'UE souhaite inviter la Chine à envisager de modifier les dispositions juridiques pertinentes, afin d'assurer la clarté juridique, et à répondre à ces préoccupations dans les prochaines mesures d'application. L'UE continuera à suivre de près l'évolution du régime de contrôle des exportations de la Chine.

46.19. Le délégué du Canada a indiqué ce qui suit:

46.20. Le Canada réitère les préoccupations qu'il a exprimées aux précédentes réunions du CCM. Le Canada encourage la Chine à limiter l'application de la Loi sur le contrôle des exportations par l'intermédiaire de son règlement et de sa mise en œuvre à venir, en vue d'harmoniser les pratiques avec les normes internationales.

46.21. Le délégué de la Chine a indiqué ce qui suit:

46.22. La Chine travaille toujours sur les règles et règlements d'application complémentaires à sa Loi sur le contrôle des exportations. Du 22 avril au 22 mai, le Ministère chinois du commerce a recueilli les observations du public sur le "Projet de règlement sur le contrôle des exportations de biens à double usage". La Chine accueille favorablement les observations soumises par le gouvernement du Japon et d'autres Membres, ainsi que celles des représentants du secteur concernés. La Chine procède actuellement à un examen approfondi de ces observations. La Chine continuera de dialoguer avec le Japon et les autres Membres intéressés sur cette question.

46.23. Le Conseil a pris note des déclarations.

47 UNION EUROPÉENNE – MODIFICATION PROPOSÉE DES ENGAGEMENTS EN MATIÈRE DE CONTINGENTS TARIFAIRES: PRÉOCCUPATIONS SYSTÉMIQUES – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR L'URUGUAY

47.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande de l'Uruguay.

47.2. Le délégué de l'Uruguay a indiqué ce qui suit:

47.3. L'Uruguay souhaite réitérer ses préoccupations commerciales et systémiques concernant la modification unilatérale, à la suite du Brexit, des contingents tarifaires de l'Union européenne au titre de l'article XXVIII du GATT de 1994, eu égard notamment au fait qu'elle n'est pas nécessaire et n'a aucun fondement juridique selon les Accords de l'OMC.

47.4. L'Uruguay déplore que, en dépit du fait qu'il a dès le départ participé de façon active et constructive au processus, en mettant en évidence les dommages que son secteur agricole et son économie tout entière subiraient en conséquence de la répartition des contingents, même ses demandes de compensation les plus modestes et les plus raisonnables aient été rejetées par l'Union européenne. C'est pourquoi l'Uruguay souhaite une fois de plus réitérer son mécontentement face à la situation actuelle, tout en réaffirmant sa volonté de trouver une solution mutuellement acceptable, dans la mesure où l'Union européenne reconnaît les conditions et les besoins spécifiques de l'Uruguay et fait preuve de la volonté politique nécessaire pour parvenir à un accord.

47.5. Enfin, sans préjudice des engagements convenus entre l'Union européenne et le Royaume-Uni au niveau bilatéral, l'Uruguay demande une fois de plus à l'Union européenne de retirer, sans équivoque, le Royaume-Uni de sa liste de concessions établie dans le cadre de l'OMC pour qu'il ne figure plus parmi leurs utilisateurs potentiels. Dans le même temps, comme près de deux ans et demi se sont écoulés depuis la fin de la période de transition prévue dans l'Accord de retrait et la finalisation du Brexit, l'Uruguay continue d'attendre que l'UE procède à l'ajustement à la baisse de ses niveaux de soutien autorisés au titre de la mesure globale de soutien (MGS) consolidée finale dans sa liste de concessions, conformément aux annonces faites en temps opportun.

47.6. La déléguée de l'Union européenne a indiqué ce qui suit:

47.7. L'Union européenne a le plaisir d'annoncer que des progrès satisfaisants ont été réalisés jusqu'à présent: des accords ont été officiellement signés avec sept partenaires et paraphés avec trois autres. L'UE est également sur le point de conclure un Accord avec plusieurs autres partenaires. Elle se félicite de la participation croissante de nombreux Membres de l'OMC. Elle reste pleinement déterminée à poursuivre ces négociations et consultations, et à les faire aboutir dans les meilleurs délais.

47.8. Le Conseil a pris note des déclarations.

48 UNION EUROPÉENNE – SYSTÈMES DE QUALITÉ APPLICABLES AUX PRODUITS AGRICOLES ET AUX DENRÉES ALIMENTAIRES – ENREGISTREMENT DE CERTAINES DÉNOMINATIONS DE FROMAGES EN TANT QU'INDICATIONS GÉOGRAPHIQUES – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LA NOUVELLE-ZÉLANDE ET L'URUGUAY

48.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande de la Nouvelle-Zélande et de l'Uruguay.

48.2. La déléguée de Nouvelle-Zélande a indiqué ce qui suit:

48.3. La Nouvelle-Zélande continue de soulever cette question au CCM et renvoie l'Union européenne à ses déclarations antérieures. La Nouvelle-Zélande a examiné la réponse apportée par l'Union européenne à ce sujet. Cependant, la Nouvelle-Zélande estime toujours que l'approche de la Commission européenne consistant à protéger les dénominations fromagères "Danbo" et "Havarti", pour lesquelles il existe des normes du Codex, va à l'encontre de l'intégrité du système de normalisation qui favorise la fiabilité et la cohérence des règles du commerce international, système dont elle pensait qu'il bénéficierait du soutien de l'UE.

48.4. Le délégué de l'Uruguay a indiqué ce qui suit:

48.5. L'Uruguay regrette d'inscrire à nouveau ce point à l'ordre du jour et souhaite se référer à ses interventions précédentes, tout en réaffirmant sa préoccupation relative à la décision de l'Union européenne d'enregistrer la dénomination "Danbo" en tant qu'indication géographique protégée, en dépit des objections de plusieurs Membres. Comme l'Uruguay l'a constaté depuis longtemps, le terme "Danbo" fait référence à une technique de fabrication de fromage qui ne correspond à aucun lieu géographique connu. Cette technique de fabrication est couverte par la norme 264 du Codex Alimentarius, qui définit les caractéristiques, la méthode de production et l'étiquetage de ce type de fromage. Cette norme a été modifiée à plusieurs reprises, la dernière modification ayant eu lieu en 2007, avec l'approbation et la participation de l'Union européenne. Toutefois, l'UE a ensuite décidé de considérer le fromage Danbo comme une indication géographique protégée, qu'elle inclut également dans ses accords de libre-échange, excluant ainsi indirectement des marchés tiers les producteurs non danois de ce type de fromage. Pour ces raisons, malgré le temps qui s'est écoulé, l'Uruguay continuera de soulever cette préoccupation commerciale.

48.6. La déléguée de l'Union européenne a indiqué ce qui suit:

48.7. L'Union européenne prend note des préoccupations exprimées par l'Uruguay. L'Union européenne a fourni des réponses détaillées à ces préoccupations lors des précédentes réunions du CCM. Sans répéter ces déclarations antérieures, elle souhaite souligner que ses déclarations précédentes restent inchangées. Pour rappel, l'UE a toujours dit que le fait qu'un nom d'indication géographique soit visé par une norme spécifique du Codex Alimentarius ou inscrit à l'Annexe B de la Convention de Stresa ne signifiait pas que ce nom était devenu commun ou générique.

48.8. Le caractère générique dans l'Union européenne ne peut être évalué qu'en se fondant sur la perception des consommateurs du territoire de l'UE. Dans l'Union européenne, le public concerné se compose en majorité de membres raisonnablement bien informés et/ou de clients qui sont susceptibles d'acheter ce produit ou un produit similaire. Le Règlement (UE) n° 1151/2012 relatif aux systèmes de qualité applicables aux produits agricoles et aux denrées alimentaires ainsi que les règlements délégués et d'exécution qui l'accompagnent ont été notifiés à l'OMC au titre de l'Accord OTC, car ils contiennent des dispositions qui le concernent (comme les dispositions relatives aux normes techniques, aux définitions et aux questions d'étiquetage). Néanmoins, même si les mesures notifiées traitent de questions relatives aux droits de propriété intellectuelle (en particulier des éléments relatifs à la protection fondamentale des indications géographiques), elles ne sont pas pertinentes dans le cadre de l'Accord OTC.

48.9. Le Conseil a pris note des déclarations.

49 ROYAUME-UNI – PROJET DE LISTE CONCERNANT LES MARCHANDISES ET PROPOSITION D'ENGAGEMENTS DU ROYAUME-UNI EN MATIÈRE DE CONTINGENTS TARIFAIRES: PRÉOCCUPATIONS SYSTÉMIQUES – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR L'URUGUAY

49.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande de l'Uruguay.

49.2. Le délégué de l'Uruguay a indiqué ce qui suit:

49.3. En plus de faire référence à plusieurs éléments soulevés au point 47 de l'ordre du jour, ceux-ci s'appliquent pleinement au cas du Royaume-Uni. L'Uruguay souhaite réitérer une fois de plus sa position et sa préoccupation en ce qui concerne la demande par le Royaume-Uni d'une MGS consolidée totale importante d'environ 5 milliards de GBP pour la conversion monétaire proposée dans le projet de liste de concessions de ce Membre, et ses conséquences pratiques, ainsi que l'intention du Royaume-Uni de reproduire les droits d'invoquer la sauvegarde spéciale pour l'agriculture sur tous les produits et selon les mêmes critères et conditions que ceux qui sont énoncés dans la liste de l'Union européenne. En ce qui concerne le processus en cours au titre de l'article XXVIII, l'Uruguay reconnaît le caractère constructif des récents échanges bilatéraux qu'il a eu récemment avec le Royaume-Uni et réaffirme sa volonté de faire avancer les négociations en vue de parvenir à un accord mutuellement avantageux, qui permettrait au Royaume-Uni de disposer d'une liste indépendante de concessions formellement établie dans le cadre de l'OMC.

49.4. La déléguée du Paraguay a indiqué ce qui suit:

49.5. Le Paraguay souhaite exprimer son soutien à cette préoccupation systémique concernant la modification de la liste d'engagements du Royaume-Uni et il tient à réitérer sa position selon laquelle le montant de la MGS que le Royaume-Uni s'est octroyé à la suite de sa sortie du bloc européen ne s'est pas encore traduit par une réduction proportionnelle de la liste de l'UE et du montant de la MGS enregistrée. Par conséquent, le Paraguay n'est toujours pas en mesure de vérifier que les niveaux de subvention n'ont pas été augmentés et que la division est égale à la somme initiale des parties. Bien que le Royaume-Uni n'ait signalé aucune utilisation de cette MGS, il a déjà soumis des notifications sous la forme du tableau DS:1 qui incluent ce montant en tant que droit acquis. Le Paraguay demande instamment aux deux Parties de mener à bien les processus pertinents afin que leurs listes puissent refléter les montants, y compris la réduction correspondante figurant également dans la liste de l'UE.

49.6. La déléguée du Royaume-Uni a indiqué ce qui suit:

49.7. Le Royaume-Uni tient à remercier l'Uruguay et le Paraguay pour l'intérêt qu'ils portent aujourd'hui à ce point de l'ordre du jour. Au cours des derniers mois, le Royaume-Uni a eu d'autres discussions productives avec la majorité des Membres concernés par le processus. Cela a permis au Royaume-Uni de signer avec un nombre considérable de nos partenaires au cours des derniers mois, et même des dernières semaines. Le Royaume-Uni espère maintenir ces progrès tout en poursuivant ses discussions avec les quelques Membres restants.

49.8. En ce qui concerne la déclaration faite par l'Uruguay et le Paraguay, le Royaume-Uni souhaiterait renvoyer les Membres à ses déclarations antérieures telles qu'elles sont consignées dans le procès-verbal de ce Conseil, ainsi qu'au Comité de l'accès aux marchés, qui exposent la position du Royaume-Uni sur ces questions toujours en vigueur.⁸³ Le Royaume-Uni souhaiterait également faire observer que, à la suite de discussions d'ordre technique, de nombreux Membres qui avaient au départ des préoccupations sur ce point ont depuis été convaincus de lever leurs objections.

49.9. Le Royaume-Uni demeure disposé à tenir des discussions similaires avec les Membres qui ont exprimé des préoccupations aujourd'hui. Il tient à réitérer ses remerciements à tous les Membres qui ont dialogué de manière constructive sur les questions relatives à sa Liste des marchandises dans le cadre de ce processus. Il les maintiendra informés de l'évolution de la situation après la conclusion des négociations relatives à l'article XXVIII, conformément à la pratique antérieure de l'OMC.

49.10. Le Conseil a pris note des déclarations.

50 UNION EUROPÉENNE – PACTE VERT POUR L'EUROPE – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LA FÉDÉRATION DE RUSSIE

50.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande de la Fédération de Russie.

50.2. Le délégué de la Fédération de Russie a indiqué ce qui suit:

50.3. La Fédération de Russie a fait part de ses graves préoccupations concernant le Pacte vert pour l'Europe et sa mise en œuvre. Les Membres ont déjà discuté du mécanisme d'ajustement carbone aux frontières et produits zéro déforestation de l'Union européenne. Il est évident que le Pacte vert ne se limite pas à ces deux éléments. D'autres aspects du Pacte vert sont également préoccupants, et ces aspects sont soulevés lors des réunions de divers organes de travail de l'OMC, sous la forme de PCS.

50.4. Le Projet de règlement de l'UE relatif aux batteries est une mesure qui suscite de vives inquiétudes. Cette mesure établit des prescriptions relatives au produit pour les nouvelles batteries comme condition d'accès au marché de l'UE ainsi que des objectifs de valorisation des matières pour les batteries usagées. Ce règlement fixe des prescriptions spécifiques sur le niveau maximum de

⁸³ Voir, par exemple, le document G/C/M/143, paragraphes 14.6 à 14.10.

l'empreinte carbone sur le cycle de vie des batteries et le niveau minimum de matériaux recyclés, tels que le cobalt, le lithium, le plomb et le nickel dans la batterie. Il semble que les prescriptions relatives au niveau minimum de matières recyclées dans les batteries visent à réduire l'utilisation de métaux de première fusion dans l'UE. Les prescriptions énoncées dans ce projet de règlement ne reposent pas sur des données scientifiques ni sur des normes ou des lignes directrices internationales qui précisent la teneur en matériaux recyclés des batteries, les objectifs de valorisation des matières ainsi que les niveaux et les méthodes de calcul de l'empreinte carbone sur le cycle de vie de ce produit.

50.5. Par le biais du Pacte vert et de la stratégie "De la ferme à la table", l'Union européenne cherche à réduire l'utilisation d'engrais minéraux et à les remplacer par des engrais organiques. La Fédération de Russie a pris note du communiqué de presse de la Commission européenne sur la sécurité alimentaire publié le 9 novembre, qui indique notamment que le "règlement sur les produits fertilisants garantit déjà un meilleur accès sur le marché aux engrais fabriqués à partir de déchets de récupération et aux solutions vertes et circulaires pour remplacer le gaz naturel". Dans sa communication sur la disponibilité d'engrais à prix abordable, l'UE explique clairement que "l'Europe possède une importante industrie des engrais, mais dépend des importations de gaz naturel ainsi que des importations de phosphates et de potasse" et que "le remplacement des engrais minéraux par des engrais organiques fait partie de la solution pour réduire la dépendance de l'UE à l'égard du gaz". De toute évidence, l'objectif visant à remplacer les engrais minéraux par des engrais organiques n'a rien à voir avec la question du changement climatique et poursuit l'idée de la substitution des importations.

50.6. L'Union européenne cherche à utiliser le Pacte vert comme couverture même pour sa réforme douanière, et à établir un traitement différent pour des produits similaires. Dans ses "Dix propositions pour adapter l'Union douanière de l'UE à l'Europe géopolitique", elle affirme que "les douanes ont une responsabilité et une position unique pour contribuer au programme politique de l'UE sur le Pacte vert" et "qu'elles peuvent jouer un rôle de leader international dans les efforts de réforme de la nomenclature du système harmonisé de l'OMD afin de promouvoir le commerce des marchandises respectueuses de l'environnement". La Fédération de Russie prend note des différentes propositions relatives à la nouvelle classification douanière de certains produits au sein du Comité du commerce et de l'environnement.

50.7. Bien entendu, le Pacte vert pour l'Europe ne se limite pas aux mesures susmentionnées. Il prévoit également la promotion des normes et technologies énergétiques de l'UE au niveau mondial, la diversification des sources d'approvisionnement en énergie, l'adoption de nouvelles réglementations techniques, la révision des règles de concurrence, etc. La Fédération de Russie espère que l'Union européenne respectera pleinement les règles de l'OMC lors de la mise en œuvre du Pacte vert pour l'Europe.

50.8. En conclusion, la Fédération de Russie rappelle sa préoccupation systémique quant au manque d'engagement de l'Union européenne sur les questions soulevées. La transparence est un pilier important de cette Organisation, et la fourniture d'explications sur diverses mesures et politiques du CCM fait partie du mécanisme de transparence. Le refus de répondre aux préoccupations commerciales soulevées par les Membres contraste fortement avec la rhétorique de l'UE sur l'importance de la transparence dans cette Organisation.

50.9. La déléguée du Paraguay a indiqué ce qui suit:

50.10. Le Paraguay tient à souligner que ses interventions aux points 6 et 24 de l'ordre du jour concernant les aspects du Pacte vert sont également valables pour ce point de l'ordre du jour.

50.11. Le Conseil a pris note des déclarations.

51 EXAMEN DES RAPPORTS ANNUELS DES ORGANES SUBSIDIAIRES DU CONSEIL DU COMMERCE DES MARCHANDISES

51.1. Le Président a noté que, conformément aux "Procédures d'examen annuel des activités de l'OMC et de présentation de rapports dans le cadre de l'OMC" (WT/L/105), qui avaient été adoptées par le Conseil général le 15 novembre 1995, tous les organes constitués dans le cadre des Accords figurant à l'Annexe 1A de l'Accord sur l'OMC étaient tenus de présenter chaque année un rapport

factuel au Conseil du commerce des marchandises, et que ce dernier devait en prendre note. Ces rapports factuels ont été adoptés à la dernière réunion de chacun des organes subsidiaires et présentés au CCM pour examen. Dans le cas du Comité de la facilitation des échanges (G/L/1468), le rapport factuel correspondant serait présenté directement au Conseil général.

51.2. Le Président a proposé que le Conseil prenne note des rapports annuels factuels suivants: Comité de l'agriculture (G/L/1446); Comité des pratiques antidumping (G/L/1436); Comité de l'évaluation en douane (G/L/1442); Comité des licences d'importation (G/L/1433); Comité de l'accès aux marchés (G/L/1439); Comité des règles d'origine (G/L/1440); Comité des sauvegardes (G/L/1435); Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires (G/L/1443); Comité des subventions et des mesures compensatoires (G/L/1438); Comité des obstacles techniques au commerce (G/L/1445); Comité des mesures concernant les investissements et liées au commerce (G/L/1437); Comité des participants sur l'expansion du commerce des produits des technologies de l'information, ATI (G/L/1441); Groupe de travail des entreprises commerciales d'État (G/L/1434); et Entité indépendante (G/L/1444).

51.3. Le Conseil en est ainsi convenu.

52 ADOPTION DU RAPPORT ANNUEL DU CONSEIL DU COMMERCE DES MARCHANDISES AU CONSEIL GÉNÉRAL (G/C/W/821)

52.1. Le Président a appelé l'attention des Membres sur le projet de rapport annuel du Conseil au Conseil général, distribué sous la cote G/C/W/821 et G/C/W/821/Corr.1, conformément aux "Procédures d'examen annuel des activités de l'OMC et de présentation de rapports dans le cadre de l'OMC" (WT/L/105). Il a rappelé aux délégations que toutes les sections du projet de rapport seront actualisées sur la base de la réunion en cours, y compris les modifications apportées à l'ordre du jour, et seraient distribuées aux Membres pour observations, et que l'approbation ferait l'objet d'une procédure écrite après la réunion.

52.2. En l'absence d'observations, le Président a proposé de procéder comme suit. Le Secrétariat distribuerait par courrier électronique une version révisée du rapport annuel d'ici au lundi 28 novembre, en utilisant la fonction de suivi des modifications. Si le Secrétariat ne recevait aucune objection d'ici le vendredi 2 décembre à 13 heures, le projet révisé serait considéré comme approuvé et le rapport annuel serait ensuite distribué dans la série de documents G/L aux fins de sa présentation au Conseil général.⁸⁴

52.3. Le Conseil en est ainsi convenu.

53 AUTRES QUESTIONS

53.1 Fonctionnement du Conseil du commerce des marchandises et de ses organes subsidiaires – Renseignements fournis par le Président

53.1. Le Président a appelé l'attention du Conseil sur le document RD/CTG/17, qui contenait la dernière version du calendrier annuel des réunions du CCM et de ses organes subsidiaires pour l'année 2022, ainsi que les renseignements actuellement disponibles pour l'année 2023. Il a expliqué que ce document avait été élaboré par l'équipe du CCM en étroite coordination avec les collègues du Secrétariat chargés des organes subsidiaires du CCM, afin d'éviter tout conflit de dates et de garantir une programmation optimale des réunions. Comme indiqué précédemment, le Secrétariat préparerait une mise à jour de ce calendrier annuel pour chaque réunion formelle du CCM afin d'identifier rapidement toute question potentielle et de permettre aux Membres d'organiser leurs activités à cet égard. Le Président a indiqué que presque toutes les réunions avaient eu lieu comme prévu et communiqué aux Membres dans les versions précédentes de la planification et du calendrier des réunions, ce qui montrait que des progrès considérables avaient été réalisés par rapport aux années passées. L'importance de ce type de coordination avait été soulignée lors de la retraite sur la réforme de l'OMC qui avait eu lieu en octobre et avait été mentionnée par plusieurs délégations comme une bonne pratique.

⁸⁴ Le Rapport annuel du Conseil du commerce des marchandises a été adopté au moyen de procédures écrites le 2 décembre 2022 et distribué le 5 décembre 2022 sous la cote G/L/1463.

53.2. Toutefois, malgré tous leurs efforts, il n'avait pas été possible de programmer une séquence appropriée pour le Comité de la facilitation des échanges (CFE), dont la réunion se tiendra après celle de ce conseil. Comme les délégations s'en souvenaient peut-être, le Comité de la facilitation des échanges avait dû déplacer ses dates en raison de la programmation d'une réunion du Conseil général. Le Président et le Secrétariat avaient essayé à deux reprises de reprogrammer les réunions du CFE et du CCM pour qu'elles se déroulent dans le bon ordre, mais sans succès en raison des réunions d'autres organes et du manque de salles de réunion disponibles. Le Président et le Secrétariat continueraient de travailler sur la programmation des réunions afin de mieux servir les Membres.

53.3. À cet égard, le Président a souhaité également informer le Conseil que, lors d'une réunion avec les présidents des 14 organes subsidiaires du CCM, il leur avait fait part des préoccupations dont il avait eu connaissance au sujet de la planification des réunions en octobre et novembre de cette année. S'il avait bien compris, les réunions formelles avaient eu lieu en même temps que de nombreux ateliers, formations et autres activités d'une semaine, ce qui avait nui à l'efficacité du travail du Conseil. C'est pourquoi il avait suggéré aux résidents d'essayer, dans la mesure du possible, de décompresser le calendrier de l'année prochaine en organisant ces activités spéciales pendant la première partie de l'année, quand il semblait y avoir moins de réunions, et d'essayer d'éviter les mois d'octobre et de novembre, au cours desquels se tenaient généralement de nombreuses réunions formelles des organes de l'OMC compte tenu des rapports devant être présentés au Conseil général. Il était pleinement conscient que cela pourrait ne pas être possible pour plusieurs raisons, mais le Président et le Secrétariat s'efforceraient d'améliorer cette situation au cours de l'année à venir.

53.4. La déléguée du Paraguay a indiqué ce qui suit:

53.5. Si nous voulons améliorer le fonctionnement du Conseil, nous devrions commencer par les questions les plus fondamentales, peut-être des questions aussi fondamentales que les dates et le calendrier des réunions. Le Paraguay souhaiterait donc profiter de cette occasion pour exprimer sa déception quant au changement de dates de la présente réunion du Conseil. Le Paraguay comprend que des circonstances imprévisibles peuvent survenir et nous vous remercions de vos explications sur les efforts déployés, mais un changement a été effectué non pas une fois, mais deux fois, pour des raisons sans rapport avec le fonctionnement de ce conseil, en vue d'accommoder d'autres réunions qui ne relèvent pas de sa compétence.

53.6. Ce changement a non seulement obligé les délégations à rester sur place jusqu'à 2 heures le jour précédent, et nous nous sommes tous efforcés de raccourcir nos déclarations, ce qui a eu des répercussions sur la qualité du débat, mais il a également empêché ma délégation de faire une déclaration devant ce conseil car, comme on l'aura noté, nous avons dû être absents pendant la majeure partie de la matinée en raison de consultations bilatérales précédemment programmées sur d'autres questions importantes qui avaient été organisées pour cette date. C'était précisément parce que les délégations de mon pays seraient présentes et qu'il n'y avait pas de conflit avec d'autres réunions, une situation qui a changé avec le changement de date. Les délégations, en particulier les petites délégations, ont besoin que les choses soient prévisibles et prédictibles pour pouvoir se préparer de manière appropriée et participer efficacement aux réunions.

53.7. Nous reconnaissons les efforts déployés par le Secrétaire et l'équipe du Conseil, comme indiqué dans le document RD/CTG/17, et nous saluons leur disponibilité et leur bonne volonté, ainsi que la coopération du Secrétaire qui a lu plusieurs déclarations au nom des délégations qui n'ont pas pu être présentes. Cependant, imaginez que nous ayons tous envoyé nos interventions au Secrétariat pour qu'il les lise devant une salle vide, avec seulement les interprètes, pour le compte rendu. Ce n'est pas ce qui devrait se passer dans cette Organisation. Au contraire, le Conseil devrait être un espace pour un véritable débat entre les Membres. Nous vous demandons donc instamment, en tant que Président de ce conseil, de transmettre ce message de déception et d'inquiétude au Conseil général dans le cadre de votre rapport, et de faire tout ce qui est en votre pouvoir à l'avenir pour éviter de modifier les dates de réunion de l'un des organes les plus importants de l'OMC, qui a un ordre du jour important à traiter et qui ne peut être précipité, mais qui devrait au contraire disposer du temps nécessaire à une discussion approfondie.

53.8. Avant de conclure, permettez-moi d'évoquer brièvement un problème mis en lumière par le calendrier figurant dans le document de réunion auquel j'ai fait référence précédemment, à savoir que le CCM de juillet 2023 est prévu avant le Comité SPS et que bon nombre des préoccupations

inscrites à l'ordre du jour sont partagées par le Comité et le présent Conseil. Le fait que les débats au sein du Conseil aient lieu avant les discussions au sein du Comité SPS ne sera pas propice à une avancée progressive et naturelle sur ces points.

53.9. Le délégué de l'Inde a indiqué ce qui suit:

53.10. Monsieur le Président, l'Inde apprécie les efforts que vous et le Secrétariat avez déployés pour mener à bien les travaux de ce conseil, et en particulier cette réunion, en dépit des diverses contraintes organisationnelles. Il est profondément regrettable que le CCM, l'un des principaux organes permanents de l'OMC, ait vu sa date de réunion déplacée à deux reprises pour des raisons de calendrier. Le fonctionnement de l'Organisation est entravé lorsque les réunions de différents organes permanents s'entrechoquent. Il l'est encore plus lorsque les organes de l'OMC qui publient généralement un calendrier prévisionnel, comme ce conseil, doivent déplacer leurs réunions parce que d'autres organes ont des calendriers flexibles.

53.11. Par le passé, l'Inde a également fait part au Conseil général de ses préoccupations quant à la manière dont les organes permanents de l'OMC semblaient entrer en concurrence avec des initiatives non multilatérales. Le manque de transparence sur la manière dont les ressources de l'OMC sont réorientées au détriment des organes permanents de l'OMC n'est pas de bon augure. Monsieur le Président, l'Inde demande, par votre intermédiaire, que ces questions soient abordées de manière systématique, y compris dans le rapport annuel du Conseil.

53.12. La déléguée de la République dominicaine a indiqué ce qui suit:

53.13. La République dominicaine souhaite vous remercier, Monsieur le Président, pour la proposition de calendrier qui nous a été présentée, et nous tenons également à vous remercier pour tous les efforts qui ont été déployés pour demander les rapports sur les moyens d'améliorer le fonctionnement de tous les organes subsidiaires du CCM aux présidents de ces organes. Toutefois, nous voudrions partager les vues exprimées par la délégation du Paraguay. Même si nous avons une excellente équipe qui travaille sur ces questions au sein du Secrétariat de l'OMC, cette situation n'est pas de son ressort et nous ne savons pas à quel niveau elle peut être résolue. C'est pourquoi nous pensons qu'il serait bon que cela soit indiqué dans le rapport de ce conseil au Conseil général.

53.14. Il n'est pas possible qu'un conseil comme celui-ci, l'un des plus importants de l'Organisation, ait autant de difficultés à trouver une salle et qu'une réunion doive se terminer à 21 heures. Dans notre cas, nous n'aurions pas du tout aimé, si nous avions fait part d'une préoccupation au Conseil, que notre tour vienne à 20 heures, devant une salle vide, et que personne ne puisse donner son avis ou poser une question. En ce sens, nous serions reconnaissants que cela soit indiqué d'une manière ou d'une autre, car cela figure dans le dossier. Il ne s'agit pas d'une initiative plurilatérale ou d'un dialogue informel. Il s'agit du Conseil des marchandises, qui regroupe également des experts en poste dans les capitales, et cela devrait être une priorité.

53.15. En même temps, Monsieur le Président, nous avons confiance en votre bonne gestion et dans les bons résultats que vous pouvez obtenir à cet égard, afin que nous ne soyons pas pénalisés chaque fois que les dates de réunion sont modifiées.

53.16. Le délégué du Brésil a indiqué ce qui suit:

53.17. Tout en reconnaissant l'excellent travail que vous et le Secrétariat avez accompli dans vos efforts de coordination des travaux de ce conseil, je voudrais simplement soutenir la motion du Paraguay, selon laquelle il s'agit d'une question très importante qui, dans la mesure du possible, requiert de la prévisibilité et un ordre approprié des réunions.

53.18. Le délégué de l'Australie a indiqué ce qui suit:

53.19. Je vous remercie, Monsieur le Président, pour le rapport complet que vous avez présenté plus tôt, et je remercie également mes collègues pour leurs déclarations. Je voulais juste parler du document de séance non officiel parce que j'ai essayé de le trouver sur Documents en ligne récemment et je n'y suis pas parvenu. Je voudrais suggérer que nous changions le statut du document pour en faire un document JOB, ou un autre statut, afin qu'il soit possible de le rechercher dans Documents en ligne.

53.20. La déléguée du Royaume-Uni a indiqué ce qui suit:

53.21. Le Royaume-Uni remercie le Président et le Secrétariat pour les efforts qu'ils ont déployés en vue d'essayer de programmer cette réunion, et nous apprécions le fait que la reprogrammation ait eu lieu en raison d'un contretemps, qui était quelque peu hors de votre contrôle, et que vous ayez déployé beaucoup d'efforts pour essayer de résoudre ce problème. Comme d'autres intervenants, nous considérons vraiment la question du calendrier dans une perspective d'inclusivité, et il est donc très important pour nous, et pour la position du Royaume-Uni dans tous les comités, des organes subsidiaires au Conseil général en passant par le CCM, que toutes les réunions de l'année prochaine soient fixées le plus tôt possible, idéalement, pour faciliter la participation des fonctionnaires en poste dans les capitales. Nous espérons également que cela facilitera la planification des activités de formation, etc., afin d'éviter une surcharge de travail lors des réunions; cela vaut également pour le Secrétariat. Nous considérons donc que le CCM et ses organes subsidiaires font partie d'un ensemble plus vaste, et nous nous félicitons de l'annonce faite par la DG, à la retraite sur la réforme, d'un nouvel outil de planification au sein du Secrétariat. Sur cette base, nous espérons que ce nouvel outil sera utile et qu'il nous permettra de fixer un calendrier de réunions qui, essentiellement, tiendra également compte des besoins des petites délégations en matière de calendrier.

53.22. La déléguée des États-Unis a indiqué ce qui suit:

53.23. Les États-Unis appuient les observations formulées par le Paraguay. Nous soutenons tous les avis exprimés aujourd'hui sur cette question et nous demandons que le Président et le Secrétariat accordent une plus grande attention à la programmation de toutes les réunions de tous les organes relevant du CCM, en particulier en ce qui concerne le maintien des dates fixées dans le calendrier par rapport aux organes qui sont plus flexibles. Je sais que cette question s'est améliorée depuis que je participe aux réunions du Conseil, et nous savons que le Président et le Secrétariat ont beaucoup travaillé sur ce point, et que vous y attachez beaucoup d'importance, alors je vous remercie. Mais nous y attachons également beaucoup d'importance et nous espérons que les choses continueront de s'améliorer.

53.24. Le délégué du Canada a indiqué ce qui suit:

53.25. J'ai écouté les interventions de chacun et je pense que, comme le Royaume-Uni l'a déclaré, du moins de mon point de vue, les problèmes que vous avez rencontrés, et que le Secrétariat a rencontrés, en termes d'organisation de cette réunion, ont été, du moins d'après ce que j'ai compris, pratiquement hors de votre contrôle. Ils vous ont été imposés à bien des égards en raison des circonstances liées à d'autres décisions prises par d'autres conseils. Je pense que le message que vous devriez peut-être retenir de cette discussion est que nous apprécions beaucoup tout ce que vous faites, et que le Secrétariat fait, pour que nous puissions nous organiser et pour essayer de maintenir la continuité des travaux au sein des organes subsidiaires qui aboutissent ensuite à une discussion au sein du Conseil, y compris le calendrier et la cohérence de l'ensemble. Mais je pense que vous devriez transmettre un message du Conseil aux autres, à savoir, comme l'a dit le Royaume-Uni, qu'il est nécessaire que les autres fassent preuve d'une certaine cohérence afin de s'assurer qu'il y a également une cohérence pour nous en termes de programmation des réunions. Comme nous comprenons les difficultés liées à cette situation spécifique, ainsi que les difficultés liées à des situations antérieures, ce conseil apprécierait beaucoup que l'ensemble de l'Organisation fasse preuve d'une plus grande cohérence, en travaillant ensemble, afin de faire en sorte que les réunions ne soient pas perturbées de cette manière. Je voudrais également ajouter que je pense que le Secrétariat fait beaucoup de travail, y compris pour répondre à de nombreuses demandes de la part des Membres, et nous apprécions vraiment cela et les efforts qui sont déployés.

53.26. La déléguée de l'Union européenne a indiqué ce qui suit:

53.27. L'Union européenne considère également que la question du calendrier est une question importante et que les besoins des délégations, en particulier des petites délégations, devraient être compris et pris en compte. Nous avons déjà constaté des améliorations, même si d'autres améliorations doivent encore être envisagées. Nous pensons qu'il faut trouver un équilibre entre la nécessité de maintenir une certaine flexibilité, et de faire preuve d'une certaine souplesse, et également les préoccupations liées à la planification et l'organisation de nos travaux. La question du calendrier peut certainement faire l'objet d'un dialogue plus large entre le Conseil des marchandises

et les présidents des comités de ses organes subsidiaires, ainsi qu'entre les autres conseils et comités, y compris le Conseil général.

53.28. Le Président a indiqué ce qui suit:

53.29. Je suis d'accord à 100% avec tout ce que vous avez dit. Tout d'abord, même si c'est de manière partisane et subjective, je partage votre affirmation de l'importance de ce conseil dans le contexte et les travaux de cette Organisation. Plus sérieusement, le rapport annuel sera mis à jour pour tenir compte de cette discussion et sera un moyen d'en informer le Conseil général. Cette discussion sera également consignée dans le procès-verbal de la réunion. En outre, je ferai part de ces observations à la Présidente du Conseil général. L'Australie avait également demandé que la cote du calendrier annuel soit modifiée en document JOB; oui, cela devrait être possible, et nous procéderons en conséquence. Je passe maintenant la parole au Secrétariat pour qu'il explique une difficulté survenue pour l'année 2023 en ce qui concerne le Comité SPS, dont l'une des réunions aura lieu après la réunion du Conseil. Une dernière observation, concernant la retraite sur la réforme, pas spécifiquement par rapport au Conseil et à ses organes subsidiaires, mais concernant une préoccupation générale, surtout ce dernier automne, où nous avons même surmonté les difficultés habituelles de planification en automne, alors que nous avons une situation particulière liée au succès de la CM12. À ce moment-là, de nombreux comités ont eu une certaine quantité de travaux supplémentaires concernant le fonctionnement de l'Organisation, la réponse à la pandémie, le Conseil des ADPIC, et la réunion extraordinaire inhabituelle du Conseil général, dans le cadre de laquelle il y a eu trois ou quatre sessions informelles. En conséquence, un nombre important de réunions ont eu lieu en plus de celles qui se déroulent au cours d'une année normale de l'OMC. Tout cela pour dire qu'il s'agit d'une préoccupation partagée par la quasi-totalité des Membres et par la quasi-totalité des comités de l'Organisation. Mais cela rend d'autant plus importante l'obligation pour le Conseil général d'aborder ces questions avec le plus grand sérieux.

53.30. Le Secrétariat (M. Roy Santana) a indiqué ce qui suit:

53.31. Je m'excuse à nouveau pour toutes les difficultés causées par la reprogrammation de la réunion. C'était vraiment hors de notre contrôle. Nous avons dû faire face à des contraintes qui rendent de plus en plus difficile la programmation de certaines réunions. Comme les Membres le savent, il y a certaines contraintes en ce qui concerne ce que les Membres voudraient faire au sein du CCM. Il s'agissait, par exemple, de ne pas organiser en même temps des réunions formelles du CCM ou des organes subsidiaires. Il y a également des contraintes en ce qui concerne l'ordre des réunions, car nous devrions essayer de faire en sorte que les réunions du CCM, au moins celle de la fin de chaque semestre, aient lieu après que tous les comités se sont réunis. Il y a aussi les lignes directrices générales pour la planification et l'organisation des réunions, où, par exemple, le CCM ne peut pas se réunir en même temps que le Conseil général, les examens de la politique commerciale, le Conseil des ADPIC ou le Conseil des services, et il y a aussi toutes sortes d'éléments que nous devons prendre en compte. En outre, le CCM doit se réunir au moins 15 jours avant la réunion du Conseil général afin de garantir un ordre approprié. Si des dérogations ou d'autres décisions doivent être transmises au Conseil général, elles ne peuvent être inscrites à l'ordre du jour du Conseil général que si elles le sont à temps et les documents doivent être publiés et indiqués dans l'aérogamme. Cela signifie, par exemple, que le CCM ne pourrait pas se réunir la semaine du 17 juillet (c'est-à-dire après la réunion du Comité SPS), car il serait alors beaucoup trop tard pour pouvoir inclure des documents ou des décisions pour examen par le Conseil général, qui se réunit normalement vers la dernière semaine du mois, en l'occurrence la semaine du 24 juillet. Un autre élément qui a généralement compliqué notre propre planification est que les réunions du Comité SPS sont en fait définies deux ou trois ans à l'avance, programmées et coordonnées avec les autres organisations sœurs. Le problème devrait donc être évident. Il n'y a pas beaucoup de dates qui répondent au cumul de tous ces critères, et parfois il n'y a pas de dates qui répondent à tous les critères et à toutes les contraintes. L'équipe du CCM prendra contact avec ses homologues au service du Conseil général et du Comité SPS afin d'examiner s'il serait possible d'améliorer l'ordre des réunions, tout en gardant bien sûr à l'esprit l'ensemble des contraintes.

53.32. Le Président a indiqué ce qui suit:

53.33. Cela confirme l'importance d'améliorer notre mode d'organisation, mais cela ne peut se faire qu'avec le Conseil général et le Secrétariat.

53.34. La déléguée du Guatemala a indiqué ce qui suit:

53.35. Je voudrais m'excuser de ne demander la parole qu'à ce moment-là, car je reviens d'une autre réunion en raison d'un conflit d'horaire, à laquelle j'ai heureusement pu assister par Interprefy, ce qui me permet de passer rapidement d'une réunion à l'autre.

53.36. Je voudrais seulement indiquer qu'une telle situation nous permet de prendre des mesures en vue d'apporter des améliorations. Le but de nos observations est d'éviter que cela ne se reproduise à l'avenir. Nous sommes de très petites missions, et nous sommes dans une Organisation avec de très grandes questions, donc l'objectif est de savoir comment apporter des améliorations qui peuvent être prises en considération lors de la planification des réunions de l'année prochaine. Nous savons très bien que la logistique et la coordination au sein de l'OMC, comme dans notre cas, sont également compliquées, mais nous apprécions les mesures que vous prenez pour améliorer la coordination pour l'année prochaine.

53.37. Le Conseil a pris note des déclarations.

53.2 Questions de mise en œuvre découlant de la CM12 – Renseignements fournis par le Président

53.38. Le Président a indiqué ce qui suit:

53.39. Le 14 octobre, j'ai organisé une réunion informelle pour présenter le rapport des consultations que j'avais tenues, entre le 22 septembre et le 12 octobre, sur la question de savoir si ce conseil devrait aller de l'avant avec trois questions de mise en œuvre découlant de la CM12 et, dans l'affirmative, de quelle manière. Mon rapport sur cette réunion a été distribué sous la cote JOB/CTG/16, et mes observations finales résumant les résultats de cette réunion informelle ont été distribuées sous la cote JOB/CTG/17.

53.40. Le 19 octobre, j'ai rencontré les présidents des 14 organes subsidiaires du CCM pour les informer de la réunion informelle et leur demander d'établir deux rapports factuels, sous leur propre responsabilité et avec l'aide du Secrétariat, concernant: i) les activités qui avaient été entreprises dans le contexte de la pandémie; et ii) le fonctionnement actuel de leurs comités, y compris les mesures prises au cours des dernières années pour améliorer leurs travaux. Peu après, je leur ai envoyé une communication écrite, qui a également été distribuée aux Membres sous la cote JOB/CTG/18. Ces rapports se veulent à caractère factuel et sont établis sous la responsabilité de chaque président. Néanmoins, j'ai suggéré que les projets soient envoyés aux Membres avant leur communication et distribution officielles. Je travaillerai également avec le Secrétariat pour établir un rapport similaire concernant le fonctionnement actuel du CCM et je transmettrai un projet de rapport aux Membres avant sa distribution officielle, avec la possibilité d'envoyer des observations avant la fermeture des bureaux le jeudi 1^{er} décembre.

53.41. Quand tous les rapports auront été distribués, j'organiserai une session informelle spécifique au début de l'année prochaine pour que ces rapports puissent vous être présentés par les différents présidents, et nous pourrions commencer à discuter de la voie à suivre concernant les deux questions pertinentes. Une salle a été réservée à titre préliminaire pour la présentation des rapports vers la fin du mois de janvier ou le début du mois de février 2023. Vous recevrez des renseignements plus précis par écrit, par les voies habituelles.

53.42. Enfin, comme vous en avez déjà été informés, à la suite des suggestions que j'ai reçues lors de mes consultations au sujet des fuseaux horaires, nous testerons une nouvelle approche. Nous tiendrons une séance d'information au cours de la matinée du vendredi 9 décembre 2022 pour présenter l'outil numérique utilisé par le CCM et ses organes subsidiaires et expliquer comment cet outil peut aider les délégations dans leur travail; la séance comprendra une séance de questions-réponses. La tenue de la séance en matinée sera, espérons-le, plus pratique pour les fonctionnaires en poste dans les capitales se trouvant dans des fuseaux horaires à l'est. Un enregistrement temporaire sera mis à disposition de *toutes* les délégations, dans l'après-midi même ou peu après, de sorte que les fonctionnaires en poste dans les capitales dans les autres fuseaux horaires puissent regarder cet enregistrement à leur convenance. Cette séance sera suivie d'une séance supplémentaire de questions-réponses au cours de l'après-midi du lundi 12 décembre, ce qui sera plus pratique pour les fuseaux horaires à l'ouest. Nous nous efforçons de faciliter les choses

pour offrir aux Membres dans tous les fuseaux horaires la possibilité d'interagir avec le Secrétariat de l'OMC et de poser des questions lors de ces séances. Vous recevrez des renseignements plus précis par écrit, par les voies habituelles.

53.43. Le délégué des États-Unis a indiqué ce qui suit:

53.44. Merci, Monsieur le Président, pour cette mise à jour utile. La session informelle que vous avez mentionnée pour la fin janvier ou le début février sera-t-elle sur Interprefy?

53.45. La déléguée du Royaume-Uni a indiqué ce qui suit:

53.46. Merci beaucoup pour cette vue d'ensemble et pour tout le travail que vous effectuez au sein de nombreux organes subsidiaires sur les prochaines étapes. Nous avons vraiment apprécié le rapport écrit informel que vous nous avez présenté, et nous avons pris bonne note du fait que vous allez envoyer un projet pour observations, ce qui garantit un processus transparent. Je suppose, sans préjuger de la forme que prendra ce rapport, que ce type de session spécifique de suivi des exposés des présidents des organes subsidiaires est une excellente chose en termes de travaux de réforme concernant le fonctionnement des comités. Elle tient également compte de ce que le Canada a appelé l'approche axée sur les délégués, qui vise à nous faciliter la vie à tous. À cet égard, il serait vraiment utile que le Secrétariat prépare, en plus du rapport que vous enverrez, un tableau de base facile à utiliser qui présente les pratiques suivies dans chaque comité. Par exemple, si un ordre du jour annoté est utilisé dans cet organe ou non; si la plate-forme eAgenda est utilisée par cet organe, oui ou non. Cela nous permettra de comparer et d'opposer les différentes pratiques suivies par les différents comités, et nous pensons que cela serait vraiment utile pour réfléchir un peu plus et préparer cette session. Je laisse au Secrétariat le soin de décider du meilleur format.

53.47. Deuxièmement, je vous remercie d'avoir organisé si rapidement la séance d'information sur les outils numériques. Nous l'avons demandé lors de la réunion informelle et nous vous en sommes très reconnaissants, en plus de tout ce que vous faites, en essayant de programmer des réunions, en traitant des demandes des Membres comme celle que nous venons de faire. Nous espérons vraiment que cette formation nous permettra d'utiliser plus efficacement le temps du Secrétariat. L'eAgenda du Comité de l'accès aux marchés est un outil numérique qui nous a vraiment permis de libérer nos ressources. Nous aimerions donc savoir si vous pouviez vérifier si d'autres Membres l'ont trouvé utile. Nous trouvons qu'il est utile non seulement pour la préparation des réunions, mais aussi pour pouvoir voir quels Membres déposent quelles PCS afin que nous puissions décider si nous voulons nous porter coauteurs, et surtout pour pouvoir télécharger directement notre déclaration. Nous pouvons également accéder aux déclarations téléchargées par d'autres Membres. Il nous a fallu un certain temps pour nous habituer, mais cela réduit vraiment la bureaucratie, en particulier dans notre capitale, et nous serions donc très reconnaissants de savoir si d'autres délégations trouvent également cela utile, afin que vous puissiez vous concerter sur la possibilité de l'adopter au sein de ce conseil.

53.48. La déléguée du Paraguay a indiqué ce qui suit:

53.49. Merci, Monsieur le Président, pour votre rapport. Je voudrais souligner que nous avons déjà parcouru un long chemin, dans de nombreux domaines, par rapport à la situation qui prévalait il y a quelques années. Je vais faire référence à de toutes petites choses très simples, mais qui ont vraiment changé la vie des délégués. Par exemple, nous avons un mot de passe différent pour chaque eAgenda auquel nous avons accès. Au lieu de pouvoir se connecter avec un seul nom d'utilisateur et un seul mot de passe, il en fallait trois, plus un autre pour Documents en ligne, et un autre pour www.wto.org, etc. Ces petites questions fondamentales sont très utiles pour l'approche mentionnée par le Royaume-Uni, en ce qui concerne la manière dont nous pouvons apporter des améliorations centrées sur les délégués au sein de cette Organisation. La programmation des réunions et le fait que nous ayons ce document de séance sous les yeux aujourd'hui sont également le fruit de cet effort.

53.50. Pour pouvoir avancer, nous avons cependant encore beaucoup de choses à faire. Par exemple, chaque comité conçoit sa section de la page Web de l'OMC différemment, et les renseignements disponibles dans la section concernant le Comité de l'accès aux marchés ne sont pas les mêmes, ou ne sont pas placés de la même manière, que les comités SPS et OTC ou le Comité

de l'agriculture. Savoir comment s'y retrouver dans chacune de ces sections de la page Web de l'OMC, surtout lorsque l'on arrive pour la première fois, peut s'avérer assez compliqué et intimidant.

53.51. Une autre question et une bonne pratique que nous avons l'habitude d'avoir, et qui a été mise de côté probablement en raison du Coronavirus et d'autres facteurs, est que nous avons l'habitude d'organiser une session pour les nouveaux délégués dans les différents organes subsidiaires, ainsi que dans ce conseil. Lorsque vous êtes nouveau dans cette Organisation intimidante, qui couvre de nombreuses questions, comme l'a dit notre collègue du Guatemala, et dans une petite délégation, il peut être compliqué d'apprendre à se repérer dans les questions très particulières de chaque Comité ou de chaque Conseil. Permettez-moi de citer en exemple les séances thématiques, le rôle des réunions informelles et les examens triennaux de certains comités. Il faut du temps pour apprendre tous ces petits détails, et ces séances d'introduction, que nous avons l'habitude d'organiser il y a quelques années, étaient très utiles pour les nouveaux délégués, et pourquoi pas, également pour les délégués qui n'étaient pas nouveaux mais qui n'avaient pas eu de séance de ce type.

53.52. Ce sont des questions que nous aimerions voir dans vos consultations, Monsieur le Président, et nous voulions voir comment nous pourrions, par de petits changements, incorporer cette approche consistant à placer le délégué au centre, et comment nous rendre la vie plus facile. D'une manière générale, nous constatons, en particulier dans les discussions sur la réforme, que nous recherchons tous une plus grande participation des Membres, que ce ne sont pas toujours les mêmes 15 ou 20 Membres qui sont actifs dans tous les Comités. Cependant, il est très difficile d'être actif lorsque l'on participe à tous les Comités et que l'on ne dispose pas de ces petits outils qui facilitent le travail. Ils sont petits, mais ils peuvent être très utiles.

53.53. Une autre amélioration que je ne veux pas oublier, et qui était le travail de la Colombie à l'époque, est que dans le système d'enregistrement électronique, nous pouvons maintenant voir qui traite quel sujet afin que nous puissions entrer en contact avec nos collègues respectifs, et qu'il existe des listes de diffusion qui s'adressent aux délégués et pas seulement à l'adresse principale de la mission permanente respective. Ce sont de petites choses, qui semblent insignifiantes, mais qui nous ont vraiment aidés à faire beaucoup de progrès; et nous pensons que nous pouvons continuer à progresser dans cette direction.

53.54. Le délégué de la Thaïlande a indiqué ce qui suit:

53.55. Tout d'abord, la Thaïlande voudrait vous remercier, Monsieur le Président, pour votre dévouement et votre travail acharné, en ajoutant que vous avez été cité comme l'icône d'un président qui travaille dur. En effet, j'ai entendu, lors des discussions informelles, que le CCM était considéré comme un organe ayant réalisé beaucoup de progrès en termes de réforme de l'OMC. Je partage certainement avec vous le bon travail qui est en cours.

53.56. Deuxièmement, je voudrais rebondir sur les observations du Royaume-Uni en ce sens que, lors de cette séance d'information, le Président a fait référence au travail effectué par le Comité de l'accès aux marchés en ce qui concerne l'eAgenda. Une fois encore, je voudrais dire qu'en tant qu'ancien président du Comité de l'accès aux marchés, nous n'avons pas le monopole de l'utilisation de l'eAgenda. Je pense que nos amis des Comités SPS et OTC ont également utilisé l'eAgenda bien avant nous, ce qui, de mon point de vue, a beaucoup aidé. En ce qui me concerne, lorsque j'étais président du Comité de l'accès aux marchés, l'eAgenda m'a grandement facilité la vie. Je pense qu'il est peut-être temps pour nous de réfléchir à la manière dont nous pouvons faciliter la vie d'un délégué en utilisant des outils numériques, ce qui est certainement utile. Ils augmentent la transparence. Ils augmentent l'efficacité. Je pense qu'il est bon pour nous de voir la préoccupation commerciale qui nous est présentée. Nous n'avons pas besoin de transmettre la préoccupation au Secrétariat pour qu'elle soit inscrite à l'ordre du jour. Nous pouvons étudier la manière de la présenter nous-mêmes au sein de ce conseil. Et je me fais l'écho d'un grand nombre d'intervenants qui m'ont précédé, en disant que nous devrions nous efforcer de faciliter les choses pour les délégués.

53.57. Troisièmement, je suis d'accord avec le Paraguay pour dire qu'il existe une disparité entre les 14 comités subsidiaires du CCM. Chacun a sa propre façon de faire. Toutefois, j'admire une initiative qui a été couronnée de succès. Il existe, au sein de trois comités, à savoir les Comités SPS et OTC et le Comité de l'accès aux marchés, une base de données partagée sur les préoccupations

commerciales, ce qui signifie que vous pouvez effectuer une recherche sur les préoccupations commerciales soulevées dans ces trois comités, et vous pouvez voir quelles sont les questions, quels sont les pays qui ont répondu, quelles sont les Parties plaignantes, et ainsi de suite. Ce système a été utilisé avec succès par les délégués, car il nous facilite la vie. La transparence est la pierre angulaire de notre fonctionnement, comme vous pouvez le constater dans cette discussion. Je suis donc d'accord. Et je salue vos efforts, Monsieur le Président, pour réunir les 14 présidents des organes subsidiaires du CCM, et je vous encourage à aller plus loin: faites-les également parler entre eux. Lorsque je présidais le Comité de l'accès aux marchés, qui fonctionnait alors en mode hybride en raison de la pandémie mondiale de COVID-19, il faisait quelque chose, le Comité SPS faisait autre chose, le Comité de facilitation des échanges faisait autre chose, etc. Il y avait un manque de coordination et de communication entre les autres comités. Par conséquent, il serait très utile que nous puissions partager des renseignements, que nous puissions apprendre les uns des autres et que nous puissions partager des données d'expérience et apprendre de chaque comité. Après tout, le monde nous considère comme un organisme global; non pas en tant que Comité SPS ou Comité de l'accès aux marchés, mais plutôt en tant qu'OMC dans son ensemble, et sur la manière dont nous relevons les défis mondiaux. Aussi, Monsieur le Président, je voudrais vous féliciter pour vos efforts, et également faire une suggestion pour améliorer encore les choses, simplement pour rendre nos vies de délégués plus faciles et plus efficaces.

53.58. Le Président a indiqué ce qui suit:

53.59. J'ai également pris note des observations du Président du Conseil général concernant les travaux du CCM. Il s'agit vraiment de travaux collectifs pour lesquels je vous remercie tous. J'ai également prévenu le Président du Conseil général que les travaux que nous faisons au CCM sont, d'une certaine manière, très simples, très basiques. Nous essayons d'améliorer notre façon de travailler au quotidien, ce qui est dans notre intérêt. Il s'agit bien sûr d'un effort collectif.

53.60. Le délégué du Canada a indiqué ce qui suit:

53.61. Le Canada se félicite de l'occasion qui lui est donnée de réagir à votre rapport, Monsieur le Président, et de faire part de certaines de ses réflexions en vue d'un examen futur par le Conseil. Je parle plus particulièrement de l'aspect fonctionnement du Conseil, et pas tellement de l'aspect pandémie. Je m'adresse en particulier à certains délégués qui n'ont pas participé aux discussions du Conseil depuis un certain temps. En fait, nous avons entamé cette discussion à la fin de l'année 2018. Nous avons eu au moins huit réunions au cours de ces quatre années dont j'ai pu trouver les références dans les procès-verbaux, grandement stimulées par la contribution de notre ancienne collègue, Carol (Hong Kong, Chine). Pour moi, cela a révélé un grand intérêt pour l'amélioration du fonctionnement du Conseil et de ses organes subsidiaires. C'est ce qui ressort clairement de nos discussions d'aujourd'hui et de celles d'octobre dernier. En relisant les procès-verbaux de ces réunions, j'ai vu, je vois, une certaine hésitation, en particulier en ce qui concerne la modification des mandats, ou la modification des droits et des obligations, et je voudrais donc simplement préciser que, pour le Canada, cela n'a jamais été, ni ne serait, ni n'est, un objectif de cet exercice.

53.62. Comme indiqué à la réunion informelle du Conseil du 14 octobre, et comme le Royaume-Uni vient de le mentionner, nous continuons de participer à cette discussion en gardant à l'esprit une approche centrée sur les délégués et en réfléchissant à la manière dont nous pouvons améliorer au mieux les aspects pratiques de nos travaux. En d'autres termes, quels sont les différents défis auxquels sont confrontés les délégués ici à Genève et dans les capitales? Nous en avons un peu entendu parler aujourd'hui, en termes de planification. Mais surtout pour ceux qui font partie des petites délégations, ou qui ont plusieurs responsabilités dans leurs travaux, comment pouvons-nous faciliter au mieux leur participation aux travaux ordinaires de l'OMC? Et comment pouvons-nous améliorer l'organisation et la conduite des travaux au sein des organes de l'OMC afin de relever ces défis? Pour le Canada, il s'agit donc de créer un environnement qui responsabilise les délégués tout au long de leur processus de travail, c'est-à-dire lorsqu'ils se préparent aux réunions, lorsqu'ils participent aux discussions pendant les réunions et lorsqu'ils assurent le suivi des résultats de ces réunions. Qu'est-ce qui nous aidera à utiliser notre temps à bon escient? Je pense que de nombreux progrès ont été réalisés dans ce domaine, notamment en ce qui concerne les outils électroniques que le Secrétariat a récemment mis en place. Même les petites améliorations et pratiques peuvent avoir une grande incidence, exactement comme le Paraguay vient de l'indiquer, et ces petites choses s'additionnent et créent beaucoup d'avantages pour nous, en tant que délégués ici, en ce qui concerne les travaux que nous faisons.

53.63. Un autre exemple est l'accès aux convocations aux réunions informelles par le biais du système Documents en ligne. Je ne sais pas si beaucoup d'entre vous s'en souviennent, mais ces convocations étaient généralement envoyées par courrier électronique aux délégués, et si vous n'étiez pas sur la liste de diffusion, vous ne les receviez pas. C'est pourquoi je pense que l'accès au système en ligne a été un grand avantage. Et en effet, la fonctionnalité d'enregistrement électronique, également, et je pense que le Paraguay l'a également mentionné, permet de savoir qui sont vos homologues dans un autre pays Membre.

53.64. Cependant, le Canada reste convaincu qu'il est possible de faire davantage et que les délégués et le personnel du Secrétariat y gagnent tous les deux. Nous reconnaissons tous le soutien que nous apporte le personnel du Secrétariat, et plus il nous aidera, plus il les aidera aussi, j'en suis persuadé. Nous apprécions donc vraiment, Monsieur le Président, les efforts que vous avez déployés pour contacter les présidents des organes subsidiaires, pour leur parler et pour organiser avec eux le processus que vous nous avez présenté ici. Et je dois admettre que j'apprécie tout particulièrement les rapports que nous avons commencé à recevoir des présidents des 14 organes subsidiaires en réponse à la demande que vous avez mentionnée.

53.65. Peut-être juste quelques observations pour ceux qui n'ont pas eu l'occasion de lire ces rapports. Je vois certains aspects utiles, en termes de résultats. Il est clair pour moi que tous les Comités n'organisent pas de séances de formation sur le processus et la conduite de leurs travaux pour les délégués de Genève, et je pense que le Paraguay l'a mentionné. Cependant, les rapports montrent également que certains d'entre nous ne savaient pas qu'ils pouvaient en bénéficier et ne l'ont donc jamais demandé. Et je pense que cela fait partie du processus pour les délégués ici, c'est-à-dire d'être actifs et proactifs, et de demander des renseignements non pas individuellement, mais en tant que Conseil ou Comité. Certains comités utilisent le système d'enregistrement électronique plus que d'autres, et je pense qu'un effort supplémentaire de la part des délégués est nécessaire pour que ce système devienne encore plus utile qu'il ne l'est déjà. Je sais qu'un certain nombre de présidents nous rappellent, à la fin de chacune de ces réunions, de nous rendre sur le site d'enregistrement en ligne et d'indiquer les Comités et les Conseils dont vous êtes responsables, car cela vous permet automatiquement de recevoir ces renseignements et permet aux autres délégués de vous trouver lorsqu'ils vous recherchent.

53.66. Les rapports montrent également qu'il existe des différences de terminologie. Il est clair qu'un ordre du jour annoté dans un comité n'est pas toujours identique à un ordre du jour annoté dans un autre comité. Ils sont très différents, du moins ceux que j'ai vus. Et de nombreux comités n'en ont même pas. Je pense donc qu'il s'agit là d'un autre domaine qui devrait faire l'objet d'une discussion plus approfondie concernant ce que ces éléments pourraient nous apporter dans le cadre de nos travaux à venir.

53.67. La publication en temps voulu des procès-verbaux reste un défi de taille dans de nombreux cas. Comme l'indiquent les rapports des présidents, il existe une grande variété de délais entre la date des réunions et la publication effective des procès-verbaux, ce qui est dû en grande partie, je l'admets, à des contraintes en matière de ressources. Je note qu'un rapport vient d'être publié par le Comité des licences d'importation, qui indique qu'un membre du personnel de l'OMC est chargé d'éditer les procès-verbaux de sept comités différents de l'OMC. Il y a donc une certaine logique à ce que cela prenne autant de temps, mais il y a peut-être des moyens d'améliorer les choses à cet égard également.

53.68. Enfin, et je pense que c'est quelque chose qui a commencé à se mettre en place ces dernières années, les présidents et le Secrétariat envoient des courriels de notification préalable des réunions et des courriels de suivi des réunions sur les prochaines étapes. Je pense qu'il s'agit là d'un ajout des plus utiles aux pratiques des différents comités, qui permet de s'assurer que les délégués savent ce qui va se passer, et de s'assurer qu'ils sont au courant des prochaines étapes, plus que toute autre chose. Dans un deuxième temps, il est également clair que le règlement intérieur que nous suivons au sein de ce conseil et de ses organes subsidiaires, qui a été adopté il y a 25 ans, existe dans un contexte qui a beaucoup changé depuis. Il est vrai que, dans certains cas, ces pratiques et procédures ont évolué au sein de différents comités à la suite de changements décidés par les délégués ou de changements pratiques mis en œuvre par le Secrétariat, mais il semble également que peu de choses aient changé dans d'autres comités, ou du moins qu'il n'y ait pas eu de réflexion récente, à ma connaissance, sur les modifications à apporter à ces procédures pour mieux répondre aux besoins des délégués dans la réalité d'aujourd'hui. Il s'agit donc d'un autre domaine important sur lequel nous devrions réfléchir, au moins lorsque nous commencerons à creuser cette discussion.

Enfin, en troisième lieu, je pense que les rapports que j'ai lus jusqu'à présent soulignent l'importance de ce processus que vous dirigez, Monsieur le Président. C'est une excellente occasion pour nous d'engager une discussion cohérente et horizontale sur ce qui a été fait et sur ce qui peut être fait pour améliorer l'organisation et la conduite de nos délibérations afin de renforcer la sensibilisation et la participation des délégués. Le Canada estime qu'il est très utile d'avoir une vue horizontale, en comparant ce que les 14 organes subsidiaires ont fait au fil des ans. Les renseignements recueillis lors de nos discussions au sein du Conseil pourront ensuite alimenter les discussions au sein des organes subsidiaires. Il appartiendra ensuite aux délégués de chacun de ces comités de déterminer ce qui peut être utile ou non pour chaque comité, compte tenu de sa situation et de son rôle particuliers. Je tenais donc à vous faire part de ces premières réflexions. J'attends avec impatience notre discussion en janvier ou début février, et je vous remercie. J'espère que nous obtiendrons de bons résultats à l'issue de cette discussion.

53.69. Le délégué des États-Unis a indiqué ce qui suit:

53.70. Je voulais réagir rapidement sur deux points. Le premier concerne la suggestion du Paraguay d'organiser des séances d'orientation pour les nouveaux délégués. Je pense que c'est une très bonne idée d'organiser ce type de séances, mais je pense également que nous devons l'aborder avec un peu de prudence. Ce type de séances peut empiéter sur le fond à plusieurs occasions, et je pense qu'aucun d'entre nous ne voudrait mettre le Secrétariat en position de porter des jugements de fond sur la manière dont certaines dispositions sont interprétées dans certains Accords. Vous pouvez imaginer le gâchis que cela représenterait pour un certain nombre d'entre nous. Deuxièmement, je voudrais vraiment inciter à la prudence dans l'utilisation de termes tels que "centré sur les délégués" dans ce type de discussions. Bien que certains points valables aient été soulevés quant aux améliorations qui peuvent être apportées, nous devons veiller à ne pas nous mettre dans une position où nous transférons la charge à l'OMC, au Secrétariat et aux présidents, en disant aux délégués "dites-moi comment faire mon travail". Je veux dire qu'il s'agit là d'une responsabilité qui incombe à chaque mission et à des délégués spécifiques, et nous devons donc être prudents et veiller à ce qu'il y ait un équilibre dans ces efforts.

53.71. Le délégué d'El Salvador a indiqué ce qui suit:

53.72. El Salvador soutient pleinement la déclaration du Paraguay concernant les séances d'information pour les nouveaux délégués. En tant que nouveau délégué d'une très petite délégation, il y a beaucoup de travail. Par conséquent, ce type d'initiative renforce considérablement les capacités des délégués et les aide à se prendre en charge, en particulier ceux des petites délégations.

53.73. La déléguée de l'Union européenne a indiqué ce qui suit:

53.74. Pour notre part, nous sommes conscients des travaux entrepris au sein du Conseil et de ses organes subsidiaires sur les questions de mise en œuvre découlant de la CM12, et nous apprécions particulièrement le fait que ces travaux soient structurés par des mises à jour régulières des renseignements, ce qui est important pour suivre ces travaux et apporter les contributions nécessaires. Nous sommes intéressés par la suggestion du Royaume-Uni et du Canada de disposer d'un tableau permettant une organisation thématique des principaux points soulignés dans les rapports des présidents, en particulier s'il y a 14 rapports de ce type. Un tableau faciliterait considérablement les travaux dans ce domaine, notamment pour discuter de l'organisation des discussions au sein du Conseil et de ses organes subsidiaires. Nous partageons également le point de vue positif sur l'eAgenda et les outils numériques en cours de développement. Il y a certainement une discussion à avoir sur ces outils numériques, mais ils vont dans le sens d'un renforcement de l'efficacité de nos travaux, et la session du 9 décembre est bien sûr la bienvenue. D'une manière générale, il y a certainement des aspects à prendre en considération dans notre discussion et il est clair qu'il y a des sujets sur lesquels il faut avancer, et je dois dire que, personnellement, j'ai bénéficié d'un certain nombre d'activités de formation de la part du Secrétariat, et que celles-ci étaient extrêmement instructives. Il y a une discussion à avoir, en effet, sur l'expérience que l'on peut avoir en tant que délégué et qui nous permettra de faire la lumière sur certaines des idées proposées. Nous attendons donc avec impatience notre session de janvier ou février.

53.75. La déléguée de la Nouvelle-Zélande a indiqué ce qui suit:

53.76. La Nouvelle-Zélande souhaite également vous remercier, Monsieur le Président, pour vos efforts. Nous attendons avec impatience la suite des discussions le 9 décembre, et nous sommes favorables aux demandes d'un projet schématique des domaines sur lesquels nous pouvons nous concentrer lors de ces discussions. Je soutiens également pleinement les observations faites par les intervenants précédents, en particulier le Canada, mais aussi le Paraguay, sur l'organisation de séances de formation. Je suis moi-même une petite mission, et nous ne sommes pas si petits que cela, mais nous bénéficions des renseignements fournis par le Secrétariat, et pour ma part, j'ai participé à la séance de formation du Comité de l'accès aux marchés, qui s'est avérée très utile en donnant une vue d'ensemble à la fois aux anciens et aux nouveaux délégués.

53.77. Le délégué de la Chine a indiqué ce qui suit:

53.78. La Chine vous remercie, Monsieur le Président, pour les efforts considérables que vous avez déployés pour organiser la consultation bilatérale de septembre, ainsi que la session informelle d'octobre sur les questions de mise en œuvre découlant de la CM12. Nous tenons également à vous remercier, ainsi que tous les présidents des organes subsidiaires, pour l'établissement de ces deux rapports. Et je vois que certains présidents de comités ont déjà transmis leurs rapports, comme ceux du Comité de l'accès aux marchés, du Comité des licences d'importation et du Comité de l'ATI, de sorte que nous étudions déjà ces rapports. Nous espérons simplement que les autres rapports seront distribués aux Membres dès que possible, afin que nous ayons plus de temps pour les assimiler et que nous ayons plus de temps pour proposer nos idées sur la base de ces rapports. Beaucoup d'idées bonnes et utiles ont déjà été partagées et mentionnées à la réunion d'aujourd'hui, nous voulons donc simplement avoir plus de temps pour assimiler ces rapports, et j'espère donc qu'ils pourront être distribués dès que possible. Nous attendons avec impatience les discussions informelles qui auront lieu en janvier ou début février.

53.79. La déléguée de la Türkiye a indiqué ce qui suit:

53.80. Je vous remercie, Monsieur le Président, ainsi que le Secrétariat, pour tout le travail que vous avez accompli. Nous attendons également avec impatience les discussions sur les rapports des organes subsidiaires en janvier ou février. En tant que déléguée, je pense qu'il est vraiment important de rendre notre travail plus efficace, je regrette simplement que la vie soit meilleure pour les délégués alors que mon mandat touche à sa fin. Juste un point concernant ce que le Canada a dit sur les avis de suivi par courriel, à savoir que, tout comme les rapports résumés après certaines réunions, comme le Comité de l'accès aux marchés en ce qui concerne ses réunions informelles, ils sont vraiment utiles. Et je pense que ces rapports pourraient être reproduits par d'autres comités. Je ne parle pas de longs rapports, mais de brèves notes décrivant ce qui s'est passé, afin que nous puissions voir quels seront les travaux à venir. Ils pourraient donc être reproduits dans d'autres organes, et le plus tôt sera le mieux.

53.81. Le Président a indiqué ce qui suit:

53.82. J'ai le début de peut-être deux ou trois réponses préliminaires à vos questions, mais elles peuvent attendre nos discussions au début de 2023. En ce qui concerne la question des États-Unis, oui, la réunion de fin janvier ou de début février sera également accessible via Interprefy. En ce qui concerne l'idée d'un tableau comparatif, oui, nous allons essayer, en coordination avec les présidents des organes subsidiaires et le Secrétariat, d'avoir une structure de rapport qui facilite la comparaison. Sur cette base, je pense que nous serons en mesure de distribuer un rapport et peut-être de compiler un document de synthèse ou un tableau comparatif suffisamment à l'avance. Nous ferons de notre mieux pour y parvenir. J'ai également noté plusieurs références à l'eAgenda, qui est clairement l'une des questions identifiées lors de mes consultations et lors de nos échanges du 14 octobre. Et je pense que c'est un des points qui sera discuté, parmi d'autres, de manière efficace, au début de l'année 2023. Merci pour cet échange d'idées très positif, qui m'encourage à poursuivre dans cette voie.

53.83. Le Conseil a pris note des déclarations.

53.3 Date de la prochaine réunion

53.84. Le Président a indiqué que la réunion formelle suivante du Conseil était prévue pour les 3 et 4 avril 2023. Ces dates seraient confirmées en temps utile.

53.85. La réunion a été déclarée close.
